

Jugement modéré dans l'affaire Paribas

M. Pierre Moussa ancien président de la banque et douze clients ont été relaxés

LIRE PAGE 13 L'ARTICLE DE J.-M. THEOLLEYRE



Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

« Le Monde des arts et des spectacles »

Pages 21 à 28

● Théâtre : la Comédie-Française et l'humour russe
● Cinéma : « L'Etoffe des héros »

Violente offensive de l'URSS en Afghanistan

Le « style Tchernenko »

Les observateurs qui se demandaient si la nouvelle direction soviétique mise en place en février allait infléchir la politique suivie précédemment ont déjà un premier élément d'appréciation. Ce qui se passe depuis quelques jours en Afghanistan confirme les avertissements lancés ces derniers temps par les responsables de la résistance : Moscou recourt maintenant à une forme de combat beaucoup plus massive et brutale, sans aucune des subtilités qu'avait pu manifester Andropov.

Le règne éphémère du successeur de Brejnev avait paru annoncer de nouvelles ouvertures diplomatiques, à tel point que M. Marchais, revenant de Moscou, avait dit s'attendre à « du nouveau » sur l'Afghanistan. Ces initiatives éventuelles avaient été visiblement stoppées dès le début de 1983, mais, sur le terrain, une nouvelle approche s'était dessinée. Aucune opération militaire de grande envergure n'était signalée, les responsables de l'armée soviétique et, surtout, du KGB préférant jouer des dissensions entre tribus pour soulever tel ou tel groupe de la résistance et alléger la pression contre leurs forces. Un cessez-le-feu avait même été conclu dans le sud-est du pays, sous le commandement Massoud, l'un des principaux chefs de la résistance afghane.

Ces temps sont révolus. L'offensive généralisée que l'armée rouge a déclenchée depuis samedi dans la même vallée du Panjshir est la plus importante depuis celle de l'été 1982, et même depuis le début de cette guerre de quatre ans, qu'il s'agisse de l'ampleur des effectifs engagés (en majorité soviétiques, apparemment) ou des tactiques employées. Les bombardements à haute altitude effectués par les Tupolev-16 retiennent particulièrement l'attention. L'emploi de cet avion, qui est une sorte de petit B-52 soviétique (c'est à lui que reviendrait encore actuellement la mission d'éventuels bombardements atomiques de l'Europe), rappelle les bombardements de « saturation » effectués par les États-Unis au Vietnam.

C'est également au Vietnam que l'on pense en prenant connaissance du communiqué triomphal par lequel Radio-Kaboul a annoncé la « victoire » de la vallée du Panjshir et l'annihilation de la « bande criminelle » du commandant Massoud. Comme aujourd'hui les Soviétiques, les Américains avaient cru avant eux s'être débarrassés pour longtemps, par des opérations « coup de poing » du même genre, de leurs adversaires. La suite a pourtant montré que ceux-ci ne tardaient pas à se reconstituer et à revenir — à supposer qu'ils en soient jamais partis — dans des terrains qu'une lourde armée moderne ne peut occuper en permanence.

En attendant, et comme au Vietnam, c'est la population qui souffre le plus des bombardements et du déferlement des chars. Le « style Tchernenko » va encore plus loin dans ce domaine, puisque les avions et les hélicoptères soviétiques n'hésitent plus maintenant à mitrailler les paysans dans leurs champs afin de les contraindre soit à se rallier au gouvernement de Kaboul, soit à se réfugier au Pakistan. Jusqu'à présent, c'est le seul domaine dans lequel l'équipe au pouvoir au Kremlin semble faire preuve d'imagination.

Kaboul annonce la conquête de la vallée stratégique du Panjshir

Kaboul a annoncé le mardi 24 avril la conquête par les forces soviéto-afghanes de la vallée stratégique du Panjshir, située à quelques dizaines de kilomètres au nord-est de la capitale, à proximité de l'axe routier menant vers l'Union soviétique. Cette victoire, si elle était confirmée, constituerait un des plus importants revers de la résistance anti-soviétique depuis l'entrée de l'armée rouge en Afghanistan en 1979.

Pour le moment, si la réalité de la violente offensive soviéto-afghane ne fait guère de doute, les dirigeants du parti Jamiat-i-Islami — auquel appartiennent les maquisards du Panjshir — ont qualifié l'information diffusée par Radio-Kaboul de « pure propagande ».

« Les forces de sécurité afghanes » ont « rendu la pleine sécurité à la vallée du Panjshir » et.

Les « bandits du mercenaire Ahmad Shah » sont en fuite, a affirmé Radio-Kaboul (Ahmad Shah Massoud est le chef de la résistance au Panjshir). « Les bandes ennemies ne se trouvent plus dans la vallée. Les Afghans patriotes qui qu'ils soient allés doivent revenir et reprendre une vie normale (...). Ceux qui (parmi les maquisards) déposeront les armes seront pardonnés et aucune action ne sera entreprise contre eux ».

Dans son communiqué, d'une longueur inhabituelle, la radio officielle a déclaré que Kaboul s'était efforcé de régler « pacifiquement la question du Panjshir », faisant allusion à la trêve d'un an conclue en janvier 1983 avec le « commandant » Massoud.

PATRICE DE BEER

(Lire la suite page 6.)

AU JOUR LE JOUR

Unité

Il s'en va, les gros bataillons de la gauche laïque, républicaine, mais non obligatoires. Au coude à coude, communistes, socialistes, radicaux, ils se retrouvent dans la rue l'école publique.

A Versailles, les partisans du privé s'étaient comptés face aux projets du pouvoir de gauche. Mercredi, ceux du public se seront mobilisés dans l'unité d'un jour pour une sorte de manifestation. Ainsi qu'un bon vieux temps de l'opposition.

BRUNO FRAPPAT.

● L'an X de la liberté au Portugal

LIRE NOTRE SUPPLÉMENT PAGES 17 A 20

● La Grande-Bretagne et la CEE

LIRE NOTRE DOSSIER PAGE 36

Les manifestations pour la défense de l'école publique

LIRE PAGE 12 L'ARTICLE DE CHARLES VIAL

« L'école, une idée neuve ? »

ERIC LE BOUCHER

(Lire la suite page 39.)

Taiwan face aux infidélités de l'« ami américain »

I. — Le cœur et la raison d'Etat

Lors de son entrée à Hsinchu, sur la route de Pékin, où il arrivera le jeudi 26 avril, le président Reagan a lancé un appel à la coopération sino-américaine face à l'URSS. « Ensemble, a-t-il dit, nous pouvons nous lancer dans une entreprise formidable afin de construire des économies dynamiques et rendre le monde plus sûr en travaillant pour la paix et en nous opposant à l'agression de l'expansionnisme. C'est toute la signification de mon

voyage en Chine ». Bien que « réaliste au sujet de [ses] différences », M. Reagan s'est dit prêt à « coopérer avec la Chine dans son ambitieux programme de modernisation économique ». « Nos relations sont bonnes et elles peuvent devenir devenues meilleures. (...) Elles offrent une contribution vitale à la paix et au bien-être de tous les peuples d'Asie orientale et constituent un élément important de la paix mondiale. » — (AFP).

De notre envoyé spécial R.-P. PARINGAUX

« garantie pour la paix », laissant entendre que les États-Unis étaient intéressés par une Chine rouge puissante. Dans le passé, de tels personnalités ont gouverné les États-Unis, et rien ne garantit que dans l'avenir il n'y en aura pas un autre qui succèdera au président Reagan » (1).

Ainsi parlait M. Alexandre Soljenitsyne en octobre 1982 à Taiwan (République de Chine), sans se douter, apparemment, que le président Reagan, soucieux de se succéder à lui-même et réagissant au renforcement de la « carte » communiste chinoise pour contrer les Soviétiques, traiterait « flatter », du moins conforter les « mandarins rouges » en mentionnant à son tour l'escalade de Pékin sur son parcours diplomatique et électoral. Tout comme ce précurseur que fut, il y a douze ans, un autre président républicain à la veille d'élections : M. Richard Nixon.

« Le cœur de Reagan est avec nous », dit-on à Taiwan. Le cœur, sans doute, mais plus tellement la raison d'Etat. On ne l'ignore pas. Ce déplacement, même compte tenu des précautions oratoires d'usage (pas question, va répétant M. Reagan, de sacrifier un « vieil ami » sur l'autel d'une amitié nouvelle), inquiète évidemment beaucoup les dirigeants taiwanais.

Parce que le passé récent, fait de lâchages en série et d'isolements diplomatiques, leur a appris à ne pas se bercer d'illusions ; parce que Taiwan n'est qu'une île de dix-huit millions d'habitants face à un continent qui est un « contrepoint » stratégique et un marché d'un milliard

d'hommes ; parce que, en dépit de leur remarquable réussite économique et commerciale, ils savent fort bien ce que valent les bonnes paroles, les bons sentiments ou même les « bonnes » législations au regard de l'intérêt national et du poids politique de Pékin.

(Lire la suite page 7.)

LA RÉDUCTION DES PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES

Comment faire des économies sans diminuer la protection sociale

Comment réduire les prélèvements obligatoires en 1985, conformément à la promesse faite par le président de la République et renouvelée lors de la dernière conférence de presse ? Les arbitrages ne devraient être fondés que vers la fin du mois de juin, en raison des difficultés rencontrées. Au ministère des affaires sociales, en particulier, la nécessité de tenir la promesse présidentielle est venue compliquer les perspectives, déjà passablement nébuleuses, du « Grenelle de la protection sociale » — la réforme du financement de la Sécurité sociale, pour lequel M. Pierre Bérégovoy achemine à peine ses consultations.

Difficile, en effet, de ne pas prendre en compte la Sécurité sociale dans l'opération promise pour 1985 : les cotisations des individus et des entreprises ont représenté plus de 800 milliards de francs en 1983, contre 877 milliards pour les impôts, et dépasseront sans doute 880 milliards en 1984. On conçoit que le ministre de l'économie pousse en ce sens. Compte tenu de la progression « mécanique » des dépenses (retraites et santé), c'est une dou-

zaine de milliards qu'il faudrait alors trouver en 1985 si l'on veut répartir également les économies entre le budget de l'Etat et la Sécurité sociale, et 25 milliards si l'on choisit 1983 comme point de départ de la réduction.

Exercice d'autant plus ardu que l'on a déjà fortement freiné l'accroissement des dépenses de protection sociale en 1983 et 1984, notamment en grignotant le pouvoir d'achat des retraités et des allocations familiales (le Monde du 24 février). Il faut trouver des économies assez substantielles pour réduire les cotisations — la réduction des remboursements sur les mille deux cent soixante médicaments dits « de confort », par exemple, n'a porté que 700 millions de francs environ en 1983, — mais des économies acceptables par l'opinion, au-delà de la grogne inévitable des partis de gauche et des partenaires sociaux, notamment des centrales syndicales.

GUY HERZLICH

(Lire la suite page 38.)

M. Michel Rocard premier ministre ?

Si la question commence à être posée à gauche ce n'est pas encore l'hypothèse la plus probable

M. Michel Rocard est populaire et la gauche ne l'est plus. M. Rocard est enthousiasmé et la gauche est morose. M. Rocard a un air de compétence et le pouvoir ne parvient pas à imposer le sien. La politique économique de M. François Mitterrand est une copie conforme, en 1984, de celle, rejetée par les socialistes, que proposait M. Rocard avant 1981. Les thèses hérétiques d'hier sont devenues l'orthodoxie. Pourquoi M. Rocard n'est-il pas premier ministre ? La question — à laquelle il n'a pas répondu — lui a été posée mardi soir 24 avril, au cours de l'émission « Politiques », sur TF 1. Elle est d'autant plus pertinente que M. Rocard s'est montré à son avantage.

Cette question-là, on se la pose à droite depuis longtemps, et c'était une raison pour qu'on la jette, à gauche, inusitée, raison insuffisante, prétexte sans doute, qui réveille mal à la dégradation du crédit du pouvoir. Ceux qui ont « assassiné » M. Rocard pour des thèses économiques — pas seulement pour cela, il est vrai — qu'il défendait aujourd'hui, commencent à se le poser, la question : pourquoi, au nom de la gauche, par une sorte de régression : « Si cela peut servir la gauche... »

M. Rocard, premier ministre, cela se peut. La chose est difficile pour M. Mitterrand. Elle ne semble pas forcément favorable pour M. Rocard.

Les relations entre les deux hommes ont été, sont, entachées d'incompréhension réciproque et, pour ce qui concerne M. Mitterrand, d'un soupçon permanent. Si l'on veut résumer l'incompréhension, il faut faire appel à un souvenir circonstanciel. En octobre 1980, dans les jours qui ont précédé le dénouement du conflit de candidature à l'élection présidentielle, au congrès de l'international socialiste réuni à Madrid, M. Mitterrand dit en privé de son rival : « Quelle culture ! » Au même moment, M. Rocard juge, dans les mêmes conditions : « Quelle incompétence ! »

Inculture : M. Mitterrand a constamment considéré M. Rocard comme l'archétype du technocrate voué au rôle d'expert, qui ne peut atteindre à la dimension politique.

JEAN-YVES L'HOMEAU

(Lire la suite page 9.)

UN INÉDIT DE FREUD

RÉSULTATS, IDÉES, PROBLÈMES, TOME 1

Par Sigmund Freud

Il s'agit de textes écrits entre 1890 et 1920. Parmi les plus importants nous citons : *Traitement psychique*, *Charcot*, *La sexualité dans l'étiologie des névroses*, *Sur le mécanisme de l'oubli*, *Formulations sur les deux principes du cours des événements psychiques*, *L'intérêt de la psychanalyse*, *Sur la psychologie du lycéen*.

Collection « Bibliothèque de psychanalyse », dirigée par Jean Laplanche - 272 pages - 115 F.



LES LIVRES DES PUF QUI ENRICHISSENT LE MONDE

Le Monde

idées

Vues et revues

Création

Le dernier numéro d'*Esprit*, qu'analyse Yves Florenne, pose la question de la mainmise sur la création. Christian Delacampagne parle de Martial Guéroult, qui fut un philosophe créateur au sens le plus fort du terme. Quant à Roger-Pol Droit, il rend compte d'un livre dans lequel Bernard Sichère confronte l'œuvre de Lacan et son époque.

Quelle culture ?

SUR fond de tambour et de trompettes, la couverture d'*Esprit*, d'un jaune solaire, tire l'œil par ces mots en noir, en grand et en gras : *Mainmise sur la culture*. Disons tout de suite que ces antiques instruments de la communication et de la proclamation sont éminemment culturels, étant peints par Carpaccio ; et que le point d'interrogation n'est pas de pure forme. C'est vraiment une question. Mais d'abord, mainmise de qui ? Et, au juste, sur quoi ?

Le mot culture est d'usage récent. Littérature, un art, c'est assez court, et il s'agit d'agriculture. Deux lignes pour le sens figuré, point de définition : une simple paraphrase anticipée des exemples, qui se rapportent essentiellement à la « culture des lettres ».

Un seul, emprunté à Vauvenargues, n'est pas tout à fait inactuel : « Tout ce qui flatte le plus notre vanité n'est fondé que sur la culture, que nous méprisons ».

Si les Français, du temps où l'Europe n'était pas encore tendrement unie, ont montré une

allergie au mot culture, c'est qu'on en faisait outre-Rhin une débauche pesante que son K majuscule alourdissait encore et ridiculisait à nos oreilles. Ce n'était pas sérieux. Ce qui fut d'avantage c'est que le bon vieux *Kulturkampf*, malgré lui, on veut le croire, finit par déboucher sur *Mein Kampf* ; et que les livres sont devenus justiciables du feu et la culture, du revolver.

Tout cela est lointain, Dieu merci ! mais si nous en avons, aujourd'hui, comme jamais, plein la bouche de la culture, ne serait-ce pas depuis qu'elle est en passe de ne plus exister ? On veut parler de cette lente et difficile acquisition de connaissances puisées dans notre histoire et à nos sources, dans les civilisations anciennes, particulièrement celles dont nous sommes sortis : de quelque apprentissage de leurs langues et de la fréquentation de leurs monuments les plus durables, c'est-à-dire leur littérature. Ainsi avançait-on dans le temps, pour arriver au nôtre, qui est certes bien intéressant. Mais on en vient à ignorer superbement tout le reste, comme si ce temps présent, déjà passé le temps de le dire, sortait de rien pour y mieux retourner.

Il faut bien en convenir, la culture n'a d'autre utilité que d'apprendre à penser par soi-même, ce qui n'est pas aussi naturel qu'on pense, à être capable d'abstraction, à relier les connaissances entre elles. Bref, à comprendre, c'est-à-dire embrasser. Naguère, on n'aurait pas eu l'idée d'ajouter, tant c'était entendu, que toute culture repose sur le culte de sa propre langue. Le lieu de ces acquisitions, de ces exercices, de ces disciplines avait toujours été les collèges et les universités. Il n'est que de regarder les nôtres pour voir qu'on y trouve de plus en plus tout et rien, et de moins en moins ce qu'on appelle jusqu'ici culture.

Vous parlez, dira-t-on, de la culture littéraire. Ce seul adjectif jauge : « humaniste » la ravalait encore plus bas. Du reste, dans le parler courant, humaniste est devenu synonyme d'*humanitaire*. La plus notoire et respectable entreprise d'humanisme n'est donc plus l'université, mais la Croix-Rouge. La culture scientifique, telle qu'on l'entend en la limitant, le plus ignare ne l'ignore pas, tout le monde l'honore, beaucoup l'adore. De confiance, et d'autant plus qu'on confond science et technologie. En tout cas, c'est une grande culture de spécialistes, presque aussi incommunicable entre ses alvéoles qu'avec l'extérieur. La culture qu'on appelle générale resterait seule capable d'équilibrer la fragmentation croissante du savoir : son inaccessibilité engendre une mainmise dangereuse dont on parle peu : celle de l'argument d'autorité. Incommunicables, loin de l'être les deux cultures ont pu vivre en osmose et même Buffon, mais Léonard de Vinci, Pascal, Descartes, et même Diderot ne sont évidemment plus de ce temps.

Du producteur au non-consommateur

On vous aurait demandé, il y a peu encore, de caractériser d'un seul mot la culture parfaite, le premier sans doute qui vous serait venu, c'est : *désintéressée*. Que venait-elle à l'œil, rayé de l'ordre du jour, on ne le sentait que trop malgré les précautions de langage ; mais il aura fallu la franchise ou l'inadvertance d'un premier ministre, lequel, à l'autorité de sa fonction joignait celle d'un éminent universitaire, pour que soient déclarés, du haut de la chaire, les caractères désormais requis de l'université : le rendement et la rentabilité.

Ce sont des critères et des objectifs mercantiles. Ou, si l'on préfère, en termes plus relevés : économiques. Tout est lié. La subordination absolue à l'économie comme le refus de l'histoire viennent du même modèle : une grande nation sans mémoire. Quoi qu'il en soit, le rôle assigné depuis déjà longtemps à notre Université, c'est la fabrication de produits humains utiles, utilisables, exploitables, consommables et consommant.

Ce n'est d'ailleurs pas cette libre mainmise de la libre entreprise qui a provoqué la réflexion d'*Esprit* : c'est la mainmise, éventuelle, de l'Etat. Dès le principe, la question paraît tranchée : « Il n'y a pas de culture étatique en France ». C'est vrai. Au bout du compte, le point d'interrogation,

par YVES FLORENNE

Un idéalisme radical

par CHRISTIAN DELACAMPAGNE

POUR beaucoup, le nom de Martial Guéroult n'évoque que celui d'un brillant universitaire, qui forma des générations d'auditeurs à la compréhension des grands systèmes philosophiques du passé, en particulier à celle des cartésiens. Et, en effet, le Descartes selon l'ordre des raisons et le Spinoza de Martial Guéroult restent des modèles du genre et constitueront encore longtemps des références indispensables pour l'étude de ces auteurs.

Beaucoup de ceux qui, comme moi, ont eu la chance d'entendre ses cours en gardent un souvenir lumineux : Guéroult avait le don, non seulement de la clarté, mais de la profondeur. « La reconstitution interne des doctrines selon leur loi propre d'organisation », disait-il, est la grande affaire. Il avait donc introduit, dans l'historiographie française, une approche systématique et déjà « structurale » des grandes pensées — et cela dès son premier travail sur Fichte — qui reconnaît tout son sens philosophique à l'histoire de la philosophie. Avec lui, le commentaire devenait un exercice, non seulement d'intelligence, mais d'ascèse spirituelle. Quand il n'aurait fait que cela, ce serait déjà beaucoup.

Mais Guéroult ne s'est pas contenté d'être un commentateur. Il a voulu être un inventeur de système, c'est-à-dire un philosophe créateur au sens le plus fort du terme. Et il y est parvenu dans un vaste ouvrage auquel il aurait sans doute donné le titre de *Dianoématique*, mais dont il ne s'est jamais estimé assez satisfait pour l'édition, et dont la publication, posthume, vient seulement de commencer (1).

Sans doute faudrait-il méditer longuement cette œuvre — rédigée pour l'essentiel entre 1933 et 1938, mais constamment remaniée pendant les quarante années suivantes — avant d'en dégager toute la richesse. Il est déjà possible, toutefois, de reconnaître ici — même si elle n'est pas destinée à atteindre la vogue de celles de Bergson, Bacheler, Sartre ou Merleau-Ponty — l'une des grandes pensées françaises du vingtième siècle.

Guéroult y affronte, en effet, un problème fondamental pour la philosophie : celui de ses rapports avec son histoire. Histoire et philosophie passent d'ordinaire pour opposées : la première correspond le domaine de la contingence et des vérités de fait, à la seconde celui de la nécessité et des vérités universelles. Le philosophe n'accepte d'être dans l'histoire qu'à condition d'en délivrer le sens ultime, autrement dit d'en annoncer la fin. Et s'il tolère l'existence d'une histoire avant lui, ce n'est qu'en tant qu'histoire des erreurs qui l'ont précédé et auxquelles sa philosophie, porteuse de la vérité, se propose de mettre un terme définitif.

Toutefois, chaque philosophe ayant cette prétention, et ces multiples prétentions se ruant les unes les autres, le sentiment que le fait même qu'il y ait une histoire de la philosophie prouve la vanité radicale du projet philosophique. Il devient alors difficile pour ceux qui, même en philosophie, s'adonnent à l'histoire de la philosophie, d'échapper au scepticisme. Qui a raison, de Descartes ou de Spinoza ? Ne faut-il pas craindre qu'ils aient tort tous les deux ? Et quelle raison valable peut-il y avoir pour nous, aujourd'hui, de nous intéresser à leurs idées ?

Guéroult pose le problème dans toute sa netteté. Il commence par écarter les réponses qui ne seraient que des solutions de facilité : inutile de dire que la lecture de Descartes

est un bon stimulant pour l'esprit (il y en a de meilleurs), ou que l'étude de ses erreurs nous mettra sur la voie de la bonne solution (ce n'est pas si simple). Il écarte également l'idée que la métaphysique — qui constitue, pour lui, le cœur de la philosophie — puisse jamais être une science. Il affirme par ailleurs que la métaphysique relève bien d'un certain concept de vérité (qui n'est pas le concept de vérité scientifique). Non seulement, enfin, il accepte que la philosophie se dise au pluriel, qu'il y ait une histoire de la philosophie, c'est-à-dire des philosophes dans l'histoire, mais de surcroît il valorise ce fait et parvient à montrer que toutes les grandes philosophies ont une dignité égale et un rapport identique à la vérité.

Reconstruire le réel

Reste, en somme, à définir cette vérité, et c'est à quoi s'emploie la dernière partie de l'ouvrage. D'ailleurs kantienne, la démonstration peut — grossièrement — se résumer comme suit : si la réflexion philosophique présuppose l'existence d'une réalité commune, à titre de condition, sa fonction principale n'en consiste pas moins à reconstruire ce réel, à en faire un « réel philosophique ». Dans cette entreprise de reconstruction, la liberté créatrice du philosophe s'épanouit pleinement, pourvu qu'elle accepte de se soumettre aux règles de la cohérence logique. De cette dialectique entre liberté et nécessité, naissent les grands systèmes métaphysiques, qui sont donc autant d'expressions de l'Absolu. Celui-ci ne réside, bien entendu, nulle part ailleurs que dans la pensée philosophante : le propre de la philosophie — qui n'a pas d'objet spécifique — n'est-il pas, justement, de tout tirer d'elle-même, de ne rien devoir qu'à soi ?

Comme, d'autre part, la liberté ne saurait s'épuiser en un seul geste, il est nécessaire que les systèmes métaphysiques soient en nombre illimité. Par là se trouve ouverte (en fait) et justifiée (en droit) la possibilité d'une *histoire de la philosophie*. Et du coup l'existence même d'une telle histoire cesse d'apparaître comme une curiosité ou un scandale pour devenir l'expression la plus haute de la vie de l'esprit philosophique. En d'autres termes, Guéroult est peut-être, depuis cent cinquante ans, le seul philosophe à avoir fait de l'idée que la philosophie doit continuer après lui et non pas s'arrêter avec lui le cœur de sa doctrine !

A cette doctrine, Guéroult a donné un nom : celui d'idéalisme radical — qui n'est peut-être pas très heureux dans la mesure où il risque de rebouter a priori nombre de lecteurs. Tout ce que je puis dire à ceux-ci est qu'en ce cas au moins il vaut la peine d'aller y regarder de plus près. La *Dianoématique* est sans nul doute une entreprise ambitieuse, et certaines de ses conséquences sont effectivement discutables. Mais ce n'est pas tous les jours qu'on a la chance de découvrir, en langue française, une pensée philosophique à la fois aussi ample et aussi radicale. N'est-ce pas déjà un motif suffisant pour s'y intéresser ?

(1) Martial Guéroult, *Dianoématique - Livre I : Histoire de la philosophie (I - En Occident, des origines jusqu'à Condillac)*, Aubier, 1984, 528 p., 114 F. *Livre II : Philosophie de l'histoire de la philosophie*, 1979, 280 p., C'est pour des raisons purement matérielles que le *Livre II* a été publié avant le *Livre I* : il reste cependant à commencer par la lecture de ce dernier.

LU

« LE MOMENT LACANEN », de Bernard Sichère

Lacan entre mai et Mao

ET si, de Jacques Lacan, il restait beaucoup à dire ? Passé le temps de l'idolâtrie et du sarcasme, peut-être l'essentiel reste-t-il à explorer. C'est du moins ce qu'affirme Bernard Sichère. Il appartient à cette génération où se sont entrecroisées les marques de mai 68, de la révolution culturelle, et du retour à Freud prôné par Lacan. Sans rien renier de ce passé, Sichère entend de la pensée, et d'entamer la déchiffrement de cet étrange hiéroglyphe où se mêlent, inscrits dans les événements comme dans les trajectoires individuelles, les révoltes absolues et les rigueurs du concept.

D'où l'intérêt de cette tentative pour confronter l'œuvre de Lacan et l'époque où elle se fit entendre. Double lecture : de Lacan dans l'histoire, de l'histoire par Lacan. Le premier mouvement nous veut un exposé, remarquable par sa clarté, de la pensée de la théorie lacanienne. Du *Discours de Rome*, en 1953, à la conception de la loi fondatrice du sujet, l'auteur retrace l'élaboration progressive du « système ». Il éclaire notamment le rôle paradoxal, oublié et sans doute essentiel, qu'a joué Georges Bataille (l'homme et l'œuvre) dans la constitution de cette pensée. Rien que pour cette étude, le livre serait à signaler.

Le second volet traite de l'histoire elle-même comme un symptôme. La psychanalyse, revue et corrigée par le fondateur de l'Ecole freudienne, permet-elle d'entendre quelque chose à cette agitation qui s'empare de la rue et des cours, à la charnière des décennies 60 et 70 ? Deux discours se révèlent être des impasses : celui du marxisme, qui apparaît gardien de l'ordre et ennemi de la révolution, celui de la contestation systématique qui

rêve d'un monde sans Dieu ni maître. Lui « comme récusation de tout pouvoir », et l'amour comme sublimation de la « pulsion sexuelle », la seule issue possible, permettant de réconcilier l'histoire et les sujets.

Le schématiser à l'extrême des pages écrites d'une plume ferme, qui souvent ne manquent pas de style, et méritent d'être lues. Tout en reconnaissant à ce « moment lacanien » bien des qualités d'analyse et d'écriture, l'auteur mon désaccord et me parait sur les affirmations qui sont essentielles à son propos. J'ai pu jadis observer d'assez près certaines pratiques de terreur de Lacan et des siens pour donner quelque peu d'« air » pur amour les guide. Je ne découvre en la jouissance sexuelle aucune « barbarie fondamentale ». J'ignore toujours à quel point de loi, d'un flou si commode, renvoie exactement : tantôt à l'Édipe, tantôt au langage, tantôt à Moïse...

Au-delà de l'anecdote, ce point est central, car on retrouve à l'œuvre dans ce texte la thèse suivante, déjà largement diffusée par quelques publicistes : en notre temps, celui de la mort de Dieu, le combat à mener serait celui de Freud contre Nietzsche (en « remake » : Lacan contre Deleuze), présenté comme combat des tenants de la loi et de l'amour contre ceux de la nature et de la jouissance, ou encore du monothéisme contre le paganisme, de la liberté contre la barbarie, de la démocratie contre le fascisme, etc. Il serait inconvenant de dire que ces affirmations agglutinées sont fausses : elles sont, à mon oreille, totalement dénuées de sens. Il s'agit peut-être d'une malformation.

ROGER-POL DROIT, Grasset, collection « Figures », 216 p., 72 F.

ATLAS DE L'HUMANITÉ

Pour la première fois en France, une vision globale des sociétés humaines sous tous leurs aspects : origines, histoire, culture, migration, adaptation au monde d'aujourd'hui.

« Cet atlas témoigne d'un souci constant de visualisation globale des problèmes essentiels et complexes qui se posent à l'homme. »

Extrait de la préface de JEAN MALAURIE

Un album cartonné / 24,5 x 34,5 cm / 208 pages sous couverture pelliculée / quasi totalité de l'ouvrage en couleurs : cartes, photographies, dessins, diagrammes / 130 F.

SOLAR

مكتبة من الأصل

DIPLOMATIE

Trois émissaires du colonel Kadhafi
négocient à Londres l'évacuation de l'ambassade

De notre correspondant

Londres. - Trois émissaires du gouvernement libyen, dont le colonel Abdul Rahman Shalhi, des services de renseignement, sont arrivés à Londres le mardi 24 avril pour préparer avec les autorités britanniques les détails de l'évacuation des occupants du « bureau du peuple ».

Les discussions s'ont déroulées après les déclarations du ministre libyen des affaires étrangères, affirmant que toute mesure prise par le gouvernement britannique à l'encontre des Libyens assiégés serait également appliquée aux diplomates de l'ambassade de Grande-Bretagne à Tripoli (voir ci-dessous).

Un troisième Libyen
expulsé ?

Le ministre de l'Intérieur britannique a annoncé mercredi qu'un troisième ressortissant libyen avait été arrêté et a laissé entendre qu'il allait être expulsé ainsi que l'ont déjà été deux autres de ses camarades lundi et mardi.

Les trois hommes étaient considérés comme les dirigeants du « comité des étudiants révolutionnaires » qui depuis février avaient pris en charge les affaires du « bureau du peuple libyen » à Londres et dont les membres sont soup-

çonnés d'avoir commis, en mars, plusieurs attentats contre des opposants au régime du colonel Kadhafi résidant en Grande-Bretagne.

Scotland Yard est maintenant presque convaincu que c'est l'un des membres de ce comité trépané à l'intérieur de la mission diplomatique qui a ouvert le feu le 17 avril, tuant un agent féminin de la police. Les trois dirigeants arrêtés, qui ne se trouvaient pas dans le « bureau du peuple » à ce moment-là.

Ces arrestations correspondent aux décisions révélées par le ministre de l'Intérieur, M. Leon Brittan, en même temps que celle de rompre les relations diplomatiques avec Tripoli, c'est-à-dire d'essayer de mettre fin à la présence en Grande-Bretagne des activistes libyens. Ainsi huit passagers libyens ont-ils été interpellés mardi à leur arrivée à l'aéroport d'Heathrow. L'un d'eux a été renvoyé immédiatement et les sept autres ont été gardés à vue.

Ces mesures paraissent aussi destinées à faire pression sur les autorités libyennes qui déclinent toujours deux Britanniques arrêtés à Tripoli aussitôt après le début du siège du « bureau du peuple » à Saint-James's Square.

FRANCIS CORNU.

Les relations diplomatiques
auraient dû être sauvées

affirme le ministre des affaires étrangères de Tripoli

Tripoli (AFP). - La Libye a décidé d'appliquer la réciprocité à la fois au départ des diplomates libyens et des diplomates britanniques et à l'« inviolabilité » des missions diplomatiques des deux pays, a déclaré le mardi 24 avril, le chef de la diplomatie libyenne, M. Ali Triki.

Tripoli tient à ce que les diplomates quittent en même temps le territoire britannique et le territoire libyen. Il a ajouté que si des soldats britanniques pénétraient dans le « bureau populaire » libyen, la Libye ferait de même à l'ambassade de Grande-Bretagne à Tripoli.

La Libye n'a pas encore répondu officiellement à la décision de la Grande-Bretagne de rompre ses relations diplomatiques : la question est à l'ordre du jour du Congrès du peuple, a indiqué M. Triki.

M. Triki a confirmé que les autorités libyennes avaient été « surprises » par la décision de Londres : « La Grande-Bretagne, a-t-il indiqué, avait pris contact avec des pays comme la Turquie, le Maroc et l'Italie pour procéder à une média-

tion. Au moment même où M. Miles [l'ambassadeur britannique à Tripoli] me notifiait la décision de Londres, le ministre des affaires étrangères d'un de ces pays m'appela pour m'informer que le premier ministre britannique, M. Margaret Thatcher, l'avait contacté en vue d'une médiation ».

Les relations diplomatiques entre la Libye et la Grande-Bretagne auraient dû être « sauvées », a estimé M. Triki. « Nous avons fait une proposition », a-t-il rappelé, évoquant la suggestion de la Libye de déléguer une commission d'enquête auprès du bureau populaire libyen à Londres pour déterminer les responsabilités dans la fusillade de mardi dernier. « Il n'y a pas eu de notre part ordre de tirer » sur les manifestants, a-t-il affirmé.

Le chef de la diplomatie libyenne a affirmé aussi que les autorités de Tripoli avaient tout de suite attiré l'attention de la Grande-Bretagne sur les risques de cette manifestation et le danger de l'autoriser. « Nous déplorons la mort de la policière britannique », a-t-il ajouté.

LES RELATIONS EST-OUEST

La visite de M. Andreotti à Moscou
a confirmé la rigidité des positions soviétiques

De notre correspondant

Moscou. - M. Giulio Andreotti a ouvert, lundi 23 et mardi 24 avril à Moscou, la série des visites de responsables occidentaux qui se poursuivent jusqu'à l'été.

Le ministre italien des affaires étrangères sera, en effet, suivi en mai par son collègue ouest-allemand, M. Hans-Dietrich Genscher, et, au début juillet, par Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office.

D'autre part, M. Mitterrand, qui attendra ici « bien avant la fin de l'année », selon le premier vice-ministre des affaires étrangères, M. Komnenko, pourrait se rendre à Moscou dès le mois de juin.

Les conversations qu'a eues M. Andreotti donnent une idée du climat - assez froid - que les Soviétiques entendent faire régner. Selon une répartition des rôles qui semble désormais bien établie, M. Gromyko est chargé de délivrer - en termes directs, voire brutaux - le « message » de la direction soviétique à l'interlocuteur occidental.

M. Tchernomirski reçoit ensuite ce dernier pour lui prodiguer de bonnes paroles, tout en plaçant dans ses propos la phrase-clé déjà énoncée par son ministre des affaires étrangères. Sur le fond, les deux hommes tiennent exactement le même langage, mais M. Gromyko est plus rude et plus précis. M. Tchernomirski plus cordial et plus vague.

M. Andreotti s'est fait ainsi sévèrement sermonner par M. Gromyko à propos de l'installation à Comiso, en Sicile, des missiles de croisière de l'OTAN, qui « jette une ombre » sur les rapports entre les deux pays et qui fait obstacle au développement de leurs relations commerciales.

Cette remarque est cependant atténuée par la signature, lundi, entre les deux pays d'un accord de coopération économique et technique valable jusqu'en 1990.

M. MITTERRAND « DÉ-
PLORE » L'AUGMENTATION
DU NOMBRE DES PRISON-
NIERS POLITIQUES EN PO-
LOGNE

En réponse à une démarche de M. Bergeron, secrétaire général de Forces ouvrières, à propos du sort des prisonniers politiques en Pologne, M. Mitterrand a indiqué qu'il avait demandé qu'une démarche soit faite « à haut niveau » auprès des autorités polonaises et que, lui-même, « fait personnellement très attentif à la situation en Pologne ».

« Comme j'ai déjà eu l'occasion de vous le dire, le président de la République, M. Bergeron, je suis personnellement très attentif à l'évolution de la situation en Pologne, ce qui m'amène à constater avec regret que, de l'avis même des autorités de Varsovie, le nombre des prisonniers politiques dans ce pays s'est accru au cours des derniers mois ».

« J'ai donc demandé qu'il soit fait part, à haut niveau, aux autorités polonaises que la France déplore une telle évolution, qu'elle continue à souhaiter la libération de tous les prisonniers politiques polonais et que les informations selon lesquelles des persécution sont exercées à leur endroit ne la laissent pas insensible ».

Cette prise de position de M. Mitterrand intervient à la veille d'un débat à l'Assemblée nationale sur la politique extérieure de la France et après que la récente réactivation des relations officielles entre Paris et Varsovie ait suscité une certaine émotion, en particulier dans certains milieux syndicaux et parmi les représentants de Solidarité en France.

« Réunion du conseil militaire du pacte de Varsovie. Le conseil militaire du pacte de Varsovie s'est réuni mardi 24 avril à Prague, sous la présidence du maréchal soviétique Viktor Koulikov, commandant en chef des forces du pacte. Comme à l'accoutumée, aucune information n'a été donnée sur l'ordre du jour de la réunion. Les ministres des affaires étrangères du pacte de Varsovie ont tenu une conférence le 20 avril à Budapest. » (AFP.)

La déclaration commune soviéto-italienne publiée mardi soir après l'audience accordée en fin de matinée par M. Tchernomirski à M. Andreotti est presque entièrement consacrée aux questions de sécurité.

Les deux pays se disent « sérieusement inquiets de la tension qui caractérise la conjoncture internationale actuelle » et, « malgré leurs divergences dans l'évaluation des causes », ils « souhaitent contribuer activement à l'assainissement de la situation européenne et internationale ».

Ni Pologne
ni Afghanistan

Les paragraphes consacrés aux négociations sur le désarmement nucléaire ne contiennent guère que des affirmations de principe, puis que tout est bloqué dans ce domaine depuis le départ des Soviétiques, à l'automne dernier, de la double négociation de Genève sur les armes à moyenne portée (FNI) et sur les systèmes centraux (START).

La déclaration commune est moins vague en ce qui concerne les armes nucléaires. L'URSS et l'Italie souhaitent « une convention garantissant effectivement la suppression complète des armes chimiques » et une nouvelle impulsion dans les négociations de Vienne (MBFR).

Elles « soulignent la grande importance de la conférence de Stockholm » sur le désarmement en Europe.

MM. Gromyko et Andreotti ont passé en revue, d'autre part, les grands foyers de tension : guerre Irak-Iran, Liban, Afrique australe, Amérique centrale.

On notera que la Pologne et l'Afghanistan « réfléchissent » obligés par les précédents « rencontrés du même type », n'ont apparemment pas été évoqués du côté italien. Les responsables occidentaux qui vont suivre M. Andreotti à Moscou feront-ils de même ?

DOMINIQUE DHOMBRES.

Libres opinions

Sauvez Sakharov !

par Piotr Abovine Eguides (*)

BEAUCOUP de gens à l'Ouest se représentant très superficiellement la situation d'André Sakharov, Or, ce qui lui arrive est terrible. On lui applique les formes les plus raffinées de la torture psychologique. Certes, il n'est pas en prison, ni dans un camp, ni dans un hôpital psychiatrique, à la différence de tant d'autres défunts des droits de l'homme en URSS.

Mais le bureau politique et le KGB lui ont construit un camp, une zone, un « asile psychiatrique » dans son logement même de Gorki. Depuis quatre ans, on lui interdit de sortir de la ville, interdite aux étrangers. Des miliciens se tiennent jour et nuit dans son appartement.

Il est suivi dans la rue. On lui a enlevé, à plusieurs reprises, son passe-droits et ses manuscrits. Non seulement on ne laisse pas les étrangers lui rendre visite, mais même ses amis soviétiques, ses collègues, ses parents (sauf sa femme) sont repoussés par la police. Il est entièrement isolé du monde, et cela dure depuis quatre ans. Comment, dans ces conditions, pourrait-il poursuivre son travail scientifique ?

Ce n'est pas tout : les autorités soviétiques connaissent son image de grand défenseur des droits de l'homme, c'est pourquoi il est répandu des mensonges sur son compte. On fabrique à cette fin dans la presse des lettres infirmes de soi-disant scientifiques et soi-disant « ouvriers d'avant-garde », qui le calomnient, le représentant comme un fauteur de guerre, un partisan de l'impérialisme occidental.

Il se trouve des gens pour croire une telle désinformation, et la foule commence à persécuter le fermier de Sakharov - dans la rue, dans le train, - et aussi l'académicien lui-même.

C'est une situation tragique : Sakharov est la victime des auto-critiques, parce qu'il défend le droit des gens simples, et beaucoup parmi ces derniers l'insultent grossièrement. Les Sakharov reçoivent des milliers de lettres d'insultes - en majorité arrangées par le KGB (les lettres de

sympathie sont arrêtées par la censure). Ils ont été menacés de mort.

Le prix Nobel de la paix n'est pas seulement un mauvais sort. Il est très mal vu. La mort le gâche, ainsi que sa femme. C'est pourquoi nous avons décidé de créer un Comité unifié pour le salut de Sakharov. On a réuni les représentants des divers comités Sakharov, de la Fédération internationale des droits de l'homme, de la Ligue internationale de lutte contre le fascisme et l'antisémitisme, de la Société internationale des droits de l'homme, du syndicat Force ouvrière des groupes de défense d'Helelinski, des divers courants de dissidents - des intellectuels, des avocats, des écrivains. Pourtant le comité n'est pas encore parvenu à susciter des actions de masse pour le salut de Sakharov.

Beaucoup de gens se demandent pourquoi les autorités soviétiques ne laissent pas partir Sakharov. La seule réponse possible est qu'elles veulent le contraindre à se rendre, à se repentir, à « avouer » qu'il a été induit en erreur - c'est-à-dire qu'elles veulent le corrompre, égarer sa personnalité. Ce sont elles les principales responsables du sort de Sakharov. Mais sont-elles les seules ? Hélas non ! Notre indifférence, notre surdité morale ou notre courtoisie cachée sous le principe de la non-intervention dans les affaires intérieures d'un autre pays, nous rendent aussi coupables. Quand on nous dit que les Français peuvent faire la grève et manifester seulement pour défendre leurs intérêts égoïstes, nous ne le croyons pas, nous ne voulons pas le croire. André Sakharov est la plus haute personification des valeurs sans lesquelles l'homme renonce à lui-même. C'est pourquoi nous faisons appel à vous : aidez la libération d'un homme sans égal dans la Russie actuelle, pour son humanité, sa bonté, sa charité, sa justice, le grand savant André Sakharov !

(*) Créateur du Comité unifié pour le salut de Sakharov.

En Belgique

La prochaine fermeture du consulat de France à Gand
suscite une vive émotion

De notre correspondant

Gand a attiré de nombreuses entreprises françaises.

Les objections de la communauté française sont d'autant plus vives que la fermeture du consulat ne permettrait que des économies dérisoires.

Le transfert des archives de Gand au consulat d'Anvers exigera d'importants travaux d'aménagement et obligera même les autorités à trouver pour le consul général un nouvel appartement de fonction en dehors du bâtiment dont l'Etat français est actuellement propriétaire.

JEAN WETZ.

Aujourd'hui en librairie

Pascal Lainé
Jeanne
du
bon plaisir
ou
Les hasards
de la fidélité
roman

TELENOUVEAU

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

ALGER DÉMENT LES CONTACTS AVEC RABAT. - Nous apprenons d'Alger, de source autorisée, qu'aucun voyage, fût-il secret, n'a été effectué récemment à Fès par une personnalité algérienne. Alger dément ainsi les informations, de source diplomatique à Rabat, faisant état d'une visite, début avril, de M. Larbi Belkheir, secrétaire général de la présidence de la République algérienne (le Monde du 24 avril). Toujours de source autorisée, on s'étonne des informations attribuées par Associated Press à des « sources officielles algériennes » et selon lesquelles aucun combat important n'aurait eu lieu au Sahara occidental depuis décembre 1983 (le Monde du 25 avril) ; on souligne, au contraire, la tension qui existe dans la région de Zag, où le Polisario fait état d'une nouvelle attaque, lundi, ce que dément Rabat.

Angola

CONDAMNATION FRANÇAISE DE L'ATTENTAT DE HUAMBO. - La France estime que « rien, jamais, ne peut justifier le terrorisme et la violence aveugles », a-t-on déclaré, mardi 24 avril, au ministère des relations extérieures à propos de l'attentat commis la semaine dernière dans la ville de Huambo (le Monde du 24 avril) par l'UNITA, mouvement de résistance armée au régime de Luanda.

États-Unis

M. HART VAINQUEUR DANS LE VERMONT. - Le sénateur du Colorado, M. Gary Hart, a remporté les caucuses de l'Etat du Vermont qui se sont tenus mardi 24 avril pour la dési-

gnation du candidat démocrate à l'élection présidentielle. Sur 70 % des résultats connus, M. Hart obtient 51 % des voix, contre 32 % à l'ancien vice-président, M. Walter Mondale, et 12 % au pasteur noir, M. Jesse Jackson. Le Vermont doit envoyer trois députés à la convention démocrate qui a lieu en juillet à San Francisco.

M. Mondale dispose actuellement du soutien de 1 031 députés, contre 624 à M. Hart. La convention de San Francisco réunira 3 933 députés. La majorité absolue nécessaire pour être élu sera de 1 967 voix. - (AFP.)

Italie

LES TROIS ÉVADÉS DE LA CAMORRA ONT ÉTÉ RÉPRIS. - Trois membres « repentis » de la Camorra (pègre napolitaine), évadés, lundi 23 avril, dans des circonstances rocambolesques d'une caserne de Naples, ont été repris vingt-quatre heures plus tard. Les trois hommes avaient permis par leurs aveux l'arrestation, le 16 mars dernier, de cinq cent douze membres de la Camorra appartenant à deux clans rivaux. Parmi eux, l'un des plus redoutés, Antonio Spavone, surnommé « O'Molomo » (le Mauvais), était lié à l'organisation italo-américaine Cosa Nostra. - (AFP.)

Guinée

RETOUR DES EXILÉS. - L'opposition guinéenne au régime de Sekou Touré, en exil en Europe et en Afrique, a décidé de manifester son ralliement au nouveau régime (en place depuis le coup d'Etat militaire du 3 avril) par l'envoi d'une mission d'une quarantaine de personnes à Conakry, a annoncé, mardi 24 avril, le RGE (Regroupement des Guinéens de l'extérieur, principal mouvement d'opposition).

PROCHE-ORIENT

Liban

La trêve semble devoir permettre la formation du gouvernement d'union

De notre correspondant

Beyrouth. — Le désengagement des forces le long de la ligne de front à Beyrouth dans sa banlieue sud et en montagne est pratiquement achevé. Il reste deux autres postes en montagne où la force-tampon n'avait pas encore pris position mercredi matin 25 avril, mais le problème qui s'y pose est technique : le déminage de la maison devant servir de poste d'observation, qui a été achevé mardi 24 avril au soir. Le plus difficile avait été accompli en fin d'après-midi à Beyrouth, après quatre jours de trépidations : l'implantation de cent vingt policiers de la force-tampon au lieu dit Primo, un des points les plus névralgiques du front, en plein milieu de la ville.

Un grave incident a failli tout compromettre : tandis que les policiers avançaient précautionneusement des deux côtés de la ligne de démarcation, vers quatre immeubles litigieux — deux de chaque côté — couverts à l'est par M. Jean Chameun, représentant les Forces libanaises (milices chrétiennes), avançant en voiture, et du côté ouest par Amal (milices chiites), un tir nourri d'armes légères a visé la voiture de M. Chameun. Celui-ci n'a pas été touché, mais trois de ses compagnons ont été blessés, ainsi qu'un policier.

Les Forces libanaises, tout en annonçant ne pas remettre en question la trêve et le désengagement des forces, ont souligné que l'incident mettait en cause « le crédit d'Amal et du Parti socialiste progressiste de M. Jumblatt, qui affirment être maîtres de la situation à Beyrouth-Ouest ».

La première semaine de la trêve, instaurée à grand-peine un mois après la fin de la conférence de Lausanne à la suite d'un second sommet libanais, a finalement été constituée de quatre journées de calme plat d'abord, suivies de quatre journées émaillées d'incidents, relativement légers, qui ont quand même fait au total près de dix morts et trente blessés. On peut espérer de nouveau un peu de calme à présent que les derniers soubresauts du déploiement de la force-tampon sont en principe

achevés, tout en sachant pertinemment que celle-ci — mille deux cents hommes dotés de leur seule mitrailleuse et cent vingt observateurs dont quarante Français — est symbolique et n'est pas en mesure d'arrêter d'éventuels combats. Elle a d'ailleurs déjà eu son premier mort et deux blessés, se montrant démunie face à l'incident.

L'impression se dégage à Beyrouth que la trêve sera imparfaite et incomplète, jusqu'à ce qu'un gouvernement d'union nationale soit formé. Même dans ce cas, le cessez-le-feu se trouverait sans doute consolidé sans que la ligne de front et la coupure de la ville disparaissent pour autant.

Tout aléatoire qu'elle soit, la trêve a néanmoins le mérite d'exister. Premier effet positif : les écoles commencent à rouvrir leurs portes, à l'est comme à l'ouest de la capitale. Le dollar et les autres devises étrangères sont en baisse depuis une semaine (moins 5 % environ).

Le calme relatif permettrait encore d'engager des tractations en vue de la constitution d'un gouvernement d'union nationale qui consacrerait l'annonce d'une solution politique de la crise libanaise. Mais les progrès sont lents, en dépit de la volonté d'aboutir affichée par Damas. Virtual premier ministre, selon les vœux syriens, M. Rachid Karamé a été invité à se rendre ce mercredi 25 avril au palais présidentiel de Baabda. Grande première dans la mesure où, depuis son éviction en 1976, M. Karamé n'avait jamais pu se rendre dans le secteur chrétien de Beyrouth. On ne s'attend pas toutefois qu'il soit désigné officiellement — si les difficultés étaient aplanies — avant la fin du mois.

Le chef du parti Kataeb, M. Pierre Gemayel, a admis mardi avec force réticences l'éventuel retour de M. Karamé au pouvoir. Aussi bien les Forces libanaises que M. Camille Chamoun continuent à s'y opposer en le qualifiant de « fossoyeur de l'armée » durant la guerre de 1975-1976.

LUCIEN GEORGE.

Egypte

LE DEUXIÈME ANNIVERSAIRE DE L'ÉVACUATION DU SINAI PAR ISRAËL

« Nous avons récupéré notre territoire mais la paix n'a pas été réalisée »

déclare M. Boutros-Ghali

Correspondance

Le Caire. — Bâtiments officiels transformés en sapins de Noël, programmes spéciaux à la télévision, innombrables articles de presse : l'Égypte célèbre pour la première fois avec une certaine pompe, ce mercredi 25 avril, le deuxième anniversaire de la « libération du Sinaï ».

Aux yeux des responsables égyptiens, il s'agit moins d'un retrait irréfutable que de la « restauration de la souveraineté égyptienne sur une partie de son territoire, grâce au sang versé par les soldats égyptiens lors de la guerre d'octobre 1973 ».

Cette nuance témoigne de la détérioration constante des relations égypto-israéliennes depuis la signature des accords de paix en mars 1979. Ce qui, à l'époque, était présenté comme « la première étape sur la voie d'une paix juste et globale » n'était plus qu'une « paix tiède » en août 1980 à la suite du vote par la Knesset de la loi sur l'annexion de Jérusalem-Est, une « paix froide » après l'invasion du Liban-Sud par Israël durant l'été 1982 et pour finir la « paix glaciale » d'aujourd'hui après le rapprochement égypto-palestinien couronné par la visite dans la capitale égyptienne du chef de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de M. Yasser Arafat en décembre 1983.

Résumant la pensée officielle égyptienne, M. Boutros-Ghali, ministre d'État pour les affaires étrangères, déclarait mardi 24 avril à l'officiel *Al-Ahram* : « Nous avons récupéré le Sinaï, mais la paix n'a pas été réalisée ». Pour l'un des principaux artisans du traité de paix, « Israël n'a pas cédé le Sinaï à l'Égypte. Elle n'a fait que rendre ses territoires à ses propriétaires légitimes et a réalisé, en contrepartie, un de ses rêves les plus chers en signant un traité de paix avec le plus grand État arabe ».

M. Boutros-Ghali, qui rejette sur Israël la responsabilité du refroidissement des relations, énumère ensuite les violations par Jérusalem des accords de Camp-David de septembre 1978 : annexion de la partie arabe de Jérusalem en août 1980, destruction du réacteur nucléaire irakien quelques jours après le sommet Sadate-Begin à Charm-el-Cheikh en juin 1981, annexion du Golan en décembre 1981, invasion du Liban en juin 1982, massacres de Sabra et Chatila en septembre 1982. Le dirigeant égyptien critique enfin « l'intransigence totale d'Israël sur la question de l'autodétermination palestinienne qui a empêché l'Égypte de rompre les négociations sur l'économie en Cisjordanie et à Gaza en août 1982 ».

L'enclave de Taba

D'autant part reste à régler la question de Taba, « dernière parcelle de territoire égyptien qui n'a pas encore été libérée ». Ce litige frontalier portant sur une zone de 1 kilomètre carré à la frontière égypto-israélienne au nord du Golfe d'Akaba est à présent l'une des principales pierres d'achoppement sur laquelle vient se heurter « la normalisation ».

La question de Jérusalem « capitale éternelle de l'État hébreu » est elle aussi venue alourdir le contentieux égypto-israélien à la suite du transfert des ambassades du Salvador et du Costa-Rica de Tel-Aviv à la Ville Sainte. L'Égypte a rompu les relations diplomatiques avec ces deux pays d'Amérique latine. La décision égyptienne constitue une mise en garde implicite au Congrès américain qui examine actuellement le projet de transférer l'ambassade des États-Unis à Jérusalem.

ALEXANDRE BUCCIANI.

Israël

DEUX DÉPUTÉS DEMANDENT UNE ENQUÊTE SUR LA MORT DES PALESTINIENS QUI AVAIENT ATTAQUÉ UN AUTOBUS

Jérusalem (AFP). — Deux députés israéliens, appartenant l'un à l'opposition travailliste, l'autre à la majorité, ont demandé publiquement mardi une « enquête approfondie » sur les circonstances de la mort des quatre membres du commando palestinien qui avait détourné un autobus le 12 avril dernier. Ces députés, MM. Victor Chemtov (Mapam, gauche travailliste) et Ehud Olmert (Likoud, majorité), sont tous deux membres de la commission des affaires étrangères et de la défense du Parlement.

M. Chemtov a déclaré à la télévision israélienne : « Des rumeurs qui portent un tort considérable à Israël circulent depuis deux jours, selon lesquelles au moins l'un des auteurs de l'attentat aurait été capturé sain et sauf. Pour y mettre fin, l'armée doit faire au plus vite toute la lumière sur cette affaire ».

Le ministre de la défense israélien, M. Moshe Arens, avait indiqué dimanche qu'une enquête militaire était déjà en cours sur cette affaire. De source militaire israélienne, on soulignait toutefois mardi qu'il s'agissait d'une enquête habituelle après chaque attentat grave et qu'aucune commission spéciale n'avait été mise sur pied.



LE MONDE diplomatique

AVRIL 1984

CETTE GUERRE QUE NUL NE VEUT...

EN VENTE : 11 F.

CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU « MONDE »

Arabie Saoudite

LE LIMOGEOGE DU POÈTE-MINISTRE

Le limogeage du ministre saoudien de la santé — en rapport avec « la rapacité de membres de la famille royale » — pourrait constituer « l'un des événements politiques les plus importants depuis l'occupation de La Mecque en 1979 », écrit ce mercredi 25 avril le *Financial Times*.

M. Ghazi el Oussabi était l'une des personnalités les plus en vue du gouvernement saoudien. Formé dans les universités américaines, polyglotte, il avait été de 1975 à l'automne de 1983 l'un des « patrons » du développement économique en sa qualité de ministre de l'Industrie et de l'électricité.

D'une extrême rigueur, connu pour sa probité, il s'était gagné l'estime de ses concitoyens et de la presse internationale, dont il recevait volontiers les représentants. Pour des raisons peu claires, il fut muté, en octobre dernier, à la tête du ministère de la santé publique.

Sa destitution, le 21 avril dernier, aurait été, selon le *Financial Times*, la sanction d'un poème, jugé irrévérencieux à l'égard du roi Fahd, qu'il a publié le 5 mars dans un quotidien de Riyad, *Al-Jazira*. Enrôlés talentueux, M. Oussabi évoquait dans ce texte — d'une cinquantaine de vers — la corruption et le despotisme qui régnaient... à la Cour des Dames au dixième siècle.

Le poète-ministre avait déjà à l'époque que sa destitution était inévitable, écrit selon le quotidien londonien. Il avait suscité la colère du prince Sultan, ministre de la défense et frère du roi, au sujet de l'octroi de contrats d'équipements qui donnaient lieu à de généreuses « commissions » à des personnalités bien placées.

Lisez

Le Monde

PHILATELISTES

MINISTÈRE DE LA POSTE

Parodie de justice en Yougoslavie

Le 9 mars 1983, deux jeunes combattants, H. LEVONIAN et R. ELBEKIAN, membres des Commandos des justiciers du génocide arménien, arrêtés et incarcérés à Belgrade après l'attentat mortel contre l'ambassadeur de Turquie, sont condamnés à vingt ans de réclusion à l'issue d'un procès se déroulant dans des conditions scandaleuses.

H. LEVONIAN et R. ELBEKIAN sont « des soldats sans uniforme d'un peuple sans patrie » qui ont mis leur existence à la disposition du peuple arménien en lutte, victime en 1915 du génocide perpétré par le gouvernement turc. Ce crime contre l'humanité a été condamné par le Tribunal permanent des peuples, lors de sa session du 13 au 16 avril 1984 à Paris.

EXTRAIT DU RAPPORT DE MISSION D'OBSERVATION JUDICIAIRE établi par M^e Claude Katz, avocat au Barreau de Paris mandaté par la Fédération Internationale des Droits de l'Homme

La Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) a mandaté M^e Claude Katz, Avocat au Barreau de Paris, en qualité d'observateur judiciaire au procès de MM. H. LEVONIAN et R. ELBEKIAN, qui s'est déroulé à Belgrade du 6 décembre 1983 au 9 mars 1984.

M^e Claude Katz a été saisi, lors de sa mission, de diverses violations des droits de la défense.

La FIDH regrette que les autorités gouvernementales et judiciaires yougoslaves aient refusé de confirmer ou d'infirmer les irrégularités invoquées par la défense.

De nombreuses violations des droits de la défense ont été exposées à M^e Claude Katz. Elles concernent principalement :

- 1) L'impossibilité pour les avocats choisis par les familles des accusés d'entrer en communication avec leurs clients pendant plusieurs mois, étant substitués lors de l'instruction par les avocats commis d'office ;
- 2) La non-transmission aux avocats de la correspondance émanant de leurs clients ;
- 3) L'isolement de M. ELBEKIAN, depuis son arrestation, en contradiction avec les articles 201 et 202 du Code de procédure pénale yougoslave ;
- 4) Le déroulement du procès n'obéissant pas aux conditions de publicité nécessaires : le procès s'est tenu dans l'enceinte de la prison où sont incarcérés les accusés, devant quinze chaises les plus souvent vides. Alors que ce procès avait officiellement été déclaré public, de nombreuses personnes n'ont pas reçu d'autorisation nécessaire afin d'y assister. Seuls des journalistes soigneusement choisis, quelques policiers, des membres appartenant à l'ambassade de Turquie en Yougoslavie et deux représentants de la famille des accusés ont été admis ;
- 5) Le refus par le tribunal d'entendre divers témoins cités par la défense, tant sur la motivation des faits reprochés que sur la matérialité de ces faits ;

6) Le non-respect des formalités élémentaires sur la conservation des preuves qui ont alimenté notamment une controverse sur l'origine d'une balle meurtrière ;

7) L'absence de soins nécessaires prodigués aux accusés pendant leur incarcération. LEVONIAN, grièvement blessé, a reçu des soins parfaitement insuffisants, restant huit mois sans sortir de sa cellule et sans lire de journaux, cette immobilité ne pouvant certainement pas favoriser sa guérison.

Ces irrégularités, invoquées par la défense, constituent de graves violations au Pacte International relatif au droit civil et politique, Pacte adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 16 décembre 1966 et ratifié ultérieurement par la Yougoslavie.

La Fédération Internationale des Droits de l'Homme regrette que les autorités gouvernementales et judiciaires yougoslaves, en se cantonnant dans un silence quasi total, n'aient pas permis à son représentant de procéder aux vérifications nécessaires afin de confirmer ou d'infirmer les irrégularités invoquées par la défense.

La Fédération Internationale des Droits de l'Homme constate ainsi que son représentant n'a pu accomplir dans des conditions normales sa mission d'observation judiciaire et déplore vivement le refus qui lui a été opposé, tant d'assister au procès que de visiter les accusés, MM. ELBEKIAN et LEVONIAN.

La FIDH, dans ces conditions, formule les plus extrêmes réserves sur la régularité du procès de MM. LEVONIAN et ELBEKIAN et souligne que la gravité de la peine de vingt années de détention prononcée à l'encontre de chacun des accusés ne fait que renforcer la suspicion portée sur les conditions de déroulement du procès.



Haroutoun LEVONIAN



Raffi ELBEKIAN

COMMUNIQUÉ

Verdict du procès arménien de Belgrade

Le procès de Haroutoun LEVONIAN et Raffi ELBEKIAN, accusés de l'attentat contre l'ambassadeur de Turquie à Belgrade, s'est achevé au terme de trois mois et demi d'audience.

Le verdict rendu le 9 mars les condamne tous deux à une peine de vingt ans de réclusion.

Le Comité de Défense des Prisonniers Combattants de la Cause Arménienne et, à travers lui, le peuple arménien tout entier condamne cette très lourde sanction infligée à l'issue d'un procès dont le caractère scandaleux, à plus d'un titre, a notamment été condamné par la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (voir communiqué ci-contre).

LEVONIAN et ELBEKIAN, membres des Commandos des Justiciers du Génocide Arménien, se réclament d'une stratégie de combat s'inscrivant dans le contexte spécifique de la cause arménienne, telle qu'elle fut définie en 1975, lors des premières actions de cette organisation. Elle s'interdit notamment de porter atteinte à l'intégrité physique de toute personne innocente et étrangère au conflit qui l'oppose au gouvernement turc.

Malgré l'évidence des éléments fournis par la défense, les deux combattants arméniens sont condamnés pour des crimes qu'ils n'ont pas commis (mort d'un étudiant yougoslave ainsi que blessures infligées à un autre citoyen). En voulant couvrir ce qui fut manifestement reconnu comme étant une bavure policière, l'accusation et le tribunal mettent la justice en infraction de la Convention Internationale des Droits de l'Homme, soumise par la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie. Nous considérons que seule une sentence de nullité ou le pourvoi en appel permettra à la justice de rectifier les erreurs et les défaillances d'un tribunal qui nuit à sa réputation et la discrédite irrémédiablement aux yeux du concert des nations civilisées.

Désormais, démunis des garanties que l'on serait en droit d'attendre de toute justice, le Comité s'élève avec véhémence et indignation contre les procédures dont sont victimes ELBEKIAN et LEVONIAN et alerte l'opinion et les instances internationales afin qu'ils soient jugés pour l'attentat politique commis sur la personne de M. Galip BALKAR, ambassadeur de Turquie, seul acte qu'ils reconnaissent et dont ils assument la responsabilité.

COMITÉ DE DÉFENSE DES PRISONNIERS COMBATTANTS DE LA CAUSE ARMÉNIENNE

JOURNÉE DE PROTESTATION

Le Comité de Défense des Prisonniers Combattants de la Cause Arménienne organise une journée de protestation le jeudi 26 avril 1984. Il lance un appel à la communauté arménienne et à ses amis pour manifester massivement contre ce procès scandaleux et témoigner de son soutien à Haroutoun LEVONIAN et Raffi ELBEKIAN.

PARIS, le 26 avril à 19 heures

Rassemblement : place du Paraguay
angle de la rue de la Faisanderie
métro : Porte Dauphine, Paris (16^e)

LYON, le 26 avril à 17 h 30

Rassemblement :
devant le Consulat de Yougoslavie
5, cours Franklin-Roosevelt, Lyon (6^e)

CDPCA : 17, rue Bleue, 75009 Paris.

هكذا من الأصل

EUROPE

Yugoslavie

Les vingt-huit intellectuels appréhendés ont tous été libérés

De notre correspondant

Belgrade. — Les vingt-huit intellectuels appréhendés dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 avril par la police de Belgrade ont tous été remis en liberté : d'abord, dès le lendemain de son arrestation, M. Milovan Djilas, l'un des plus proches collaborateurs de Tito pendant la guerre et dans les années du conflit avec le Kominform ; puis, dans la

matinée du mardi 24 avril, vingt-cinq autres personnes ; enfin, tard mardi soir, l'écrivain Nodrag Nilitich et le journaliste Dragomir Olovitch. C'est dans l'appartement de ce dernier qu'était réuni le petit groupe de vingt-huit personnes lorsque la police fit irruption pour les placer en garde à vue, tandis que leurs domiciles étaient perquisitionnés.

De son côté, M. Srdja Popovic, l'avocat pressenti pour prendre la défense de ces personnalités, appréhendé, lui, le 23 avril, a également été remis en liberté.

On ne dispose toujours d'aucune information sur le sort qui leur sera réservé. La libération de M. Djilas et des autres participants à la réunion n'a pas été annoncée par les autorités. Pendant toute la durée de leur incarcération, seul M. Zika Radjovitch, président de l'Alliance socialiste de Serbie, y a fait une brève allusion. Dans un discours prononcé lundi devant la direction de cette organisation, il a affirmé qu'il s'agissait d'éléments « hostiles » dont l'activité « ne serait pas tolérée » et contre lesquels « tout Etat civilisé [avait] le droit de prendre les mesures se trouvant à sa disposition ».

La raison véritable de l'incarcération de M. Djilas et de ses compagnons demeure donc inexplicable. L'affaire a même pris pour le public une tournure inattendue, compte tenu des graves accusations qui avaient été portées à leur encontre dans le communiqué de l'agence Tanjug de vendredi dernier et qui semblaient annoncer leur inévitable comparution en justice. Tanjug affirmait en effet que les intéressés avaient « l'intention » de déployer « des activités hostiles » et que des documents compromettants avaient été découverts à leurs domiciles.

J. K.

Argentine

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A ÉTÉ REÇU A PARIS AVEC DES ÉGARDS EXCEPTIONNELS

Le ministre des affaires étrangères argentin, M. Dante Caputo, a effectué, le mardi 24 avril, une visite officielle à Paris. Le chef de la diplomatie du gouvernement radical de M. Raul Alfonsín a été accueilli avec des égards exceptionnels : à Paris on est, en effet, très soucieux de manifester le soutien de la France à un pays ayant accédé paisiblement à la démocratie après des années de dictature militaire. C'est ainsi que M. Caputo a été reçu non seulement par son collègue, M. Cheysson, et par le premier ministre, M. Mauroy, mais aussi par le président de la République.

A l'occasion d'un déjeuner officiel au Quai d'Orsay, M. Cheysson a assuré que la France entendait contribuer « dans la mesure de ses moyens » à aider l'Argentine à résoudre ses problèmes économiques. Le plus visible de ces problèmes, au niveau international, est l'importance de la dette extérieure, qui se monterait à 43,8 milliards de dollars.

Lors d'une conférence de presse au centre culturel argentin à Paris, M. Caputo a déclaré à ce sujet : « Bien entendu, nous paierons. Mais n'oubliez pas que, chez nous, l'immense augmentation de la dette enregistrée durant les années du régime militaire n'a provoqué aucune amélioration de l'économie ; au contraire, les salaires réels ont chuté. C'est dire que le fameux « ajustement » que l'on exige généralement des pays très endettés, il a déjà eu lieu chez nous. Quel sens, dès lors, aurait la démocratie aux yeux des Argentins si on leur disait : nous vous apportons encore davantage de récession et une chute encore supérieure du niveau de vie ? Aussi, n'acceptons-nous pas les « recettes » récessives en vue d'accroître nos remboursements ».

P. Y.

L'ÉCHEC ET LA DÉMISSION DE M. MUCCI

(De notre correspondant.)

Buenos-Aires. — La démission, le mardi 24 avril, du ministre du travail, M. Antonio Mucci n'a pas été tout à fait une surprise à Buenos-Aires. Sa position n'avait, en effet, cessé de s'affaiblir après le rejet par le Sénat, le 15 mars, du projet de « remise en ordre » des syndicats. M. Mucci a reconnu au cours d'une conférence de presse que le vote du Sénat avait constitué pour lui une désagréable surprise. En fait, cet ancien syndicaliste était particulièrement sur la touche depuis la désignation de M. Hugo Barriobenevo, un représentant de la vieille garde péroniste, comme « délégué présidentiel chargé de la normalisation syndicale ».

Le président Alfonsín a nommé à sa place M. Juan Manuel Casella, qui présidait jusqu'alors la commission de la défense à la Chambre des députés. Ce parlementaire de quarante-deux ans, très proche du président, n'a aucune expérience en matière syndicale ; mais il a montré au cours de la discussion du projet de réforme du code de justice militaire certaines qualités de négociateur qui faisaient défaut à son prédécesseur.

Le choix du président confirme d'abord sa volonté de suivre de très près la « question syndicale ». Nul doute que M. Casella sera un exécutant beaucoup plus docile que M. Mucci. Mais il répond surtout au sonci d'améliorer les relations avec les dirigeants péronistes. L'ex-ministre du travail avait tenté d'être l'homme d'une politique de choc visant, sur la base des élections, à donner l'assent à la « bureaucratie syndicale ». Cette attaque frontale s'étant soldée par un échec, M. Alfonsín est aujourd'hui contraint de négocier avec ceux-là mêmes qu'il avait fustigés durant sa campagne électorale.

Il est évident, d'autre part, que le chef de l'Etat a besoin de leur soutien, on tout au moins de leur compréhension face à la politique de rigueur qu'il s'apprête à mettre en œuvre dans le domaine économique. On peut craindre, toutefois, que ce changement de tactique se compromette sérieusement la démocratisation des syndicats qui devait constituer, avec celle de l'armée, l'un des piliers de la « nouvelle République ».

J. D.

AMÉRIQUES

République Dominicaine

Les émeutes contre l'austérité ont fait quarante morts

(AFP, Renter.)

— Les émeutes, commencées le lundi 23 avril dans la capitale de la République Dominicaine, en protestation contre les mesures d'austérité du président social-démocrate, M. Salvador Jorge Blanco, se sont poursuivies le mardi 24 avril et ont causé plusieurs villes de province. Le bilan s'est considérablement alourdi. Selon un porte-parole de la police, il était, dans la soirée du mardi, de quarante morts et de plusieurs dizaines de blessés. Les arrestations se comptent par centaines.

La capitale, Saint-Domingue, une ville de 1 million d'habitants — le sixième de la population de la République — est paralysée depuis l'après-midi du 24 avril, sur ordre des cinq centrales syndicales du pays. Les commerces sont fermés et les transports publics arrêtés.


Le 23 au matin, jour de l'entrée en vigueur des augmentations de prix des aliments de base, les quartiers populaires du nord et de l'est de la cité se sont embrasés. Des magasins ont été pris d'assaut, des rues ont été barrées par des amoncellements de pneumatiques en flammes. Deux permanences du Parti révolutionnaire dominicain (PRD, social-démocrate), au pouvoir, ont été brûlées.

L'armée et la police quadrillent les rues. Le chef de l'Etat, au pouvoir depuis vingt mois, devait s'adresser au pays pour faire part des conclusions de son gouvernement à cette flambe d'opposition à

sa politique d'austérité. Il a longuement conféré avec le ministre de la défense, le général Ramiro Matos Gonzalez.

A l'occasion d'un récent voyage aux Etats-Unis, M. Blanco avait attiré l'attention de ses interlocuteurs sur les risques d'embrasement social que comportait toujours la mise en route d'une politique de rigueur sous la pression du Fonds monétaire international. Les hausses de prix annoncées la semaine dernière font partie d'un programme d'austérité exigé par le FMI pour le renouvellement d'un prêt de 450 millions de dollars dont le pays a besoin. Cette explosion de violence, la plus grave depuis le retour de la République Dominicaine à un régime totalement démocratique en 1978, avait été précédée, ainsi que le plan de rigueur, par des manifestations organisées par les cinq syndicats.

Le leader du principal parti d'opposition, l'ancien président M. Joaquín Balaguer, a réaffirmé son soutien à l'ordre démocratique. Le secrétaire général du Parti communiste, M. Narciso Isa Conde, qui avait été arrêté lundi, a été libéré le lendemain. En revanche, le gouvernement a fermé, mardi, une radio, privée qui diffusait des reportages détaillés sur les affrontements en cours entre manifestants et forces de l'ordre. Il a, d'autre part, fait interrompre par la police une conférence de presse du Front de la gauche dominicaine (FID), auquel appartient le PC.



pour des vacances de grande détente

LE BYBLOS A ST TROPEZ

PHONE : 09 77 00 04 - TELÉX : 470 235 - CABLE : BYBLOS - 6999 97 000

La Santé. La Sécurité. Les Services.

“Comment je réponds aux vraies questions du 3^{ème} Age.”



Hervé Picot, le spécialiste du 3^{ème} Age.

Les Jardins d'Arcadie veillent sur votre santé.

Infirmière diplômée 24 h sur 24, 365 jours par an. Suivi de vos traitements et soins en appartements. Salle de gymnastique et de kinésithérapie.

Les Jardins d'Arcadie préservent votre sécurité.

Surveillance de la résidence 24 h sur 24 par une hôtesse d'accueil et un service de garde la nuit. Dans votre appartement : équipement spécialement étudié. Interphone relié à l'accueil ; cordons d'appels d'urgence. Groupe électrogène assurant l'autonomie en cas de panne de courant.

Tous les services à votre service.

Aide ménagère sur demande. Restaurant ouvert 7 jours sur 7, midi et soir. Repas également servis à domicile. Salle à manger particulière. Salons de détente, billard, bibliothèque... Multiples possibilités de rencontre avec d'autres résidents.



Jardins d'Arcadie.

Hervé Picot S.A. 9, place de la Madeleine 75008 Paris.

Tél : (1) 266.06.83

Des sites choisis pour leur environnement privilégié. Vous profiterez en toute indépendance de l'animation et de la vie de villes accueillantes :

Aix-en-Provence. Tél : (42) 86.01.57

Livraison prévue sept. 84

Chamalières. Tél : (1) 266.06.83

Livraison prévue fin 85

Grasse. Tél : (93) 36.24.47

Livraison prévue fin 84

Montpellier. Tél : (1) 266.06.83

Livraison immédiate

Nice. Tél : (1) 266.06.83 - (59) 23.07.60

Livraison prévue fin 85

Rueil-Malmaison. Tél : (1) 266.06.83

Livraison fin 84

Strasbourg. Tél : (1) 266.06.83

Livraison immédiate

Toulouse. Tél : (59) 23.07.60

Livraison début 85

Les résidences Jardins d'Arcadie en fonctionnement :

Anglet, Biarritz, Bordeaux, Montpellier, Nantes, Paris XV,

Pau, St-Maurice, Strasbourg.

Je souhaite une documentation sur la Résidence Jardins d'Arcadie qui vous intéresse. Je vous enverrai, sans engagement, la documentation correspondante.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____

Code postal : _____

Tél : _____

Je souhaite en recevoir une personnel avec l'un de vos collaborateurs

A retourner à : Jardins d'Arcadie

Hervé Picot S.A. 9, place de la Madeleine 75008 Paris.

Tél : (1) 266.06.83

LA 264/84

AMÉRIQUES

Brésil

POUR L'ÉLECTION DU PRÉSIDENT AU SUFFRAGE UNIVERSEL

Brasilia s'est offert sa première manifestation

Brasilia. — Il a suffi de quelques heures pour que Brasilia perde sa froideur d'épure d'architecte et devienne enfin une vraie ville, avec un cœur, des nerfs et du bruit, cette immense clameur, mardi soir 24 avril, sur les avenues au nom codés, entre les « blocs » des « quadras » et des ministères, pour saluer le débat qui s'approchait, au Congrès.

Le grand fil de « protection » tendu sur la ville aura finalement été inutile. Les barrières sur les routes, avec chiens policiers, n'ont pas empêché le Brésil de se faire entendre dans sa capitale. Brasilia, qui ne manifestait jamais, a bougé. Les premiers tremblements ont eu lieu en milieu d'après-midi, dans l'enceinte du Congrès.

De notre envoyé spécial

vernement d'« incompétence » et de « corruption ». Pétaards habituels. A quelques mètres de là, dans une autre salle, c'est l'incendie. Déjouant toutes les mesures d'exception, des centaines d'étudiants ont envahi le Parlement.

Ils rôdaient depuis le matin, en jeans, avec leurs badges « Diretas Ja » (la présidentielle au suffrage universel dès maintenant). A 5 heures, ils occupent le Salon noir du Congrès, ainsi appelé à cause de la couleur du carrelage. Une salle immense, presque toujours vide, avec, sur un mur, un crucifix. Par la baie vitrée, on aperçoit l'immeuble pelouse de l'esplanade des ministères.



Dessin de FLANTU.

Depuis la veille, les parlementaires arpentent les couloirs avec nervosité. On parlait de golpe militaire — ou presque — si celui du parti officiel ne votait pas comme il fallait. On se répétait les avertissements venus du Minas-Gerais, cette terre de modération : il y avait danger de radicalisme dans les deux camps.

M. Ulisses Guimarães, le président du PMDB d'opposition, occupait la tribune de la Chambre. Une tribune « profanée et mutilée par les mesures d'exception », dit-il, pour commencer. Et il enchaîna un long discours-programme, montrant sur quoi pouvait et devait déboucher la souveraineté populaire. Si, par bonheur, elle était rétablie.

Il pouvait être fier, M. Guimarães. Au début, ils n'étaient pas nombreux à y croire. Et puis le peuple est descendu dans la rue. Un peuple bigarré, bon enfant, qui ne devait pas tout à fait se reconnaître dans ce chef de parti un peu chenu, à l'œil d'oiseau de nuit, qui cultivait volontiers les fleurs de rhétorique.

Mais M. Guimarães aime aussi les épines. Il a traité un jour le président Geisel, qui ne méritait pas cette indignité, d'« Idi Américo Dada ». Il vient de comparer Brasilia à un « camp de concentration ». Le voici qui accuse le gou-

Des orateurs se succèdent : devant les étudiants assis. Des syndicalistes, des députés, des femmes organisées en comités, et le directeur d'un journal, *A Hora do povo* (*L'Heure du peuple*), dont les bureaux ont été forcés et pillés, l'avant-veille, par des inconnus se disant policiers. Chacun tend le poing. On entend tomber des grâces : « Dictature militaire », « Généraux inébranlables et corrompus », « Sanguines du FMI ».

Le plus explicite est un député du PMDB de Bahia, M. Haroldo Lima. L'heure n'est pas à la négociation, dit-il, mais à la confrontation. « On c'est le peuple ou c'est la dictature qui vaincra. » Il parle de l'Argentine, et des généraux qui l'ont ensanguinée. Il en vient à ceux d'ici. « Nous ne voulons pas de tanks et de chiens policiers ».

Se profile la police militaire. Elle occupe le bord des pelouses, ferme les accès au Congrès. « Qu'ils entrent », crient les étudiants, qui se forcent à rester assis. Ils attendent le pire du général Newton Cruz, qui commande « l'état de siège », comme ils disent. La soirée se passe dans ce face-à-face qui frôle à chaque instant l'incident.

Pendant ce temps, plusieurs dizaines de maires et de conseillers

Celui par qui le scandale est arrivé...

M. Dante de Oliveira, âgé de trente-deux ans, député de l'Etat de Mato Grosso, est devenu l'homme le plus populaire du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB, opposition), depuis qu'il s'est lancé — au risque de passer pour un fou — dans la campagne en faveur de l'élection présidentielle directe. Ce mercredi 25 avril, le Congrès devait se prononcer sur le projet d'amendement constitutionnel rétablissant le suffrage universel direct pour l'élection du successeur du président José Figueiredo auquel M. Dante de Oliveira a lié son nom et pour lequel le Brésil tout entier s'est mobilisé afin de garantir au pays le retour à un plein régime démocratique, après vingt ans de pouvoir militaire.

Le scepticisme manifesté par ses collègues au début de sa campagne (« C'est bien, continuez, vous avez de l'avenir ») n'a jamais entamé la volonté de M. Dante de Oliveira. Le jeune

député a gagné sa popularité le jour où les partis d'opposition ont décidé de mobiliser le pays autour de l'amendement constitutionnel. Depuis le mois de janvier, son nom est clamé du haut des tribunes lors des manifestations réclamant les « diretas ja ».

L'ancien militant de l'organisation marxiste MR-8 (Mouvement révolutionnaire 8 octobre, date de la mort de « Che Guevara »), engagé dans la lutte contre le régime militaire à la fin des années 60, est aujourd'hui membre de l'alle modérée du principal parti d'opposition.

Pour le jeune député — qui reste effacé malgré sa nouvelle popularité — l'élection directe du président de la République ne sera pas le remède miracle aux maux du pays, « mais ces élections sont importantes pour que nous puissions sortir de la crise de manière pacifique », affirme-t-il. — (AFP.)

municipaux venus de tout le pays, et réunis dans un front municipal, visitent l'un après l'autre les députés et les sénateurs du PSD, la formation gouvernementale, pour les convaincre que leur devoir sera, le lendemain, de voter l'amendement de l'opposition. « Sinon, le peuple vous jugera », lance un journaliste. Leur nom sera affiché avec leur vote.

« Ecoutez »

Une femme tient meeting près de la buvette. Course rouge, oeil de charbon, et l'inévitable écusson des « diretas ja », elle se dit technicienne du gouvernement : autrement dit, elle est fonctionnaire : elle est aussi membre du comité « au-dessus des partis » — en fait formé par les partis de l'opposition — qui a appelé aux manifestations de ces dernières semaines. Il y en avait une de prévue, ce soir, au pied de la tour de la télévision. Elle a été interdite. Mais à sa place : « écoutez ».

Dehors, un concert d'avertisseurs a commencé : une grande *buznada*, comme on dit en portugais. « Diretas ja » : les automobilistes se regardent un peu surpris. Brasilia n'avait jamais eu cette audace. Elle s'offre même, ce soir, un événement inédit : un embouteillage. Là, presque sous les fenêtres du Planalto, cette présidence de verre et de marbre où les généraux se sont succédé depuis vingt ans et où le dernier en date, le général Figueiredo, fait sans doute, en ce moment, des heures supplémentaires. Hier, on le disait prêt à accepter la formule du « mandat-impératif » : pour désamorcer l'opposition, un président intérimaire de deux ans, pour lui succéder et préparer une réforme de la Constitution, ainsi que le rétablissement en 1986 du suffrage universel pour l'élection du chef de l'Etat. Ce soir, il s'inquiète sans doute de voir « sa » ville en état d'ébullition. Tard dans la nuit, on apprendra que l'armée a été mise en état de première alerte.

« On est revenu à 1964 ». La comparaison a été faite ici et là : mais elle ne vaut pas : les tumultes de 1964 n'avaient rien à voir avec les clameurs d'aujourd'hui. Et puis, cette année-là, les militaires étaient encore neufs ; cela faisait longtemps qu'ils n'avaient pas « servi ». Deux décennies se sont écoulées depuis.

CHARLES VANHECKE.

AFRIQUE

Tanzanie

M. Salim Ahmed Salim est nommé premier ministre

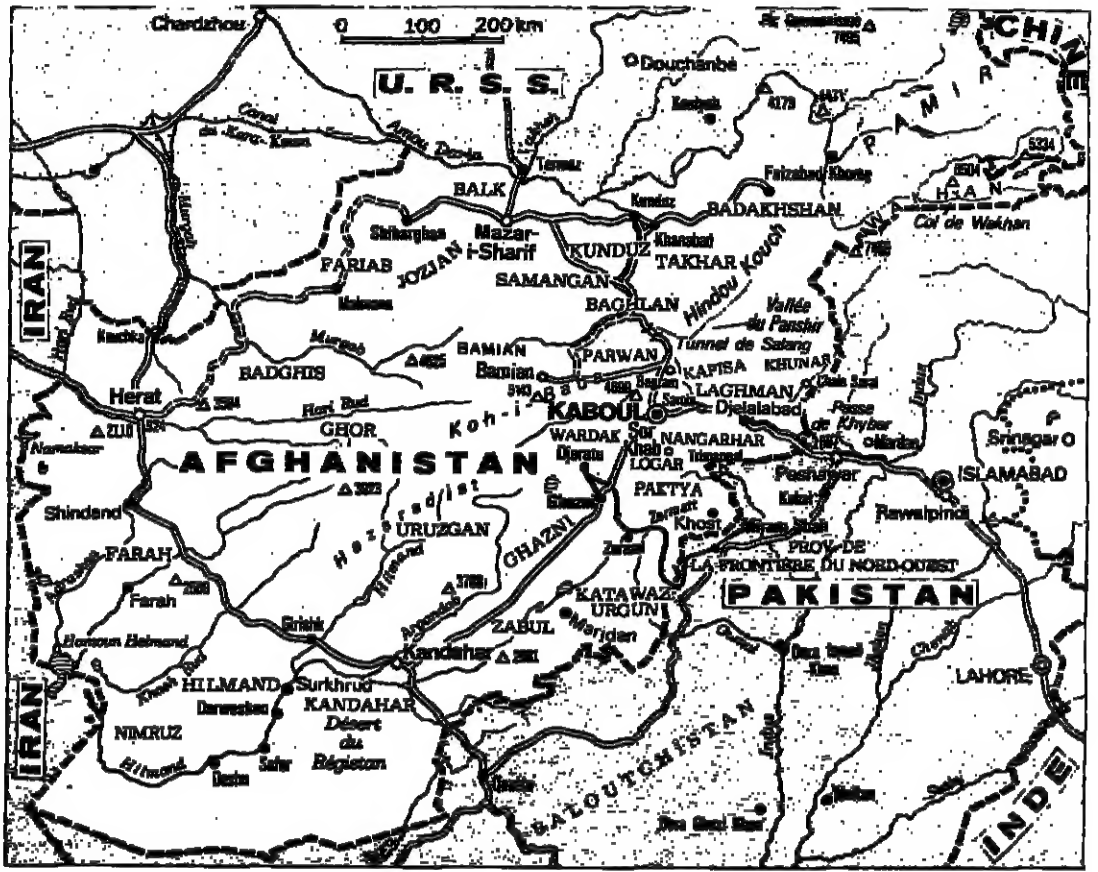
De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Radio-Tanzanie a annoncé, mardi 24 avril, la nomination de M. Salim Ahmed Salim, ministre des affaires étrangères, au poste de premier ministre. Il a succédé à Edward Sokoine, mort, le 12 avril, dans un accident de voiture. Né sur l'île de Pemba en 1942, M. Salim fut représentant de la Tanzanie aux Nations unies. Il présida le comité spécial pour la décolonisation puis l'Assemblée générale. Il fut, en 1981, candidat malheureux, soutenu par l'Organisation de l'unité africaine (OUA), à la succession de M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU.

Cette nomination devrait satisfaire les Zanzibariens puisque M. Salim est l'un des leurs et que son nom avait même été avancé pour succéder à M. Aboud Jumbe, démissionnaire, à la tête du Conseil révolutionnaire et du conseil des ministres.

● Zaire. — Le sort des treize anciens députés en résidence surveillée. Le président Mobutu a accepté le principe d'une mission d'information sur le sort de treize anciens parlementaires d'opposition assignés à résidence dans leurs villages (le Monde du 19 avril), a annoncé le vice-président de l'intergroupe des parlementaires membres de la Ligue des droits de l'homme, M. Lydie

L'offensive a été déclenchée le 20 avril par des bombardements soviétiques massifs — au moyen d'artillerie lourde et de bombardiers lourds TU-16 — appuyés par des centaines de blindés et environ vingt mille soldats soviétiques. Selon le département d'Etat américain, des dizaines de TU-16 se sont livrés à des « bombardements intensifs à haute altitude ».



En même temps, d'autres « opérations de nettoyage » soviétiques ont lieu dans l'ouest de l'Afghanistan, près de Herat, la deuxième ville du pays, à l'est, près de Jalalabad, et au nord, à proximité de la frontière soviétique.

Cette offensive était prévue par le commandant Massoud. Il y a un mois, informé — comme il l'est régulièrement depuis plusieurs années — par ses agents infiltrés au sein de l'administration de Kaboul, il avait fait évacuer la population civile non combattante de la vallée, où ne restaient que les quelques milliers de Moudjahidins. Prévue depuis le début de l'année, cette offensive dans plusieurs régions du pays à la fois, avait été préparée par un recrutement forcé massif de conscrits, suivi d'une vague de désertions.

Il s'agit de la septième tentative des Soviétiques de venir à bout de cette épine stratégique au cœur de leur dispositif militaire. Les six offensives précédentes, entre 1980 et 1982, avaient été repoussées par

une résistance fortement organisée et motivée par son chef, une des figures les plus populaires du pays. Il avait doté le Panthir d'une organisation non seulement militaire, mais aussi politique et économique. Des équipes de médecins français s'y sont succédées depuis des années pour venir en aide aux blessés et mettre sur pied des antennes sanitaires (le Monde du 21 juillet et du 2 novembre 1982). Par ailleurs, M. Massoud avait réussi à nouer des

l'approvisionnement des assaillants et de la capitale. Dans cette dernière, des attentats et des affrontements entre maquisards et forces de sécurité soviéto-afghanes ont eu lieu : le 14 avril, deux membres du PPDA (Parti populaire démocratique communiste) ont été tués par une explosion dans la salle de l'amitié soviéto-afghane d'un lycée, et, le 22 avril, une explosion a détruit un hôtel utilisé par le Khab, la police secrète afghane.

alliances tactiques avec d'autres groupes de résistants voisins.

C'est toutefois après avoir été victime de l'attaque d'un groupe rival à un moment où il affrontait une dure offensive soviétique qu'il avait accepté les offres qui lui avaient été faites d'un cessez-le-feu de facto. Celui-ci a duré un an. Depuis lors, cette paix armée s'est détériorée. La stratégie soviétique a changé, maintenant l'accent sur les combats que sur la guerre psychologique.

N'ayant pu empêcher l'encerclement du Panthir — cette vallée d'environ 150 kilomètres de long reliant la plaine de Kaboul aux sommets de l'Hindou-Kouch et peuplée d'une centaine de milliers d'Afghans d'ethnie tadjike — le commandant Massoud a déclenché la semaine dernière l'offensive contre la route stratégique entre Kaboul et la frontière soviétique, faisant sauter quatre ponts, dont celui de Matak, dans la nuit du 15 avril, ce qui a eu pour effet de rendre encore plus difficile

Depuis l'arrivée au pouvoir de M. Tchernenko, le Krenin a montré sa volonté d'employer pratiquement tous les moyens pour venir à bout d'une résistance qui n'en finit pas de durer. Cette résistance est encore plus inacceptable pour Moscou que ne l'était celle de Hanoï face aux Etats-Unis lors de la guerre du Vietnam. En plus de l'aspect psychologique toujours déplaçant pour une « superpuissance » de se voir défiée par des maquisards d'un autre âge, armés de vieilles pétrolières, dérisoires avec leurs coutumes tribales, leur foi islamique, leurs grandes barbes et leurs turbans, l'URSS doit faire face à une résistance qui se bat à sa frontière, et qui est menacée par des ethnies qui — comme les Tadjiks, par exemple — vivent de part et d'autre de cette frontière.

Une aide extérieure dérisoire

Mais, cette fois, sans doute, les stratégies soviétiques pensent que la situation leur est plus favorable. Après cinq ans de lutte, les Moudjahidins sont toujours aussi loin de présenter un front uni. Ils s'entre-déchirent parfois, comme par exemple entre résistants et partisans de l'imam Khomeiny dans le Hazaradja chite (voir l'interview accordée, au Quai d'Orsay, de M. Rabbani, chef du Jamiat Islami (le Monde du 18 et du 25 avril) — et humanitaire, avec l'envoi de vivres, de matériel médical et surtout d'équipes de médecins volontaires. Tout cela est insuffisant pour faire face à une offensive d'une telle ampleur, même si elle était prévue de longue date.

Il est encore trop tôt pour être sûr que la vallée du Panthir est vraiment « tombée ». Les Soviétiques pourraient-ils occuper de façon permanente la vallée ? Et, si oui, la population civile accepterait-elle d'y revenir ou rejoindrait-elle les millions d'Afghans réfugiés au Pakistan ? Toujours est-il que, face au rouleau compresseur du corps expéditionnaire soviétique, les Moudjahidins ne peuvent que poursuivre une résistance opiniâtre, comme ils le font depuis cinq ans. Il leur faudrait un armement supérieur en quantité et en qualité, accompagné d'un soutien actif extérieur, pour faire basculer cette guerre.

PATRICE DE BEER.

République Sud-Africaine

IL N'ÉTAIT NI BLANC, NI NOIR, NI MÉTIS...

Johannesburg (AP). — Le ministre sud-africain de la santé, le Dr Neke Van Der Nerve, s'est déclaré favorable à l'ouverture d'une enquête sur le mort de Vivian Solomon, un présentateur de télévision qui aurait succombé après un accident d'automobile parce que les employés de l'hôpital ne savaient pas à quel groupe racial il appartenait. Solomon, officiellement considéré comme métis, avait créé un précédent l'an dernier en devenant le premier présentateur non blanc d'une chaîne destinée aux téléspectateurs blancs. Il est décédé le 13 avril à l'hôpital de Klerksdorp, non loin de Johannesburg, après avoir été gravement blessé dans un accident de la route.

Selon la presse, il n'était pas porteur de sa carte d'identité, et les employés de l'hôpital ne lui ont pas prodigué les soins immédiats que nécessitait son état parce qu'ils ne savaient pas s'il devait être admis dans le service réservé aux Blancs, dans celui destiné aux métis ou dans celui des « gens de couleur ». « Si cette dépendait de mes services, j'ordonnerais une enquête », a déclaré le Dr Van Der Nerve. Une telle décision est, en effet, du ressort des autorités de la province du Transvaal.

J. de B.

مكتبة من الأصل

ASIE

Taiwan face aux infidélités de l'«ami américain»

(Suite de la première page.)

Deux développements récents, à Séoul et à Hongkong, ne peuvent, à cet égard, que renforcer à Taipei une impression d'isolement et de vulnérabilité déjà forte face à l'influence grandissante de Pékin (2). La presse et les autorités de Taipei ont réagi, à la mi-avril, bon nombre de témoignages des inquiétudes et des espoirs, ambiguës et contradictoires, sur l'avenir des relations avec Washington. D'une part, les journaux célébraient le cinquantième anniversaire du Taiwan Relations Act, qui définit les relations et les obligations quasi officielles des États-Unis à l'égard de Taiwan, qui permet la continuation des livraisons d'armes aux héritiers de Tchang Kai-Shek, et qui a force de loi. En effet, on estime ici que cet acte « annule ou réduit considérablement les effets de la rupture des relations » entre Taipei et Washington et, partant, ceux d'une reconnaissance de la souveraineté de Pékin (3).

D'autre part, les mêmes organes et personnes admettent que le communiqué signé le 17 août 1982 entre l'administration de M. Reagan et la République populaire tend à contraindre à limiter les effets du Taiwan Relations Act, ou du moins à accroître par l'usage de certaines formulations « diplomatiques » les ambiguïtés de la politique américaine envers les deux parties chinoises. Le China News de Taipei écrivait récemment que rien n'était prévu, une fois de plus, l'administration de M. Reagan parvenant à « minimiser » la portée du communiqué du 17 août.

Une visite « publicitaire »

De même, on entendait beaucoup dire que la visite de « l'ami américain » chez les « frères ennemis » chinois constituait d'abord un exercice d'électoralisme et d'opportunisme sans réelle portée pour Taiwan. Mais les Taiwanais pouvaient aussi lire dans leurs journaux que « les États-Unis et Pékin font des progrès en matière de coopération nucléaire » ou encore que « la nouvelle spatiale américaine emportera bientôt un astronaute de la Chine communiste ».

Quel qu'on en dise, et quoi qu'il en soit, le président américain lui-même, les dirigeants de Taiwan, sous les dehors calmes de ceux qui ont vu d'autres - on qui ont à l'avance reçu des assurances - étaient certainement inquiets de voir celui qu'ils ont toujours considéré comme leur partisan numéro un se rendre pour la première fois à Pékin après deux visites chez eux (1971 et 1978). La présence à Taipei d'un grand croisé républicain de l'anti-communisme, le sénateur Barry Goldwater, et d'autres parlementaires américains amis était certes

un contrepoint symbolique agréable au Kuomintang, mais n'aurait évidemment pas eu contrepois suffisant. Personne n'a oublié ici qu'il y a quatre ans le candidat Reagan provoquait un incident en s'engageant à « reconnaître » les relations diplomatiques entre Taiwan et Washington. Le thème semble passé de mode. Enfin, si l'on ne craint guère un nouveau « lâchage », on n'imaginait pas non plus que le voyage, même si ses motifs sont d'abord « publicitaires », puisse tourner au désavantage de l'adversaire ni qu'il ne soit pas question, dans la capitale du Nord, de la « province » du Sud.

« Nous sommes inquiets parce que Pékin veut soulever la question de Taiwan », nous disait M. Chen Li-An (Pard nationaliste, officiel et unique). « Deng Xiaoping cherchera à enlever M. Reagan sur le terrain de la reconnaissance et de la modernisation. Nous avons de bonnes raisons de croire que le président ne fera pas de concessions à nos dépens et n'entendra au Taiwan Relations Act. Si des progrès sont enregistrés côté transfert de technologie et formation de personnel, nous espérons que cela ne concernera pas les affaires militaires. Pékin fera tout pour courtoiser l'anticommuniste qu'est Ronald Reagan. Mais ce dernier ne peut pas aller très loin car il provoquerait les Soviétiques et risquerait de rendre encore plus improbable une négociation sur les armements nucléaires », ajoutait M. Chen.

Pour lui, la visite américaine se résume à deux impératifs : « la nécessité de développer les contacts avec un pays qui a une longue frontière avec l'URSS », et « l'approche des élections ». Peu de substance en vérité. Il est modérément inquiet : « Ce genre d'affaire serait grave ailleurs, ici c'est de la routine ».

M. John Chang, directeur des affaires américaines - c'est-à-dire de l'essentiel - dans le ministère des affaires étrangères, commentait, mais aujourd'hui déçu, est moins optimiste. « Taiwan ne peut pas rêver d'un président plus favorable que M. Reagan. Or lui aussi, l'anticommuniste, l'ami de tous, rend visite à nos ennemis communistes. Nous ne redoutons pas de défaits immédiats, mais, psychologiquement, l'impact risque d'être fort », estime-t-il.

« Nos sentiments, pourrions-nous dire, sont partagés : M. Reagan est l'ami fidèle, mais sa visite renforcera les liens entre les États-Unis et la Chine communiste, et cela, à terme, nous fera mal. Les transferts de technologies civiles - techniquement possibles aussi dans le domaine militaire depuis la visite de M. Hsiang à Pékin en 1981 - la coopération nucléaire, tout cela ne peut que nous affecter. Des deux côtés, pour contraindre l'URSS, on envisage de renforcer les capacités de défense. Il y a sans doute des li-

mités très étroites que les Américains ne veulent pas franchir. Cela dit, nous n'avons toujours pas obtenu les avions ultramodernes que nous réclamons depuis 1982 pour assurer la défense aérienne du détroit de Taiwan face aux communistes ».

A propos du communiqué d'août 1982, par lequel Washington s'engageait à réduire progressivement le niveau de ses livraisons d'armes à Taiwan, M. Chang déclare que les Américains ont donné à leurs anciens alliés une série d'assurances qui en limitent la portée. « L'ambiguïté de certains termes employés permet des interprétations restrictives », ajoute-t-il. Mais il s'agit d'assurances verbales, et cette ambiguïté peut être à double tranchant (4).

« Il ne nous vendra pas comme Carter »

On est convaincu ici que, quoi qu'il advienne, « Reagan ne nous vendra pas aux communistes comme Carter ». Cela posé et fort des sympathies du Congrès, on espère pouvoir continuer à tenir tête aux entreprises « réactionnaires » de la République populaire en attendant l'émergence d'un modus vivendi. A défaut d'imaginer encore une reconquête armée de la mère-patrie, on finit de croire à l'événement d'un phénomène de « taiwanisation » économique spontanée. Cependant, l'adoption par les multinationales des modèles de développement anticommuniste développé à Taiwan par Tchang Kai-Shek et le Kuomintang depuis 1949 reste assez hypothétique.

Plus sérieux, et autrement argumenté, est la conviction que l'on peut survivre et prospérer - on l'a simplement prouvé - même dans un environnement diplomatique plus adverse encore.

Pour cela, il faut au moins que trois séries de conditions s'en trouvent réunies : d'abord, sur le plan extérieur, il faut que les États-Unis ne lâchent pas. Ensuite, il faut que la promotion économique, commerciale et technologique ainsi que la satisfaction des besoins sociaux viennent renforcer la structure interne et compenser les revers diplomatiques. Il faut enfin, dans le cadre de la loi martiale, assouplir mais toujours en vigueur, que le contrôle politique et le quasi-monopole du Kuomintang sur la population se perpétuent tout en s'adaptant pour satisfaire aux besoins de l'époque et aux aspirations d'une société de plus en plus développée.

R.-P. PARINGAUX.

Prochain article :

COMMERCÉ AU GALOP, DÉMOCRATIE AU RALENTI.

(2) Les Britanniques ont annoncé leur intention de cesser leur administration de Hongkong après 1997. Les Chinois du Sud cherchent le rapprochement avec la République populaire de Chine au détriment de Taiwan, qu'ils reconnaissent toujours formellement.

(3) Pékin considère que le Taiwan Relations Act contredit la reconnaissance de sa souveraineté sur l'ensemble de la Chine et favorise la politique des « deux Chines ».

(4) Pékin avait réagi très modérément l'an dernier lors de l'annonce d'une aide militaire américaine de 500 millions de dollars à Taipei.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

(un volume dans les semaines)

offre un dossier complet sur :

LA SÉLECTION SCOLAIRE

Envoyer 30 F (timbres à 1 F ou chèque à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dulac, 75014 Paris, en espèces le dossier demandé ou 110 F pour l'abonnement annuel 180 F d'économies qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

berdy
le prêt à porter des grands (1 m 85 à 2 m 15) et des costards
PARIS 12^e
86, av. Ledru-Rollin
Tél. : 628.18.24
PARIS 17^e
79, av. des Ternes
Tél. : 574.35.13
LYON 6^e
22, cours F-Roosevelt
Tél. : 865.93.96

L'EUROPE et les SOCIALISTES

Entretien-débat avec R. Pontillon, sénateur, et M.-C. Vayssade, députée au Parlement européen, le 26 avril à 20 h 30.

Maison des ingénieurs des Arts et Métiers, 9 bis, avenue d'Alsace, 75116 Paris. (Métro Miro, Bus 63).

Le Monde
NÉALINE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs
résident à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

COURS INTENSIFS D'ANGLAIS PROCHAINES SESSIONS :

● 3 semaines, de 9 h 30 à 12 h 30, du 27 mai au 17 juin 1984. Prix : 5 830 F TTC.
● 4 semaines, de 9 h 30 à 12 h 30, du 27 juin au 17 juillet 1984. Prix : 7 480 F TTC.
● Cours semi-intensif en petits groupes de 6 personnes maximum avec 5 heures de cours par jour.
● Tous les niveaux : début à l'écrit des cours.
● Lieu des cours : 350, rue Saint-Moritz - 75001 Paris.
Pour toute information supplémentaire, téléphonez-nous :
LANGUAGE STUDIES : 260-63-70

L'AFGHANISTAN vu par Vincenot



« Due au talent et à la générosité d'Henri Vincenot, auteur bouguignon célèbre (la Billebaude, le Pape des escargots) et artiste dont la sensibilité est reconnue de tous, cette affiche est disponible à l'AMAFAF (Association française des amis afghans et de l'Afghanistan), B.P. 1303, 2100 DIJON.

La résistance afghane n'a pu être écrasée par l'armée Rouge. Le peuple afghan peut survivre grâce à vos dons. » Journal Le Bien Public.

□ Je commande des affiches : l'Afghanistan vu par Vincenot (tirage limité) (format 45 x 32 cm, impression marron sur fond crème) à partir de 50 F pièce.

□ Je commande des cartes postales : l'Afghanistan vu par Vincenot. 50 F le paquet de 10 + 9 F de frais d'envoi.

□ J'envoie un chèque de _____ à l'Association AMA.F.A.F. B.P. 1303, 21000 DIJON - Tél. 16 (80) 31.51.26.

● L'AMAFAF, association française Les Amis des Afghans et de l'Afghanistan, créée en septembre 78, AVANT l'invasion soviétique en Afghanistan. Association sans but lucratif, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901.

□ Désire recevoir des documents sur les activités de l'AMAFAF. (facultatif)

NOM : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Vos dons sont déductibles du revenu imposable dans les limites définies par la loi.

PHOTOCOPIE COULEUR

SUR PAPIER ORDINAIRE / PAPIER PHOTO - RÉDUCTION / AGRANDISSEMENT
75, RUE BAYEN 75017 PARIS - TEL. 572.41.46+

AL CAPONE DÉCLARE : LA SAINT VALENTIN À CHICAGO, C'EST MORTEL !

TOUS LES DÉTAILS DANS LE GUIDE BLEU.

GUIDE BLEU : VOTRE JOURNAL DE VOYAGE.

TU QUOQUE MI FILI, LE CRI DÉCHIRANT D'UN PÈRE

TOUS LES DÉTAILS DANS LE GUIDE BLEU.

GUIDE BLEU : VOTRE JOURNAL DE VOYAGE.

Paris

0,90 m

Zürich

1^{er} mai : enfin, le Service Intercontinental sans changer de continent.

	Aller	Retour
Jeudi	9.45-10.45	12.35-13.35
Vendredi	9.45-10.45	12.35-13.35

C'est si bon que vous voudrez rester à bord.

Paris : Service Voyages, 24, bd des Capucines, 75009 - (1) 742.21.21. Lyon : 55, place de la République, 69002 - (7) 845.41.7. Air Canada se réserve le droit d'apporter des modifications à ses conditions de transport.



AIR CANADA Intercontinental

Le printemps du ministre de l'agriculture

la relaxe de M. Moussou et la moderation generale des accusations ramenant l'audience a ses veritables proportions. Treize relaxes, dont celle de M. Pierre Paribas, l'ancien chef de la banque Paribas, dix-neuf declarations de culpabilite, sans avec dispense de peine, dix-huit condamnations a des peines de prison allant de quinze a deux mois, mais toutes prononcees sur des faits de nature de banalite, et quatre condamnations par defaut a des peines (termes, tel a tel, mardi 15 avril, l'epique judiciaire) prononcees par le onzieme chambre de la cour, et une seule, prononcee par la chambre du tribunal de Paris que preside M. Pierre Paribas, et ce qu'on a appele l'infamie Paribas... Le tribunal a prononce de nombreuses peines d'amendes et de confis-

type définitif ou provisoire ?
 Les uns pour savoir si, soit du
 secondaires, soit de celui de
 cet appel sont interprétés
 les jugements définitifs de
 cet appel, la nature a occupé
 nous l'en dégage pourtant.
 Je dis, une impression général
 est bien à l'image du dé
 le précédent. Le 5 décembre
 Au 11 février dernier, et
 la fois duquel il était appa
 une organisation de fraude a
 s'agit à Paris. L'entreprise
 n'apportait pas de caractère
 pas de capitales en forme de
 émontrant entre les intérêts éco
 nomiques de la nation.

... de pres. cette entre-
... apparaître plus simple
... une invitation à des transferts

CONDAMNATIONS

Newsweek

Special Report
Reagan Goes to China

**The Terms
Of Endearment**

What the President
Wants in Peking
Time to Play
A New China Card
By Richard Nixon
Deng's Quiet Revolution:
The New Capitalist Revolution

Outside views. Inside information.

De notre correspondant régional

Les autres questions sur les dangers des lois Auroux ou la réduction

proposés de la réaliser, en sa réalisation, d'écarter d'urgence les problèmes économiques. Devant huit cents « décideurs » lyonnais invités par le club Rhône-à-Ypône, présidé par le député du Rhône (RPR) Michel Noir, il a développé en préambule quelques « thèmes simples » du programme économique qu'il entend défendre, assure-t-il après la « défaite » de la gauche. Sujet central : « Les entreprises ont plus besoin de libération que de soutien ». L'assistance a bien reçu son discours. A la table d'honneur, un « recordateur accablé », le sénateur (ND) du Rhône, maître de Lyon, M. François Cotétié, mais aussi MM. Jean-Charles Ligeil, PDG du Progrès, et Xavier Elie, président de la Région Rhône-Alpes.

La totalité des questions douanes, par exemple, de l'État et des chefs d'entreprise, ont été traitées, sous le permis de mesurer la crainte des chefs d'entreprise. Alors qu'un intervenant, représentant la Chine, se vantait de vouloir faire passer son pays « d'un état de guerre à un état de paix charnelle », celui-ci a estimé que pour l'avoir : « c'est une grande facilité de parler de sang, de meurtre et de larmes ». En se référant au redressement économique consécutif à la prise du pouvoir du général de Gaulle, en 1958, M. Chirac a souligné qu'« on ne tombe pas dans ces excès de facilité [de langage]. On ne peut donner un coup de relais, mais les gens ne peuvent pas rester permanent à cet pas obligatoirement raison ». Le propos a pris un écho particulier à deux pas de la circonscription de M. Raymond Barre, plus que jamais favorable à un langage de fermeté et de rigueur.

Ce voyage lyonnais a bien été pour M. Chirac l'occasion de quelques mises en point. Ainsi, avant son intervention publique, il a confié aux journalistes ses impressions sur les propos tenus dimanche au « Grand Jury RTL-le Monde » par M. Philippe Seguin, député RPR des Vosges (le Monde du 24 avril) : « J'ai lu le texte. Météo-voies des petites phrases. C'est un très bon moyen de désinformation. M. Seguin a eu à la lecture un jugement qui me paraît tout à fait clair et une très grande sévérité à l'égard de l'actuel gouvernement. »

**STAGES
HUBERT LE FÉAL.**

Newsweek

Traduction
du texte inséré
ci-contre :

Le tourné
des Reagan
part en Chine

documentation
sans engagement
☎ 387 25 00**

RESEARCH

19

CONDAMNATIONS ET RELAXES

Par défaut : M.M. Jean
Léon, ancien directeur de la
Sûreté, trois ans de prison
pour détournement ; Pierre La-
fite, dix-huit mois de prison ;
Jean Mathys, quinze mois de
prison ; Jean Mathys, un an de
prison.

Contredictoirement :
M. Jean Peylichon, ancien
directeur de la section prison,
sans motifs de prison avec sursis ;
M. Roucky, ancien fondeur de
métal, sans motifs de prison ;
M. Malmont et M^{me} Catherine
Malmont, sans motifs de prison avec
sursis ; M^{me} Gérard Avallé, Jean-
Louis Gaudet, M^{me} Marie-
Claude Gaudet, six motifs de prison
avec sursis ; M^{me} Guy Horlin,
six motifs de prison avec sursis ;
M^{me} Marie-
Claude Gaudet, M^{me} Michel Eve,
M^{me} Olympe Gaudet, M^{me} Gabriel
Lépine, M^{me} Yvette Leblanc,
sans motifs de prison avec sursis ;
M^{me} Jacqueline
Fournier, René Jacquot, Bernard
Lévesque, Robert Pegoix,
sans motifs de prison avec sursis ;

Ménages de paille :
M.^{me} Patrick Azoulag, Robert
M.^{me} Marie-Louise, Robert
M.^{me} Pierre Botsavit, Jac-
quard, Jolin, M.^{me} Simone
M.^{me} Robert Dittion Desagant,
Patiste Flaudin, M.^{me} Lucien
M.^{me} Louis Guyovarc'h, Mar-
celle Henrick, Emmi Kikka,
M.^{me} Solange, Lucosie, M.^{me} Pierre
M.^{me} Fernand de Robecq, M.^{me}
M.^{me} André Tardy et M.^{me} Elm
M.^{me} Lucien.

Ménages de MM. Pierre Mosses,
M.^{me} Pina de Paribas, Jean-
ne Balle, M.^{me} Jacqueline
M.^{me} Bernard Darty,
M.^{me} France d'Estèveville,
M.^{me} Georges Lescherin de Mar-
M.^{me} Jeanne et Robert Mar-
M.^{me} Josette Marzac,
M.^{me} Gérard et Eugène San-
M.^{me} Denise Tardiveau,
M.^{me} Georges Vinay.

que vers Paribas-Suisse faite à un nombre de clients de la banque dont les responsabilités et les raisons étaient fort diverses. Elle montrait aussi autant de particuliers, veuves industrielles, honorables d'affaires, organisées à la conscience qu'ils pouvaient se commettre des délits était variable. C'est bien, du reste, en raison de la nature des actes de la banque que le tribunal s'est contenté de ramener ainsi à des proportions raisonnables la dimension du scandale, dénoncé à l'époque.

ment, pour l'opinion, l'élé-
ment majeur de la décision rendue
à la suite de M. Pierre Moussa
se trouvait être l'inculpé-vedette.
On rappelle qu'il l'avait été tar-
dément à la suite de deux plaintes
des 2 et 6 novembre 1981,
le ministre du budget de l'épo-
que, M. Laurent Fabius. A ce mo-

هكذا من الأصل

- *Treize relaxes, dont celle de M. Pierre Moussa, ancien PDG*
- *Quarante et une condamnations*

**M. PIERRE MOUSSA
VA DIRIGER UN GROUPE
FINANCIER INTERNATIONAL**

Il se prépare à assurer la direction d'un groupe financier, International Investors, dont le siège sera à Luxembourg avec un capital de 100 millions de dollars (plus de 800 millions de francs). Ce groupe récoltera des fonds en provenance du monde entier, qui seront placés dans divers secteurs de l'économie mondiale, et pourrait collaborer avec une banque d'affaires britannique.

M. Moussa sera donc en mesure d'utiliser à plein l'expérience qu'il a acquise en dix ans à la direction générale puis à la présidence de la première banque d'affaires française.

des sanctions pénales s'ajoutent aux condamnations fiscales. Pour la seule affaire Latécoère, MM. Jean Rouchy, Jean Peynichou et Daniel Rouchy sont condamnés solidairement à payer à l'administration des douanes deux fois 25 millions (confiscation et amende) au titre du délit de contrebande, deux fois encore 25 millions au titre du délit de change, d'exportation sans autorisations, deux fois 128 000 francs, montant des revenus confiscés non rapatriés.

Restait le cas des banquiers de la gestion privée autres que M. Monseau, c'est-à-dire M. Jean Peynichou, qui en fut le sous-directeur, et M. Daniel Rouchy, fondé de pouvoir. Le premier est condamné à quinze mois de prison avec sursis, le second à un an, aussi bien pour leur complicité dans l'affaire des transferts de fonds proprement dits, et estimés à 36 millions de francs, que pour l'affaire Latécoère, c'est-à-dire le transfert vers le Canada, via Luxembourg et Francfort, de trente-cinq mille jetons d'or.

On retrouve parmi eux tous ceux qui ne furent pas toujours conscients de commettre un délit, telles certaines veuves qui, après le décès de leur mari, continuèrent de profiter des revenus que rapportaient à Genève les sommes déposées dans les années passées. Parmi eux, également, apparaît celui qui était le doyen des prébendes, M. Fernand de Robert de Lagade, ancien importateur de caviar, auquel étaient repprochés les plus importants trans-

Parrainés : MM. Jean Richard, ancien directeur, de la gestion privée, trois ans de prison et mandat d'arrêt; Pierre Labèque, dix-huit mois de prison; Pierre Maillat, quatre mois de prison; Jean Maillat, un an de prison.

Contredisamment : MM. Jean Peyssachon, ancien directeur de la gestion privée, quinze mois de prison avec sursis; Daniel Bouchard, un an de prison, un an avec sursis; Jacques Nibouret et M^{me} Catherine Sabbe, sept mois de prison avec sursis; MM. Gérard Avallé, Jean-Claude Nibouret; M^{me} Marie-Louise Bouchard, quatre mois de prison avec sursis; MM. Guy Bazille, François Roches, quatre mois de prison avec sursis; M^{me} Marie-Louise Contagne, M. Michel Eon; M^{me} Odette Gosselin, M. Louis Lapiere; M^{me} Yvonne Labbe, trois mois de prison avec sursis; M^{me} Jacqueline Foisneau, MM. René Jacquet, Bernard Mesrobian, Robert Feigelson, deux mois de prison avec sursis.

Dissidents de police :
MM. Patrick Amundin, Robert
Basky, M^{lle} Marie-Louise Bigot,
MM. Jean-Pierre Boissard, Jac-
ques Chauvin, M^{lle} Simone
Beillard, Juliette Desbordes,
M^{lle} Robert Dillon-Corneick,
M^{lle} Alette Flaminio, MM. Lucien
Fleuret, Louis Guyonvarc'h, Mar-
cel Heyndrickx, Emad Killo,
M^{lle} Solenne Lacoste, M^{lle} Pierre
Lambert, M^{lle} Marie Malle,
MM. Fernand de Robert de La-
gange, André Tardy et M^{lle} Elise
Wahl.

Relais : MM. Pierre Monest, ancien PDG de Parthenay, Jean-
François Buisson, M^{lle} Jeanne
Feyraud, M^{lle} Bernard Darty, M^{lle}
France d'Estainville, MM. Hugues Leschier de Pré-
vost, Jacques et Robert Mar-
gnat, M^{lle} Josette Marzac,
MM. Gérard Roon, Eugène Sa-
casse, Daniel Tardieu,
M^{lle} Nicole Vauz.

d'argent vers Paribas-Suisse faite à un certain nombre de clients de la banque dont les responsabilités comme les raisons étaient fort diverses. Elle montre tout d'abord, dans ce cas particulier, mêlant industriels et retraités, versées inconséquemment ou hommes d'affaires organisés, dont la conscience qu'ils pouvaient avoir de commettre des délits était variable. C'est bien, du reste, en fonction de la nature des actes de chacun que le tribunal s'est prononcé, ramenant ainsi à ses exactes proportions la dimension de « scandale » dénoncé à l'époque.

Assurément, pour l'opinion, l'élément majeur de la décision rendue sera la relaxe de M. Pierre Moussa, qui se trouvait être l'inculpé-vedette. Il faut rappeler qu'il l'avait été tardivement à la suite de deux plaintes déposées, les 2 et 6 novembre 1981, par le ministre du budget de l'époque, M. Laurent Fabius. A ce mo-

Ainsi bien ne manqua-t-on pas de voir dans le dépôt de plaintes du ministre du budget une réaction cherchant davantage à sanctionner un homme qui, juridiquement, ne pouvait l'être autrement. Et si, tout au long des débats, cet aspect des choses fut seulement esquissé en deux occasions par la défense de M. Pierre Moussé, trop élégant pour consentir à l'état d'aussi vulgaires rancœurs, il n'était pas négligeable.

Le jugement, pour sa part, avait seulement répondu à l'accusation, en déclarant que les PDG n'avaient rien fait pour prévenir et éviter les agissements du service gestion privée de sa banque. C'est que, pour le parquet, un véritable plan de fraude ayant été mis sur pied, le dirigeant suprême de l'entreprise ne pouvait qu'être présumé y avoir un intérêt économique. A quoi M. Mosses avait répondu qu'il avait tout ignoré, la gestion privée n'étant pour lui qu'un service secondaire dans un groupe occupant en France et à l'étranger 20 000 personnes et exerçant ses activités et ses missions de PDG se situant bien au-delà de la gestion de portefeuilles modestes.

Le jugement admet l'explication :
« Il est possible, dit-il, que Pierre Moussa, un raisonnable, ait été victime de ses subterfuges, ait ignoré les dévotions que s'étaient installées dans une vingt-deux directions nommées à son autorité. » Certes, il relève que, après la découverte des faits, M. Moussa a continué d'accorder sa confiance à M. Jean Richard, directeur de cette gestion privée, jusqu'hui en fuite, comme il s'est contenté d'enterrer un rapport d'inspection de la banque selon lequel rien d'anormal ne s'était passé. Mais, remarque le juge, **« le tribunal n'a pas à se demander si M. Moussa postérieurement à la perquisition opérée par les douanes... »**


Car si l'article 399 du code des douanes tient pour présumés intéressés à la fraude un PDG d'entreprise au sein de laquelle il y a eu organisation de fraude, la jurisprudence la plus récente exige, pour que cette prévention soit retenue, une participation matérielle aux actes reprochés. Or, contre M. Moussa, aucun acte matériel ou juridique de participation à l'organisation de fraude n'a pu être démontré. C'est ce que constate le tribunal. C'est pourquoi M. Pierre Moussa est relaxé.

Avec lui, se sont ainsi doués des instruments de la banque qui étaient nécessaires. C'est que, pour chacun de ceux-ci, le tribunal estime, bien que leurs noms apparaissent dans les carnets de Léonce Boissismont, qu'il n'en est pas établi, pour autant, soit qu'il s'agisse d'eux (possibilité d'homonymie), soit que les opérations mentionnées aient été des transferts de fonds vers la Suisse, car, pour ceux-là, l'existence de leur nom, dans le carnet, est accompagnée soit d'un numéro de téléphone personnel, soit même d'un numéro de compte en Suisse permettant d'avoir la certitude du défilé.

C'est ainsi que parmi les bénéficiaires de ce caractère incertain des écritures Boissonnat figurent MM. Bernard Darty, PDG des éta-

NOUVEAU **R.S.V.P.** dès aujourd'hui

HUGUES de FLEURVILLE
Editeur-libraire en livres précieux
9, Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS



**J'offre en cadeau de bienvenue,
à 1000 lecteurs de ce journal,
ce précieux livre d'art à moitié prix :
98 F seulement ! (au lieu de 196 F, prix normal).**

PLEIN DURE
600 CARATS

LES
AVENTURES
DE
TELEMAQUE
+
FENELON

Découvrez le texte intégral des passionnantes aventures de **TELEMAQUE** à la recherche d'**ULYSSE**, son père. Un merveilleux récit écrit par **FENELON** de l'Académie française, pour le Duc de Bourgogne, petit-fils de **LOUIS XIV** et enrichi de splendides gravures d'après **MOREAU** le Jeune.

**4 excellentes raisons
de profiter dès aujourd'hui
de cette offre exceptionnelle.**

Les raisons de souscrire dès aujourd'hui à une offre unique exceptionnelle sont multiples :

- Uniquement 1000 d'entre vous pourront obtenir ce bel ouvrage à moins de 900 F seulement. Or, les lecteurs de ce journal, ajoutés à mes fidèles clients, sont considérablement plus nombreux. Pour bénéficier de cette offre limitée à un seul volume par foyer et contre toutes les chances de votre côté, vous intéressez et de m'adresser votre "Bon de réservation" ci-dessous aujourd'hui même, sans aucune obligation d'achat de votre part. Les 1000 premières réponses de ce journal d'aujourd'hui, au-delà de ce nombre, seront prises en compte, au cas de chute qu'elle surviendrait. L'ouvrage vous sera proposé à un prix normal de 980 F, sans vous proposer aucune ligne de F. renvoyer.

Intouchable en librairie

● Cette troisième édition sera introuvable en librairie puisque nous la diffusons exclusivement par correspondance. Cette vente directe nous permet de calculer nos prix au plus juste et de vous en faire profiter :

Le livre le plus énigmatique de notre littérature
● Fénelon (1651-1715), archevêque et académicien avait été nommé par Louis XIV précep-

avec Télémaque à la recherche de son
 père, nul d'atrague. Immense son héros, à
 ans un long et poétique voyage en Égypte,
 d'atrague, à Cypré et aux Enfers, sans oublier
 d'atrague dont le reine est Calypso. Les
 d'atrague et nous passionnent : ba-
 le, naupagus, citraus, mais de gaires, ri-
 d'atrague, pèlerins, l'atrague qui conduit à
 d'atrague. Télémaque, l'atrague, l'atrague
 d'atrague par Minerve cachée sous les traits de
 le plus sûr astre de son père – revient
 à l'atrague.
 relation – acris LAMARTINE – entre Homère,
 de Platon, jusqu'à la surprise déformée
 tellement qu'il se plaie au son d'atrague
 mentaire... L'atrague avec grâce et
 que tout drape par exemple le d'atrague
 d'atrague et l'atrague au son d'atrague
 d'atrague de la piété, de la révélation, et
 de cour.

Livre précieux relié plein cuir

Le prix de cet ouvrage, est d'autant plus élevé que sa présentation est prestigieuse, et un grand volume in-8° (14 x 21 cm) illustré comportant plus de 400 pages illustrées, une magnifique page verte lustrée, que j'ai baptisé "la forme rond" spécialement pour les éditions, et qui sera personnalisée avec l'adresse visible à l'enseigne de ma boutique.

Les cahiers sont couverts avec un cuir véritable et non, comme c'est souvent le cas, synthétique. Le cuir de la reliure est traité avec une huile naturelle d'olive afin d'être souple et durable.

quel 50% de réduction ?
seulement (port gratuit) pour un
volume -votre plein cuir qui
réalis 196 F c'est - je l'admets
votre croyable. A moins qu'il
ne soit de "sacides" ou d'un
vieux Or, ce n'est pas le cas. Cette
est une nouveauté dont je
saurai pour vous permettre d'appre-
hender quelle est votre opportu-
nité. Si vous répondez à temps je
vous offre, vous enrichirez votre bi-
bliothèque, à peu de frais, avec un ou-
vrage de caractère. Pour me per-
mettre de vous offrir ce livre, je
vous offre de vous compler pour
chaque client. Mais il va de soi
que cette offre est, à plus forte raison,
à votre main, employez clients.

retrouvés de décoloré imprimés à la machine
canale. Les dix sont renforcés par des
tranche d'acier. Les autres sont en
acier. Deux ardoises, un signal et
beilles pages de garde viennent "ter-
vous tendre, ce beau feu rallié entre
vous, sous le ciel d'indigo. Voici, com-
me trois livres, sont faits pour durer, être
fortifiés, être antiques... Mais le bon travail
est pas à la tête. Il vous saurait donc
arriver dix et dix mille à compter
rigorisme pour que la puisse faire
un livre, un ouvrage, une œuvre
tout cela, ce livre ne vous plait pas,
moins, et ramenez le moi dans les
vous rembourser intégralement
vous à vous informer gratuitement sur

BON de RESERVATION

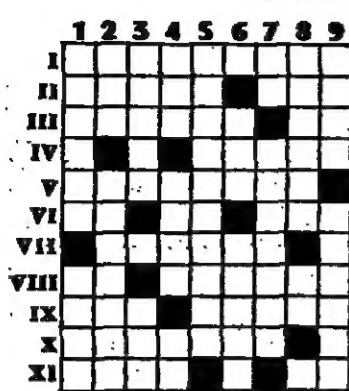
avec garantie de remboursement, à renvoyer aux Editions :
HUGUES DE FLEURVILLE, 8 Faubourg Saint-Honoré, 75006 PARIS
OUI, je désire souscrire, à moitié prix, à votre édition reliée telle que :
LA TURBULENCE DES 1825 MAQUETS (je n'ai pas pu m'acheter maintenant).
 Je régleur son prix exceptionnel de 98 F seulement (port gratuit) à réception de
 votre facture. Je recevrai ensuite mon livre dans un délai de six à douze
 semaines, nécessaire à une édition de cette qualité. Même après l'avoir lu, si je
 veux retourner cet ouvrage dans les 15 jours, je serai intégralement remboursé.
 Si je ne pouvais bénéficier du prix spécial de 98 F réservé aux abonnés, je
 pourrais payer le prix de 125 F de la version de poche. Je souscris donc et simplement
 à cette souscription, soit vous relier, soit me livrer le volume de 196 F.

Donner _____ Signature : _____ TEL - 807
Ecrivez en majuscules S.V.P.
M., Mme, Mlle _____
_____ (nom et prénom)
Adresse complète _____
_____ Ville _____
Code postal | | | | |
NE RENVOYEZ PAS D'ARGENT MAINTENANT. VOUS PAIEREZ PLUS TARD.

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3697



VERTICALEMENT

1. On y aime un peu de ce qui nous est cher. Bombe atomique lancée l'été dans les villes d'eau. - 2. Les grands en sont dévoués, selon La Bruyère. Généralement grave quand elle est aiguë. - 3. Mouvement qui fait fureur. Ce que fut le père d'Adolphe pour la mère de « Corinne ». - 4. En instance d'acquiescement. Les petits ne menaçaient pas les ronds de jambe, les autres sont menagés de leurs ronds. Brûleur en coulisses. - 5. État dans lequel l'agitation peut conduire à la révolte. - 6. Sonnet ou trébuchet. Procède au rassemblement des pages. - 7. Porte ouverte sur le rêve. Forme maladroite de l'ingratitude. - 8. Mondaine, elle ne saurait manquer de toilettes. Personnel. - 9. Pièce métallique pour la suspension des « selles ». A une valeur différente suivant qu'il s'agit de lapides ou de lapidaires.

HORIZONTALEMENT

I. Assurance ne couvrant pas les risques. - II. Il n'y a qu'en Asie qu'on puisse être sûr qu'il est grand. Un homme qui n'y voyait rien y aurait fermé les yeux. - III. Poisson violent. Se trouve dans la mière comme dans l'aisance. - IV. Victime du rayon de la mort. - V. Fait pincer les lèvres de celui dont le nez s'allonge. - VI. Possessif. L'eau des Andromarais. Réforme qui consacra la faillite de l'économie marxiste. - VII. Bafouille, même quand elle dit bien ce qu'elle veut dire. - VIII. Possessif. Réparation provisoire. - IX. La pomme qu'on y décroche devient celle de la discorde. Père des frères suspicieux. - X. Bien qu'ayant l'égérie pour théâtre, cette activité n'a rien de catholique. - XI. Point de sustentation. Guide de bureau d'études.

VERTICALEMENT

1. On y aime un peu de ce qui nous est cher. Bombe atomique lancée l'été dans les villes d'eau. - 2. Les grands en sont dévoués, selon La Bruyère. Généralement grave quand elle est aiguë. - 3. Mouvement qui fait fureur. Ce que fut le père d'Adolphe pour la mère de « Corinne ». - 4. En instance d'acquiescement. Les petits ne menaçaient pas les ronds de jambe, les autres sont menagés de leurs ronds. Brûleur en coulisses. - 5. État dans lequel l'agitation peut conduire à la révolte. - 6. Sonnet ou trébuchet. Procède au rassemblement des pages. - 7. Porte ouverte sur le rêve. Forme maladroite de l'ingratitude. - 8. Mondaine, elle ne saurait manquer de toilettes. Personnel. - 9. Pièce métallique pour la suspension des « selles ». A une valeur différente suivant qu'il s'agit de lapides ou de lapidaires.

HORIZONTALEMENT

I. Rebouteur. - II. Opomun. - III. Tabletier. - IV. Avion. - V. Ten. Très. VI. Es. Anes. - VII. Volte. Cru. - VIII. Irriguer. - IX. Corset. - X. Taak. Et. XI. RNA. Cose.

VERTICALEMENT

1. Rebouteur. - 2. Epave. Or. An. - 3. Bobineur. Na! - 4. Odo. Stick. - 5. Usent. Ego. - 6. Tut. Na. Urge. - 7. Eminence. - 8. Ser. réu. - 9. Rare. Sa. Tuc.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

VENREDI 27 AVRIL

« L'art du vitrail à Nancy du douzième au vingtième siècle », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M^{me} Broussin.
« L'Arc de triomphe et son musée », 15 heures, à la caserne, M^{me} Collin.
« La Cité universitaire et l'architecture de l'entre-deux-guerres à Montsouris », 15 heures, station RER Cité-Universitaire, M. Lépez.
« Le musée Gustave Moreau », 15 heures, 14, rue de La Rochefoucauld, M. Servin (Caisse nationale des monuments historiques).
« Le Vieux Montmartre », 14 h 30, métro Abbesses (Académie).
« La Conciergerie », 14 h 30, 1, quai de l'Hôtel (Approche de l'art).
« Exposition « Bouguereau », 15 heures, entrée du Petit Palais (Commission d'ici et d'ailleurs).
« Autour du Luxembourg », 15 heures, 1, rue de Vaugirard (M. Castry).
« Les salons de l'hôtel Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou (M^{me} Hagen).
« La Salpêtrière : de l'ancien hôpital à l'hôpital », 14 h 30, 47, boulevard de l'Hôpital (M. Jachet).
« La Seine et ses vieux ponts », 15 heures, place du Châtelet devant la fontaine (Paris autrefois).
« La peinture américaine de 1760 à 1910 », entrée du Grand Palais, 15 h 30 (Vivages de Paris).

CONFÉRENCES

19 h 30, Sorbonne amph. Bachelard, Gérard Kienboing : « Mythes cosmiques et anthropologiques racontés dans la fixation de la fête de Pâques ».
20 h 15, 11 bis, rue Kappeler : « Mort, sommeil et méditation » (Loge maie des théosophes).

EN BREF

DISTRIBUTION

PARTI PRD. - Un chier-débat organisé par les anciens élèves du Centre d'études supérieures de la distribution de Paris aura lieu, le 26 avril, au Palais des congrès à Paris, sur le thème « Le prix Edouard Leclerc face aux regroupements et monopoles dans la distribution ». Animé par : Michel Edouard Leclerc.
* Remerciements : (3) 916-56-36.

ÉCHANGES

FRANCO-CALIFORNIENS

JEUX OLYMPIQUES D'ÉTÉ. - Aquitaine Service linguistique (ASL) permet à des étudiants français et californiens de nouer entre eux des liens d'amitié par le biais d'échanges. Dates des séjours : juillet pour les Américains ; 27 juillet - 27 août pour les Français, qui seront ainsi à Los Angeles pendant les Jeux olympiques (28 juillet au 12 août).
L'association propose aussi des séjours et échanges en Angleterre, en Irlande du Sud et en Espagne, et des séjours linguistiques à Malte, au Canada, en Allemagne et en Italie.
* ASL, 15, allée des Coëtes, 92120 Marolles. Tél. : (1) 21-46-94.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 23, mardi 24 et mercredi 25 :

DES DÉCRETS :

• Relatif aux conditions de capacité professionnelle prescrites pour la représentation d'opérations d'assurances ou de capitalisation.
• Décret d'utilité publique les travaux de construction de la centrale nucléaire de Civaux et de ses installations annexes (département de la Vienne) et portant modification du plan des sols de la commune de Civaux.
• Fixant la composition du conseil d'administration de l'Association française de normalisation.

DES ARRÊTÉS :

• Relatifs à la composition et au fonctionnement du conseil scientifique ainsi que des commissions scientifiques spécialisées et intercommissions de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale.
• Portant création d'une section spéciale de génie industriel à l'École nationale supérieure de la métallurgie et de l'industrie des mines de Nancy.
• Portant organisation de la direction du tourisme.

DES LISTES :

• Des élèves de l'École nationale supérieure de mécanique et d'aérotechnique de Poitiers ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1983.
• Des élèves de l'École nationale supérieure d'agronomie et des industries alimentaires de Nancy ayant obtenu un diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1983.

UNE CIRCULAIRE

• Relative aux installations classées (application de la directive communautaire « Seveso »).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 25.04.84 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le mercredi 25 avril à 0 heure et le jeudi 26 avril à 24 heures.

Une dorsale prolongeant l'anticyclone centré sur la mer du Nord fera persister le très beau temps sec sur la majeure partie du pays. Toutefois, son influence sera un peu contrariée par une courbe cyclonique dans le secteur du golfe de Gascogne d'une part, par des remontées d'air plus humide sur l'Ouest d'autre part.

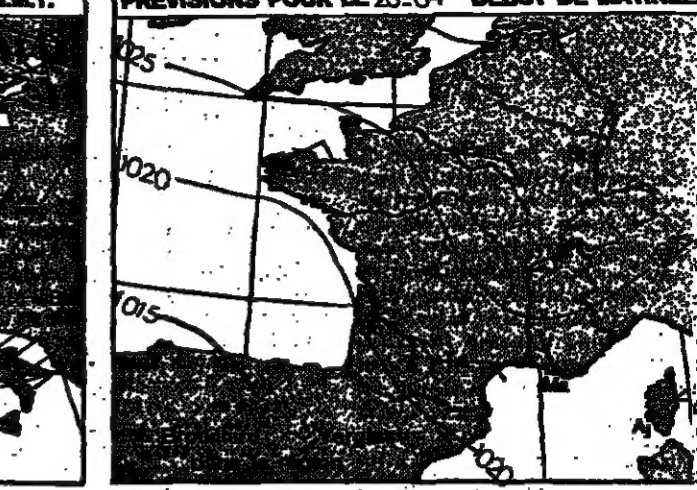
Jusqu'à la fin de la nuit, le temps sera très ensoleillé et chaud prédominant. On observera seulement des nuages d'instabilité en Corse où ils pourront donner lieu à quelques averses. Par ailleurs, les régions côtières de l'Aquitaine seront baignées et des nuages à l'étage supérieur et moyen apparaîtront des Pyrénées à la Vendée puis à l'ouest du Massif Central. Des foyers orageux isolés se manifesteront en soirée sur ces régions.

Les températures évolueront peu, les minima atteignant 10 à 13 degrés de l'Aquitaine aux Pays de Loire, 8 à 11 degrés ailleurs, les maxima 18 à 22 degrés en région méditerranéenne, 20 à 23 degrés dans le Nord, le Nord-Est, près de la Manche et sur la frange littorale atlantique, 24 à 26 degrés ailleurs.

La pression atmosphérique restera au niveau de la mer était, à Paris, à 767,3 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours

PRÉVISIONS POUR LE 26.04 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 26 AVRIL A 0 HEURE (G.M.T.)



de la journée du 24 avril ; le second, le minimum de la nuit du 24 au 25 avril) : Ajaccio, 23 et 17 degrés ; Biarritz, 21 et 13 ; Bordeaux, 27 et 9 ; Bourges, 27 et 13 ; Brest, 21 et 9 ; Caen, 24 et 7 ; Clermont, 16 et 9 ; Clermont-Ferrand, 26 et 8 ; Dijon, 24 et 9 ; Grenoble-St-Hilaire, 27 et 8 ; Grenoble-St-Genève, 24 et 6 ; Lille, 22 et 7 ; Lyon, 24 et 5 ; Marseille Marignane, 21 et 10 ; Nancy, 21 et 6 ; Nantes, 27 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 21 et 11 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Perpignan, 25 et 10 ; Pau, 25 et 10 ; Poitiers, 21 et 10 ; Rennes, 25 et 9 ; Rouen, 21 et 8 ; Saint-Denis, 25 et 10 ; Strasbourg, 25 et 10 ; Toulon, 25 et 10 ; Toulouse-Matabiau, 25 et 10 ; Valenciennes, 25 et 10 ; Versailles-Maisons-Laffitte, 25 et 10 ; Vichy, 25 et 10 ; Yverdon, 25 et 10.

de la journée du 24 avril ; le second, le minimum de la nuit du 24 au 25 avril) : Ajaccio, 23 et 17 degrés ; Biarritz, 21 et 13 ; Bordeaux, 27 et 9 ; Bourges, 27 et 13 ; Brest, 21 et 9 ; Caen, 24 et 7 ; Clermont, 16 et 9 ; Clermont-Ferrand, 26 et 8 ; Dijon, 24 et 9 ; Grenoble-St-Hilaire, 27 et 8 ; Grenoble-St-Genève, 24 et 6 ; Lille, 22 et 7 ; Lyon, 24 et 5 ; Marseille Marignane, 21 et 10 ; Nancy, 21 et 6 ; Nantes, 27 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 21 et 11 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Perpignan, 25 et 10 ; Pau, 25 et 10 ; Poitiers, 21 et 10 ; Rennes, 25 et 9 ; Rouen, 21 et 8 ; Saint-Denis, 25 et 10 ; Strasbourg, 25 et 10 ; Toulon, 25 et 10 ; Toulouse-Matabiau, 25 et 10 ; Valenciennes, 25 et 10 ; Versailles-Maisons-Laffitte, 25 et 10 ; Vichy, 25 et 10 ; Yverdon, 25 et 10.

de la journée du 24 avril ; le second, le minimum de la nuit du 24 au 25 avril) : Ajaccio, 23 et 17 degrés ; Biarritz, 21 et 13 ; Bordeaux, 27 et 9 ; Bourges, 27 et 13 ; Brest, 21 et 9 ; Caen, 24 et 7 ; Clermont, 16 et 9 ; Clermont-Ferrand, 26 et 8 ; Dijon, 24 et 9 ; Grenoble-St-Hilaire, 27 et 8 ; Grenoble-St-Genève, 24 et 6 ; Lille, 22 et 7 ; Lyon, 24 et 5 ; Marseille Marignane, 21 et 10 ; Nancy, 21 et 6 ; Nantes, 27 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 21 et 11 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Perpignan, 25 et 10 ; Pau, 25 et 10 ; Poitiers, 21 et 10 ; Rennes, 25 et 9 ; Rouen, 21 et 8 ; Saint-Denis, 25 et 10 ; Strasbourg, 25 et 10 ; Toulon, 25 et 10 ; Toulouse-Matabiau, 25 et 10 ; Valenciennes, 25 et 10 ; Versailles-Maisons-Laffitte, 25 et 10 ; Vichy, 25 et 10 ; Yverdon, 25 et 10.

de la journée du 24 avril ; le second, le minimum de la nuit du 24 au 25 avril) : Ajaccio, 23 et 17 degrés ; Biarritz, 21 et 13 ; Bordeaux, 27 et 9 ; Bourges, 27 et 13 ; Brest, 21 et 9 ; Caen, 24 et 7 ; Clermont, 16 et 9 ; Clermont-Ferrand, 26 et 8 ; Dijon, 24 et 9 ; Grenoble-St-Hilaire, 27 et 8 ; Grenoble-St-Genève, 24 et 6 ; Lille, 22 et 7 ; Lyon, 24 et 5 ; Marseille Marignane, 21 et 10 ; Nancy, 21 et 6 ; Nantes, 27 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 21 et 11 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Perpignan, 25 et 10 ; Pau, 25 et 10 ; Poitiers, 21 et 10 ; Rennes, 25 et 9 ; Rouen, 21 et 8 ; Saint-Denis, 25 et 10 ; Strasbourg, 25 et 10 ; Toulon, 25 et 10 ; Toulouse-Matabiau, 25 et 10 ; Valenciennes, 25 et 10 ; Versailles-Maisons-Laffitte, 25 et 10 ; Vichy, 25 et 10 ; Yverdon, 25 et 10.

de la journée du 24 avril ; le second, le minimum de la nuit du 24 au 25 avril) : Ajaccio, 23 et 17 degrés ; Biarritz, 21 et 13 ; Bordeaux, 27 et 9 ; Bourges, 27 et 13 ; Brest, 21 et 9 ; Caen, 24 et 7 ; Clermont, 16 et 9 ; Clermont-Ferrand, 26 et 8 ; Dijon, 24 et 9 ; Grenoble-St-Hilaire, 27 et 8 ; Grenoble-St-Genève, 24 et 6 ; Lille, 22 et 7 ; Lyon, 24 et 5 ; Marseille Marignane, 21 et 10 ; Nancy, 21 et 6 ; Nantes, 27 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 21 et 11 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Perpignan, 25 et 10 ; Pau, 25 et 10 ; Poitiers, 21 et 10 ; Rennes, 25 et 9 ; Rouen, 21 et 8 ; Saint-Denis, 25 et 10 ; Strasbourg, 25 et 10 ; Toulon, 25 et 10 ; Toulouse-Matabiau, 25 et 10 ; Valenciennes, 25 et 10 ; Versailles-Maisons-Laffitte, 25 et 10 ; Vichy, 25 et 10 ; Yverdon, 25 et 10.

de la journée du 24 avril ; le second, le minimum de la nuit du 24 au 25 avril) : Ajaccio, 23 et 17 degrés ; Biarritz, 21 et 13 ; Bordeaux, 27 et 9 ; Bourges, 27 et 13 ; Brest, 21 et 9 ; Caen, 24 et 7 ; Clermont, 16 et 9 ; Clermont-Ferrand, 26 et 8 ; Dijon, 24 et 9 ; Grenoble-St-Hilaire, 27 et 8 ; Grenoble-St-Genève, 24 et 6 ; Lille, 22 et 7 ; Lyon, 24 et 5 ; Marseille Marignane, 21 et 10 ; Nancy, 21 et 6 ; Nantes, 27 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 21 et 11 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Perpignan, 25 et 10 ; Pau, 25 et 10 ; Poitiers, 21 et 10 ; Rennes, 25 et 9 ; Rouen, 21 et 8 ; Saint-Denis, 25 et 10 ; Strasbourg, 25 et 10 ; Toulon, 25 et 10 ; Toulouse-Matabiau, 25 et 10 ; Valenciennes, 25 et 10 ; Versailles-Maisons-Laffitte, 25 et 10 ; Vichy, 25 et 10 ; Yverdon, 25 et 10.

de la journée du 24 avril ; le second, le minimum de la nuit du 24 au 25 avril) : Ajaccio, 23 et 17 degrés ; Biarritz, 21 et 13 ; Bordeaux, 27 et 9 ; Bourges, 27 et 13 ; Brest, 21 et 9 ; Caen, 24 et 7 ; Clermont, 16 et 9 ; Clermont-Ferrand, 26 et 8 ; Dijon, 24 et 9 ; Grenoble-St-Hilaire, 27 et 8 ; Grenoble-St-Genève, 24 et 6 ; Lille, 22 et 7 ; Lyon, 24 et 5 ; Marseille Marignane, 21 et 10 ; Nancy, 21 et 6 ; Nantes, 27 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 21 et 11 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Perpignan, 25 et 10 ; Pau, 25 et 10 ; Poitiers, 21 et 10 ; Rennes, 25 et 9 ; Rouen, 21 et 8 ; Saint-Denis, 25 et 10 ; Strasbourg, 25 et 10 ; Toulon, 25 et 10 ; Toulouse-Matabiau, 25 et 10 ; Valenciennes, 25 et 10 ; Versailles-Maisons-Laffitte, 25 et 10 ; Vichy, 25 et 10 ; Yverdon, 25 et 10.

de la journée du 24 avril ; le second, le minimum de la nuit du 24 au 25 avril) : Ajaccio, 23 et 17 degrés ; Biarritz, 21 et 13 ; Bordeaux, 27 et 9 ; Bourges, 27 et 13 ; Brest, 21 et 9 ; Caen, 24 et 7 ; Clermont, 16 et 9 ; Clermont-Ferrand, 26 et 8 ; Dijon, 24 et 9 ; Grenoble-St-Hilaire, 27 et 8 ; Grenoble-St-Genève, 24 et 6 ; Lille, 22 et 7 ; Lyon, 24 et 5 ; Marseille Marignane, 21 et 10 ; Nancy, 21 et 6 ; Nantes, 27 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 21 et 11 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Perpignan, 25 et 10 ; Pau, 25 et 10 ; Poitiers, 21 et 10 ; Rennes, 25 et 9 ; Rouen, 21 et 8 ; Saint-Denis, 25 et 10 ; Strasbourg, 25 et 10 ; Toulon, 25 et 10 ; Toulouse-Matabiau, 25 et 10 ; Valenciennes, 25 et 10 ; Versailles-Maisons-Laffitte, 25 et 10 ; Vichy, 25 et 10 ; Yverdon, 25 et 10.

de la journée du 24 avril ; le second, le minimum de la nuit du 24 au 25 avril) : Ajaccio, 23 et 17 degrés ; Biarritz, 21 et 13 ; Bordeaux, 27 et 9 ; Bourges, 27 et 13 ; Brest, 21 et 9 ; Caen, 24 et 7 ; Clermont, 16 et 9 ; Clermont-Ferrand, 26 et 8 ; Dijon, 24 et 9 ; Grenoble-St-Hilaire, 27 et 8 ; Grenoble-St-Genève, 24 et 6 ; Lille, 22 et 7 ; Lyon, 24 et 5 ; Marseille Marignane, 21 et 10 ; Nancy, 21 et 6 ; Nantes, 27 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 21 et 11 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Perpignan, 25 et 10 ; Pau, 25 et 10 ; Poitiers, 21 et 10 ; Rennes, 25 et 9 ; Rouen, 21 et 8 ; Saint-Denis, 25 et 10 ; Strasbourg, 25 et 10 ; Toulon, 25 et 10 ; Toulouse-Matabiau, 25 et 10 ; Valenciennes, 25 et 10 ; Versailles-Maisons-Laffitte, 25 et 10 ; Vichy, 25 et 10 ; Yverdon, 25 et 10.

de la journée du 24 avril ; le second, le minimum de la nuit du 24 au 25 avril) : Ajaccio, 23 et 17 degrés ; Biarritz, 21 et 13 ; Bordeaux, 27 et 9 ; Bourges, 27 et 13 ; Brest, 21 et 9 ; Caen, 24 et 7 ; Clermont, 16 et 9 ; Clermont-Ferrand, 26 et 8 ; Dijon, 24 et 9 ; Grenoble-St-Hilaire, 27 et 8 ; Grenoble-St-Genève, 24 et 6 ; Lille, 22 et 7 ; Lyon, 24 et 5 ; Marseille Marignane, 21 et 10 ; Nancy, 21 et 6 ; Nantes, 27 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 21 et 11 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Perpignan, 25 et 10 ; Pau, 25 et 10 ; Poitiers, 21 et 10 ; Rennes, 25 et 9 ; Rouen, 21 et 8 ; Saint-Denis, 25 et 10 ; Strasbourg, 25 et 10 ; Toulon, 25 et 10 ; Toulouse-Matabiau, 25 et 10 ; Valenciennes, 25 et 10 ; Versailles-Maisons-Laffitte, 25 et 10 ; Vichy, 25 et 10 ; Yverdon, 25 et 10.

de la journée du 24 avril ; le second, le minimum de la nuit du 24 au 25 avril) : Ajaccio, 23 et 17 degrés ; Biarritz, 21 et 13 ; Bordeaux, 27 et 9 ; Bourges, 27 et 13 ; Brest, 21 et 9 ; Caen, 24 et 7 ; Clermont, 16 et 9 ; Clermont-Ferrand, 26 et 8 ; Dijon, 24 et 9 ; Grenoble-St-Hilaire, 27 et 8 ; Grenoble-St-Genève, 24 et 6 ; Lille, 22 et 7 ; Lyon, 24 et 5 ; Marseille Marignane, 21 et 10 ; Nancy, 21 et 6 ; Nantes, 27 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 21 et 11 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Perpignan, 25 et 10 ; Pau, 25 et 10 ; Poitiers, 21 et 10 ; Rennes, 25 et 9 ; Rouen, 21 et 8 ; Saint-Denis, 25 et 10 ; Strasbourg, 25 et 10 ; Toulon, 25 et 10 ; Toulouse-Matabiau, 25 et 10 ; Valenciennes, 25 et 10 ; Versailles-Maisons-Laffitte, 25 et 10 ; Vichy, 25 et 10 ; Yverdon, 25 et 10.

de la journée du 24 avril ; le second, le minimum de la nuit du 24 au 25 avril) : Ajaccio, 23 et 17 degrés ; Biarritz, 21 et 13 ; Bordeaux, 27 et 9 ; Bourges, 27 et 13 ; Brest, 21 et 9 ; Caen, 24 et 7 ; Clermont, 16 et 9 ; Clermont-Ferrand, 26 et 8 ; Dijon, 24 et 9 ; Grenoble-St-Hilaire, 27 et 8 ; Grenoble-St-Genève, 24 et 6 ; Lille, 22 et 7 ; Lyon, 24 et 5 ; Marseille Marignane, 21 et 10 ; Nancy, 21 et 6 ; Nantes, 27 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 21 et 11 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Perpignan, 25 et 10 ; Pau, 25 et 10 ; Poitiers, 21 et 10 ; Rennes, 25 et 9 ; Rouen, 21 et 8 ; Saint-Denis, 25 et 10 ; Strasbourg, 25 et 10 ; Toulon, 25 et 10 ; Toulouse-Matabiau, 25 et 10 ; Valenciennes, 25 et 10 ; Versailles-Maisons-Laffitte, 25 et 10 ; Vichy, 25 et 10 ; Yverdon, 25 et 10.

de la journée du 24 avril ; le second, le minimum de la nuit du 24 au 25 avril) : Ajaccio, 23 et 17 degrés ; Biarritz, 21 et 13 ; Bordeaux, 27 et 9 ; Bourges, 27 et 13 ; Brest, 21 et 9 ; Caen, 24 et 7 ; Clermont, 16 et 9 ; Clermont-Ferrand, 26 et 8 ; Dijon, 24 et 9 ; Grenoble-St-Hilaire, 27 et 8 ; Grenoble-St-Genève, 24 et 6 ; Lille, 22 et 7 ; Lyon, 24 et 5 ; Marseille Marignane, 21 et 10 ; Nancy, 21 et 6 ; Nantes, 27 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 21 et 11 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Perpignan, 25 et 10 ; Pau, 25 et 10 ; Poitiers, 21 et 10 ; Rennes, 25 et 9 ; Rouen, 21 et 8 ; Saint-Denis, 25 et 10 ; Strasbourg, 25 et 10 ; Toulon, 25 et 10 ; Toulouse-Matabiau, 25 et 10 ; Valenciennes, 25 et 10 ; Versailles-Maisons-Laffitte, 25 et 10 ; Vichy, 25 et 10 ; Yverdon, 25 et 10.

de la journée du 24 avril ; le second, le minimum de la nuit du 24 au 25 avril) : Ajaccio, 23 et 17 degrés ; Biarritz, 21 et 13 ; Bordeaux, 27 et 9 ; Bourges, 27 et 13 ; Brest, 21 et 9 ; Caen, 24 et 7 ; Clermont, 16 et 9 ; Clermont-Ferrand, 26 et 8 ; Dijon, 24 et 9 ; Grenoble-St-Hilaire, 27 et 8 ; Grenoble-St-Genève, 24 et 6 ; Lille, 22 et 7 ; Lyon, 24 et 5 ; Marseille Marignane, 21 et 10 ; Nancy, 21 et 6 ; Nantes, 27 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 21 et 11 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Perpignan, 25 et 10 ; Pau, 25 et 10 ; Poitiers, 21 et 10 ; Rennes, 25 et 9 ; Rouen, 21 et 8 ; Saint-Denis, 25 et 10 ; Strasbourg, 25 et 10 ; Toulon, 25 et 10 ; Toulouse-Matabiau, 25 et 10 ; Valenciennes, 25 et 10 ; Versailles-Maisons-Laffitte, 25 et 10 ; Vichy, 25 et 10 ; Yverdon, 25 et 10.

de la journée du 24 avril ; le second, le minimum de la nuit du 24 au 25 avril) : Ajaccio, 23 et 17 degrés ; Biarritz, 21 et 13 ; Bordeaux, 27 et 9 ; Bourges, 27 et 13 ; Brest, 21 et 9 ; Caen, 24 et 7 ; Clermont, 16 et 9 ; Clermont-Ferrand, 26 et 8 ; Dijon, 24 et 9 ; Grenoble-St-Hilaire, 27 et 8 ; Grenoble-St-Genève, 24 et 6 ; Lille, 22 et 7 ; Lyon, 24 et 5 ; Marseille Marignane, 21 et 10 ; Nancy, 21 et 6 ; Nantes, 27 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 21 et 11 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Perpignan, 25 et 10 ; Pau, 25 et 10 ; Poitiers, 21 et 10 ; Rennes, 25 et 9 ; Rouen, 21 et 8 ; Saint-Denis, 25 et 10 ; Strasbourg, 25 et 10 ; Toulon, 25 et 10 ; Toulouse-Matabiau, 25 et 10 ; Valenciennes, 25 et 10 ; Versailles-Maisons-Laffitte, 25 et 10 ; Vichy, 25 et 10 ; Yverdon, 25 et 10.

de la journée du 24 avril ; le second, le minimum de la nuit du 24 au 25 avril) : Ajaccio, 23 et 17 degrés ; Biarritz, 21 et 13 ; Bordeaux, 27 et 9 ; Bourges, 27 et 13 ; Brest, 21 et 9 ; Caen, 24 et 7 ; Clermont, 16 et 9 ; Clermont-Ferrand, 26 et 8 ; Dijon, 24 et 9 ; Grenoble-St-Hilaire, 27 et 8 ; Grenoble-St-Genève, 24 et 6 ; Lille, 22 et 7 ; Lyon, 24 et 5 ; Marseille Marignane, 21 et 10 ; Nancy, 21 et 6 ; Nantes, 27 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 21 et 11 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Perpignan, 25 et 10 ; Pau, 25 et 10 ; Poitiers, 21 et 10 ; Rennes, 25 et 9 ; Rouen, 21 et 8 ; Saint-Denis, 25 et 10 ; Strasbourg, 25 et 10 ; Toulon, 25 et 10 ; Toulouse-Matabiau, 25 et 10 ; Valenciennes, 25 et 10 ; Versailles-Maisons-Laffitte, 25 et 10 ; Vichy, 25 et 10 ; Yverdon, 25 et 10.

de la journée du 24 avril ; le second, le minimum de la nuit du 24 au 25 avril) : Ajaccio, 23 et 17 degrés ; Biarritz, 21 et 13 ; Bordeaux, 27 et 9 ; Bourges, 27 et 13 ; Brest, 21 et 9 ; Caen, 24 et 7 ; Clermont, 16 et 9 ; Clermont-Ferrand, 26 et 8 ; Dijon, 24 et 9 ; Grenoble-St-Hilaire, 27 et 8 ; Grenoble-St-Genève, 24 et 6 ; Lille, 22 et 7 ; Lyon, 24 et 5 ; Marseille Marignane, 21 et 10 ; Nancy, 21 et 6 ; Nantes, 27 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 21 et 11 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Perpignan, 25 et 10 ; Pau, 25 et 10 ; Poitiers, 21 et 10 ; Rennes, 25 et 9 ; Rouen, 21 et 8 ; Saint-Denis, 25 et 10 ; Strasbourg, 25 et 10 ; Toulon, 25 et 10 ; Toulouse-Matabiau, 25 et 10 ; Valenciennes, 25 et 10 ; Versailles-Maisons-Laffitte, 25 et 10 ; Vichy, 25 et 10 ; Yverdon, 25 et 10.

de la journée du 24 avril ; le second, le minimum de la nuit du 24 au 25 avril) : Ajaccio, 23 et 17 degrés ; Biarritz, 21 et 13 ; Bordeaux, 27 et 9 ; Bourges, 27 et 13 ; Brest, 21 et 9 ; Caen, 24 et 7 ; Clermont, 16 et 9 ; Clermont-Ferrand, 26 et 8 ; Dijon, 24 et 9 ; Grenoble-St-Hilaire, 27 et 8 ; Grenoble-St-Genève, 24 et 6 ; Lille, 22 et 7 ; Lyon, 24 et 5 ; Marseille Marignane, 21 et 10 ; Nancy, 21 et 6 ; Nantes, 27 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 21 et 11 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Paris-Montsouris, 25 et 13 ; Perpignan, 25 et 10 ; Pau, 25 et 10 ; Poitiers, 21 et 10 ; Rennes, 25 et 9 ; Rouen, 21 et 8 ; Saint-Denis, 25 et 10 ; Strasbourg, 25 et 10 ; Toulon, 25 et 10 ; Toulouse-Matabiau, 25 et 10 ; Valenciennes, 25 et 10 ; Versailles-Maisons-Laffitte, 25 et 10 ; Vichy, 25 et 10 ; Yverdon, 25 et 10.

de la journée du 24 avril ; le second, le minimum de la nuit du 24 au 25 avril) : Ajaccio, 23 et 17 degrés ; Biarritz, 21 et 13 ; Bordeaux, 27 et 9 ; Bourges, 27 et 13 ; Brest, 21 et 9 ; Caen, 24 et 7 ; Clermont, 16 et 9 ; Clermont-Ferrand, 26 et 8 ; Dijon, 24 et 9 ; Grenoble-St-H

M. Rocard, premier ministre ?

(Suite de la première page.)

Incompétence : M. Rocard a joué en 1980 sa campagne d'opinion sur l'opposition entre son modernisme et l'archaïsme prêt à M. Mitterrand. Ce schéma simpliste s'explique par la tension qui régnait à l'époque au sein du PS. Depuis, l'un et l'autre se sont rendus grâce, à l'occasion.

Il n'empêche que ces passions ont laissé des traces entre les deux hommes, que entre le Parti socialiste et M. Rocard.

Certes M. Rocard est au gouvernement — il y a même été ministre d'Etat — mais sous haute surveillance, pour une mise à l'épreuve. Lorsque l'on évoquait, devant le candidat Mitterrand, l'hypothèse d'un « ticket » avec son rival (1), M. Mitterrand répondait que M. Rocard ne lui paraissait pas mûr pour accéder à de telles responsabilités. Certes, M. Rocard, ministre du Plan puis de l'Agriculture, a travaillé depuis trois ans — et même pendant la campagne électorale de 1981 — comme un soutien du mitterrandisme. « Tout est en ordre », dit-il, en évoquant les dédramatisations des passions passées.

En ordre ? M. Mitterrand s'irrite parfois que son ministre de l'Agriculture — dont on ne peut pourtant pas dire qu'il envahisse les médias —

tire, chaque fois qu'il en a l'occasion, la couverture à lui. M. Rocard prête le flanc à cette critique. Il n'a pu s'empêcher, mardi soir sur TF 1, de valoriser son propre itinéraire, en dévalorisant celui des autres, de ceux qui, pour reprendre sa propre expression, n'ont pas été aussi richement dotés que lui « par la nature ».

Le président de la République le voudrait-il qu'il aurait du mal à imposer sans douleur à l'appareil du PS la promotion de son ancien rival. Déjà, une partie des dirigeants socialistes, parmi les proches de M. Mitterrand, n'ont jamais vraiment accepté la nomination de M. Pierre Mauroy à Matignon, la présence à la tête du gouvernement d'un homme qui, en congrès socialiste de Metz, en 1979, avait conclu un pacte avec le diable, avec M. Rocard justement. M. Mitterrand, malgré les pouvoirs que lui accorde la Constitution, malgré la fascination et la prééminence qu'il exerce sur les socialistes, n'est pas omnipotent. Il lui faut tenir compte, un tant soit peu, du rapport des forces internes du Parti socialiste.

Imagine-t-on aussi, compte tenu de l'expérience pourtant moins rude, a priori, que connaît M. Mauroy, M. Rocard premier ministre aux prises avec le Parti socialiste ? Il est vrai que M. Jospin répète à ses amis

les plus virulents que le « deuxième gauche » n'existe pas en tant que telle, et qu'elle est en chacun d'eux ; mais ils ne le croient pas tous.

Matignon, si l'on s'y prend bien, est une belle rampe de lancement pour qui nourrit des ambitions présidentielles. A preuve, MM. Jacques Chirac et Raymond Barre. M. Rocard a de telles ambitions. On ne voit pas pourquoi il y aurait renoncé. Mais Matignon peut être aussi — à preuve M. Mauroy — une prime à l'impopularité. La période, d'ici aux élections législatives de 1986, s'annonce sombre pour la gauche. M. Rocard n'a peut-être pas intérêt à être en première ligne. Que veut-il mieux : être le premier ministre d'une hypothétique victoire en 1986, ou celui qui, la défaite convenue, offrirait l'image d'un homme capable de permettre au socialisme de se perpétuer ?

JEAN-YVES L'HOMEAU.

(1) Formule utilisée par M. Gaston Defferre et par M. Pierre Mendès France lors de la candidature du maire de Marseille à l'élection présidentielle de 1969. M. Defferre avait annoncé que, s'il était élu, il prendrait Pierre Mendès France à Matignon.

L'IRLANDE MADE IN IRELAND.

L'un des plus grands organisateurs de voyages irlandais s'installe en France. Avec plein d'idées et de prix pour découvrir l'Irlande.

Voilà une brochure irlandaise d'un bout à l'autre. Avec des circuits, des vacances en roue-libre, des campings-cars, des cabine-cruisers et des hôtels comme on n'en fait plus !

Un exemple ? L'Irlande chez soi, dans un cottage irlandais parfaitement atterrissant et situé dans les plus belles régions de l'Irlande.

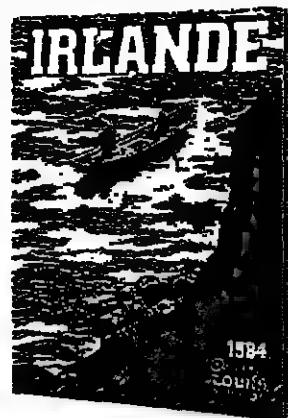
Pour 4 personnes voyageant ensemble avec leur voiture : 2347 F par person-

ne, voyage ferry compris (prix haute saison).

Vite, allez découvrir les idées C.I.E. Tours chez votre Agent de Voyages. Ou contactez-nous : C.I.E. Tours International, 40, rue des Mathurins, 75008 Paris, tél. 742.52.28.

C.I.E. TOURS INTERNATIONAL

50 ans d'expérience de l'Irlande.



Irlande

— Licence professionnelle d'animation culturelle et sociale.
— Maîtrise professionnelle d'animation culturelle et sociale.

Diplômes nationaux offrant une formation de haut niveau préparant aux carrières de l'animation (institutions culturelles, collectivités locales, milieux spécialisés).
Inscriptions : Université Paris-VII, 2, place Jussieu, 75005 PARIS.
Tours 24/24, 2^e étage, porte 06 — Tél. : 338-25-25, poste 51-78.

JARDINS DE PARIS

23 mars - 29 avril

MAIRIE ANNEXE DU XIX^e
Place Armand-Carré - M^e Lamiré
Vente-conférence tous les vend. 15 h.

ENTRÉE LIBRE

Propos et débats

M. Jospin : pas préoccupé

Commentant sa « campagne active » pour les élections européennes, à Concarneau (Finistère), mardi 24 avril, M. Lionel Jospin, chef de file de la liste socialiste, a assuré n'être pas « préoccupé » : « Quelle que soit la campagne du PC aux européennes, ce n'est pas quelque chose dont j'ai à tenir compte, et il n'y a pas d'effet d'âme. Dans la majorité, c'est clair, il y a des listes séparées. »

En revanche, le premier secrétaire du PS a observé que les responsables de l'opposition, malgré la liste d'union, « ne sont pas d'accord » entre eux. Selon lui, M^{me} Vall est « mal à l'aise », car elle ne veut pas d'une Europe à plusieurs vitesses, M. Méhaignerie non plus, et M. Chirac dit le contraire. Pour M. Jospin, le président du RPR « a voulu pondre ses œufs dans cette liste-là. Il a toujours eu un tempérament cocou », a-t-il ajouté.

M. Leroy : agir

Signant l'édition de l'Humanité du 25 avril, M. Roland Leroy observe que le « courage de résignation » s'exprime par : « il n'y aurait rien à faire sauf à subir et à attendre le constat d'échec de la gauche », « une honte à de robustes réalités », car « les communistes proposent une politique industrielle créatrice d'emplois, s'appuyant sur une modernisation réelle et la formation aux professions de demain, reposant sur une croissance débridée des gisements financiers, qui continueront comme naguère. »

« Envisagée en quelque sorte en gouvernement » avec « les travailleurs », les communistes sont « tout naturellement aujourd'hui avec les travailleurs et dans le gouvernement », explique le directeur de l'organe central du PCF, qui propose à ceux qui veulent « voir réaliser les engagements de 1981 » d'« agir » chaque jour dans les entreprises, les quartiers, les localités pour que les choix du gouvernement soient les meilleurs possibles. « Il est, précise-t-il, une forme d'action simple, efficace, immédiate, commune à tous (...) gagner » d'ici au 17 juin de nombreuses voix à la liste conduite par Georges Marchais. Une voix gagnée, c'est une chance de plus pour réussir en France. »

M. Juppé : un certain retour à la sagesse

Invité mardi soir 24 avril du Club 88 de la Meme, M. Alain Juppé a estimé, au cours d'un dîner-débat à Reims, qu'après une première phase de « gabegie » la politique du gouvernement marque « un changement important », imposé toutefois par « ses propres erreurs ». Tout en observant « un certain retour à la sagesse », l'adjoint au maire de Paris estime que cet infatigable est « condamné à l'échec », car l'Etat garde tous les leviers de commande et bloque le mécanisme de la confiance (...). Nous avons l'austérité dans le dirigisme. Nous proposons l'effort dans la confiance », a-t-il affirmé.

Pour l'adjoint au maire de Paris, la tentative de clarification entre le pouvoir et le PC joue en faveur de ce dernier. — (Corresp.)

M. Lalonde : centrale, pas centriste

La liste ERE européenne qu'il codirige avec MM. Olivier Sten (UCR) et François Duboin (MRG) est « plutôt centriste que centriste », a estimé M. Brice Lalonde, au micro de RMC, mardi 24 avril. « Il ne faut pas que l'écologie reste coincée sous forme d'un parti comme les autres ou d'un groupuscule », a-t-il observé, avant de souligner : « Il y a des gens de l'opposition qui considèrent que l'opposition ne doit pas être criarde et revancharde et, dans la majorité actuelle, des gens qui veulent quitter le sectarisme de la bande à Jospin. » Pour l'ancien candidat à l'élection présidentielle, l'intérêt de cette liste serait d'« allier l'efficacité économique de la droite, la solidarité sociale de la gauche et la défense des milieux naturels de l'écologie ».

M. Labbé : l'esprit de meute

M. Claude Labbé a reproché, mardi 24 avril, à M. Philippe Seguin, député RPR des Vosges, ses propos sur le changement de politique du gouvernement tenus au « Grand Jury RTL-le Monde » le 24 avril, en affirmant que « les jeunes loups du RPR devaient avoir l'esprit de la meute ». « Les gaullistes, s'ils ont parfois des points de vue différents, chassent toujours ensemble. » « Et je ne crois pas qu'en s'en différenciant, peut-être pour se donner une personnalité plus singulière et plus marquante, on y gagne beaucoup », a estimé le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale.

Se considérant comme un « président de groupe libéral », M. Labbé a souhaité que les députés RPR maintiennent « une ligne commune minimale ». Il a ajouté que M. Seguin s'exprimait bien entendu à titre personnel, et que « son analyse, notamment sur la réforme Savary, avait été totalement différente de celle du groupe RPR ».

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

Textes et débats



DÉCOUVREZ LES TEXTES. ARBITREZ LES DÉBATS.

Pour chaque auteur
ou mouvement de pensées,
tous les textes essentiels
et les débats qu'ils ont
suscités au cours des ans
et des siècles.

... « Une collection nouvelle »



Descartes
672 pages - 39 F



Trotsky
446 pages - 30 F



Diderot
384 pages - 26 F



La Collaboration
480 pages - 35 F

de l'étranger

POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

10 milliards de francs de travaux financés par une augmentation des taxes sur l'essence

L'Assemblée nationale, le mardi 24 avril, a adopté en première lecture, par 328 voix (PC-PS) contre 160 (RPR-UDF), le projet de loi créant une troisième tranche du Fonds spécial de grands travaux (Le Monde du 21 mars 1984). Ce fonds, créé en août 1982, est financé par des emprunts dont le remboursement est assuré par une taxe spécifique sur les produits pétroliers. Cette troisième tranche, d'un montant de 4 milliards de francs, du fait du cofinancement de la plupart des opérations subventionnées par les collectivités locales, devrait permettre, d'après M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget, des travaux de l'ordre de 10 milliards de francs. Elle sera financée par une augmentation de 2 centimes du prix du litre de produit pétrolier, hors fuel domestique, en avril 1985; la taxe spécifique sera ainsi de 6,7 centimes; elle est actuellement de 2,7 centimes, et sera portée à 4,7 centimes au mois d'août prochain.

M. Emmanuelli a expliqué que sur les 8 milliards de francs des deux premières tranches, 5,9 milliards seront versés avant la fin de l'année. Un tiers des crédits de la troisième tranche seront consacrés aux pôles de reconversion, le reste allant essentiellement aux économies d'énergie dans l'industrie et au TGV-Atlantique.

M. Parfait Jans (PC, Haute-Loire), rapporteur de la commission des finances, tout en se félicitant des résultats obtenus par ce fonds, s'est inquiété des récentes annulations de crédits de l'Etat dans des domaines équivalents, regrettant

la « confusion » entre les dotations budgétaires de l'Etat et le Fonds spécial. L'opposition a surenchérit sur ce thème, parlant notamment par la voix de M. Edmond Alphandéry (UDF, Maine-et-Loire) d'« artifice », de « débudgétisation », de « camouflage d'une partie du déficit budgétaire ». M. Georges Tranchant (RPR, Haute-Loire) a lui, expliqué que le prix de l'essence allait ainsi augmenter alors que le dollar baissait.

● Le rachat des rentes compensatoires. — L'Assemblée nationale, mardi 24 avril, a adopté en première lecture la proposition de loi déposée par M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône) et plusieurs de ses collègues, visant à « autoriser le débiteur d'une rente compensatoire à racheter celle-ci par le versement d'un capital ». Cette proposition a pour but, a précisé M. Amédée Renault (PS, Indre), rapporteur de la commission des lois, de « compléter et (...) améliorer la loi du 11 juillet 1973 portant réforme du divorce ». Ce texte, a expliqué le rapporteur, vise à ajouter au code pénal un article autorisant le débiteur, à la suite d'un divorce, d'une « prestation compensatoire versée sous forme de rente, à demander en justice à tout moment la conversion en capital des arrérages à échoir (...) ». Cette réforme accorde le caractère forfaitaire et indemnitaires de la prestation compensatoire et atténue les traits qui la rapprochaient encore de la pension alimentaire.

Le PC s'abstient sur la réforme du statut de la SEITA

L'Assemblée nationale, le mardi 24 avril, a adopté en première lecture, le PS votant pour, le RPR et l'UDF contre, le PC s'abstenant, le projet de loi réformant le statut de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA).

L'opposition n'a pas jugé utile de revenir sur la loi de 1980 qui avait transformé la SEITA d'établissement public industriel et commercial en société anonyme. La majorité, au contraire, a expliqué M. Alain Chénard (PS, Loire-Atlantique), rapporteur de la commission des finances, jugeant indispensable de revenir sur trois points au moins de ce texte: la possibilité que 30 % des actions soient détenues par des personnes privées, « ce qui était la porte ouverte aux multinationales avec lesquelles la SEITA est en concurrence »; l'interdiction faite à la SEITA d'avoir des activités non directement liées à son objet, « alors qu'elle doit mener une politique commerciale agressive »; la création d'un double statut pour le personnel selon sa date d'entrée.

C'est ce point qui a été le plus discuté. Par 328 voix (PS-PC) contre 164 (RPR-UDF), l'Assemblée a refusé de suivre M. Georges Tranchant (RPR, Haute-Loire), qui souhaitait que soit inscrit dans la loi le maintien des avantages acquis pour les salariés entrés avant 1980. Mais les communistes n'ont pas eu plus de succès: par la voix de M. Michel Coufflet (PC, Somme), ils ont vainement demandé un retour complet à la situation d'avant 1980. M. Henri Emmanuelli leur a

répondu que c'était impossible car les conditions économiques — particulièrement la concurrence — avaient changé; la SEITA doit donc, pour le secrétaire d'Etat, retrouver une liberté de gestion et notamment ne pas s'interdire toute mobilité du personnel.

De même le représentant du gouvernement fut suivi par le groupe socialiste, quand il proposa au fin de non-recevoir à la demande de M. Joseph Legrand (PC, Pas-de-Calais), souhaitant que l'ensemble du personnel bénéficie du régime particulier de retraite alors qu'il n'est prévu de ne le conserver que pour les salariés entrés avant 1980. Le PC craint qu'il n'y ait là « un doigt dans l'engrenage » pour tous les régimes spéciaux de retraite.

Th. B.

Concours d'adjoins de cadres hospitaliers dans l'Essonne. — L'Assemblée nationale, mardi 24 avril, a adopté, en première lecture, la proposition de loi, déjà adoptée par le Sénat, relative à la situation des candidats admis au concours interne d'adjoins de cadres hospitaliers, organisés dans le département de l'Essonne les 14 octobre et 15 novembre 1976. Ce projet vise à régulariser la situation de six personnes recrutées à la suite d'un concours annulé pour vice de forme, à la suite d'un recours devant le tribunal administratif. Ce texte a été adopté conformément à la rédaction du Sénat et donc définitivement.

Mgr Lustiger s'explique devant les députés de l'opposition

L'Assemblée nationale a été officiellement saisie du texte de M. Savary sur l'enseignement privé, appelé « projet de loi relatif aux rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privé ».

Pour l'heure, le gouvernement n'a pas déclaré l'urgence, qui a pour effet de limiter les navettes entre le Sénat et l'Assemblée nationale, mais il peut le faire jusqu'à la clôture de la discussion générale; s'il tient à ce que son texte soit définitivement adopté avant les vacances parlementaires, il sera probablement conduit à prendre une telle décision. Le gouvernement n'a pas non plus souhaité la création d'une commission spéciale, alors qu'il avait été à l'origine de dix des sept cas où une telle commission avait été instituée depuis le début de la législature. Mais M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste, a déjà annoncé son intention de le demander, ce qui entraînera une telle création.

Trente et un ou trente-trois députés (18 PS, 6 RPR, 4 UDF, 3 PC, plus éventuellement deux non-inscrits) vont donc devoir se pencher de très près sur ce projet. C'est là que les débats les plus fouillés vont avoir lieu, si, comme tout le monde l'espère, le gouvernement utilise l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, selon lequel un texte est adopté, sans vote, à moins qu'une motion de censure soit déposée dans les vingt-quatre heures. La composition de cette commission est donc particulièrement importante.

Son faible effectif crée bien des regrets, particulièrement chez les élus socialistes qui sont nombreux à s'intéresser à ce projet. C'est le bureau du groupe qui, ce mercredi 25 avril, devait départager les multiples candidats. Il paraît acquis que le rapporteur sera M. Bernard Derozier, député socialiste du Nord, proche de M. Mauroy et ancien instituteur. Pour la présidence, le nom de M. André Laignel, député de l'Indre, trésorier du PS et président du groupe d'étude sur la laïcité, est avancé. Mais les socialistes, qui souhaitent défendre le projet de M. Savary, s'efforcent d'éviter une telle nomination, dont ils craignent qu'elle soit perçue comme une « déclaration de guerre » par les défenseurs de l'enseignement privé.

Faire durer le plaisir

L'opposition, pour l'heure, ne paraît pas décidée à user de tous les moyens de procédure — telle la multiplication des amendements — pour ralentir les travaux de la commission. Mais, comme le dit M. Jacques Barrot, député CDS de Haute-Loire, qui sera le leader de l'UDF dans cette affaire, « l'appât peut venir en mangant ». Pour les travaux en commission, il se fixe trois objectifs: « Faire durer suffisamment le plaisir », pour permettre à la mobilisation de se faire autour de la campagne de pétition lancée par l'Association parlementaire pour la

● L'acquisition de la nationalité française. — L'Assemblée nationale, mardi 24 avril, a adopté en première lecture la proposition de loi, déjà adoptée par le Sénat, tendant à modifier et à compléter la loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 en matière d'acquisition de la nationalité française par mariage. Ce texte a pour objet « d'unifier le régime d'acquisition de la nationalité française par mariage en supprimant les discriminations entre conjoints étrangers ou apatrides et (...) de rendre plus rigoureuses les conditions d'acquisition de la nationalité française par mariage pour lutter contre les mariages de complaisance ». Ce texte a été adopté conformément à la rédaction du Sénat et donc définitivement.

liberté de l'enseignement; empêcher des amendements d'origine socialiste néfastes, selon lui, pour l'enseignement privé; obtenir des éclaircissements.

Le moins qu'on puisse dire est que les récentes déclarations de Mgr Lustiger n'ont pas toujours été bien reçues par les députés de l'opposition. Ainsi, M. Claude Labbé, le président du groupe RPR, n'a pas accepté que l'archevêque de Paris ait laissé entendre à l'émission « L'heure de vérité », le lundi 23 avril sur A2, qu'il pourrait y avoir « complémentarité, convergence » entre les deux cortèges, « celui des partisans de la laïcité, celui des défenseurs de l'enseignement privé ». Car, pour M. Labbé, « il y a d'un côté des sectaires, de l'autre des défenseurs de la liberté ».

Mgr Lustiger a en l'occasion de s'en expliquer, le mardi 24 avril, devant l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, animée par M. Hélène Missoffe, député RPR de Paris, et par M. Jacques Barrot. L'archevêque de Paris a expliqué qu'il avait parlé « comme un chrétien de parole socratique de préférence à l'Église ». Il a eu un langage de « paix civile », qui a laissé les députés sur leur faim, ceux-ci demandant si l'Église parlait suffisamment clairement du débat idéologique. Les uns et les autres sont convenus que élus et responsables de l'Église avaient chacun leur fonction. Se retrouveront-ils ensemble pour débiter lors d'une grande manifestation nationale à Paris, lors de l'ouverture du débat à l'Assemblée nationale prévu pour le mardi 27 mai? M. Barrot, pour sa part, le souhaite.

THIERRY BREHER.

Le Conseil d'Etat et le contentieux électoral

LE PCF DEMANDE UNE ENTREVUE A M. BADINTER

Le bureau politique du Parti communiste, réuni mardi 24 avril, qui a confirmé la publication prochaine d'un document à la suite des décisions du Conseil d'Etat en matière de contentieux électoral, a désigné une délégation pour demander une entrevue au garde des Sceaux, ministre de la Justice.

Le bureau politique entend qu'il soit ainsi fait part à M. Robert Badinter, de l'« émotion créée par les annulations prononcées à Rouille et à Thionville et de l'utilisation qu'en fait la droite dans ces deux villes et dans le pays ». La délégation saisira également le ministre « des observations du PC sur le caractère actuel du fonctionnement de cette institution traditionnelle qui est le Conseil d'Etat et sur les graves problèmes de démocratie que cela pose ».

De son côté, M. Pierre Juquin, membre du bureau politique, qui était interrogé le 24 avril, à Antenne 2, a affirmé avoir « la preuve qu'un certain nombre de conseillers d'Etat participent à des activités ouvertement politiques » au profit du RPR. Citant le cas de « neuf membres du Conseil d'Etat qui, a-t-il dit, outrepassent de beaucoup l'obligation de réserve à laquelle ils sont tenus et déclarent faire partie d'un groupe au sein de M. Chirac destiné à démolir les lois de nationalisation », M. Juquin a ajouté: « Ce sont ces mêmes ou certains d'entre eux qui ont pris des décisions pour annuler des élections municipales dans un certain nombre de villes. Bien sûr ils ne disent pas dans les arrêts, et pour cause, il y a eu fraude », mais leurs amis RPR sur le terrain utilisent les annulations prononcées au nom d'arguments pour dire, « il y a eu fraude » et essayer d'éliminer les municipalités d'union de la gauche ».

En affaires, il faut parfois réussir des tours de force



Banque Bruxelles Lambert

Une prise solide pour accéder aux sommets

Réussir dans les affaires, à tous les niveaux, cela ne s'improvise pas. Il faut connaître les règles du jeu: maîtriser le sens de l'efficacité et celui de la négociation. Dépasser les concurrents, prendre d'assaut les nouveaux marchés.

Si vous êtes un manager de cette trempe, vous êtes vraiment fait pour travailler avec la Banque Bruxelles Lambert. Elle est là pour préparer le terrain, pour écarter les obstacles de votre route.

Au départ de Bruxelles - capitale du Marché Commun - notre réseau international s'étend à tous les grands centres financiers du monde. Nous avons donc la taille et les moyens nécessaires pour vous aider à résoudre vos problèmes financiers, 24 heures sur 24. Avec ce sens de la personnalisation qui donne à notre banque son visage humain. Car nous ne perdons jamais de vue que la relation bancaire, c'est avant tout une question d'hommes.

Venez donc dialoguer avec nous.

La BBL à New York

Notre bureau de New York vient d'être transformé en Siège à part entière. Il vous offre tous les services que vous attendez d'une grande banque internationale. Pour plus d'informations, prenez contact avec:

Pierre Hellpoin - General Manager
Bank Brussels Lambert
630 Fifth Avenue (Rockefeller Center)
Suite 2020 - New York
NY 10111 - 0020
Tél. (212) 489 - 7000
Téléc. 6801150

BBL Banque Bruxelles Lambert

La BBL est également présente en Espagne, Grande-Bretagne, Italie, Singapour, Suisse, France, Australie, Japon etc.

IMBACT-FCB Belgium BBL 799

Plus vite, moins cher!

Vous cherchez

- une 205 GR, SR ou GT!
- un cabriolet SAMBA!
- une 305 ou une 505 tous types!
- une 505 GTI ou turbo!
- une 604 GTI ou GTD!

Tous ces véhicules sont disponibles dans notre stock permanent de 500 voitures neuves

PEUGEOT-TALBOT

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

227, bd. Anatole-France ST-DENIS - Métro: Mairie de St-Ouen

مكتبة الأصل

POLITIQUE

NOUVEAU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI

M. Michel Junot veut imposer un rajeunissement des cadres du CNIP

Le comité directeur du Centre national des indépendants et paysans (CNIP) devait se réunir le mercredi après-midi 25 avril, à Paris, pour arrêter les propositions qu'il défendrait pendant la campagne pour les élections européennes et pour débattre de l'opportunité de modifier ses structures, ainsi que le souhaite son nouveau secrétaire général politique, M. Michel Junot, favorable au rajeunissement des cadres du parti.

Réduit depuis plusieurs années à des prétentions modestes, le CNIP - qui aspire à être reconnu comme le « troisième vote » de l'opposition, mais qui se trouve désormais concurrencé sur ce terrain par le Front national - ne nourrissait aucune illusion sur la compréhension qu'il pouvait espérer de ses alliés du RPR et de l'UDF à l'occasion de la campagne pour le scrutin européen du 17 juin.

Les négociations auxquelles a donné lieu la constitution de la liste conduite par M^{me} Simone Veil ont confirmé que son scepticisme était parfaitement fondé. Le RPR et l'UDF n'ont accordé que deux places aux héritiers spirituels de M. Antoine Pinay : la huitième place pour le président du CNIP, M. Philippe Malaud, qui sera donc élu à l'Assemblée de Strasbourg après avoir échoué dans sa tentative autonome de 1979 (1), et la treizième pour M^{me} Magdeleine Anglade, dont la candidature était vivement soutenue par l'influent PDG de la Compagnie française de journaux, éditrice notamment de l'hebdomadaire *Valentin* actuelles. M. Raymond Bourgeois, ancien président du CNIP de Paris, sénateur apparenté RPR de la capitale.

Un homme a particulièrement mal digéré cette portion congrue... de laquelle il a été exclu. Il s'agit justement de M. Michel Junot, médiateur municipal de la Ville de Paris, qui avait figuré en vingt-troisième position, il y a cinq ans, sur la liste de M. Jacques Chirac, et qui siégeait à Strasbourg depuis 1981. Sa désignation aux fonctions de secrétaire général politique du CNIP, intervenue le 22 mars, est ainsi apparue autant comme une forme de compensation que dictée par le souci de M. Malaud de prévenir les éventuels inconvénients, dans les tâches de direction du parti, de ses futures absences de Paris.

Mais M. Junot, ancien préfet, ancien député de Paris (1958-1962), ancien maire de Nanterre-le-Haudouin (Oise), qui milite au CNIP depuis 1958, a trouvé dans cette déconvenue, à soixante-huit ans, un regain de jeunesse militante.

Le programme européen du CNIP, élaboré par une commission placée sous sa présidence et animée essentiellement par M. Jean-Antoine Giansily, membre du comité directeur, conseiller du quinzième arrondissement de Paris, se distinguera notamment sur plusieurs points des options défendues par M^{me} Veil. Il préconise, notamment, la sortie de France du système monétaire européen et la mise en œuvre d'une politique nataliste. Les « objectifs sélectifs » qu'il proposera aux électeurs se différencieront d'autant plus volontiers des orientations de M^{me} Veil que la participation du CNIP à la liste dirigée par l'ancienne présidente de l'Assemblée européenne a suscité de vifs débats à la direction du parti.

M. Junot se propose, en effet, de cultiver ce « droit à la différence » pour essayer de sortir le CNIP de sa marginalité actuelle en créant à

un rapprochement avec le Parti républicain, dans la perspective des prochaines échéances électorales et législatives, avec l'ambition de reconstruire un groupe parlementaire des indépendants et paysans - ou plutôt de former un groupe « libéral-conservateur » - au cours de la prochaine législature. Bien qu'il veuille aussi chasser sur les terres électorales de M. Jean-Marie Le Pen, le nouveau secrétaire général se refuse à « enfermer le Front national dans un ghetto ». « Je ne donne six mois pour réussir », dit-il.

Mais, pour devenir l'homme du « renouveau », l'ancien député mise surtout sur les jeunes du parti en s'appuyant notamment sur certains des anciens cadres du Parti des forces nouvelles (PFN, extrême droite) ralliés au CNIP depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, ainsi que sur quelques rares transfuges du RPR et de l'UDF. M. Junot devait ainsi annoncer au comité directeur la constitution au sein de l'effectif d'une équipe d'animateurs - composée de MM. Paul Anselin, maire et conseiller général de Ploërmel (Morbihan), ancien membre du PR; François Cochin, chef d'entreprise; Gérard Gachet, journaliste, ancien dirigeant du PFN; M^{me} Isabelle Leroux, étudiante; M^{me} Olivier Passolunghi, ancien membre du RPR; et Alain Robert, ancien membre fondateur du PFN.

L'opportunité de cette opération de rajeunissement avait été contestée le mois précédent par certains des notables siégeant au comité directeur, qui redoutent de voir leur parti tomber sous le contrôle de ces nouveaux venus au zèle contrastant avec les habitudes d'une formation dont les quelque huit mille cotisants vivent à un rythme provincial. Or c'est justement sur ce zèle militant qui répond bien, selon lui, à

« l'orientation droite de plus en plus accentuée de l'opinion publique » que compte M. Junot : « Si nos structures ne sont pas capables de supporter cette accélération, elles craqueront... ». Les autres dirigeants du CNIP partageront-ils cette fringale d'accélération ?

ALAIN ROLLAT.

JOURNÉE DU SOUVENIR DE LA DÉPORTATION

La journée nationale du Souvenir de la déportation aura lieu le dimanche 29 avril. Cependant, certaines cérémonies se dérouleront plus tôt :
• JEUDI 26 AVRIL, à 18h 30, cérémonie à la synagogue, 44, rue de la Victoire, 75009 Paris; rassemblement au Mémorial du martyr juif, 17, rue Geoffroy-l'Assier, 75004 Paris.

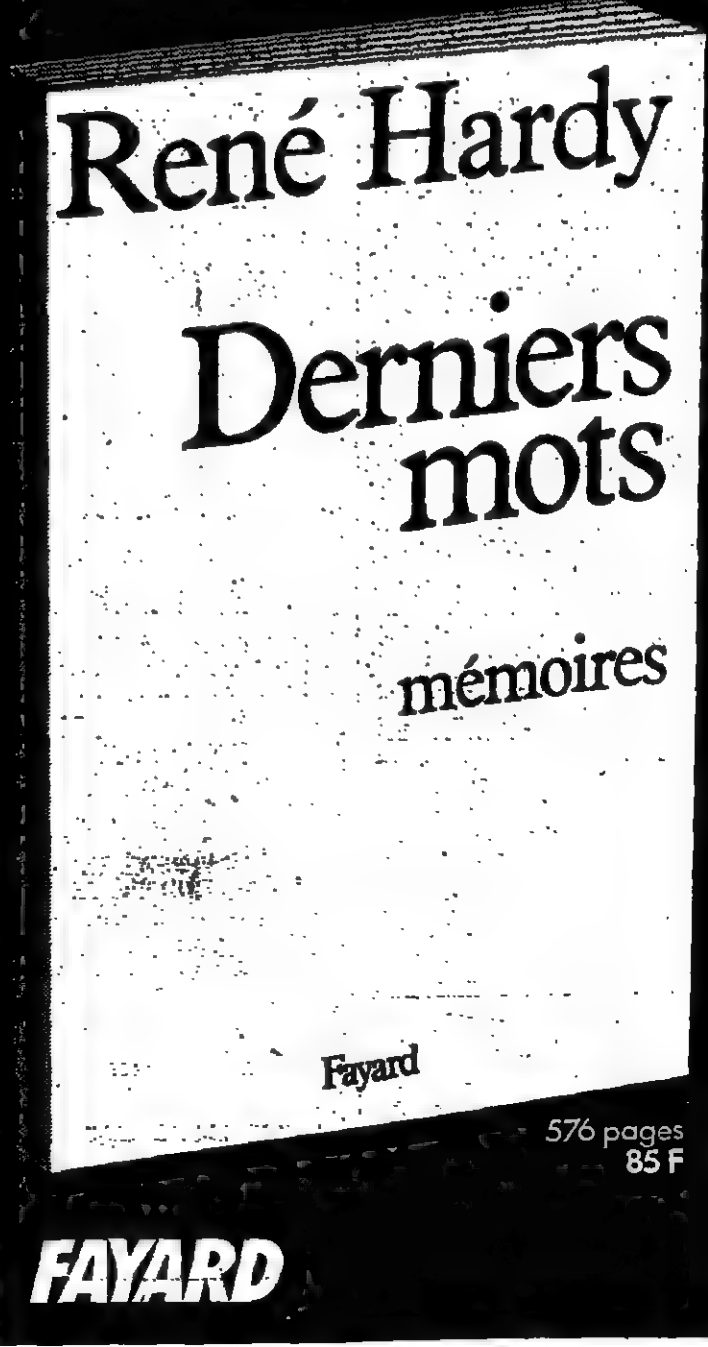
• SAMEDI 28 AVRIL, à 15 h 30, prières à la mosquée de Paris, place du Palais-de-l'Ermitage, 75005 Paris. A 17 h 30, service religieux en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, 75001 Paris) organisé par l'Association nationale des familles de résistants et otages morts pour la France. Le culte orthodoxe s'associe à cette cérémonie; à 18 h 30, le flambeau du relais sacré est porté dans la crypte du Mémorial des martyrs de la déportation, en l'île de la Cité.

• DIMANCHE 29 AVRIL, à 9 h 30, messe solennelle en l'église Saint-Louis-des-Invalides, en présence de membres du gouvernement; à 11 h 30, cérémonie au Mémorial de la France combattante au Mont-Valérien, en présence de M. Jean Laurain, secrétaire d'Etat à la défense; à 18 h 30, dépôt de gerbes et ravivage de la flamme à l'arc de triomphe de l'Enfer.

RENÉ HARDY

porte plainte contre la lâcheté humaine. On voudrait refermer sans l'achever ce livre atroce, provocant, injuste, mais la voix sourde de René Hardy vous contraint à l'écouter jusqu'à la fin... René Hardy a écrit le livre noir d'un vaincu de la victoire.

Fred Kupferman, L'EXPRESS



Voyager sur Gulf Air en classe Golden Economy, c'est bénéficier de tous les avantages de la classe Affaire : derniers films, cartes, échecs, backgammon, rafraîchissements et les journaux du jour pour vous entretenir des dernières nouvelles.

Pour oublier vos soucis, étendez-vous et passez une nuit agréable avec les pantoufles et le masque de repos mis à votre disposition.

Nous avons aussi deux spécificités exclusives : notre cuisine orientale et internationale a une réputation mondiale, reconnue par l'association gastronomique la plus sélecte, la Chaine des Rôtisseurs. Et chose non moins appréciable, Gulf Air vous fait profiter de la traditionnelle

hospitalité arabe qui fait que chacun se sent traité en invité de marque.

Essayez la classe Golden Economy de Gulf Air, vous bénéficierez de plus de services en payant moins cher. Pour plus d'information, appelez Gulf Air : 115-117, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. Téléphone : 723.70.70 ou votre agent de voyages.

طيران الخليج
GULF AIR

Notre classe économique a la classe Affaire.

ABU DHABI AMMAN ATHENS BAHRAIN BANGKOK BEIRUT BOMBAY CAIRO COLOMBO DELHI DHAHIRAN DOKKA DUBAI HONGKONG JEDDAH KARACHI KUWAIT LARNACA LONDON MANILA MUSCAT PARIS RAS AL KHAYMA SALAH SALAH TUNIS

Laïcité, une idée neuve ?

par CHARLES VIAL

Depuis deux ans, le mot de laïcité a retrouvé droit de cité. Avec moins d'éclat sans doute que celui de liberté, il est revenu à la surface de l'actualité. Pourtant, que recouvre-t-il aujourd'hui ?

Rien ou presque chez les jeunes générations. Chez les autres, il traîne encore un fatras d'images où se heurtent, pêle-mêle, la « calotte », les « rad.soc. », le « petit père Combes », les « corbeaux », l'« expulsion des congrégations » et les « ratchings ». Tout un folklore, en somme. Folklore déposé pour une réalité périmée. Ce qui montre à quel point les laïques ont perdu leur combat.

Car si le mot semble creux et vieux, c'est bien le signe d'un délabrement plus profond. Dans un remarquable article d'*Ecole et socialisme*, de mars 1984, la revue du secteur éducation du parti socialiste, Jean-François Lanay en convient : « Les laïcs ont perdu la bataille essentielle parce qu'ils se sont trompés de combat, écrit-il. Ils ont perdu la bataille de l'opinion ».

Sans doute. Mais, ce constat en appelle un autre, — que Jean-François Lanay ne se dissimule pas : et si l'impasse des laïques, à passer la rampe des médias, trouvait sa raison première dans leur incapacité à reconstruire le concept de laïcité ? C'est-à-dire à repenser l'idéal des pères fondateurs, à partir de la société et du monde d'aujourd'hui ?

Le débat sur les rapports entre l'école privée et l'Etat offre cette occasion de se dégager des ornières anciennes. Empêtrés dans des habitudes empoisonnées, les laïques sont passés à côté. Dans leur majorité, ils persistent à user en 1984 d'un langage qui aurait pu tenir leurs devanciers de 1905. La société française a changé, et tout se passe comme s'ils n'avaient rien vu. Exemple : le mercredi 23 décembre 1959, les députés examinaient le texte qui deviendra, quelques jours plus tard, la loi Debré sur les rapports entre l'enseignement privé

et l'Etat. Un parlementaire, opposé au projet, dresse un parallèle entre la presse et l'école, et s'écrit : « *Vois-tu, parce que j'appartiens à un groupe minoritaire et pauvre, demander à l'Etat de faire vivre mon journal ?* ». C'est Guy Mollet, secrétaire général de la SFIO. Or, depuis 1959, l'Etat français aide à vivre beaucoup de journaux minoritaires et pauvres ! De gauche ou de droite, personne ne remet en cause le consensus à ce sujet. Et pourtant, sur l'école, le langage des laïques n'a guère varié. L'archaïsme se porte bien.

Cherchons-t-on d'autres signes de la contradiction où s'est enfoncée la gauche laïque ? Comment ne fait-elle que les mêmes sont hostiles au principe de l'aide publique à un secteur privé d'enseignement et s'affirment sans hésiter favorables à l'existence de radios « libres », existence que le gouvernement de la gauche a d'ailleurs reconnue et qu'il soutient, à certaines conditions, d'une subvention ?

Le besoin de comprendre

Antoine Prost notait, en mars 1982 (1), que les aides de l'Etat, prônées aussi bien aux écoles catholiques, qu'aux sécularistes, laïques ou protestants ; que la Sécurité sociale rembourse également les interventions chirurgicales pratiquées dans une clinique conventionnée ou dans un hôpital public ; et qu'on a vu la gauche s'opposer à la municipalisation des maisons des jeunes et de la culture (pour éviter une certaine politisation, et les événements ultérieurs ont montré la réalité du risque) ; mais réclamer une subvention des communes aux MJC sans intrusion dans leur gestion, assurée librement par les associations d'usagers. « Pourquoi, demandait-il, une formule serait-elle bonne pour les MJC et mauvaise pour les écoles ? »

Les laïques ne se sont pas encore aperçus, semble-t-il, que le pluralisme est devenu une donnée qui s'impose dans la réalité sociale d'aujourd'hui. Cette revendication fondamentale ne menace pas l'école publique. Elle oblige plutôt à en retrouver la raison d'être, les modalités d'organisation, qui ne peuvent plus être exactement les mêmes qu'au siècle dernier.

Repenser la laïcité, dans l'école où les élèves d'aujourd'hui, mieux informés, plus sollicités que jadis, ne se contentent plus de la neutralité d'autant et attendent des confrontations et des repères. Mais, surtout, comme l'écrit André Mandouze, peut-être faudrait-il que la laïcité « ne soit plus simplement une sorte de dentrice réservée aux moins de seize ans ».

Dans ces colonnes, Guy Gauthier écrit (le Monde du 4 juin 1981) que depuis un siècle les pressions sur l'individu « se sont diversifiées et sophistiquées ». L'école, c'est une évidence, n'est plus le seul lieu de transmission ni du savoir, ni des valeurs. Les grands moyens d'information, l'environnement visuel, sonore, écrit, façonnent tout autant la personnalité des individus.

Il s'agit donc de donner des cultures où doit s'exprimer le respect des différences politiques, religieuses et idéologiques. Si la nouvelle laïcité peut être définie autour de la notion de résistance aux conditionnements, elle débouche sur la défense des droits de l'homme, valeur capable de mobiliser aujourd'hui beaucoup plus de monde — et de jeunes — que la vieille lune laïque. Et si, comme le pense Louis Legrand, le principe d'une nouvelle laïcité doit être « le besoin de comprendre notre existence, l'interrogation philosophique de base », le champ qui s'ouvre à elle est immense.

La laïcité est peut-être bien une idée neuve.

Les Cahiers d'action religieuse et sociale, n° 241-242.

Cinq revendications

Les laïques se félicitent que le projet de loi gouvernemental mette fin aux privilèges dont bénéficiait l'enseignement privé, qui avait la latitude d'ouvrir des classes à son gré sans être tenu aux critères imposés jusqu'alors au seul enseignement public.

Mais il reste pour eux au moins cinq raisons de mécontentement qu'ils souhaitent voir prises en compte par les parlementaires de la majorité, dont ils attendent des amendements.

● **La définition des principes constitutionnels de référence.** Evoqués dès l'article premier n'est pas, selon eux, précisé de façon suffisamment nette et complète. Ils exigent que ces principes soient exposés de façon exacte afin qu'aucune distance ne soit prise par rapport aux fondements laïques de la République.

● **La formulation de l'obligation faite à toutes les collectivités publiques (Etat, région, département, commune) de financer les établissements privés sous contrat.** Est, pour eux, anticonstitutionnelle. D'autant que les établissements appelés à bénéficier des fonds publics sont habituellement à conserver leur caractère propre, le projet de loi précise même leur « dimension confessionnelle ». C'est pour les laïques une contradiction avec le principe de séparation des Eglises et de l'Etat, et le fin du développement prioritaire de l'enseignement public par rapport au privé.

● **Les droits des personnels.** Les laïques souhaitent que la loi assure aux personnels de l'enseignement privé les droits et les libertés individuelles garantis par le code du travail et le statut de la fonction publique et qu'elle assure aux parents d'élèves le libre exercice du droit

d'association. Ces exigences, expliquent-ils, sont actuellement bafouées par les établissements privés.

● **La titularisation des enseignants :** les laïques souhaitent que ce droit soit réglé par la loi et non par décret et soit accordé aux enseignants sans tarder et non dans six ans, comme le prévoit le projet de loi. Ils relèvent enfin que ce qu'ils considèrent comme un droit n'est en fait dans le texte gouvernemental qu'une possibilité liée à trois exigences :

l'avis du chef d'établissement ; celui de la commission d'agrément et d'emploi composée en majorité de représentants de l'enseignement privé la liberté enfin laissée au recteur d'accorder ou non la titularisation à l'enseignant qui la demande.

● **La loi n'existe pas d'établissement public les laïques souhaitent que l'Etat et les autres collectivités publiques se financent pas d'établissement privé, du moins tant que l'établissement public correspondant n'aura pas été créé.**

Europe est au cœur du monde de demain, elle a besoin de techniciens du commerce international



formation franco-américaine aux techniques du commerce international

Cycle d'études conduisant progressivement, à partir de l'anglais du bac, à une pratique de l'américain permettant l'acquisition, dans la langue, des techniques anglo-saxonnes qui régissent la quasi-totalité du marché mondial.

Diplômes d'Etat : BTS d'action commerciale, BTS de commerce international

puis en troisième année

Filière Américaine : UNIVERSITÉ EUROPÉENNE DE SAN-FRANCISCO ou UNIVERSITÉ DE HOUSTON (Texas) BA-MBA

à stages en entreprise dès la première année et séminaires spécialisés selon option : pratique intensive des langues ; stages en Europe en deuxième année dans nos centres associés : Bruxelles/Luxembourg/Londres/Madrid/Stuttgart ; niveau bac ou classes terminales / service de logement pour étudiants de province.

I.A.C.
INSTITUT EUROPÉEN DE FORMATION AUX AFFAIRES ET À LA CONDUITE DES ENTREPRISES
GROUPE IPSA

Pour recevoir une documentation gratuite, compléter le formulaire ci-dessous et l'envoyer à :

IAC - 43, Bd. St-Henri - 75008 PARIS - Téléphone : 266.43.46
Groupe IPSA - Etablissement privé d'enseignement supérieur.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Niveau d'étude : _____ Téléphone : _____

La première grève nationale des infirmières

Quelques quinze mille infirmières et infirmiers ont défilé, mardi 24 avril, devant le secrétariat d'Etat à la Santé, avenue de Ségur, à Paris, pour protester contre l'annulation de leur statut par le Conseil d'Etat et le vide juridique qui en résulte. Selon les estimations du secrétariat d'Etat, cette grève nationale sans précédent, à laquelle avaient appelé vingt-quatre organisations de la profession pour cette journée de mardi, n'a été suivie qu'à 25 % à Paris et de l'ordre de 50 % pour l'ensemble de la France. Il conviendrait cependant d'être prudent dans l'évaluation car les infirmières sont tenues, comme le corps médical, à un service minimum qu'elles respectent. A l'Assistance publique de Paris, on estime que la proportion des grévistes a atteint 28 % et que, dans plusieurs établissements, le fonctionnement des salles d'opération a été ralenti. Le mouvement, indique-t-on de même source, a été fortement suivi dans les écoles d'infirmières.

Les pouvoirs publics insistent sur le fait que le décret imparfait cassé pour vice de forme par le Conseil d'Etat sur recours des médecins biologistes était l'œuvre du septennat précédent, malgré sa date de parution (le 12 mai 1981). M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a déclaré, le 24 avril, qu'il n'y avait « pas de conflit entre les infirmières et le gouvernement » et que leur statut « resterait ce qu'il était » et serait « si possible amélioré ».

M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat chargé de la Santé, a, de son côté, confirmé que la loi relative aux professions médicales et paramédicales adoptée en première lecture par le Sénat le 18 avril serait prochainement soumise à l'Assemblée nationale ; cette loi autorisera la promulgation très rapide — en juin — d'un décret régularisant la situation juridique du corps infirmier en élargissant certaines de ses prérogatives.

De la fuite à la protestation

« Nous voulons être reconnus » proclament les manifestants, en blouse blanche masée le 24 avril devant le secrétariat d'Etat à la Santé. Cette brève formule résume le sens de cette grève des infirmières et infirmiers. « C'est une façon de dire que nous existons », nous ont dit plusieurs d'entre eux, de l'hôpital Bichat à Paris. Dans l'un des plus prestigieux services de ce fleuron de l'Assistance publique, la tonalité était homogène et déterminée.

« Nous ne sommes plus ce que nous sommes », dit une infirmière. « L'annulation de ce décret, déconstruit le mouvement, nous a ouvert les yeux », ajoute l'une de ses collègues. « Nous ne sommes pas syndiqués, conclut une troisième, nous sommes simplement motivés ».

Pourquoi ? Toutes et tous, dans ce service de pointe, sont attachés à leur tâche et ont le sentiment de travailler dans des conditions privilégiées qui tiennent à la qualité de l'équipe. Ce n'est pas pour défendre leur propre situation qu'ils manifestent, mais pour témoigner publiquement d'un profond malaise dont ils se veulent nullement se dissocier.

Depuis trois décennies, la profession en effet a considérablement évolué. Les infirmières et infirmiers ne sont plus aujourd'hui les bénévoles, souvent membres de congrégations ou de mouvements philanthropiques, dont chacun se plaisait à louer le désintéressement, le dévouement, la discrétion et le silence. Mais cette image caricaturale est trompeuse. Elle contraste avec la réalité d'un travail devenu aujourd'hui très professionnel, d'un métier dont les conditions de formation se sont considérablement améliorées et qui a une spécificité bien réelle. L'évolution récente de la médecine a rendu les actes infirmiers plus techniques et plus efficaces, mais a aussi accentué leur aspect exigeant et leur charge émotionnelle. « Plus le malade est soigné avec l'aide des machines, nous disoit une infirmière, plus il a besoin de moi, comme être humain. » « Soigner un cancer, un cardiaque, ajoute une autre, c'est une affaire entre moi, la souffrance et la mort ».

Evolution de la médecine, évolution des hôpitaux aussi. Depuis trois décennies, on a « humanisé ». En d'autres termes, supprimé les salles communes, créé des chambres individuelles. C'est un progrès pour les malades que nul ne conteste. C'est aussi une charge accrue pour les infirmières, dont le rôle de surveillance et de contrôle s'est trouvé de ce fait alourdi, incontestablement, alors que les effectifs n'augmentaient guère.

Ce manque d'effectifs est chronique dans la majorité des établissements : il transforme chaque nuit, chaque jour férié en véritable extenuation, moyennant quelques risques pour les malades. La France compte, au total, quelque deux cent quatre-vingt mille infirmières et infirmiers (10 % environ sont des hommes). Ce n'est pas, loin de là, un effectif pléthorique, compte tenu du nombre de malades hospitalisés : la France compte à cet égard une situation médicale, par rapport aux pays de développement comparable. Le corps infirmier exerce, pour 10 %, à titre libéral, ce qui ne représente pas non plus un effectif considérable si l'on veut réellement, comme le souhaite le gouvernement, développer les soins à domicile.

Un nouvel état d'esprit

Tout démontre ainsi que les conditions de travail des infirmières ne les rangent pas parmi les privilégiés : des horaires difficilement compatibles avec la vie familiale, des salaires (5 000 à 6 000 francs en début de carrière) dérisoires au regard des responsabilités qu'elles exercent ; une faible participation aux décisions importantes, que se partagent les médecins et les autorités d'intelle. A cet égard, la « départementalisation » des hôpitaux qui se prépare les inquiète. Car elle tendra, estiment-elles, à les marginaliser davantage.

Le seul moyen de protester qu'avaient jusqu'à présent trouvé les infirmières était simple : la fuite. Leur longévité professionnelle est exceptionnellement courte et ce n'est pas le fait du hasard si bon

nombre d'infirmières jeunes se tournent vers l'extérieur libéral ou, plus souvent, quittent la profession après quelques années de service.

La protestation d'aujourd'hui est particulièrement révélatrice d'un nouvel état d'esprit : elle démontre le profond attachement des infirmières à leur profession, mais aussi leur exigence d'une définition clairement établie de leurs attributions. Non plus par la fuite, mais par la revendication publique.

Que les médecins biologistes contestent, par la voix de leur syndicat, aux infirmières droit d'accorder certains gestes qu'ils estiment devoir leur revenir est un symptôme parmi d'autres de la pléthore médicale. Que les infirmières, à l'occasion de cette péripétie juridique, perçoivent davantage leur propre identité et revendiquent une reconnaissance publique de leur rôle, fera date en revanche dans l'histoire du système de santé français.

CLAIRE BRUSSET.

LA SIMILITUDE DES VIRUS DU SIDA

HTLV-3 = LAV

« Le rétrovirus HTLV-3 que nous avons isolé est plus qu'un rétrovirus, il est similaire, pour ne pas dire identique, à celui qu'on identifie à l'HTLV-3 », affirme le Dr. Robert Gallo, directeur de l'Institut Pasteur. Les comparaisons qui vont être entreprises incessamment nous donneront sous peu une réponse définitive. Cette réponse du professeur Robert Gallo à une question qui lui était posée mardi soir 24 avril dans le cadre d'un débat télévisé en direct de la chaîne américaine CBS avec le Dr. Las Montagnier (Institut Pasteur), confirme que le virus du SIDA américain pourrait bien être un rétrovirus, avec un an de retard, du virus français « LAV ».

L'annonce fracassante de cette découverte faite à Washington par le secrétaire d'Etat à la Santé, M. Heckler, soulève une polémique au sein de la communauté scientifique américaine. Les dirigeants du célèbre Centre National pour le contrôle des maladies d'Atlanta, qui ont joué un rôle essentiel dans l'identification il y a trois ans de la maladie nouvelle qu'était le SIDA, ont précisé que, pour eux, le virus responsable est bien celui de l'Institut Pasteur et se nomme « LAV ».

Le docteur Gallo, qui dirige, lui, une équipe de l'Institut national du cancer à Bethesda, près de Washington, a confirmé lors du débat organisé par CBS que l'un de ses collaborateurs avait apporté incessamment à l'Institut Pasteur les souches du HTLV-3, et qu'une déclaration commune et solennelle serait faite ensuite vers la mi-mai à Paris.

Ce débat d'actualité pourrait paraître futile s'il n'avait d'importantes implications d'ordre scientifique (jamais encore dans l'histoire de la science une seconde dénomination n'a été attribuée par un chercheur à une bactérie ou un virus précédemment identifié), éthique et surtout commercial.

En effet, des brevets ont été déposés, tant aux Etats-Unis qu'en France pour les modes de culture de la souche virale découverte incessamment à l'Institut Pasteur, pour les tests de préparation, pour les tests diagnostiques, d'antigènes purs de ce virus, et pour le « Biokit » Elise, ou trousses de diagnostic, qui concernent, rien qu'en France et deux fois par an, quatre millions de donneurs de sang. Tout pèse à penser que ces brevets devront être invalidés aux Etats-Unis si la déclaration officielle du mois de mai confirme l'identité des deux virus...

Dr E. L.

Pour vous ouvrir les grandes carrières de l'hôtellerie et de la restauration de haut niveau à l'échelon international

INSTITUT INTERNATIONAL MAXIM'S DE PARIS

formation supérieure aux techniques de management, de gestion et d'accueil dans l'hôtellerie, le tourisme et la restauration de prestige

Stages en entreprises dès la première année et séminaires spécialisés selon option Pratique intensive des langues. Bac ou sans bac

MAXIM'S
célèbre dans le monde entier

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE

nom : _____

adresse : _____

coché postal : _____ téléphone : _____

INSTITUT INTERNATIONAL MAXIM'S DE PARIS
école privée du groupe IPSA
71, Fg St-Honoré, 75008 PARIS/tél. : 266.40.70

Du 3 Mai au 13 Juin 1984

REVISIONS
systématiques et intensives du BAC

COURS SPINOZA
25 ans d'expérience 805.29.57
96, av. de la République 75011 PARIS

SCIENCES PO. Préparations
Documentation sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage parallèle

IPEC Enseignement sup. privé
44, bd St-Michel Paris 6
Tél. 633.81.22/329.03.71/354.45.87

Grande chancellerie
Premier ministre
Droits de la femme
Relations avec le Parlement
Porte-parole au Gouvernement
Ministère de l'économie des finances et du budget
Son promoteur officier : M. André de Lattre, inspecteur général des finances, directeur de l'Institut de finances internationales
Son promoteur officier : M. Pierre Delmarès, chef de la commission centrale de finances, inspecteur général de l'enseignement supérieur, conservateur des archives à Bordeaux ; Jean-Louis Laroche, directeur général de la garantie pour la garantie

مكتبة من الأصول

Grande chancellerie

Est promu commandeur :
MM. Jean Durt, professeur honoraire à la faculté de médecine de Paris.
Sont promus officiers :
M. Raymond Doutey, conservateur honoraire des hypothèques ; Guy Eschweiler, professeur honoraire à l'école supérieure de physique et de chimie industrielles de la ville de Paris ; Maurice Gouton, administrateur civil honoraire au ministère de l'Équipement ; Paul Langlade, ancien médecin-chef départemental de la sécurité sociale ; Jean-Noël Laurenceau, ingénieur général honoraire à la Société nationale des chemins de fer français ; Stanislas Henry Polle, M. Jeanne Poirat, épouse Dejean, inspectrice générale honoraire de l'éducation nationale.
Sont nommés chevaliers :
MM. Pierre Botton, vice-président délégué de la Société nationale des mutilés militaires pour les F.F.A. ; Gaston Brucher, ancien conducteur de route à la Société nationale des chemins de fer français ; Armand Chaffignon, directeur de l'Université de Paris ; Philippe Douchet, professeur titulaire honoraire de pédiatrie à l'Université de Nancy ; M. Alice Lambert, épouse Netter, ancien médecin des hôpitaux de Paris, présidente de la société française de gynécologie ; MM. Jean Lebrun, ancien président du tribunal de commerce de Toulouse ; Jean Poirat, receveur honoraire des P.T.T. ; M. Marie-Louise Rossi, épouse Villien, maître-assistant honoraire à l'Université Paris Val-de-Marne ; M. Pierre Vidal, homme de lettres, historien.

Premier ministre

Sont promus commandeurs :
MM. Marcel Diebolt, préfet honoraire ; Alphonse Dupront, président d'honneur de l'Université de Paris-Sorbonne ; Joseph Royon, ancien professeur d'université ; Henry Sapin-Joussier, ancien médecin en chef des postes et télécommunications.
Sont promus officiers :
MM. Jean Barot, président du Centre d'information civique ; Jean Barot, directeur général des Nouvelles messages de la presse parisienne ; Henri Bievelot, chanoine honoraire, directeur des fouilles archéologiques et conservateur du musée de Bayard ; Pierre Grunz, professeur d'université honoraire ; Georges Lahr, ancien contremaître ; Francis Rogé, vice-président d'une union départementale de combattants volontaires de la Résistance ; Yves Troussier, membre de l'association des Gens de bien.
Sont nommés chevaliers :
MM. René Baratte, directeur d'un centre de formation professionnelle des adultes ; Georges Bonita, ancien inspecteur principal des P.T.T. ; M. Pauline Billa, épouse Salmons, coordonnatrice administrative d'une direction de programme ; MM. René Bricon, président du conseil régional de la Seine-Saint-Denis ; Louis Desbordes, instituteur honoraire, responsable d'organisations culturelles pédi et post-scolaires ; Emile Durioux, enseignant honoraire ; Marc Ferra, sous-préfet, secrétaire général adjoint de préfecture ; Léon Jouan-Margné, ancien maire, ancien honoraire, président d'un conseil général, membre du Conseil constitutionnel ; Jean Martin-Gousse, chargé de mission à la DATAR ; Jean Naki, ancien officier de paix ; M. Marie-Pierre, ancienne assistante sociale ; M. Etienne Verrier, ancien conseiller municipal, ancien commerçant.

Droits de la femme

Est nommée chevalier :
M. Marie Lagrou, veuve Wolf-Hallé, médecin gynécologue.

Relations avec le Parlement

Est promu officier :
M. Michel Villet, directeur du service des impressions, de la documentation parlementaire et de l'information du Sénat.
Est nommé chevalier :
M. Pierre Le Marois, chef de service adjoint au service des commissions du Sénat.

Porte-parole au Gouvernement

Est promu officier :
M. Max Cavagnon, chef d'entreprise.
Est nommé chevalier :
M. Louis Rasch, attaché principal, chef de l'Agence de la direction technique du SGAP de Marseille.

Ministère de l'économie des finances et du budget

Est promu commandeur :
M. André de Lattre, inspecteur général des finances honoraire, directeur général de l'Institut de finances internationales.
Sont promus officiers :
MM. Pierre Delmarès, chef de bureau à la commission centrale des marchés ; Pierre Estève, inspecteur général des finances ; André Rey, trésorier-payeur général de Maine-et-Loire ; Henri Tréarrien, conservateur des hypothèques à Bordeaux ; Jean Wallot, président directeur général de banque.
Sont nommés chevaliers :
MM. Pierre Brunet, attaché principal d'administration centrale ; Jacques Buzet, contrôleur financier ; François Carria, président de banque ; André Chanderogor, ancien ministre, premier président de la Cour des comptes ; Jacques Dufour, agent de change près la Cour de Paris ; François Garin, ancien président d'une mutuelle d'assurances ; Jean-François Gourdain, directeur de l'assurance pour la garantie des assurés ; François Hernolte, directeur

Ministère des affaires sociales

Est promu commandeur :
M. René Delmas, administrateur d'œuvres sociales.
Sont promus officiers :
MM. Albert Durand, ancien agent comptable de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés ; Henri Fauriol, administrateur de l'Institut de retraite et de prévoyance des salariés de l'automobile, du cycle et du motocycle ; André Gaisne, ingénieur en chef honoraire d'une caisse régionale d'assurance maladie ; Gustave Prost à la Dénée (dit Front), président de la caisse de retraite des industriels et commerçants de l'Ain et de la région lyonnaise.
Sont nommés chevaliers :
MM. Gustave Allard, trésorier de l'Union nationale des associations familiales ; Gaston Albou, sculpteur et graveur en médailles, meilleur ouvrier de France ; Jean Becos, président du conseil d'administration d'une caisse primaire d'assurance maladie ; Paul Bouillier, président de l'Association des paraplégiques de France ; Jean Cuvier, médecin chef du service médical du travail du bâtiment et des travaux publics des Alpes-Maritimes ; M. Gabriel Cuvier, épouse Bland, attaché principal d'administration centrale ; MM. Léon Colas, président honoraire d'un conseil départemental de la Croix-Rouge française ; Jean-Marie Conrad, ancien permanent et secrétaire général du comité de l'Union régionale CPDT de Lorraine ; Victor Corbille, ancien vice-président d'un organisme mutualiste ; M. Martin Henry, épouse Bazire, ancien agent supérieur à l'administration centrale ; M. René Jacquesson, médecin-directeur d'un comité d'action sociale en faveur de Toulouse ; M. Rina Kadi, épouse Lévy, ancien président-directeur général de société ; MM. Marcel Lapondrie, président d'une association d'entraide de handicapés ; Jean Le Duigou, directeur d'une caisse primaire d'assurance maladie ; Léon Lévy, président d'une section de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (L.I.C.R.A.) ; Michel Marguet, secrétaire général adjoint de la Fédération de la mutualité française ; Roger Mercier, administrateur civil honoraire ; André Montagne, secrétaire général de la Fédération des employés et cadres CGT-Force ouvrière ; Robert Mourier, vice-président de la Fédération nationale des mineurs CFTC ; Charles Padovani, directeur régional des affaires sociales et sociales ; Mme Monique Petit, directrice de l'Institut national des jeunes aveugles ; M. Albert Renard, animateur d'œuvres sociales, ancien responsable syndical ; Mlle Yvonne Ringnet, ancienne secrétaire permanente du syndicat général des instituteurs et cadres CPDT ; Albert Solik, ancien secrétaire général d'un comité régional CGT ; Mme Anne-Marie Thébaud, épouse Lamy, ancienne secrétaire d'une union locale CGT.

Ministère de l'intérieur et de la décentralisation

Est promu commandeur :
M. Jean Schuler, ancien conseiller de la République.
Sont promus officiers :
MM. Narcisse Bonnot, conseiller général de Gard, maire honoraire de Chambord ; Philippe Denis, préfet, secrétaire général de la zone de défense de Paris ; Joseph Desmarest, président du tribunal administratif de Chambour ; Edmond Desouches, ancien député, conseiller général d'Eure-et-Loire, maire de Lucé ; Elie Halimi, président et responsable d'organismes chargés des rapatriés ; Lucien Jéan, ancien maire de Châteaufort-de-Pape (Vaucluse) ; Jacques Mailly, administrateur civil ; Jacques Mazel, préfet ; Jean Pinaud, préfet, commissaire de la République de la région de Bourgogne, commissaire de la République du département de la Côte-d'Or ; Jacques Toullet, conseiller général honoraire, ancien maire de Chavigny (Vienne) ; Henri Tournaud, ancien sénateur, conseiller général du Gers, maire de Montaud.

Ministère de l'intérieur et de la décentralisation

Sont nommés chevaliers :
MM. Henri Barthélémy, vice-président du conseil général de la Vaucluse, maire de Lourmarin ; Raymond Bayles, ancien adjoint au maire d'Angoulême ; Pierre Bouchandy, vice-président du conseil général du Puy-de-Dôme ; Charles Buxty, ancien maire de Lure-Lévis (Ailier) ; Joseph Capiot, président de section au tribunal administratif de Paris ; Marins Carter, ancien député, conseiller général de la Haute-Marne, maire de Saint-Étienne ; Louis Charvoz, administrateur civil à la préfecture de police ; Maurice Cortegiani, directeur à la préfecture des Alpes-Maritimes ; Jules Cotan, ancien maire de Bony-sur-Craon (Cher) ; M. Madeleine Doléris, épouse Chas, animatrice de la vie associative et culturelle de Villeneuve (Aube) ; MM. Aubin Delle, vice-président du conseil général de la Haute-Garonne, maire de Pelopou ; Raymond Desmarest, conseiller général de la police nationale à la préfecture de police ; Elie Faugue, ancien conseiller général des Alpes-de-Haute-Provence, ancien maire de Sisteron ; Joseph Fauriol, directeur de la Société Franco-Sélestin ; Jean

Ministère de la justice

Sont promus officiers :
MM. Jean Bergère, président de chambre à la cour d'appel de Paris ; Jean Brun, procureur général près la cour d'appel de Douai ; Mme Simone Gaffory, ancien conseiller général de la Corse-du-Sud, maire de Guagno ; Michel Germa, président du conseil général du Val-de-Marne ; Etienne Guillemet, ancien maire adjoint de Loriet ; Jean-Pierre Harris, conseiller général de la Nièvre, adjoint au maire de Nevers.
Sont nommés chevaliers :
Georges Lacombe, sous-brigadier de la police nationale à Chauxmont (Haute-Marne) ; Charles Lafont, ancien maire d'Orléans (Loiret) ; Jean Lassalle, ancien conseiller général des Ardennes, maire honoraire de Carcen-Pons ; André Lebon, ancien député, ancien conseiller général des Ardennes, maire honoraire de Charleville-Mézières ; Abel Maucio, maire de Livet-et-Gavet (Isère) ; Robert Mignot, préfet, commissaire de la République du département des Pyrénées-Orientales ; Marcel Paoli, adjoint au maire de Marseille ; Jean Potier, brigadier de la police nationale à la préfecture de police ; Bernard Raffon, sous-préfet, commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de Segré ; Henri Rémondel, chef inspecteur divisionnaire de police, président de l'Association nationale de la police nationale à Osmoy (Cher) ; Paul Ristoni, directeur de cabinet du préfet délégué pour la police du département des Alpes-Maritimes ; Alfred Saiegh, commissaire principal de la police nationale, chef du groupement des brigades républicaines de sécurité n°1 à Paris-14e-France à Villiers ; Yves Sorbère, chef de service de la police nationale ; Gilbert Thill, inspecteur général de la police nationale ; Emile Tonnat, président du conseil territorial de Paris ; Jean Varlet, ancien sénateur, conseiller général du Nord, ancien maire de Bourbourg ; André Villette, conseiller général du Val-de-Marne, maire de Fontenay-sous-Fort, ancien adjoint au maire de Carbone-Bianco (Gironde) ; Charlotte Vincentelli, secrétaire d'administration principal.

Ministère de la justice

Sont promus officiers :
MM. Jean Bergère, président de chambre à la cour d'appel de Paris ; Jean Brun, procureur général près la cour d'appel de Douai ; Mme Simone

Ministère de la justice

Sont promus officiers :
MM. Jean Bergère, président de chambre à la cour d'appel de Paris ; Jean Brun, procureur général près la cour d'appel de Douai ; Mme Simone

Ministère de la justice

Sont promus officiers :
MM. Jean Bergère, président de chambre à la cour d'appel de Paris ; Jean Brun, procureur général près la cour d'appel de Douai ; Mme Simone

Ministère de la culture

Est promu commandeur :
M. Jean Delannoy, chef de service.
Sont promus officiers :
MM. Jean Caron, sculpteur, statuaire, membre de l'Institut ; Lucien Hixard, écrivain, président d'honneur de l'atelier de création littéraire ; Bernard Mahieu, conservateur en chef aux Archives nationales ; Achille Mahieu, de Hixard, écrivain ; Georges Pétre, chef d'orchestre ; Claude Marrie, écrivain, journaliste.
Sont nommés chevaliers :
MM. Charles Amann, auteur, compositeur, interprète, comédien ; Ralph Baum, producteur et directeur de production cinématographique ; Guy Charvet, artiste lyrique, professeur de chant ; Bernard Durt, universitaire, critique littéraire, professeur au Conservatoire national d'art dramatique ; Mme Yvonne Girard, épouse de Casimir, organisateur de concerts de musique contemporaine, ancienne violoniste concertiste ; MM. Antoine Guimond, écrivain, président d'honneur du syndicat de la librairie ancienne et moderne ; Othon Kaufmann, docteur des sciences naturelles ; Georges Lambrecht, directeur d'histoire aux éditions Gallimard, écrivain, rédacteur en chef de la NRF ; Mme Madeleine Leprieux, épouse Villard, conservateur en chef, directeur des services d'archives des Bouches-du-Rhône ; MM. Marcel Lapovici, metteur en scène, directeur de théâtre ; Yves Mathias Saint-Laurent, dit Yves Saint-Laurent, couturier ; Fernand Maric, producteur et distributeur de films ; Paul Paux, ancien directeur du Festival d'Avignon, ancien président du conseil d'administration de l'Opéra de Paris, conseiller auprès du ministre ; Mme Suzanne Rivière, épouse Labaud, musicienne, membre du jury de concours, ancienne cantatrice ; M. François Schlager, docteur des sciences naturelles.

HUGUES de FLEURVILLE
Editeur-libraire en livres précieux
9, Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS

J'offre en cadeau de bienvenue, à 1000 lecteurs de ce journal, ce précieux livre d'art à moitié prix.

Un somptueux ouvrage illustré de 450 gravures

4 excellentes raisons de profiter de cet ouvrage exceptionnel.

Les raisons de s'offrir ce livre d'art à moitié prix sont multiples :

- 1. Uniquement 1000 d'entre vous pourront obtenir ce bel ouvrage à moitié prix, soit 142 F seulement. Or, les lecteurs de ce journal, grâce à nos fidèles clients, sont considérablement plus nombreux. Pour bénéficier de cette offre limitée à un seul volume par foyer et offrir toutes les chances de votre côté, votre intérêt est d'adresser votre "bon de réservation" d'urgence aujourd'hui même, sans aucune obligation d'achat de votre part. Les 1000 premières réponses de ce journal seront acceptées, à 142 F, selon leur ordre d'arrivée. Au-delà de cette quantité, l'ouvrage vous sera proposé à son prix normal de 284 F, mais vous n'avez aucune obligation d'achat.
- 2. Ce livre d'art sera découvert en grande pompe lors de la diffusion officielle de vos réponses. C'est une véritable occasion de célébrer nos 1000 premiers clients, et de vous en faire profiter.
- 3. Un livre-cadeau passionnant qui éclaire l'histoire de tous les peuples.
- 4. Cet ouvrage d'art, publié en 1981, est un livre de référence indispensable à tous les amateurs d'histoire, d'archéologie et d'art. Il vous éclairera sur tous les aspects de la civilisation humaine, de la préhistoire à nos jours, et vous permettra de mieux comprendre l'histoire de tous les peuples.

Un livre-cadeau passionnant qui éclaire l'histoire de tous les peuples

Cet ouvrage d'art, publié en 1981, est un livre de référence indispensable à tous les amateurs d'histoire, d'archéologie et d'art. Il vous éclairera sur tous les aspects de la civilisation humaine, de la préhistoire à nos jours, et vous permettra de mieux comprendre l'histoire de tous les peuples.

Un livre-cadeau passionnant qui éclaire l'histoire de tous les peuples

Cet ouvrage d'art, publié en 1981, est un livre de référence indispensable à tous les amateurs d'histoire, d'archéologie et d'art. Il vous éclairera sur tous les aspects de la civilisation humaine, de la préhistoire à nos jours, et vous permettra de mieux comprendre l'histoire de tous les peuples.

DICTIONNAIRE DES ANTIQUITES ET DE L'ARCHEOLOGIE

MYSTÈRES ET SECRETS DE L'ANTIQUITÉ

Pourquoi 50% de réduction ?

142 F seulement (port gratuit) pour un splendide volume relié plein cuir qui vaut en réalité 284 F. C'est... le cadeau... à peine croyable. A moins qu'il ne s'agisse de "l'art" ou d'un vieux stock. Or, ce n'est pas le cas. Cette édition est une nouveauté dont le succès est le prix pour vous permettre d'acquiescer la haute qualité des ouvrages que je publie. Si vous répondez à temps à cette offre, vous enrichirez votre bibliothèque, à peu de frais, avec un ouvrage hors du commun. Pour ma part, je serai honoré de vous compter parmi mes nouveaux clients. Mais il va de soi que cette offre est, à plus forte raison, valable pour mes anciens clients.

BON de RESERVATION

avec garantie de remboursement. à renvoyer aux Editions : HUGUES de FLEURVILLE, 9 Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS

OUI, je désire souscrire, à moitié prix, à votre édition reliée plein cuir : DICTIONNAIRE DES ANTIQUITES ET DE L'ARCHEOLOGIE. Je n'envoie pas d'argent maintenant. Je réglerai son prix exceptionnel de 142 F seulement (port gratuit) à réception de votre facture. Je recevrai ensuite mon livre dans un délai de six à douze semaines, nécessaire à une édition de cette qualité. Même après l'avoir lu, si je vous retourne cet ouvrage dans les 15 jours, je serai intégralement remboursé. Si je ne puis bénéficier du prix spécial de 142 F, je réserverai 1000 premières réponses issues de ce journal, je pourrai, sans rembourser, et simplement à cette souscription, soit vous régler son prix normal de 284 F.

Code postal : _____ **Ville :** _____

NE VOYEZ PAS D'ARGENT MAINTENANT. VOUS PAIEREZ PLUS TARD

COMMUNICATION

Bertelsmann, numéro un européen des médias

II. - Et maintenant, la télévision

par ERIC ROHDE

Le groupe allemand Bertelsmann s'est taillé de beaux succès en France, notamment avec France Loisirs et France 2 (le Monde du 25 avril). Il est aujourd'hui partie prenante dans les projets franco-allemands de satellites.

Faute de vendre des produits universels, on imagine qu'une multinationale dominante à la fois dans l'édition, l'impression et la distribution, se débrouille pour organiser la plus grande synergie possible entre ses différentes activités, que chaque filiale s'appuie sur les autres sociétés du groupe. « Vrai et faux », déclare Gert Schukies de la direction.

Autant que le pluralisme éditorial, l'autonomie est arborée dans tout le groupe comme un dogme. Avec, cependant, des limites. De même que chaque filiale ne dispose pas de ses bénéfices, elle ne dispose pas de son indépendance. Les transferts de capitaux entre les multiples « centres de profits » sont soigneusement contrôlés et respectent les exigences d'un plan de développement étroitement contrôlé par l'état-major de Gütersloh.

Ainsi, les bénéfices du Leisure Circle Ltd. implanté à Londres, ou ceux de Editorial Grafiker SA, de Buenos Aires, peuvent-ils être versés à la production d'innombrables livres, à Los Angeles, ou de Bantam Books of Canada, etc. Dispersés, les morceaux de l'empire sont loin d'être les pièces égarées d'un puzzle.

Coups de bistouri

Parti de rien, le chiffre d'affaires de Bertelsmann est de 171 millions de marks en 1960. Au début des années 70, il a atteint 700 millions de marks en 1969. Quinze ans plus tard, c'est presque le décuplement : 6,2 milliards de marks (exercice 1982/1983). Si l'expansion vertigineuse des années 70 (plus de 15 % par an en moyenne) a permis de financer les emprunts nécessaires à un développement soutenu, en investissements - France Loisirs en est un bon exemple - le tassement brutal de la croissance à partir de l'exercice 1982/1983 (plus de 3 % par an seulement), a mis fin à l'expansion. A l'instigation de Reinhard Mohr - dont ce fut la dernière action avant son départ volontaire de la direction opérationnelle (1) - le groupe s'est imposé un strict contrôle de sa gestion et un « new deal » stratégique.

Une réduction des coûts internes et une plus grande circonspection dans les engagements de dépenses ont permis en quelques années de doubler le ratio des bénéfices (159 millions de marks en 1982-1983) par rapport au chiffre d'affaires et d'amener la part des capitaux propres à 23 % au lieu de 20 % précédemment. Pour Bertelsmann, qui n'est pas coté en bourse, une certaine indépendance par rapport aux banques est vitale. Surtout lorsqu'on se prépare à une diversification dans les nouveaux médias qui s'annoncent coûteuse.

« Il est pour nous impensable de ne pas être présent dans la télévision de demain », c'est net. Pour Mark Wössner, le directeur général de Reinhard Mohr, le câble et les satellites ne sont pas des opportunités mais une nécessité : « Nous sommes une entreprise de médias ; s'ils évo-

luent, nous devons évoluer avec eux ».

La diversification audiovisuelle du groupe ne s'est pourtant pas engagée des dernières années sous les meilleurs auspices. La branche disques-films-cassettes est même la seule qui ait connu de réelles difficultés. Rien de bien inquiétant, certes, puisque qu'elle ne représente guère plus de 10 % des activités du groupe. Tout de même, il y a deux ans, son chiffre d'affaires était encore de 600 millions de marks, on n'en prévoit pas plus de 400 millions cette année. D'où les quelques coups de bistouri opérés dans certaines filiales et l'élaboration d'un véritable plan d'attaque.

La chirurgie ? Des ablations béni-gnes : une division de production de cassettes-vidéo vendue à Agfa et la cassette de 49 % des disques Ariola à RCA aux Etats-Unis, assortie d'un accord industriel qui permettra au groupe de mieux rentabiliser ses capacités de presse de trente-trois et de quarante-cinq tours, comme ses installations de disques compacts, de cassettes ou de vidéodisques en Allemagne.

Des brouilles presque, en regard de ce qui pécuniairement Mark Wössner, la télévision privée. Le problème, c'est que en RFA - comme d'habitude en Europe - le futur de l'audiovisuel est encore assez flou. Euphémisme en l'occurrence, tant le jeu engagé entre la Bundespost (l'équivalent de nos PTT), les Länder (desquels dépend la politique culturelle) et les médias politiques reste très incertain. Logique avec lui-même, le groupe mise donc sur toutes les combinaisons, à défaut de connaître la gagnante. A commencer par les deux expériences les plus en vue actuellement en RFA : le projet pilote de télédiffusion par câble de Ludwigshafen (Rhénanie-Palatinat) et l'exploitation de satellites ECS-L.

Dans l'axe comme dans l'autre, Bertelsmann pèse de tout son poids. A Ludwigshafen, il a pris une participation de 50 % dans le groupement privé qui va participer à la programmation du réseau. Quant au satellite européen, le groupe est partie prenante au consortium d'entreprises privées qui a commencé à diffuser sept heures d'émissions à destination des télédiffuseurs existants déjà (représentant environ deux cent cinquante mille prises).

A chèques ouverts

Des projets qui concernent en fait un avenir assez lointain. Pour le géant de Gütersloh, il s'agit surtout de faire acte de présence et de participer au débat politique sur les modes d'exploitation des nouveaux médias, encore plus vif en Allemagne qu'en France. Pour Bertelsmann, le véritable enjeu à court et moyen terme est ailleurs. Dans le projet français de satellites de télévision directe TDF 1.

Aussi étonnant que cela puisse paraître. Mais moins surprenant lorsque l'on sait que l'administration allemande a fermé son propre projet, TV-SAT, au secteur privé. Du moins pour l'instant. Or, aux yeux des stratèges de Gütersloh, les satellites de télévision directe seront les vecteurs privilégiés pour un déve-

loppement immédiat de programmes privés. Comment Bertelsmann s'est-il glissé dans le projet français, avec une chance - dont il faut dire qu'il n'est pas sûr - de parvenir à ses fins ?

Le gouvernement français a engagé une négociation avec la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) pour faire participer cette dernière au financement du satellite TDF 2 qui devrait, placé sur l'orbite géostationnaire à côté de TDF 1, permettre les émissions en cas de panne (le Monde du 16 juin et du 8 décembre 1983). En l'état actuel des discussions, Paris est disposé à céder l'exploitation de deux canaux à la CLT en échange de sa contribution. Ce qui permet de la fixer à un niveau intéressant pour la France et au Luxembourg de travailler à une échelle évidemment beaucoup plus importante qu'avec un seul canal.

Or le grand-duché, par vocation, pense en termes européens et voudrait diffuser une chaîne en langue française, une autre en allemand. La CLT est prête. Depuis le mois de janvier, elle diffuse cinq heures par jour, un programme germanophone par ses régions frontalières avec l'Allemagne (un million et demi de télépectateurs potentiels). Son nom : RTL-Plus. Une chaîne, financée à 40 % par Bertelsmann et à 60 % par la CLT, qui se constitue qu'un banc d'essai pour le satellite.

En coulisse, les négociations se déroulent à chèques ouverts. Bertelsmann est prêt à injecter gros dans l'affaire. Jusqu'à 300 millions de marks par an en collaboration avec la CLT, dit Mark Wössner. Soit l'équivalent de la moitié des investissements que le groupe entend consacrer aux médias électroniques chaque année : entre autres banques de données, logiciels de micro-ordinateurs, etc.

Diversification stratégique pour la multinationale allemande, mais aussi tactique. Car l'enjeu pour elle n'est pas de boucler la boucle bien connue en show-business : productions-promotions, qui lui permettrait de relancer son secteur audiovisuel et de développer ses activités traditionnelles par de nouveaux moyens.

Pour Bertelsmann, le projet mené avec la CLT représente l'occasion d'une double synergie : au sein du groupe entre ses différentes activités complémentaires, et Europe avec son partenaire habitué à travailler à cette échelle en plusieurs langues. Le succès de « Star » de l'édition 4-11 - après le succès de clubs de livre et celui des magazines - trouve une troisième « idée de génie » ? Bertelsmann, explique Mark Wössner, n'en est encore qu'à poser des aiguilles.

FIN

(1) Les parts de la Bertelsmann Aktien-Gesellschaft sont détenues à 42,65 % par la Reinhard Mohr Verlag-GmbH 46,61 % par la Johannes Mohr-GmbH (qui possède aussi 60 % de la Reinhard Mohr Verlag-GmbH) et 10,74 % par Gerd Buerger, par ailleurs, propriétaire de l'hebdomadaire Die Zeit. Reinhard Mohr est le président du conseil de surveillance.

● Ca m'intéresse. - Une coquille à la page 16, ligne 12 : « un client disparu brusquement. Anaxagoras ! Marie Perle enquête ».

INAUGURANT A CANNES LE XX^e MIP-TV

M. Fillioud réaffirme la « complémentarité indispensable » entre le public et le privé

Cannes. - « Le service public a toutes les raisons d'être fier de son bilan. En trois ans, l'offre de programmes a augmenté de 15 % sur les deux chaînes nationales et a quadruplé sur FR 3, passant de six mille heures à plus de vingt-trois mille heures de programmes diffusés. » Une fois de plus, M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, a saisi l'occasion du marché international des programmes de télévision (MIP-TV) pour s'adresser avant tout à la profession et parler, en particulier, un service public.

Il est vrai que le MIP-TV offre un singulier écho au récent débat que soulevait M. Pierre Desgranges, président d'Antenne 2, à propos de l'avenir du service public. Nos trois chaînes de télévision sont notées à Cannes dans une foule de producteurs de programmes, parmi lesquels les sociétés privées américaines se taillent toujours la part du lion.

Face à ce défi, le ministre a plaidé une nouvelle fois pour une libéralisation progressive et prudente dans l'esprit de la loi de juillet 1982. « Non seulement la coexistence entre les deux secteurs, public et privé, est possible, mais elle est indispensable. Il y a entre l'un et l'autre complémentarité. Tout le problème est d'organiser la coopération et les échanges, de fixer les règles, d'éviter les dérégulations brutales et meurtrières, de prévoir les équilibres à atteindre, développer

De notre envoyé spécial les sources de financement et leur répartition. »

Pour répondre à ceux qui s'inquiètent de la lenteur du processus, M. Fillioud a rappelé le lancement en novembre prochain de Canal Plus, la quatrième chaîne de télévision, et confirmé celui de la télévision par satellite un an plus tard. Au passage, le ministre précise que l'accord avec le Luxembourg pour l'exploitation par RTL d'un on de deux canaux du satellite n'est pas exclusif d'autres solutions : « Il va de soi que la France ne peut traiter qu'avec un partenaire renonçant à toute autre participation à un système concurrent. » Un durcissement sensible de la position française devant la lenteur des négociations.

M. Fillioud a promis aux cent vingt maires de France intéressés par la télédiffusion que les décrets sur le câble sortiront sans délai après le conseil interministériel du 26 avril. Il a même relancé le dossier de la Régie française des espaces, pourtant fort discuté, en annonçant une expérience de télévision de service, ouverte aux partenaires privés, sur FR 3 Côte d'Azur pendant le Festival du cinéma à Cannes.

Mais l'évolution n'affecte pas que les nouveaux médias. Elle est à l'œuvre également dans le service public, avec quelques difficultés. Pour les professionnels présents à

Cannes, l'allusion du ministre « au coproducteur » a été perçue avec intérêt. France Média international, qui commercialise pour la première fois à Cannes l'ensemble des programmes des chaînes publiques, voit en effet une part de son patrimoine lui échapper par le biais de la coproduction. Les chaînes publiques abandonnent systématiquement les droits de commercialisation des émissions aux partenaires privés plutôt que de les céder à FMI. « Une attente grave au patrimoine français », estime-t-on au secrétariat d'Etat, qui a chargé le Conseil national de la communication audiovisuelle d'une mission d'étude. « La commercialisation des coproductions est la seule façon pour les sociétés privées de survivre », rétorquent les professionnels, qui entendent garder toute liberté dans leurs négociations internationales.

Il est vrai que, gênés par leur cahier des charges, et les restrictions budgétaires, les trois chaînes publiques n'ont pas aujourd'hui une grande marge de manœuvre. M. Fillioud en est conscient, et a plaidé pour que le gouvernement accorde « aux sociétés de l'audiovisuel d'aujourd'hui d'autonomie et de responsabilité, en les considérant plus comme des entreprises industrielles et commerciales que comme des administrations soumises aux règles classiques de la procédure budgétaire, qui freinent le dynamisme et l'esprit d'initiative ».

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Mercredi 25 avril

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Feuilletton : Dallas.
Katherine amoureuse de Bobby et Mark plus proche de Pam, dernières bonnes nouvelles de cette saga ininterrompue.
21 h 25 Magazine santé : les allergies.
Emission d'I. Barrière et E. Lalo.
Les allergies respiratoires (asthme), dermatologiques et professionnelles, avec les professeurs Michel, spécialiste de l'asthme (Montpellier) ; Charpin, spécialiste du pollen des fleurs (Paris) ; David, membre d'Avance de la recherche sur les allergies de l'Institut Pasteur (Paris) ; Benveniste, directeur de l'unité INSERM (Clamart).
22 h 55 Journal.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Téfifilm : Les enquêtes du commissaire Maigret.
« La Patience de Maigret », réal. A. Boudet. Avec J. Richard, J.-P. Kalfon, E. Margon, C. Emmannuelle.
Maigret soupçonne un certain Palmari, truand et indolent, la tête d'une bande de casseurs de bijouteries. Peinture d'un monde où le commissaire Maigret cherche l'évasion à travers le vol, l'alcool, la drogue.
22 h Documentaire : La fontaine des innocentes.
De J. Schmidt, coprod. ministère de la culture.
L'histoire de trois adolescentes mal adaptées qui cherchent l'évasion à travers le vol, l'alcool, la drogue.
23 h Journal.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma 10 : La vie telle qu'elle change.
Scénario d'O. Quénin, réal. N.-M. André, production FR 3 Nord-Picardie. Avec F. Bergé, F. Jono, A. Polina.

Tout brail très bien et Sophie n'avait déjà un autre homme dans sa vie : Antoine, son fils de quatorze ans, avec qui elle vit une complicité tendre et délicate. Commence la difficile coexistence d'Antoine, Thomas et Sophie : une mère, un enfant, un amant.
21 h 55 Journal.
22 h 15 Prélude à la nuit.
Suite romantique pour violon seul, d'A. Jolivet, interprète par D. Erlih.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 L'Histoire de France en BD.
17 h 11 Dessin animé : Belle et Sébastien.
17 h 40 Huckleberry Finn et Tom Sawyer.
18 h 4 La portouse de pain.
18 h 30 Magazine : Destination vingt ans.
18 h 54 Atout Pic.
19 h Informations.
19 h 35 Feuilletton : Le trésor des Hollandais.
19 h 50 Gil et Julie.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Musique : Disques de Radio France.
22 h 30 Nuits musicales : Le Nord au printemps.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : Quatuor à cordes en sol majeur d'Albrechtsberger, Quatuor à cordes n° 2 de Durck, Quatuor à cordes en ré mineur de Dohnanyi, par le Quatuor Cordaly (A. Falvey, T. Szabo, G. Fies, J. Devith).
22 h 34 Les solaires de France-Musique : Feuilletton Hugues Guénod : à 23 h 10, œuvres de Couperin, Webern, Chopin, Monton, Schumann, Britten, Messiaen, Hoffmann ; à 1 h, Voix de femmes.

Jeudi 26 avril

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 TF 1 Vision plus.
12 h Le rendez-vous d'Annie.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
14 h 45 Objectif santé : Ordonnances et médicaments.
14 h 55 Série : La croisière d'été.
15 h 55 Les choses du jeudi (à 15 h 55).
16 h 30 Quatuor, en direct d'Evry.
16 h 55 Images d'histoire. La machine entre 1914 et 1918.
17 h 25 Le village dans les rangs.
17 h 45 Série : Les secrets de la mer Rouge.
18 h 15 Presse-citron.
Magazine des adolescents.
18 h 25 Clip jockey.
18 h 30 Jour J.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Les petits drôles.
20 h Journal.
20 h 35 Feuilletton : Marie Perle enquête.
De P. Androux. Avec D. Evans, X. Saint Maury, F. Adrien, J. Négron.
Dernier d'un enquêteur à double entrée, un chauffeur de taxi attend un client disparu brusquement. Anaxagoras ! Marie Perle enquête.

21 h 35 Magazine des arts : Domino.
Proposé par Teri Wein Demich.
Nouvelles magazines qui proposent une fois par mois de parler d'architecture, peinture, sculpture, arts graphiques, photographie, mode... du sommaire de ce premier numéro : Bouvard, les caricatures, le métier de modiste.
22 h 30 Cinéma (quatre étoiles à la une) : Regarde et souris.
Film anglais de Ken Loach (1981), avec G. Grass, C. Nicholson (v.o. sous-titré).
A Sheffield, ville de la sidérurgie touchée par la crise, deux adolescents sortis de l'école ne trouvent pas de travail. L'un s'engage dans l'armée. L'autre vit une relation amoureuse difficile avec une vendeuse qui a des problèmes familiaux. Gratitude de la vie quotidienne, jeunes prolétaires sans espoir. Une chronique intimiste où les conflits individuels sont étroitement liés à la dépression économique. Le reflet exact du contemporain.
0 h 10 Journal.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTOPE.
12 h Journal (à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : l'Académie des neufs.
13 h 35 Feuilletton : La vie des autres.
14 h 55 Téfifilm : Une étrange disparition.
Réal. A. Harvey, avec F. Duway, B. Davis, J. Sloyan...
Une saute évangéliste des années 30, soupçonné de tromperie et d'escroquerie, face à un procureur qui s'efforce d'établir la preuve d'un propre enlèvement mental et d'adultère.
16 h 35 Magazine : Un temps pour tout.
De M. Car et A. Valentini.
La chirurgie esthétique.
17 h 45 Récré A 2.
Pic Pic Pic : Mes amis ont la parole ; Latah et Liréli ; Albatros...
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord, pas d'accord (INC).
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
20 h Journal.
20 h 35 Feuilletton : Le Ségno du Pervaire.
D'après M. Proust, réal. F. Fort Coppola.
L'attente comique contre le Pervaire donne lieu à une série de vengeances du fils aîné, Michael, qui passe aux actes dans une lutte effrénée contre le clan rival. Un grand film multiplé en feuilletton.
21 h 35 Magazine de l'information : l'espion qui venait de l'extrême droite.
Une enquête de A. Lévy-Willard sur les faces cachées de l'extrême droite européenne en France, en Angleterre et en Allemagne ; les réseaux de financement et les opérations terroristes de Bologne et Munich.
22 h 50 Journal.
23 h 10 Spécial coupes d'Europe de football.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
20 h 5 Les jeux.
20 h 35 Ciné-Passion : le Voyage en douce.
Emission de M.-C. Barrault.
Film français de Michel Deville (1979), avec D. Sarda et G. Chaplin.
Deux amies, l'une blonde, l'autre brune, l'une apparemment comblée, l'autre malheureuse en ménage, s'offrent trois jours de liberté, de caprices et de fantaisies, lors d'un voyage en Provence. Comédie littéraire, érotique, libertine, à laquelle une quinzaine d'écrivains, hommes et femmes, ont apporté des anecdotes, des images mentales. Éléments de la mise en scène, sensualité des images, suggestion des idées cachées, frustrations du cœur. Deux merveilleuses comédiennes.
22 h 15 Journal.
22 h 35 Prélude à la nuit.
L'Histoire du soldat, de Stravinsky, interprète par le London Sinfonietta, dir. R. Chailly.

FR 3-PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Histoire de France en BD.
17 h 11 Les retables brabloniens.
17 h 40 L'enseignement de la Géométrie.
18 h 50 Les alpes.
18 h 10 Feuilletton : Dynamite.
18 h 54 Atout Pic.
19 h Informations.
19 h 35 Feuilletton : Le trésor des Hollandais.
19 h 50 Gil et Julie.

FRANCE-CULTURE

7 h 2 Mathématiques : La naissance du jour.
8 h Les chemins de la connaissance : Italo Svevo ; à 8 h 33, St-Benoît Joseph Latre ; à 8 h 50, le serment de l'âme.
9 h 5 Mathématiques de la littérature.
10 h 30 Le cri du bonnet.
10 h 50 Musique : Feuilletton d'album... Robert Schumann, Paul Dukas (à 14 h 50).
12 h 5 Agora.
12 h 45 Panorama : littérature latino-américaine.
13 h 30 Peintures et ateliers.
14 h 18 Un livre, des voix : « L'homme à la colombe », de Romain Gary.
16 h 3 Médias : adresse aux vivants : (M. Angel Estrada) : à 16 h 10, Enquête (politique culturelle des radios) : à 16 h 55, Paroles ; à 17 h, Une journée de Pier Luigi Pizzi ; à 18 h 22, Intime conviction.
18 h 30 Feuilletton : La vie entre les lignes.
19 h 25 Jazz à l'antenne.
19 h 30 Les progrès de la biologie et de la médecine : la multiplication extracorporelle.
20 h Les enjeux internationaux.
20 h 30 « La grande revue gothique », de N.-L. Bernheim et A. Ariza. Avec J. Cellard, J. Devo, M. Maire...
22 h 30 Nuits musicales : création radiophonique.

FRANCE-MUSIQUE

2 h Les nuits de France-Musique : voix de femmes ; Michel A. Varnay, E. Fitzgerald.
7 h 10 Actualité du disque.
9 h 5 L'écrit en musique.
9 h 20 La matinée des musiciens : le dernier Haydn, le compositeur Mozart.
12 h 5 Concert : œuvres de C. Bölling, Ellington, Rachmaninov, Liszt par C. Bölling, H. Billant, piano, J.-P. Almy, basse, J.-L. Dayan, batterie.
13 h 32 Opérette-magazine.
14 h 2 Répertoire contemporains : J. Abail, P. Fraudebois, A. Callaway.
15 h L'après-midi des musiciens : George Sand et la musique ; œuvres de Liszt, Smetana, Haydn, Chopin, Schubert.
18 h 5 L'Impromptu.
19 h Le temps du jazz : feuilletton « la Chanson de Louis » ; ininterrompue ; le bloc-notes.
20 h Concert (en direct du Grand-Théâtre de Genève) : « l'Italienne à Alger » de Rossini par l'Orchestre de la Suisse romande et les chœurs du Grand-Théâtre, dir. M.-W. Chung, sol. P. Montasolo, A. Michael, G. Guzmoro, J. Rawnsley, S. Toczyska, R. Gambell.
23 h Les solaires de France-Musique : œuvres de Bach, Boulez, de Falla, Webern, Marais, Rossini.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 25 AVRIL

- M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du PS, est invité au journal de 20 h sur TF 1.
- M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, est reçu au journal de 23 h sur TF 1.

مكذبا من الأصل

La liberté an X

La « révolution aux cillots », c'était il y a dix ans. Il s'en est passé durant cette décennie ! Et pas seulement au Portugal. Le 25 avril 1974, c'était encore la gauche européenne non communiste qui avait des yeux attentifs que regardait le « été chaud » de 1975 ? Certes, le renversement de toute dictature — fût-elle aussi venimeuse que la « révolution » de Marcelo Caetano — n'est toujours une fête pour les démocrates ; il n'est pas indifférent non plus de voir, de temps à autre, que des capitaines peuvent être sensibles à d'autres valeurs que l'ordre : la liberté, par exemple. Mais le fantasme d'échapper que ce soit en quelques mois la « révolution d'avril », dans un

droit, et en priorité les pouvoirs — qui sont ici plus puissants que partout ailleurs en Europe de l'Ouest. Le Parti socialiste, qui a été au pouvoir près de la moitié du temps depuis avril 1974, a dû, comme ses homologues européens, faire l'apprentissage des dures réalités. Et découvrir les expériences de toute une partie de son humanité déshéritée.

Le Portugal connaît une difficulté supplémentaire par rapport aux autres pays occidentaux : le cadre politique n'y est pas véritablement stabilisé. Certes, le régime inflexible des gouvernements — quinze en dix ans ! — est

appelé à se ralentir, surtout avec la constitution, en 1983, d'une sorte de « bloc central » socialiste et social-démocrate. Mais la nature du régime — à l'européenne ? à la française ? à l'américaine ? — n'est pas encore fixée, et cette incertitude ne laisse pas d'inquiéter.

Pourtant, tous les cillots d'avril ne sont pas froids. Même si les Portugais regrettaient d'avoir découvert que la démocratie ne va pas parfois sans laisser aller, ils sont fiers de vivre politiquement à l'heure de tous les Européens. Et la liberté n'est peut-être plus profondément ancrée, au niveau local notamment, qu'une observation superficielle le laisserait croire.

Une récente sondage a montré, d'autre part, que les Portugais ne regrettaient pas la décolonisation de « leur » Afrique, même si désormais ils se sentent, en moins inconsciemment, à l'étranger chez eux. Ces hommes qui, depuis l'époque des grandes découvertes, ont en la main pour frayer l'avenir et reconstruire aux modestes limites qu'une histoire très ancienne a léguées à leur métropole. Heureusement, un nouveau grand espace se profile désormais à leur horizon : la Communauté de l'Europe, dont Lisbonne pourrait devenir membre à part entière dès le 1^{er} janvier 1986.

J.-P. C.

PORTUGAL

pays charnière de l'OTAN, quelle incertitude mondiale ne susciterait-il pas à l'heure des SS-20 et des Pershing-2 ?

Le Portugal de 1984 ne diffère dans des affaires ordinaires : la crise économique y frappe

La démocratie se cherche encore

A H ! que la démocratie était belle sous le fascisme ! C'est sous cette forme parodique que l'on peut le mieux résumer le sentiment dominant au Portugal dix ans après la « révolution aux cillots » qui mit à bas un régime autoritaire vieux d'un demi-siècle. Chaque étape a eu ses mots-clés : *liberté, révolution, socialisme et démocratie*, qu'on clamait dans la rue ; puis, *révision* ou *libéralisation*, qu'on prononçait plus sagement entre politiciens ou économistes. Le terme-clé du moment est sans aucun doute : *désenchantement*. Certes, le désenchantement, la déception, ne sont pas monopoles portugais. Mais le phénomène atteint ici des dimensions insoupçonnables ailleurs. « Une vraie question de bête », commente un universitaire qui a vécu en exil en France au temps du « marcelismo » — ces huit années de gouvernement de Marcelo Caetano, avatar bien vermouth de l'« Etat nouveau » du « docteur » Salazar.

« Le 25 avril 1974, vers 7 heures du matin, mon père est venu me secourir dans mon lit. J'ai vu qu'il pleurait. Mon fils, c'est la révolution, m'a-t-il dit. Je m'en souviens : il m'a répété cinq fois ! » Militant antifasciste durant un quart de siècle, le père de ce jeune étudiant en droit de l'université de Coimbra n'avait même pas eu ces quelques heures d'hésitation qu'ont connues la plupart des Portugais sur les intentions profondes des « capitaines d'avril ». Membre du « petit groupe d'amis » qui avait contribué à la fondation du Parti socialiste en 1973, il n'a pas perdu une minute avant de se lancer dans la bataille politique. Il n'a pas tardé non plus à se rendre compte que le PC entendait bien « capter totalement la Révolution à son profit ». Il ajoute : « A la différence de certains qui, passés par le PC, en ont gardé une véritable inhibition à son égard, parfois retournée en un anti-communisme véhément, j'ai combattu sans complexe les prétentions hégémoniques du parti d'Alvaro Cunhal, tout comme je n'hésite pas à dire que je garde encore du respect pour une formation qui n'a jamais cessé de lutter contre le fascisme, même aux pires moments de la répression. » La combativité de cet avocat lui a valu d'être ministre de l'un des gou-

vernements dirigés par M. Mario Soares. Pourtant il a renoncé à briguer tout mandat électif sous la bannière du PS. « Je suis un militant de base. C'est tout. » Pourquoi ce repli ? Bien que reconnu homme de passion et militant actif, notre interlocuteur s'en explique avec pudeur : les Portugais, comme beaucoup, préfèrent laver leur linge sale en famille. Ses griefs, il les distille donc plus qu'il ne les étale : il n'y a plus de vie démocratique dans le parti ; le Parlement est devenu une chambre d'enregistrement ; l'alliance gouvernementale avec le PSD (1) tire le Parti socialiste chaque jour un peu plus vers la droite ; la démocratie portugaise est réduite à ses aspects les plus formels, « tout a fait indigestes mais incapables de mobiliser le peuple », etc.

Ce discours n'est pas isolé. C'est même le principal sujet d'étonnement de l'observateur revenant au Portugal après quelques années de l'exil. La marginalisation de la quasi-totalité des grandes figures civiles et militaires de la révolution d'avril. Il ne reste plus, occupant désormais tout le devant de la scène, que le premier ministre, M. Mario Soares, et, paradoxe, M. Cunha, le grand vainqueur de 1975, invariablement fidèle à ses convictions antiparlamentaires, anti-atlantistes, anti-européennes et prosoviétiques.

Pays légal, pays réel

Dans l'alliance gouvernementale passée l'année dernière entre le PS et un Parti social-démocrate orphelin de son fondateur et unique leader charismatique, Francisco Sá Carneiro, nul ne se reconnaît vraiment. Ni bien sûr la gauche ni, en dépit de tout, la droite, dont les sentiments sont assez bien démontrés par le repli hantais de M. Freitas do Amaral. Le fondateur du Centre démocratique et social (CDS) a abandonné la politique politicienne pour mieux, sans doute, se tenir en réserve de la République.

Le pays légal, représenté par la majorité parlementaire PS-PSD, ne trouve presque aucune approbation dans les diverses familles du pays réel : la crise économique frappe trop durement les classes populaires et même les classes moyennes qui ont appuyé largement le « bloc cen-

tral » actuellement majoritaire pour que gardent encore quelque magie le vocable « socialisme » ou les aspirations publiques du leader naguère adulé ; cependant, la petite couche aisée du pays, qui vit très bien et fait des affaires, n'en regrette pas moins l'insuffisance des mesures de redressement prises par le gouvernement de M. Soares : si la récente réouverture de la banque et des assurances aux capitaux privés est approuvée, elle regrette profondément le refus du PS de limiter quelque peu le droit de grève ou d'associer la législation sur les licenciements. Cette situation n'est pas unique en Europe. Mais la présence, à gauche du PS, d'un Parti communiste représentant la cinquième de l'électorat, maître incontesté de la puissante CUF portugaise, respecté de ceux-là mêmes qui le raignent le plus, introduit évidemment une solide variante dans le tableau.

Le PS, à l'évidence maître de jeu politique même s'il n'avait pas la majorité absolue à l'Assemblée, avait-il d'autre choix que la rigueur et l'austérité à droite ? M. Soares assure bien haut que non. L'austérité n'est pas seulement une imposition de ce Fonds monétaire international devenu au Portugal une sorte de loup-garou, comme dans un quelconque pays du tiers-monde. La crise mondiale est là, durement installée, en partie héritage de l'immobilisme ancien et certainement aggravée par les erreurs du « généralisme ». (2) Et les excès de la période révolutionnaire.

Il n'y a pas deux politiques possibles, proclame M. Soares : il n'y en a qu'une : la sienne, qui impose, il est vrai, de se serrer la ceinture durant quelque temps. Là encore, rien de totalement inédit. Avec quelques nuances toutefois. A la différence de tous ses collègues européens, M. Soares n'éprouve visiblement aucune passion pour expliquer. Convaincu d'avoir, en 1973, sauvé et lui seul, le Portugal du péril communiste, il n'est installé sur une sorte d'« Aventin d'or », à la différence de naguère, il ne sort plus beaucoup. Il agit comme si ses lettres de créances de « luttreur de la liberté » le dispensaient de chercher encore les mots qui touchent au-delà dans le malheur. Il ne consent même pas, dans le domaine international, à ces quelques gestes spectaculaires, à l'égard

de l'Amérique latine par exemple, qui dédonaient une politique ouvertement atlantiste.

Si le prix des pommes de terre est ce qui requiert aujourd'hui l'attention du Portugal moyen, la classe politique se préoccupe, elle, de la succession, fin 1985, du général Banes à la présidence de la République. Vu de loin, tout paraît simple : l'affrontement décisif aura lieu entre M. Soares et un candidat de la droite, par exemple M. Freitas do Amaral. Quelle que soit l'issue de la bataille, elle déterminerait évidemment une évolution « à la française » d'un système assez bâtarde où le chef de l'Etat, quoique élu au suffrage universel, est davantage un arbitre qu'un acteur de premier plan. Vues de Lisbonne, cependant, les choses se compliquent sensiblement. On observe tout d'abord ce qu'il est convenu d'appeler le « phénomène Pinheiro », M. Pinheiro de Azevedo, une forte personnalité conjuguée des racines profondément chrétiennes à un itinéraire politique nettement progressiste depuis 1974, a été projeté sur le devant de la scène en 1979 lorsque le président Banes lui a confié la direction d'un gouvernement de transition. Depuis lors, conseiller écouté du chef de l'Etat, elle caracole en tête des sondages. Une destinée nationale ne lui est pas pour autant assurée. Bien que des progrès substantiels vers l'égalité des sexes soient une des conquêtes les plus évidentes de la « révolution aux cillots », les Portugais hésitent sans doute encore à voter pour une femme.

JEAN-PIERRE CLERC.
(Lire la suite page 20.)

- (1) Parti social-démocrate, en réalité centriste.
- (2) Du nom du colonel Vasco Gonçalves, qui dirigea quatre des six gouvernements provisoires de la période révolutionnaire.

« Comme un feu qui couve sous la cendre »

PAR-DELA les toits de Lisbonne, j'aperçois le Tage brumeux et bas. Tout dans ce paysage me paraît familier. Découvert, presque. Jour après jour mes yeux ont contemplé ce paysage nostalgique, cette ville appauvrie et vieillie, qui semble refléter la crise et le désenchantement. Pourtant, après un hiver rigoureux, le printemps est finalement arrivé. Mieux, avril est arrivé. Le paysage s'est transformé : on bien est-ce mon regard qui le transforme ? Soudain, c'est la fête.

« Avril », c'est devenu le symbole du dynamisme inconscient d'un peuple qui ne veut pas se laisser glisser. L'immobilisme apparent de la société portugaise est le résultat de nouveaux courants qui l'agitent en profondeur. Car beaucoup de choses ont changé depuis la révolution aux cillots. Mais il faut être très attentif pour détecter, sous la pesanteur des statistiques et la lourdeur des analyses économiques, comme un grand feu qui couve sous la cendre — non pour tout brûler, mais pour chauffer et éclairer.

Le Portugal de 1984 est, à première vue, le parfait théâtre d'une crise économique mondiale frappant un pays sous-développé situé à une extrémité de l'Europe. Une crise qui réduit au chômage des milliers d'adultes et de jeunes, qui détruit un appareil productif, d'ailleurs assez rudimentaire, qui bloque l'exploitation des ressources agricoles dont le pays dépend encore énormément.

Les liens de dépendance économique et politique à l'égard de l'étranger renforcent les mécanismes de l'endettement extérieur. La corruption s'installe. La bureaucratie s'étend. Les tendances centralistes tendent à se développer. La pratique

politique s'adapte à cette situation. Les Portugais sont de plus en plus régis par une démocratie formelle assimilée à la seule lutte pour le contrôle du pouvoir. Un pouvoir souverain impose la discipline et applique les mesures réclamées par la crise.

Les énergies accumulées pendant tant d'années de lutte contre la guerre en Afrique et contre le fascisme se sont déchaînées en 1974 et 1975. Ce sont elles qui, aujourd'hui amorties, empêchent que le pays ne sombre dans une dépression susceptible de favoriser la restauration d'un régime autoritaire.

La création, en un temps relativement court, d'un appareil public de gestion démocratique a exigé du peuple portugais un énorme effort d'adaptation, d'apprentissage et de recherche. Il s'est vu obligé d'apprendre, à toute vitesse, les règles du jeu électoral. De faire la part des choses, entre le meilleur et le pire, à chaque consultation. Après un demi-siècle de fascisme, les Portugais ont repris le chemin des urnes : deux fois pour élire leur président, quatre fois pour désigner leurs parlementaires, et trois fois pour choisir leurs représentants municipaux.

Voter est devenu, également, le moyen ordinaire de choisir les organes de direction des institutions sociales : syndicats, écoles, administrations et associations les plus diverses. Et, même, pour résoudre des conflits entre groupes... Les structures hiérarchiques n'ont sans doute pas subi des transformations aussi profondes qu'on l'aurait souhaité.

TERESA AMBROSIO.
(Lire la suite page 18.)

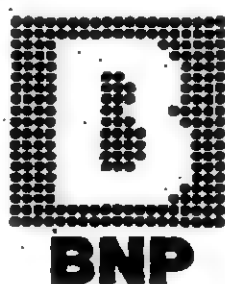


Locomotive BB 2 600 des chemins de fer portugais CP

ALSTHOM ATLANTIQUE

Constructeur Ferroviaire de Renommée Mondiale

DIVISION MATÉRIELS FERROVIAIRES
TOUR NEPTUNE - CEDEX 20
92086 - PARIS-LA DÉFENSE



LE GROUPE DE LA BANQUE NATIONALE DE PARIS
PREMIERE BANQUE FRANÇAISE
DEUXIEME BANQUE MONDIALE*
IMPLANTÉE DANS 78 PAYS

au PORTUGAL

Lisbonne

• BANQUE NATIONALE DE PARIS

Bureau de Représentation
Avenida da Liberdade n°258
Tél.: (1) 549.105. Télex: 16522 Natipar

• EURO-FINANCEIRA

SOCIEDADE DE INVESTIMENTOS SARL
Société Financière Associée
Rua Rosa Araújo 6-1^a
Tél.: 55.62.87 / 57.86.99
Télex: 43500 Eufira P



BANQUE NATIONALE DE PARIS

Siège Social: 16, bd des Italiens 75009 PARIS
Tél.: 244.45.46 - Télex: 280.605

American Banker Juillet 1983

Le visage rond et éternellement rayonnant que tous les Portugais avaient appris à connaître est devenu crispé, éagèrement sévère. C'est un Mario Soares nouveau style qui gouverne. Fini les baïnes de foule, qu'il aimait lui-même provoquer. Les visites aux librairies de la rue Garrett se sont considérablement espacées. De même les contacts avec la presse. Tous les journa-

MARIO SOARES

Un image nouvelle d'autorité

listes le reconnaissent : aucun autre premier ministre n'avait été d'un abord aussi facile. C'était il y a six ans. Maintenant, lorsque M. Soares estime avoir des informations à donner, il convoque, après les avoir soigneusement sélectionnées, quelques journalistes au Palais de São Bento. Fini le temps du copain, les accolades avec « O Mario ». Voici M. le premier ministre. Voici à nouveau le temps des dîners officiels en smoking.

Imbattable dans les meetings, inépuisable dans les campagnes électorales, exubérant et prolixe, M. Soares a certes accumulé un grand capital de sympathie, mais il n'a pas évité que sa popularité ne soit ternie par une impression de légèreté. « Je l'aime bien, mais il n'est pas sérieux » entendaient-ils fréquemment. Pour beaucoup de Portugais, il était l'exemple du politicien rufé, toujours prêt à nier une affirmation de la veille.

Reprise en main

Candidat plus que probable à la prochaine élection présidentielle, M. Soares a conclu, après sa victoire aux législatives d'avril 1983, qu'il avait devant lui deux ans et demi pour changer son image. Et surtout, pour montrer sa force. Aussi s'est-il engagé, tout d'abord, à calmer les tensions au sein du PS. « Les déclarations contradictoires des dirigeants socialistes perturbent l'électorat du parti. Il faut y mettre un terme », avait-il déclaré l'an dernier. Six mois après, c'était chose faite. Le congrès du



possibilité de succès des autres candidats dans les urnes se subordonnent dans les colonnes des journaux.

Etrangement, la détérioration de la situation économique du pays ne paraît pas modérer l'optimisme des « socialistes ». Ils expliquent : « Nous avons hérité des gouvernements précédents une situation catastrophique qui nous a contraints de faire appel, une deuxième fois, au FMI. Les mesures adoptées ont été très dures. Mais ainsi nous pourrions ouvrir un peu le robinet peut-être au début de l'été. »

Les manifestations contre l'augmentation du chômage et la détérioration du niveau de vie, ne semblent pas non plus constituer un problème pour M. Soares. Le 26 mars, une cinquantaine d'ouvriers de la métallurgie s'étaient présentés en bleu de travail devant la résidence officielle du premier ministre. Leur but : exposer le drame de cent mille travailleurs dont les salaires n'ont pas été payés depuis des mois. Ils se sont retrouvés au commissariat le plus proche : « Il s'agissait d'une manifestation illégale, car elle n'avait pas été préalablement autorisée par la préfecture », a-t-on précisé officiellement. La même scène s'est reproduite le lendemain et le surlendemain.

L'autorité de l'État

Au-delà, les représentants des travailleurs ont-ils décidé de changer de tactique. Au lieu de s'arrêter sur le trottoir qui longe les murs du jardin, ils ont commencé à circuler par petits groupes de trois ou quatre personnes. A leur tour, pendant une pancarte exigeant la justice pour leurs collègues privés de salaires. La télévision portugaise a rendu compte de l'événement. « D'une façon partielle », selon le cabinet du premier ministre. Et les deux journalistes ont été suspendus de leurs fonctions.

Est-ce le signe d'une volonté, de répression ? Non, répondent les proches de M. Soares, ce n'est qu'une preuve de notre détermination à consolider l'autorité de l'État. Et, pour éviter toute comparaison avec le régime d'avant le 25 avril 1974, on ajoute : « L'autorité de l'État démocratique, bien sûr. »

JOSE REBELO.

« Coimbre, 25 avril 1974 - 25 avril 1984 »

« **P**OUR la première fois depuis un demi-millénaire que nous existons, les inscriptions de filles ont été plus nombreuses que celles de garçons à la rentrée dernière. N'est-ce pas là ce que l'on peut appeler une révolution ? » M. Rui Alarcão est visiblement satisfait d'avoir cette information que l'administration de l'université de Coimbre, dont il est le recteur, vient juste de tirer de l'exploitation de ses statistiques. Ainsi le 25 avril 1974 a-t-il imprimé sa marque jusque dans cette vénérable institution - une des plus anciennes d'Europe - située à 200 kilomètres au nord de Lisbonne, presque au centre géographique du Portugal.

« Certes, ce n'est pas une révolution copernicienne, précise, en souriant, M. Alarcão. Sur nos 12 500 étudiants, les garçons sont environ 6 150 et les filles 200 de plus ». Mais on sent bien que, pour ce pays du sud, même s'il n'est pas méditerranéen, c'est là un de ces « petits faits » qui marquent davantage une époque que maints événements plus tonitruants. A l'image de tous ces « révolutions portugaises », où la paille des gentilsseurs a parfois pu cacher le grain des évolutions profondes.

L'entrée en force des jeunes filles au sein de l'alma mater n'est pas le seul élément à porter au crédit du nouveau cours tel qu'il s'est manifesté à Coimbre. Ainsi, M. Alarcão peut se flatter d'être actuellement le seul des quatorze recteurs du pays à tenir sa fonction d'une élection à laquelle ont participé les quelques 15 000 personnes - en y incluant les enseignants et les employés administratifs - qui étudient ou travaillent à l'université. Pour un établissement sur lequel pesait, avant la révolution, une suspicion de conservatisme, voilà qui n'est pas si mal.

M. Alarcão est-il un recteur heureux ? Oui, « car la fait d'être élu plutôt que nommé donne des facilités considérables pour résoudre nombre de problèmes ». Non car « si le 25 avril a créé toutes les conditions pour favoriser la démocratisation de l'enseignement supérieur, la facilité des moyens que la nation a pu mettre à la disposition de l'université limite considérablement l'ouverture aux enfants des classes sociales les plus modestes ».

Ainsi vit l'antique établissement académique de Coimbre dix ans après la révolution d'avril. Coimbre si intégrée à son université qu'on a pu parler de « monoclisme de l'étudiant ». Coimbre, dont le grand écrivain Miguel Torga a pu écrire qu'elle était une ville « pleine de signification nationale », le « centre spirituel de la petite patrie » et l'« atmosphère mentale du Portugal ».

Un peuple transfiguré

Il n'y a pas en lui les grands débordements qu'a connus la capitale, si l'on excepte, quarante-huit heures après le soulèvement des militaires, l'occupation des locaux de la FIDE, la police de l'ancien régime. « Quelques-uns de leurs véhicules ont été brûlés, et certains de leurs hommes ont été frappés », se rappelle M. Antonio Arnsau, avocat de renom. « C'est lamentable, mais peut-être était-ce inévitable après ce que les gens avaient souffert, tel comme ailleurs ». Puis il y a eu, le 1^{er} mai 1974, la plus grande manifestation de bonheur de l'histoire de Coimbre depuis, peut-être, le départ, cent soixante ans plus tôt, des troupes napoléoniennes qui l'avaient envahie. « Immense cortège dans les rues de la ville, explosion de joie collective et généralisée, défilé devant les forces de répression consignées dans leur quartier », note, dans son journal, Miguel Torga (1), qui observe malicieusement, quelques jours plus tard, que « chacun, désormais, s'empresse de pointer » à la révolution. Militant de toujours contre le fascisme, emprisonné, exilé dans son pays jusqu'en 1974, le vieil homme nous reçoit aujourd'hui dans son modeste cabinet d'oto-rhino-laryngologue, qui donne sur le vieux pont de Santa-Clara, l'arrière-cour de Coimbre. C'est la première fois, assure-t-on, que ce « nobélisable » de soixante-dix-sept ans reçoit un journaliste. Miguel Torga, c'est avec l'université, « l'autre institution de Coimbre ». C'est un monument national, que le président Eanes, et le premier ministre lui-même, M. Soares, ne dédaignent pas de visiter à l'occasion, pour entendre de rudes leçons. Miguel Torga est un peu, nous avait-on affirmé de toutes parts, « la conscience du Portugal », un « point de référence nationale obligatoire ».

Il a été convenu que nous ne parlerions pas de politique. Nous parlons donc de Céline et de Julien Gracq, de Vasco de Gama, né dans le même village du Trás-Os-Montes que lui, et de Camões, le plus grand des écrivains portugais, que le colonel Vasco Gonçalves avait, en 1975, souhaité voir retiré des programmes ! Miguel Torga nous lit ensuite plusieurs de ses Poèmes théâtraux, sur Thérèse d'Avila, Miguel de Unamuno et Philippe II d'Espagne. Les mains qui tiennent le livre tremblent, mais la voix est ferme et forte.

L'écrivain a-t-il rencontré son collègue français Jean-Paul Sartre lors que celui-ci est venu à Lisbonne apporter son salut révolutionnaire aux « capitaines d'avril », en 1975 ? Nous sortons un peu de la pure littérature... Le vieil homme extrait d'un invraisemblable « capharnaüm » de livres qui lui sert de bibliothèque un exemplaire de la dernière livraison de son journal. Il lit : « *Sartre. Un bienheureux qui avait répondu à tout et qui a fait vent de tous les maux de l'époque. Cet homme d'une intelligence anarchoïde s'est installé dans la crise des valeurs qui asphyxie le monde comme administrateur heureux des consciences malheureuses. Il a vécu soixante années glorieuses à parasiter l'angoisse. Pourquoi cette hargne ?* » Miguel Torga pardonne mal à Sartre d'avoir encouragé, par sa venue à Lisbonne, l'« exhibitionnisme effréné » de la révolution d'avril. Il lit, dans un précédent tome de son journal : « *Pauvres Portugais. Ils sont toujours à quatre pattes devant le premier étranger venu.* »

Le meilleur jour, pour lui, fut sans doute celui des premières élections libres, le 25 avril 1975 : « C'est, au cours de ces cinquante années d'exil, la plus grande coopération civique que j'aie jamais connue. C'était touchant de voir la conviction, l'élan, l'assurance, la dignité avec lesquels la foule des électeurs est allée aux urnes, tout un chacun bien conscient d'être porteur d'une précieuse et invulnérable richesse : son vote, son opinion, sa discrimination. On aurait dit un peuple transfiguré... » Quelques jours plus tard, il note : « Le peuple serait réactionnaire. Pauvre peuple ! Même de ses réflexes de défense on veut le dépouiller. »

Le 25 avril 1974 a-t-il été une révolution ? « Non. Ce fut une conspiration. Les militaires nous ont rendu ce qu'ils nous avaient pris en 1926 : la liberté. Alors, il n'y a pas à le remercier trop. Les chefs des partis politiques sont arrivés ensuite, pour prendre la situation en compte. Qui, dans ces conditions, aurait bien pu marier ce projet culturel immense à quoi l'on donne le nom sacré de « révolution » ? C'est notre provincialisme, admet-il, qui a donné à ce modeste événement une dimension universelle. »

M. Antonio Arnsau nous explique : « Jusqu'à l'événement de la République, en 1910, la cape et la batina étaient des symboles quasiment monarchiques, puisque, pour l'essentiel, c'étaient les fils des grandes familles qui fréquentaient

l'université. Puis, avec l'arrivée des couches bourgeoises aux études supérieures, ce costume est devenu une démonstration d'attachement à la démocratie : tous égaux, riches et pauvres, dans un même uniforme ! Seuls les nobles venaient, désormais, en costume de ville. Puis, en 1969, pour protester contre le politique de Marcelo Caetano, l'ensemble de la communauté universitaire a décidé de renoncer, jusqu'à l'avènement de la démocratie, au port de la cape et de la redingote. Mais, après le 25 avril 1974, le PC a déclaré que tout cela était réactionnaire, et, durant quelque temps, on a fait la chasse aux traditions. Même le fameux « Fado » de Coimbre, dont le contenu politique protestataire irritait fort le régime salazariste, a été banni. Même le club de football « l'Académico » a été dissous, car ce sport était « l'opium du peuple ». Puis, en 1979, à nouveau, quelques étudiants ont recommencé à donner des sérénades à la guitare dans les rues de la ville. Il fallait voir la joie des gens ! Depuis lors, on est revenu à une plus saine appréciation des choses. L'on voit même aujourd'hui des étudiants porter la cape à l'université. »

M. Alarcão, confirme : « Tout une part du prestige de Coimbre vient de ses traditions. Pas seulement le port de la cape et de la batina, mais l'organisation des étudiants, en communautés de vie dénommées, ici, « républicains », ou la tenue de grandes cérémonies de remise de diplômes. A mon avis, il faut soutenir les traditions qui le méritent et faire évoluer les autres. Je m'y emploie autant que je le puis... »

Interrogé sur ce problème, Miguel Torga répond par une sorte de pirouette : « Dans un livre, j'ai écrit sur Coimbre : « Aucune invention, aucune idée, aucune théorie » n'est née ici. » Et, pourtant, de l'université de cette ville sont sortis Camões, Eça de Queiroz, Garrett, tous les grands écrivains portugais. Comment expliquer cette contradiction apparente ? C'est que l'esprit se pose en s'opposant, comme il est bien connu. Une, donc, la tradition contre qui jallit toujours la subversion ! »

Sous les fenêtres de Miguel Torga, le fleuve Mondego roule ses eaux blanches. Son unique pont, qui occupe le même emplacement depuis mille ans, est aujourd'hui le lieu de fameux embouteillages. Miguel Torga nous arrêtera tout cela. Sur l'autre rive, on aperçoit les restes de la vieille église Santa-Clara, où fut un temps enterrée Inês de Castro, « la reine morte », assassinée à Coimbre sur l'ordre du roi Alphonse V. Dans la salle d'attente du docteur Rocha - Torga est son non-de-plume - un bébé amène en consultation par sa mère commencent à donner des signes d'impatience. A Coimbre, cité millénaire, qui fut la première capitale du Portugal, lorsque Lisbonne était encore arabe, la vie continue.

J.-P. C.

Retour aux traditions

Tout un débat a eu lieu à Coimbre à propos des « traditions ». Celles de l'université sont riches et anciennes, appuyées sur les « statuts » du roi Sébastien, en 1559, réformés au dix-huitième siècle par le marquis de Pombal, le reconstruteur de Lisbonne après le grand tremblement de terre de 1755. Le port, par exemple, de la cape et de la redingote noire, qui distingue depuis des siècles les étudiants de Coimbre, était-il « réactionnaire » ?

M. Antonio Arnsau nous explique : « Jusqu'à l'événement de la République, en 1910, la cape et la batina étaient des symboles quasiment monarchiques, puisque, pour l'essentiel, c'étaient les fils des grandes familles qui fréquentaient

« Comme un feu qui

(Suite de la page 17.)

Dans certains domaines, le pouvoir reste rigide et stratifié. Mais l'effacement de la démocratie, l'appropriation, ici et là, de principes de commandement collégial, ont certainement modifié en profondeur la mentalité des Portugais.

La découverte, par le biais de la démocratie, d'un décalage entre les proclamations et les actes de beaucoup de candidats, de beaucoup d'élus, a provoqué des frustrations. Celles-ci, paradoxalement, jouent un rôle mobilisateur : elles fédèrent des énergies autour de nouveaux projets, elles contribuent à maintenir, dans de larges couches de la population, les aspirations issues de la révolution d'avril et à valoriser les personnalités qui les incarnent.

La démocratisation du pouvoir politique à l'échelle régionale, celle où les populations peuvent mesurer plus directement leurs capacités à gérer le bien commun, sans compter sur des appuis techniques et financiers extérieurs - a démontré l'existence, dans nombre de localités, de grandes réserves de confiance dans l'action commune.

Maintes municipalités ont ainsi entrepris d'ouvrir des routes, de moderniser les réseaux de distribution d'eau et d'électricité, de construire des écoles. Des associations indépendantes des partis sont apparues un peu partout. Leur but : promouvoir la culture populaire, défendre l'environnement, sauvegarder le patrimoine local. Enfin, on a assisté à une certaine socialisation de la vie sur les lieux de travail, grâce au développement de l'activité syndicale et à la participation des travailleurs aux organes de gestion.

Cette expérience qui visait à « préparer l'avenir avec nos propres mains », comparée à l'inefficacité de l'administration centrale, a permis l'apparition de dirigeants politiques beaucoup plus proches des populations et beaucoup moins

dépendants des appareils des partis. Elle a renforcé l'esprit critique à l'égard des responsables politiques nationaux, le rejet du sectarisme et l'ouverture à de nouvelles formes d'organisation.

Un défi : l'intégration

Parallèlement à la consolidation du pouvoir régional, un autre élément a contribué de façon décisive à cette véritable révolution des habitudes de vie et des relations sociales qu'ont connue les communautés : l'arrivée de nouveaux habitants. A la suite de la décolonisation, en effet, des centaines de milliers de rapatriés ont débarqué à Lisbonne. On avait d'abord craint que ce retour massif, inattendu, tragique, ne contribue à accentuer l'instabilité du pays - et ce d'autant qu'aucun dispositif d'accueil n'avait été prévu. En outre, la crise dans des pays européens poussait des émigrés à revenir vers leurs villages d'origine.

De fait, beaucoup ont quitté la France et l'Allemagne, accompagnés de leurs enfants. « Emigrés de la seconde génération », auxquels le nouveau Portugal démocratique semblait soudain ouvrir ses portes et offrir de meilleures conditions d'avenir.

En quelques années, la population portugaise a ainsi augmenté de plus d'un million d'habitants. Dans une période politiquement et économiquement très perturbée, l'intégration de contingents aussi vastes de Portugais, porteurs de mentalités, d'aspirations et de passé très différents, était un défi considérable. Sa réussite n'a pas, encore, à ce jour, été complètement analysée. Mais le succès de l'intégration s'explique largement par l'énorme capacité d'initiatives des individus, leur sens de l'organisation et de la solidarité, peut-être puisés à leurs difficultés antérieures. En tout cas, on ne peut

POUR VOS AFFAIRES AVEC LE PORTUGAL APPELEZ-NOUS



BANCO PINTO & SOTTO MAYOR

PORTUGAL - Lisbonne - SIÈGE SOCIAL - Rua do Ouro, 28 - 1100 Lisbonne
Tel. 370261-370271 - Telex 16439 OTTOS P
PORTUGAL - Lisbonne - DIRECTION INTERNATIONALE - Av. Fontes Pereira de Melo, 7
4^{ème} étage - 1000 Lisbonne - Tel. 576000-577000 - Telex 12516-13407 OTTOS P
SWITZ. BPSM PTPL
FRANCE - Paris - FILIALE - 14, Av. Franklin Roosevelt - 75008 Paris
Tel. 225531 - Telex 60076-86053-23951
MACAU - FILIALE - Rua de Praia Grande, 57 - 6^{ème} étage - Tel. 550022-550033
Tel. 86655 OTTOS OM
ROYAUME UNI - Londres - REPRÉSENTATION - Austin Friars, 28 - 4^{ème} étage
Londres EC2N 200 - Tel. 636.3972/73 - Telex 8951212 OTTOS
AUTRES REPRÉSENTATIONS - Düsseldorf - Luxembourg
SUBSIDIARIES - CANADA : Montréal, Toronto
EUA : Newark
LUXEMBOURG - BANQUE AFFILIÉE : Banque Portugaise à Luxembourg

l'organisation bancaire Portugaise à votre service

20/11/80

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

DE TCHEKHOV A ERDMAN, PAR LES

Jean-Pierre Vincent : Le rire soviétique

Les comédiens-français, le 28 avril, créent, au Théâtre de Nice, Ivanov, de Tchekhov dans la mise en scène de Claude Régy. Ils y restent jusqu'au 4 mai et vont ensuite à la Maison de la culture de Grenoble du 9 au 12 mai, avant de s'installer salle Richelieu.

Pendant ce temps, un autre groupe de comédiens-français présente, à partir du 26 avril à l'Odéon, le Suicidé, de l'auteur soviétique Nicolai Erdman, dans une adaptation de Michel Vinaver, sous la direction de leur administrateur, Jean-Pierre Vincent.

A la Comédie-Française comme à Chaillot, où Antoine Vitez a monté parallèlement le Héros, d'Axiomov, et la Mouette, on part de Tchekhov, des derniers moments de la société russe, pour voir la société soviétique à travers le regard de deux satiristes.

« **C**ONTRAIREMENT aux propos d'Antoine Vitez, il n'y a pas eu chez nous, jusqu'à présent, de spectacle qui se trouve que nous avons choisi deux histoires qui traitent du suicide, deux pièces russes. Le suicide, réussi ou raté, vrai ou faux, est, si l'on peut dire, un élément de la vie littéraire en Russie, ou tout au moins un thème constant dans la littérature. A trente ans de distance - le Suicidé date de 1928 - Erdman et Tchekhov donnent un état de leur pays qu'il est intéressant de comparer. Mais c'est un hasard. Les deux spectacles sont autonomes. Claude Régy et moi, nous suivons chacun notre chemin. Nous ne nous sommes pas concertés et nous ne nous sommes pas vus. Alors qu'Antoine Vitez a monté ses deux spectacles. »

« D'autre part, si l'on peut trouver une communauté d'inspiration entre Erdman et Axiomov, si les deux pièces sont des satires corrosives, la comparaison s'arrête là. Erdman n'est pas, comme Axiomov, un dissident. Il est un auteur soviétique, sa vision est dure, mais dans son esprit, les choses peuvent et doivent s'améliorer. Il cogne fort parce qu'il pense que c'est utile. »

— Peut-on parler d'humour russe ?

« L'humour russe existe, les Soviétiques savent rire. Comme dans toutes les grandes pièces burlesques, le thème est tragique. C'est l'histoire d'un chômeur, donc d'un homme qui n'existe pas et à qui une société suicidaire demande de se suicider par esprit civique, mais, malgré toute sa bonne volonté, il est accroché à la vie... Quand j'ai lu la pièce, j'ai marché tout de suite sur le rire extraordinaire qui s'y trouve. J'ai eu envie de revenir au franc burlesque de la Noce chez les petits bourgeois, c'est quelque chose que je sais faire. Maintenant il faut savoir si le public va suivre et quel public. A la première lecture tout le monde a ri. Dans ces cas-là je me montre toujours prudent. Au commencement des répétitions, je rajoutais des gags. Peu à peu nous avons élagué. Les effets internes du texte étaient plus forts. »

« Il faut dire que Michel Vinaver s'est totalement identifié à la pièce. Il l'a vue à Moscou, au Théâtre de la Satire, où elle est au répertoire et au jeu de temps en temps. Récemment, il l'a redécouverte. L'adaptation est une traduction, mais très personnelle, le résultat d'une façon de lire extrêmement vivace. Au fond, Michel Vinaver est un peu l'auteur de ce spectacle. »

— Est-ce que la création d'Ivanov à Nice annonce une politique décentralisée de la Comédie-Française ?

« Pendant des années, il y a eu d'un côté la Comédie-Française et de l'autre la décentralisation. Ce temps est fini, la preuve en est que moi, qui ai été formé dans la décentralisation, je suis là. D'ailleurs, Jacques Toja a commencé à faire la liaison en collaborant avec le Théâtre de Gennevilliers pour Marie Stuart. A partir de ma propre histoire, je systématise une nécessité. Il me semble nécessaire de se donner mutuellement des forces. La création d'Ivanov, à Nice, ce n'est pas le royaume dans le Middle-West, ce n'est pas l'avant-première en province, c'est une manière d'additionner ses forces et de rendre la Comédie-Française au public du pays tout entier. »

— Est-ce que des échanges sont envisagés, par exemple, la création, salle Richelieu, d'un spectacle de décentralisation ?

« D'abord, il faut alimenter la troupe, c'est-à-dire que chaque acteur soit employé à plein temps. Et nous n'avons pas le temps de laisser la place à d'autres. Si nous disposons d'une seconde salle, nous pourrions concevoir ce type d'échange. A moyen terme, il y a des projets pour d'autres lieux, dans l'immédiat, notre seule base permanente reste la salle Richelieu. »

« Mon premier devoir, ici, est de faire évoluer, d'enrichir une troupe qui existe. La situation est sans rapport avec celle que j'ai trouvée à Strasbourg. D'abord, parce que je suis venu avec des comédiens qui jouaient déjà avec moi, et qu'un groupe s'est constitué à partir d'un travail commun. Enfin, mon histoire rejoignait celle du théâtre. »



Gravure sur bois de Masul

« Ici, je reste encore un homme d'ailleurs. Le ministre de la culture m'a nommé pour cette raison. Mais je ne peux pas faire semblant d'avoir le même passé que les membres du conseil, que les précédents administrateurs choisis, eux, dans la maison. Evidemment, mon but est de pouvoir discuter le plus librement possible avec le comité pour la programmation et les engagements. J'en suis, statutairement, responsable. J'en suis, de plus, responsable : c'est dit la complexité de la troupe est insupportable. »

« C'est en multipliant les expériences que nous trouverons des idées ensemble. Pour l'instant... on peut dire que ça va trop vite, on trop lentement, selon les moments et l'humour... Nous sommes encore dans cette période de transition où chacun se cherche. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

COMÉDIENS-FRANÇAIS

Claude Régy : Ivanov et le vide

« **J**E ne monte pas Tchekhov, mais Ivanov, dit Claude Régy. C'est dire qu'il ne s'agit pas du monde tchékhovien, le jardin, la maison, les boulevards, etc. Mais d'une pièce définie, singulière, comme le sont - chacune à sa manière - toutes les pièces, car il ne me paraît pas qu'il ait écrit toujours la même chose, du tout. Donc, parlons de la pièce Ivanov, qu'il a rédigée, jeune encore, en quelques jours, puis sur laquelle il revint pendant des années, Ivanov, qu'il aimait, qu'il trouvait importante : qui lui tenait à cœur au point qu'il la défendait parfois. (...) »

La pièce commence par un coup de feu, s'achève sur un coup de feu et va, hantée par les différents visages de la mort. Coup de feu inaugural, tiré « pour rire », qui sort Ivanov d'une torpeur floue, et qui lui fait si peur qu'il se fâche. Coup de feu final tiré pour de bon, par lequel Ivanov se tue. Se tue sans que, d'ailleurs, on cherche trop à l'en empêcher, se tue sans qu'il y ait autour de lui un grand émoi. (...) »

Ce doit souffrir Ivanov, ce n'est pas d'un goût suicidaire, d'ait de paresse, d'inertie morte, et pourtant bizarrement pleine d'énergie. (...) »

Ivanov est, implacablement, une pièce dédiée au vide. Déjà, avec le Botho Strauss de la Trilogie du revoir (1), le parenté de Strauss-Tchekhov était flagrante, plus que celle, annoncée, avec Gorki. C'est encore plus évident avec Ivanov. Tous ces gens qui essaient de se faire des histoires, alors qu'ils sont dès l'abord défaits, joués. C'est pour cela qu'avec Roberto Platte (2) nous avons choisi un lieu qui ne soit pas tchékhovien-nostalgique-gris, mais qui permette de sentir le poids du vide et son suspense. »

[Extrait de propos recueillis par Evelyn Piellier, à paraître dans le n° 2 de la revue Théâtre en Europe, où on trouve un dossier Tchekhov auquel ont participé le metteur en scène soviétique Etkov, Giorgio Strehler, Peter Brook, Oskar Kroger... un ensemble d'articles sur le théâtre et scénariste Gilles Allouard, l'argument illustré, avec des textes de Klaus Gieber, Jean-Christophe Bailly, Jean Jourdain, Bernard Sobel ; Ingrid Bergman racontée par ses sœurs, un texte inconnu de Hoffmann sur le théâtre et l'opéra Europe sur scène, qui donne les dates et lieux des principales créations théâtrales européennes.]

Théâtre en Europe sera en librairie à partir du 10 mai prochain (100 F.).

(1) Spectacle que Claude Régy a monté au Théâtre de Nanterre et au TNP.

(2) Solennités.

Au Mans le jazz venu de l'Est

Le Festival du Mans est un festival à thème. Pour sa cinquième édition, après les Italiens et les Néerlandais, il présente ce qui sera pour une bonne part du public une curiosité : le jazz venu de l'Est.

« **C**OMME le souligne Armand Meignan, président du « Mans Jazz Action », on doit refuser les sentiers battus et les conformismes de programmation. C'est d'ailleurs la tendance générale de la Sarthe, où se tient chaque année au mois de septembre le Festival de Chantenay-Villedieu organisé par Jean Richard. « Proposent une musique plus créative, dit Armand Meignan, moins banalisée et surtout beaucoup plus à l'abri des contraintes commerciales », les musiciens européens « se mesurent aujourd'hui d'égal à égal avec leurs maîtres du passé : un festival ne peut pas se contenter de programmer les éternelles vieilles stars américaines, les deux ron-ron des ha-been du bebop déclinant ou les nouveaux robots de revivistes à la trompette flamboyante ». Nous suivons son regard... Même dans le courant américain, ce qui l'intéresse, ce sont les aventures marginales ou inventives : AACM, Braxton, Anthony Davis... »

La reste, depuis une dizaine d'années, semble sclérosée : « Or, la principale qualité du jazz a toujours été de refuser l'immobilité et toutes les barrières, géographiques ou stylistiques. On tient à ce

principe géographique et « national » parce qu'il peut se passer des choses inédites sur une autre scène, dans un autre lieu. D'une part, il y a la découverte et les échanges, et d'autre part le déplacement, qui joue un rôle actif. » Pourtant, le festival s'est refusé à multiplier les rencontres artificielles avec les musiciens français. Il a préféré laisser au public la possibilité de découvrir les groupes venus de Pologne, de République démocratique allemande ou d'Union soviétique dans leur originalité.

A côté du « Trilogie » de Didier Levallet (avec Kent Carter et Joelle Léandre, création pour trois contrebassiers), du quartet de Raymond Boni (avec André Jaume et deux accordéonistes), et de la rencontre du Marvelous Band avec Henri Texier, les musiciens de l'Est proposeront leurs propres formules, souvent appariées aux recherches les plus contemporaines : travail de l'humour, des mélanges, de la citation, de la libre improvisation et des échos de traditions locales. Seules rencontres, seuls croisements : le Gunter Sommer-Sylvain Kassap quartet, en clôture à une soirée polonaise (quatre groupes), le dimanche 28 avril, Tomasz Stanko jouera avec le Michel Portal Unit (Chautemps, Humair et Jenny Clark).

POLOGNE

Le trompettiste Tomasz Stanko est un des pionniers du jazz polonais, avec Michael Urbaniak, que l'on connaît mieux, et

Zbigniew Narmykowski, saxophoniste, présent également au Festival du Mans. On n'a jamais vu en France le quintet de Tomasz Stanko au moment où le violoniste Zbigniew Seifer en faisait partie, mais ses rencontres avec les meilleurs musiciens européens et américains (un disque notamment avec Garbarek, DeJohnette et Gary Peacock) appartiennent pleinement au mouvement du jazz des dix dernières années. Ancien compagnon de Narmykowski, le pianiste Sławomir Kulowiec, d'excellente formation classique (comme souvent les musiciens de l'Est), se présente en solo, tandis que le violoniste Krzysztof Debski revient en France avec la formation remarquée au dernier salon du jazz : le String Connection Group.

RDA

Par ses productions phonographiques ou en concert, on connaît mieux le jazz allemand. Le percussionniste Günter Sommer, qui a rencontré tous les musiciens de RDA présents au Mans, s'est produit également avec beaucoup d'Européens et d'Américains. Il dirige, avec le saxophoniste français Sylvain Kassap, un quartet régulier.

Aussi réputé depuis ses prestations de la fin des années 60 (Montreux, George Gruntz, Globe Unity), le saxophoniste Ernst Ludwig Petrowsky se présente en trio et dans le Workshop Band d'Ulrich Gampert, qui constitue une curiosité attendue du festival. Dans les deux groupes, Klaus Koch assure la partie de basse,

apportant une fois encore la preuve qu'il y a à l'Est une tradition de jeu et de virtuosité tout à fait exceptionnelle sur l'instrument (Miroslav Vitous et bien d'autres).

Konrad Bauer enfin annonce une formation originale dans son instrumentation : deux trombones (il joue avec Johannes Bauer) et deux guitares. Mais le soulèvent, le non-conformisme des rôles et des répartitions instrumentales, sont aussi une marque de ces musiques, plus indépendantes par hasard ou par nécessité de leurs modèles.

URSS

Non seulement le jazz existe en Union soviétique, mais il ne se réduit pas aux prestations d'imitations « néo-orientales » que l'on connaît parfois. A l'usage du très grand public, on pourrait utilement faire la même observation pour les productions européennes... Leonid Chizhik vient en solo précédé d'une solide réputation de finesse et de modernité intelligente. Et, à la place de Viatcheslav Gavrilin, qui s'est épuisé ses droits de sorte annuelle, vient l'Allegro Jazz Ensemble de Nikolai Lavrovsky, dont les enregistrements paraissent plus convaincants ; mais la surprise de la soirée et de l'investiture est, elle-même, pour des musiciens de l'Est, et surtout devant un public nouveau.

FRANCIS MARIMAND.

* Festival du Mans, du 26 au 29 avril. Réservations : (03) 24-27-76 ou 21-04-32.

Voyages et musique à des prix Fnac

Voir renaître des lieux historiques grâce à la musique. Ecouter des solistes là où vécurent les compositeurs. Assister à des concerts privés organisés exclusivement à votre intention dans des sites exceptionnels. Rencontrer les musiciens qui ont joué pour vous : voilà ce que vous proposent les voyages de cette série animés avec passion par le musicologue qui les a préparés.

Prague baroque, 17 au 24 juin, 5 500 F

L'art baroque à Prague et dans les châteaux et églises des environs, à travers son expression architecturale et musicale : Bach, Haydn, Mozart, Vivaldi, Stamitz...

Andalousie et flamenco 30 juin au 8 juillet, 5 700 F

Visite de Ronda, Séville, Cordoue et Grenade pendant son festival, à la découverte du plus ancien art sacré d'Europe, le flamenco. Séances privées avec quelques-uns des meilleurs interprètes actuels.

Bohème et Moravie, 24 au 31 août, 5 500 F

Beethoven, Mozart, Dvorak, Janacek, Smetana ponctueront la découverte de Prague et de la Volturna, ainsi que des plus beaux châteaux et anciens villages de Bohème et de Moravie.

Vivaldi à Venise, 1^{er} au 9 septembre, 6 500 F

A l'occasion du festival Vivaldi à Venise, séjour musical pendant la fête des Régates : concerts privés, représentation à la Fenice, musique en Vénétie (villes palladiennes et Vicence).

Audiotape de présentation vendredi 27 avril à 17 h 30 à l'auditorium de Fnac Montparnasse, 136, rue de Rennes, 75006 Paris. Entrée libre.

Descripteurs gratuits sur simple demande au 01 271.31.25. Prix : 1 voyage, 100 francs ; 2 voyages, 150 francs ; 3 voyages, 200 francs ; 4 voyages, 250 francs ; 5 voyages, 300 francs ; 6 voyages, 350 francs ; 7 voyages, 400 francs ; 8 voyages, 450 francs ; 9 voyages, 500 francs ; 10 voyages, 550 francs ; 11 voyages, 600 francs ; 12 voyages, 650 francs ; 13 voyages, 700 francs ; 14 voyages, 750 francs ; 15 voyages, 800 francs ; 16 voyages, 850 francs ; 17 voyages, 900 francs ; 18 voyages, 950 francs ; 19 voyages, 1 000 francs ; 20 voyages, 1 050 francs ; 21 voyages, 1 100 francs ; 22 voyages, 1 150 francs ; 23 voyages, 1 200 francs ; 24 voyages, 1 250 francs ; 25 voyages, 1 300 francs ; 26 voyages, 1 350 francs ; 27 voyages, 1 400 francs ; 28 voyages, 1 450 francs ; 29 voyages, 1 500 francs ; 30 voyages, 1 550 francs ; 31 voyages, 1 600 francs ; 32 voyages, 1 650 francs ; 33 voyages, 1 700 francs ; 34 voyages, 1 750 francs ; 35 voyages, 1 800 francs ; 36 voyages, 1 850 francs ; 37 voyages, 1 900 francs ; 38 voyages, 1 950 francs ; 39 voyages, 2 000 francs ; 40 voyages, 2 050 francs ; 41 voyages, 2 100 francs ; 42 voyages, 2 150 francs ; 43 voyages, 2 200 francs ; 44 voyages, 2 250 francs ; 45 voyages, 2 300 francs ; 46 voyages, 2 350 francs ; 47 voyages, 2 400 francs ; 48 voyages, 2 450 francs ; 49 voyages, 2 500 francs ; 50 voyages, 2 550 francs ; 51 voyages, 2 600 francs ; 52 voyages, 2 650 francs ; 53 voyages, 2 700 francs ; 54 voyages, 2 750 francs ; 55 voyages, 2 800 francs ; 56 voyages, 2 850 francs ; 57 voyages, 2 900 francs ; 58 voyages, 2 950 francs ; 59 voyages, 3 000 francs ; 60 voyages, 3 050 francs ; 61 voyages, 3 100 francs ; 62 voyages, 3 150 francs ; 63 voyages, 3 200 francs ; 64 voyages, 3 250 francs ; 65 voyages, 3 300 francs ; 66 voyages, 3 350 francs ; 67 voyages, 3 400 francs ; 68 voyages, 3 450 francs ; 69 voyages, 3 500 francs ; 70 voyages, 3 550 francs ; 71 voyages, 3 600 francs ; 72 voyages, 3 650 francs ; 73 voyages, 3 700 francs ; 74 voyages, 3 750 francs ; 75 voyages, 3 800 francs ; 76 voyages, 3 850 francs ; 77 voyages, 3 900 francs ; 78 voyages, 3 950 francs ; 79 voyages, 4 000 francs ; 80 voyages, 4 050 francs ; 81 voyages, 4 100 francs ; 82 voyages, 4 150 francs ; 83 voyages, 4 200 francs ; 84 voyages, 4 250 francs ; 85 voyages, 4 300 francs ; 86 voyages, 4 350 francs ; 87 voyages, 4 400 francs ; 88 voyages, 4 450 francs ; 89 voyages, 4 500 francs ; 90 voyages, 4 550 francs ; 91 voyages, 4 600 francs ; 92 voyages, 4 650 francs ; 93 voyages, 4 700 francs ; 94 voyages, 4 750 francs ; 95 voyages, 4 800 francs ; 96 voyages, 4 850 francs ; 97 voyages, 4 900 francs ; 98 voyages, 4 950 francs ; 99 voyages, 5 000 francs ; 100 voyages, 5 050 francs ; 101 voyages, 5 100 francs ; 102 voyages, 5 150 francs ; 103 voyages, 5 200 francs ; 104 voyages, 5 250 francs ; 105 voyages, 5 300 francs ; 106 voyages, 5 350 francs ; 107 voyages, 5 400 francs ; 108 voyages, 5 450 francs ; 109 voyages, 5 500 francs ; 110 voyages, 5 550 francs ; 111 voyages, 5 600 francs ; 112 voyages, 5 650 francs ; 113 voyages, 5 700 francs ; 114 voyages, 5 750 francs ; 115 voyages, 5 800 francs ; 116 voyages, 5 850 francs ; 117 voyages, 5 900 francs ; 118 voyages, 5 950 francs ; 119 voyages, 6 000 francs ; 120 voyages, 6 050 francs ; 121 voyages, 6 100 francs ; 122 voyages, 6 150 francs ; 123 voyages, 6 200 francs ; 124 voyages, 6 250 francs ; 125 voyages, 6 300 francs ; 126 voyages, 6 350 francs ; 127 voyages, 6 400 francs ; 128 voyages, 6 450 francs ; 129 voyages, 6 500 francs ; 130 voyages, 6 550 francs ; 131 voyages, 6 600 francs ; 132 voyages, 6 650 francs ; 133 voyages, 6 700 francs ; 134 voyages, 6 750 francs ; 135 voyages, 6 800 francs ; 136 voyages, 6 850 francs ; 137 voyages, 6 900 francs ; 138 voyages, 6 950 francs ; 139 voyages, 7 000 francs ; 140 voyages, 7 050 francs ; 141 voyages, 7 100 francs ; 142 voyages, 7 150 francs ; 143 voyages, 7 200 francs ; 144 voyages, 7 250 francs ; 145 voyages, 7 300 francs ; 146 voyages, 7 350 francs ; 147 voyages, 7 400 francs ; 148 voyages, 7 450 francs ; 149 voyages, 7 500 francs ; 150 voyages, 7 550 francs ; 151 voyages, 7 600 francs ; 152 voyages, 7 650 francs ; 153 voyages, 7 700 francs ; 154 voyages, 7 750 francs ; 155 voyages, 7 800 francs ; 156 voyages, 7 850 francs ; 157 voyages, 7 900 francs ; 158 voyages, 7 950 francs ; 159 voyages, 8 000 francs ; 160 voyages, 8 050 francs ; 161 voyages, 8 100 francs ; 162 voyages, 8 150 francs ; 163 voyages, 8 200 francs ; 164 voyages, 8 250 francs ; 165 voyages, 8 300 francs ; 166 voyages, 8 350 francs ; 167 voyages, 8 400 francs ; 168 voyages, 8 450 francs ; 169 voyages, 8 500 francs ; 170 voyages, 8 550 francs ; 171 voyages, 8 600 francs ; 172 voyages, 8 650 francs ; 173 voyages, 8 700 francs ; 174 voyages, 8 750 francs ; 175 voyages, 8 800 francs ; 176 voyages, 8 850 francs ; 177 voyages, 8 900 francs ; 178 voyages, 8 950 francs ; 179 voyages, 9 000 francs ; 180 voyages, 9 050 francs ; 181 voyages, 9 100 francs ; 182 voyages, 9 150 francs ; 183 voyages, 9 200 francs ; 184 voyages, 9 250 francs ; 185 voyages, 9 300 francs ; 186 voyages, 9 350 francs ; 187 voyages, 9 400 francs ; 188 voyages, 9 450 francs ; 189 voyages, 9 500 francs ; 190 voyages, 9 550 francs ; 191 voyages, 9 600 francs ; 192 voyages, 9 650 francs ; 193 voyages, 9 700 francs ; 194 voyages, 9 750 francs ; 195 voyages, 9 800 francs ; 196 voyages, 9 850 francs ; 197 voyages, 9 900 francs ; 198 voyages, 9 950 francs ; 199 voyages, 10 000 francs ; 200 voyages, 10 050 francs ; 201 voyages, 10 100 francs ; 202 voyages, 10 150 francs ; 203 voyages, 10 200 francs ; 204 voyages, 10 250 francs ; 205 voyages, 10 300 francs ; 206 voyages, 10 350 francs ; 207 voyages, 10 400 francs ; 208 voyages, 10 450 francs ; 209 voyages, 10 500 francs ; 210 voyages, 10 550 francs ; 211 voyages, 10 600 francs ; 212 voyages, 10 650 francs ; 213 voyages, 10 700 francs ; 214 voyages, 10 750 francs ; 215 voyages, 10 800 francs ; 216 voyages, 10 850 francs ; 217 voyages, 10 900 francs ; 218 voyages, 10 950 francs ; 219 voyages, 11 000 francs ; 220 voyages, 11 050 francs ; 221 voyages, 11 100 francs ; 222 voyages, 11 150 francs ; 223 voyages, 11 200 francs ; 224 voyages, 11 250 francs ; 225 voyages, 11 300 francs ; 226 voyages, 11 350 francs ; 227 voyages, 11 400 francs ; 228 voyages, 11 450 francs ; 229 voyages, 11 500 francs ; 230 voyages, 11 550 francs ; 231 voyages, 11 600 francs ; 232 voyages, 11 650 francs ; 233 voyages, 11 700 francs ; 234 voyages, 11 750 francs ; 235 voyages, 11 800 francs ; 236 voyages, 11 850 francs ; 237 voyages, 11 900 francs ; 238 voyages, 11 950 francs ; 239 voyages, 12 000 francs ; 240 voyages, 12 050 francs ; 241 voyages, 12 100 francs ; 242 voyages, 12 150 francs ; 243 voyages, 12 200 francs ; 244 voyages, 12 250 francs ; 245 voyages, 12 300 francs ; 246 voyages, 12 350 francs ; 247 voyages, 12 400 francs ; 248 voyages, 12 450 francs ; 249 voyages, 12 500 francs ; 250 voyages, 12 550 francs ; 251 voyages, 12 600 francs ; 252 voyages, 12 650 francs ; 253 voyages, 12 700 francs ; 254 voyages, 12 750 francs ; 255 voyages, 12 800 francs ; 256 voyages, 12 850 francs ; 257 voyages, 12 900 francs ; 258 voyages, 12 950 francs ; 259 voyages, 13 000 francs ; 260 voyages, 13 050 francs ; 261 voyages, 13 100 francs ; 262 voyages, 13 150 francs ; 263 voyages, 13 200 francs ; 264 voyages, 13 250 francs ; 265 voyages, 13 300 francs ; 266 voyages, 13 350 francs ; 267 voyages, 13 400 francs ; 268 voyages, 13 450 francs ; 269 voyages, 13 500 francs ; 270 voyages, 13 550 francs ; 271 voyages, 13 600 francs ; 272 voyages, 13 650 francs ; 273 voyages, 13 700 francs ; 274 voyages, 13 750 francs ; 275 voyages, 13 800 francs ; 276 voyages, 13 850 francs ; 277 voyages, 13 900 francs ; 278 voyages, 13 950 francs ; 279 voyages, 14 000 francs ; 280 voyages, 14 050 francs ; 281 voyages, 14 100 francs ; 282 voyages, 14 150 francs ; 283 voyages, 14 200 francs ; 284 voyages, 14 250 francs ; 285 voyages, 14 300 francs ; 286 voyages, 14 350 francs ; 287 voyages, 14 400 francs ; 288 voyages, 14 450 francs ; 289 voyages, 14 500 francs ; 290 voyages, 14 550 francs ; 291 voyages, 14 600 francs ; 292 voyages, 14 650 francs ; 293 voyages, 14 700 francs ; 294 voyages, 14 750 francs ; 295 voyages, 14 800 francs ; 296 voyages, 14 850 francs ; 297 voyages, 14 900 francs ; 298 voyages, 14 950 francs ; 299 voyages, 15 000 francs ; 300 voyages, 15 050 francs ; 301 voyages, 15 100 francs ; 302 voyages, 15 150 francs ; 303 voyages, 15 200 francs ; 304 voyages, 15 250 francs ; 305 voyages, 15 300 francs ; 306 voyages, 15 350 francs ; 307 voyages, 15 400 francs ; 308 voyages, 15 450 francs ; 309 voyages, 15 500 francs ; 310 voyages, 15 550 francs ; 311 voyages, 15 600 francs ; 312 voyages, 15 650 francs ; 313 voyages, 15 700 francs ; 314 voyages, 15 750 francs ; 315 voyages, 15 800 francs ; 316 voyages, 15 850 francs ; 317 voyages, 15 900 francs ; 318 voyages, 15 950 francs ; 319 voyages, 16 000 francs ; 320 voyages, 16 050 francs ; 321 voyages, 16 100 francs ; 322 voyages, 16 150 francs ; 323 voyages, 16 200 francs ; 324 voyages, 16 250 francs ; 325 voyages, 16 300 francs ; 326 voyages, 16 350 francs ; 327 voyages, 16 400 francs ; 328 voyages, 16 450 francs ; 329 voyages, 16 500 francs ; 330 voyages, 16 550 francs ; 331 voyages, 16 600 francs ; 332 voyages, 16 650 francs ; 333 voyages, 16 700 francs ; 334 voyages, 16 750 francs ; 335 voyages, 16 800 francs ; 336 voyages, 16 850 francs ; 337 voyages, 16 900 francs ; 338 voyages, 16 950 francs ; 339 voyages, 17 000 francs ; 340 voyages, 17 050 francs ; 341 voyages, 17 100 francs ; 342 voyages, 17 150 francs ; 343 voyages, 17 200 francs ; 344 voyages, 17 250 francs ; 345 voyages, 17 300 francs ; 346 voyages, 17 350 francs ; 347 voyages, 17 400 francs ; 348 voyages, 17 450 francs ; 349 voyages, 17 500 francs ; 350 voyages, 17 550 francs ; 351 voyages, 17 600 francs ; 352 voyages, 17 650 francs ; 353 voyages, 17 700 francs ; 354 voyages, 17 750 francs ; 355 voyages, 17 800 francs ; 356 voyages, 17 850 francs ; 357 voyages, 17 900 francs ; 358 voyages, 17 950 francs ; 359 voyages, 18 000 francs ; 360 voyages, 18 050 francs ; 361 voyages, 18 100 francs ; 362 voyages, 18 150 francs ; 363 voyages, 18 200 francs ; 364 voyages, 18 250 francs ; 365 voyages, 18 300 francs ; 366 voyages, 18 350 francs ; 367 voyages, 18 400 francs ; 368 voyages, 18 450 francs ; 369 voyages, 18 500 francs ; 370 voyages, 18 550 francs ; 371 voyages, 18 600 francs ; 372 voyages, 18 650 francs ; 373 voyages, 18 700 francs ; 374 voyages, 18 750 francs ; 375 voyages, 18 800 francs ; 376 voyages, 18 850 francs ; 377 voyages, 18 900 francs ; 378 voyages, 18 950 francs ; 379 voyages, 19 000 francs ; 380 voyages, 19 050 francs ; 381 voyages, 19 100 francs ; 382 voyages, 19 150 francs ; 383 voyages, 19 200 francs ; 384 voyages, 19 250 francs ; 385 voyages, 19 300 francs ; 386 voyages, 19 350 francs ; 387 voyages, 19 400 francs ; 388 voyages, 19 450 francs ; 389 voyages, 19 500 francs ; 390 voyages, 19 550 francs ; 391 voyages, 19 600 francs ; 392 voyages, 19 650 francs ; 393 voyages, 19 700 francs ; 394 voyages, 19 750 francs ; 395 voyages, 19 800 francs ; 396 voyages, 19 850 francs ; 397 voyages, 19 900 francs ; 398 voyages, 19 950 francs ; 399 voyages, 20 000 francs ; 400 voyages, 20 050 francs ; 401 voyages

DEUX ÉTUDES SOCIOLOGIQUES

Culture
... et cultures populaires

Quoi de plus clair, en apparence, que les concepts de culture savante et de culture populaire ? Les sociologues, tout de même, travaillent pour que le sens des expressions, par l'étude des choses qu'elles désignent, gagne en distinction, en précision. Au problème de la méthode en sociologie de la culture se sont attachés, notamment, Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, dans un séminaire de l'École des hautes études.

A l'égard des cultures populaires qui ne sont ni cultures scolaires ni cultures de ghettos existent deux grands types d'attitudes. Le légitimisme, qui se veut neutre, désigne pour chaque société, la culture centrale, focale, par rapport à quoi les cultures populaires sont des réalités périphériques, satellites. D'où, parfois, la dérive misérabiliste, qui pense, dans la populaire, les différences comme des manques, des conduites faibles, frustes, déficitaires. Ce qui n'est pas l'attitude paternaliste. Face au légitimisme se dresse le relativisme, né de l'ethnologie, qui considère les cultures comme autonomes et, par voie de conséquence, non hiérarchisables. D'où la dérive, cette fois populiste, qui proclame le vernaculaire parfaitement équivalent au savant, voire supérieur à lui, et qui prie l'observateur de vouloir bien manifester son émerveillement devant tout produit symbolique fabriqué par ses gens.

On a dénoncé dans le légitimisme une forme moderne de racisme ou d'ethnocentrisme qui consisterait à traiter le peuple comme un ensemble de nègres, ou de vils, vivant dans l'ignorance, dans l'état le plus proche du pur besoin. Le légitimisme se défend : il ne serait qu'un réalisme. Il reproche au descripteur relativiste ou à l'agent de la culture populaire de s'illusionner sur l'autonomie de cette culture. Car on sait prendre en compte l'illusion quand on a des lectures. Il faut noter, en effet, dit Passeron, à ce sujet, l'accord des grandes barbes : mairienne, freudienne, durkheimienne, webérienne.

Ne néglions pas pour autant l'argument d'autorité. Par exemple, a-t-on le droit de materiel a priori, à la façon de l'idéologie allemande, — et au nom des conclusions de la dernière analyse — une correspondance entre une puissance matérielle et une puissance spirituelle, également dominantes ? Cette homologation ferme le débat avant qu'il ne soit ouvert, elle gomme, sans examen, tout ce qui est, dans l'ordre culturel, interaction ou interpénétration, comportement

d'alternance ou comportement d'ambivalence, conversion de certaines contraintes en ressources.

A supposer qu'on ne réponde pas à la question de la dominance culturelle avant de conduire les enquêtes, comment faire apparaître, demande Grignon, le degré et la manière d'implication d'une culture dominante dans la pratique des dominés ? Comment se garder de prendre pour des découvertes ce qui n'est qu'un effet de nos procédures d'investigation, ou un effet de nos projections ? Le soupçonner ne devrait pas pouvoir, sans mauvaise foi, éviter de se soupçonner lui-même de délier, tant il est vrai qu'on ne peut séparer au biseau la description de l'interprétation, la science de l'idéologie.

La sociologie ne se vante pas de posséder une théorie merveilleuse des cultures. Elle tend pour seulement vraisemblable qu'une culture populaire n'est ni entièrement dépendante ni entièrement autonome, ni de pure acception, ni de pure contestation. Elle suppose, avec quelques bons motifs, qu'aucune culture n'est homogène ou monolithique. Elle sait, surtout, qu'elle ne peut faire l'économie d'une étude minutieuse des objets dont elle traite et de leurs conditions, soit d'une recherche de discrimination, d'une part, entre le véritable et l'artificiel, l'élément indigène et l'élément importé, tel secteur de pratique et tel secteur différent ; d'autre part, entre les moments et les lieux, les classes, strates, sous-groupes ou fractions, jusqu'au familial et à l'individuel — ou à l'exceptionnel.

Quand ces inventaires et ces distinctions descriptives ont été effectués, il reste au sociologue à confronter, systématiquement, la lecture légitimiste et la lecture relativiste, au lieu de glisser de l'une à l'autre en un va-et-vient hésitant, mouvement tout à fait habituel — et normal — si l'on veut bien accepter les immobilités intégrées des deux camps adverses. L'ouvrage de Passeron et Grignon, subtil, brillant, implacablement logique, signifie, au fond, qu'il peut y avoir une double fécondité pour la sociologie : partir du relativisme pour ne rien négliger de la richesse populaire, et partir du légitimisme pour ne pas oublier que les rapports de force doivent entrer aussi dans la description des faits.

LUCIEN MALSON.

* Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, *Sociologie de la culture et sociologie des cultures populaires*, Editions du GIDES, 6, rue du Verbois, Paris 1983, 184 pages, 40 F.

Profession compositeur

L'ARTILLERIE lourde de la sociologie ne s'est guère étiquetée jusqu'ici à la situation du compositeur de musique, être solitaire (par définition ou par convention) enfermé dans son œuvre, selon une idée ancrée par le romantisme ; pourtant on la sentait approcher depuis les théories esthétiques d'Adorno ou les brillantes projections économiques de Jacques Attali dans *Bruits*.

Cette fois, elle est là dans le *Paradoxe du musicien* (1), un livre-fleuve de Pierre-Michel Menger (trente et un ans, normand, agrégé de philosophie, chercheur en sociologie au CNRS), qui allie une étude sur le statut professionnel du compositeur à une analyse (historique, esthétique, économique) des « profondes transformations qui ont

mélangées, interprètes et public ». Alors que les compositeurs, valorisés par l'auréole de ses glorieux devanciers, est devenu un « acteur social à part entière », promu par l'Etat au rang de « cadre d'une haute fonction publique de la création », le public de la musique contemporaine se réduit de plus en plus à un petit nombre de spécialistes.

Les raisons esthétiques et sociologiques convergent pour expliquer cet état de fait, les premiers étant de loin les plus importantes. Les jeunes musiciens, qui ont fait table rase du passé au lendemain de la dernière guerre, ont déclenché une « révolution par le haut », célébrant une « progrès dans l'art musical fondé sur des théories systématiques de l'évolution du langage et des formes ». L'échec du système sériel est né d'un divorce entre création et perception de l'œuvre, aboutissant à une « complaisance quasi autistique des compositeurs », selon l'expression de Boulez lui-même. Mais, bien loin de se rapprocher du public, l'activité créatrice est devenue depuis « une recherche constante de solutions inédites, originales, inédites et rigoureusement individuelles », où l'auditeur ne trouve plus son compte.

Le succès du Domaine musical et l'influence des milieux artistico-musicaux qui le soutenaient avaient concouru à « une reconnaissance officielle de la légitimité de la recherche musicale », et la « révolution » avait paru triompher avec le Festival de Royan, une affluente sans précédent aux Semaines musicales internationales de Paris (SMIP), dans le sillage de mai 68, une soudaine floraison d'enregistrements contemporains, mais l'intérêt des mélomanes retombait rapidement.

C'est alors que l'intervention des pouvoirs publics devint prédomi-

Le paradoxe est, aujourd'hui, à son comble : alors que la plupart des compositeurs ont rompu avec « le langage intersubjectif de la culture européenne » (le langage tonal), les auditeurs sont gorgés d'œuvres classiques de plus en plus nombreuses diffusées par de multiples canaux. Il leur faudrait une foi chevillée au corps pour s'intéresser à une musique contemporaine à laquelle ils ne comprennent rien et qui exigerait d'eux, « pour déchiffrer tant soi peu des architectures aussi complexes et mouvantes », une compétence presque égale à celle du créateur.

La protection devient donc indispensable pour sauvegarder la

déterministe des phénomènes serait néfaste. Si « la socialisation progressive de l'activité créatrice » correspond en partie à une nécessité sociologique, ce n'est pas l'Etat qui, par l'inférence de sa politique, est à l'origine de la coupure entre les compositeurs, les interprètes, les musiciens amateurs et le public, et l'on ne saurait le blâmer de vouloir y remédier.

Les disques dirigés d'un « art officiel » qui négligerait les compositeurs indépendants ne peuvent être exclus. Pourtant, on ne saurait dire que l'Etat privilégie uniquement une tendance et que des compositeurs de grand talent soient aujourd'hui brimés. Le danger viendrait tout au plus d'un « saupoudrage » des aides arrosant indistinctement tous les compositeurs ayant leur carte professionnelle (2), comme dans certains pays de l'Est.

Des corrections sont toujours possibles, comme celles dont ont bénéficié par exemple Xenakis et le CEMAMU, Jean-Claude Eloy ou Pierre Henry, et l'on peut discuter l'importance des crédits accordés à l'IRCAM. Il est toutefois dangereux de partir du « piège de l'institutionnalisation du soutien public » accordé à des entreprises fondées sur un « pari technico-scientifique ». On doit certes chercher à « savoir jusqu'à quel point la garantie d'autonomie accordée à certains compositeurs peut leur permettre aussi de susciter pour l'innovation musicale un intérêt, un plaisir croissants et durables parmi le public profane » ; mais l'on ne saurait faire grief à l'Etat de prendre au sérieux ce pari sur les filières scientifiques modernes, sur la recherche, même si

flamme créatrice, et elle s'écroule le plus souvent par l'entremise des compositeurs eux-mêmes, « seuls capables de juger leurs pairs », avec le risque d'une sélection sectaire et élitiste qui conduise à la promotion d'un « art officiel » coupé du public.

On aboutit ainsi pour le musicien à un statut ambigu et contradictoire : « Lorsqu'il demande à obtenir une reconnaissance de ses droits et de son rôle dans la société, il devient un travailleur culturel, dont les services (commandes, bourses, contrats de recherche) ; mais, assisté, professionnalisé », il revendique cependant, comme un artiste romantique, d'être reconnu pour lui-même et entend demeurer un être libre ».

On aura deviné la grande richesse de ce livre derrière des apparences quelque peu austères et des moyens d'investigation parfois pesants. Nous ne ferons ici que quelques remarques. D'abord pour dire qu'on déballe dans cette étude une certaine propension à donner (comme le dit Raymond Monin dans son introduction) « une interprétation de l'histoire de la musique dans les dernières années par les conditions sociales et économiques de la création », bien que Menger, qui se défie des « instruments parfois réducteurs de la sociologie », se garde en général d'y tomber. Mais il reste périlleux de traiter les compositeurs, pratiquant un art éminemment d'élite, de la même manière que des fabricants de meubles ou de chaussures.

Plus inquiétante serait l'idée, parfois sous-jacente, des « effets pervers », en particulier une inflation de l'offre entraînant une prolifération de petites manifestations qui se sont heurtées à l'indifférence de plus en plus évidente du public.

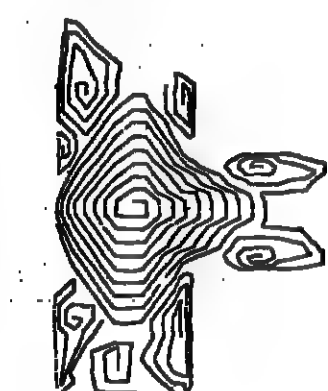
On espère que celle-ci n'aboutira pas seulement à quelque « avion rétif ».

S'il est nécessaire de mettre en garde les compositeurs contre la tentation de splendeur isolée et d'une musique trop abstraite coupée d'une perception réelle, on ne peut cependant que souscrire à l'aphorisme de Boulez : « La création est prioritaire. La communication vient quand on a quelque chose à communiquer ».

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Ed. Flammarion, coll. « Harmonique », 400 pages, 140 F.

(2) Une étude approfondie des commandes passées par les pouvoirs publics (pp. 104 à 118), avec de nombreux tableaux, donne ici tous les éléments de ce débat ; cf. aussi p. 336.



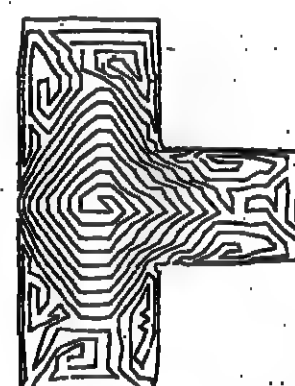
boulevardier le paysage musical français depuis la dernière guerre ».

Trois chapitres, bourrés de renseignements, de chiffres, de tableaux, sont le fruit d'une enquête menée auprès de cinq cent quatre-vingt-trois compositeurs dit « sérieux » (dont quatre cent trente-deux « reconnus » et cent cinquante-quatre « marginaux ») qui ne nous laissent rien ignorer de leurs conditions de vie : origine sociale, vocations, formation, carrière professionnelle et artistique, temps qu'ils consacrent à écrire, aides publiques qu'ils reçoivent, etc.

Leur situation matérielle ne paraît guère plus brillante que jadis, quand on constate que vingt-cinq d'entre eux seulement ont touché en 1982 plus de 50 000 F de droits d'auteur, et quatre plus de 300 000 F (dont trois en travaillant presque exclusivement pour le cinéma et la télévision), totalisant à eux seuls 43,3 % de l'ensemble des sommes reçues.

Après avoir analysé les changements structurels qui se sont produits récemment, en particulier dans le domaine de l'opéra, des orchestres symphoniques et de la radio, P.-M. Menger montre combien « l'offre et la demande de musique nouvelle » sont étroitement imbriqués dans l'évolution esthétique de la musique, dominée par la personnalité de Pierre Boulez, du Domaine musical à l'IRCAM, et à l'Ensemble intercontemporain.

« Le paradoxe du musicien », qui donne son titre au livre, est le suivant : dans une période où la musique a connu un développement sans précédent, « plus l'engouement pour les œuvres du passé a grandi, plus la création savante s'est projetée dans le futur et a paru défer-



nante, imposant une « philosophie volontariste de l'action culturelle ». Pour mettre la création à l'abri des effets dévastateurs de l'hyperconcurrency avec la musique du passé, c'est un marché entièrement assisté de l'innovation que l'Etat a progressivement mis en place (commandes accrues, aides aux groupements spécialisés, fondation de l'IRCAM et de l'Ensemble intercontemporain, etc.), d'où sortent, avec d'indéniables biens, des effets « pervers », en particulier une inflation de l'offre entraînant une prolifération de petites manifestations qui se sont heurtées à l'indifférence de plus en plus évidente du public.

MAISON DU DANEMARK, 142, Champs-Élysées - 8^e arr.
MIRAGES DE LA DÉCADENCE
œuvres du scénographe
JEAN VOIGT
Tous les jours de 13 à 19 heures - Dimanches et fêtes de 15 à 19 heures
Jusqu'au 20 mai - Entrée libre

ARTCURIAL
centre d'art plastique contemporain
ETIENNE-MARTIN
Les bois. 1951-1984
CHIA, CLEMENTE
Gravures de la Transavantgarde italienne.
UN ART AUTRE/UN AUTRE ART
Les années 50
Peinture, sculpture.
LIBRAIRIE
Art contemporain, architecture, graphisme.
9, av. Matignon Paris 8 - 299.16.16
du mardi au samedi de 10 h 30 à 19 h 30.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE 86, rue de Richelieu (21-81-82-83)
dix siècles d'enluminure italienne
VF - XVI^e siècles
tous les jours de 12 h à 18 h - DU 8 MARS AU 3 JUIL
Une exposition spectaculaire et pleine de fantaisie

UNE GIRAFE POUR LE ROI
ORANGERIE DU CHATEAU DE Sceaux
tous les jours sauf mardi, de 10 h à 18 h, 8^e rue de Sceaux au Parc de Sceaux
DU 18 AVRIL AU 15 JUIN 1984

La Ville de Rosny-sous-Bois
présente
TOFFOLI
« Peintre de la lumière »
Exposition du 28 avril au 20 mai 1984
Centre Culturel Jean-Vilar, place Carnot
Vernissage-Cocktail
le vendredi 27 avril 1984
à partir de 19 heures

FELIX VERCEL
présente
DANTON
"peinture récentes"
12 avril - 5 mai
8 AVENUE MATHIGNON
PARIS 8^e 256.25.19

Le sculpteur **E. MOIRIGNOT**
invite ses collectionneurs et amateurs dont les bronzes ne porteraient pas son poinçon de maître à venir le faire authentifier par lui-même.
S'adresser au Musée Publicité n° 3576.
CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
47 bis, avenue Daumesnil (75) - 655-79-16
Henri CARTIER-BRESSON
« CARNET DE NOTES SUR LE MEXIQUE »
T.J. et dim. 10 h-18 h, sam. 14 h-18 h
15 MARS - 25 AVRIL

CENTRE CULTUREL SUÉDOIS 11, rue Payenne - Paris 3^e - 271.82.20
PETER DAHL
Lithographies
d'après les épreuves de Freudman
de Carl Michael Bellman (1740-1795)
expositions ouvertes jusqu'au 20 mai
lundi, vendredi 12 h-18 h, samedi, dimanche 14 h-18 h.

26 avril - 2 juin 1984
Ryman
peintures
Galerie Maeght Lelong
13, rue de Teheran, Paris 8^e

مكتبة من الأصل

UN FESTIVAL « FRINGE » A HONGKONG

Le seul critère du désir

UN Festival fringe à Hongkong ! Il y avait de quoi frissonner de saisissement pour l'établissement de la colonie britannique. Fringe : à la frange, en bordure, en marge. Un mot dont le concept, en matière d'art, n'est pas le premier qui vient aux lèvres d'une communauté anglaise ou chinoise, essentiellement préoccupée par la réussite financière. Et pourtant, dans cette société qui n'est ni exactement occidentale ni tout à fait chinoise, et dont les règles de vie sont inscrites dans un cadre bien précis — même lorsqu'il s'agit de parler d'art — le Festival fringe a réussi à se faire.

Pour le grand public, tout a commencé il y a un an lorsqu'il a découvert que, à côté des spectacles de très honorable et réputé Arts Festival de Hongkong, allait se dérouler, au même temps, un Festival fringe. Ce que le grand public ignorait, c'est que le concept du fringe s'était formé depuis longtemps dans l'esprit de celui qui allait en devenir l'aborder l'initiateur, puis l'organisateur et le directeur administratif : M. Benny Chia. Au départ, explique-t-il, « je n'avais pas d'idée précise sur la manière de faire marcher ce festival. Je savais seulement qu'il fallait tenter l'expérience ». Ses longues heures passées soudain un peu d'espace pour le nicher au creux de ses poches, puis le libérer, comme pour faire comprendre à son interlocuteur, que le fringe pourrait se comparer à une bulle parmi l'innombrable de bulles qui composent l'univers artistique. Une volonté d'agir l'a fait naître, un souffle généreux le maintient en vie. Mais, la vie, « par définition, n'offre aucune garantie de durée ».

Qu'est-ce que le fringe ? Un festival ouvert à tous ceux qui le veulent peuvent « monter sur les planches ». Aucun comité artistique ne juge la qualité d'un spectacle proposé. « Nous prenons le risque de laisser se produire les artistes qui le souhaitent, sans pratiquer de sélection ni exercer une pression quelconque sur leurs réalisations », déclare M. Chia, en ajoutant : « En créant un environnement complètement libre et informel, nous attirons les gens car ils ont envie d'exprimer leurs idées, leurs formes d'expression, sans se sentir oppressés par le carcan des conventions ». Méfiant devant cette innovation, le public chinois s'est vite senti à l'aise dans ce « Kai Fong » Festival, ce spectacle « où l'on pourrait presque venir en pyjama et en pantoufles ».

Cette liberté a, toutefois, un prix : M. Benny Chia n'offre pas d'argent aux artistes qui se présentent. Il ne paye pas non plus leur voyage ni leurs frais de séjour. C'est le principe fondamental du fringe. « Nous ne sommes pas des faiseurs d'art. Ce que nous voulons, c'est tester le potentiel d'initiative et d'enthousiasme qui existe à Hongkong ». L'intérêt du fringe c'est aussi d'offrir un tel lieu de représentation, variable en fonction des désirs de l'artiste. Certains préfèrent jouer dans une salle de théâtre, d'autres dans un restaurant, un espace ouvert, un marché ou une rue passante. Benny Chia et sa minuscule équipe (deux permanents) s'occupent de trouver la structure d'accueil adéquate, de la vente des billets, de la publication du programme, de la publicité. Et, ce qui est non moins précieux, il offre un lieu de rencontre et de répétitions : le Club fringe.

brille dans ses yeux, celle de quelqu'un qui se sent seul. C'est elle aussi, le Club fringe. « Nous avons monté le club en un mois, cela a été un coup de chance. Les propriétaires, explique Benny Chia, voulaient détruire cette belle d'architecture ancienne qui se trouvait sur l'ancien site de l'Old Dairy Farm Building, en y créant un environnement complet, un y vendait des produits laitiers, y compris des glaces. Benny Chia a saisi l'occasion et a obtenu du gouvernement de Hongkong de pouvoir s'y installer temporairement. Quand il est arrivé sur les lieux, il a commencé,

avec l'aide de volontaires, à élever les monceaux de débris qui s'y accumulaient. Puis, ce fut au tour des rats et des chats d'en être expulsés. Ensuite, chacun est parti à la recherche de meubles, de matériel électrique, de bancs de peinture. Une scène a été louée pour un prix raisonnable. En un mois, ce sous-sol crasseux est devenu ce qu'il est : un lieu de rencontre chaleureux et confortable, même s'il est fait de briques et de bois. Il en coûte dix dollars pour une entrée ou vingt-cinq pour un abonnement d'un mois qui donne droit au libre accès à la scène autant de fois que le souhaite un artiste.

« Si le gouverneur nous rendait visite... »

La haute société de la colonie vient-elle au Club ? « Non, répond Benny Chia, ils ne veulent pas venir ici. Pourquoi ? Parce qu'ils pensent, sans doute, que le Club n'est pas un endroit où ils pourraient être vus et ce qu'ils veulent, c'est être vus. » Un grand éclat de rire et d'ajouter : « C'est pour ça que si le gouverneur nous rendait visite, il se précipiterait ici. » Le fringe, écrit-il encore, « n'est pas un lieu où l'on va pour se divertir, mais un lieu où l'on va pour se rencontrer ». Si nous devions décrire, au moment de son terme, le fringe, il faudrait alors commencer à parler d'un festival qui soit en marge de notre festival marginal.

M. Chia s'anime de ce qu'il raconte le fringe, mais il n'aime pas parler de lui. « Nous autres Chinois n'exprimons pas facilement nos sentiments de manière directe », dit-il. Il faudra donc se contenter de savoir qu'il est né à Hongkong et qu'il estime avoir environ trente et un ans. Il ne le sait pas exactement car sa mère a oublié de l'enregistrer au moment de sa naissance. Néanmoins, il s'agit d'un jeune homme de parents venus de Chine, elle a quitté le père de Benny il y a longtemps. Celui-ci, maintenant, originaire de Singapour, vit maintenant à Hongkong, où il travaille dans un élevage de crocodiles.

Une enfance pauvre, des études à l'université de Hongkong qu'il a payées en exerçant toutes sortes de métiers : instituteur, enquêteur, journaliste, guide. Un passage à Londres où il s'est familiarisé avec les modes culturelles occidentales. Puis retour à Hongkong.

Où a-t-il pris le goût de l'art ? En allant voir des opéras cantonais avec sa grand-mère qui l'y amenait parce qu'elle ne savait pas quoi faire de lui. C'est là qu'il a découvert le plaisir de regarder un spectacle librement. « Il y avait une certaine atmosphère de détente dans cette salle. Chacun grignotait des sucreries, discutait avec son voisin et il était normal de ne regarder la scène que lorsqu'on passait par là. C'est une expérience que j'ai jamais oubliée. Je n'ai jamais oublié ce sentiment de bien-être », confie-t-il. Lui-même n'est pas un artiste. Il se définit simplement comme un administrateur qui aime une manière d'aborder l'art, même s'il y a des risques à prendre. Mais il a toujours rêvé de devenir pianiste de jazz.

Bureau du Festival fringe : 1334 Prince's Building Central, Hongkong. Téléphone : 2529326 ou 2-249333. Club fringe : Old Dairy Farm Building, 2, Lower Albert Road Central, Hongkong.

Une vieille bâtisse pleine de gravats

« Là s'arrête notre rôle, celui d'impulser tout en facilitant la solution des problèmes pratiques. » Ensuite, dit-il, tout dépendra du succès remporté par les artistes. Quelques-uns gagneront de l'argent, mais la plupart ne parviendront qu'à rembourser leurs frais. Très fier, et comme pour justifier sa démarche, il précise qu'un quart des spectacles sont gratuits et que certains artistes refusent même de recevoir de l'argent. Pourtant, la majorité de ceux qui ont participé au fringe sont des professionnels. Une preuve de plus, pour lui, que l'on peut aborder le monde du spectacle autrement que par l'unique attrait du gain.

Les chiffres sont là, du reste, pour le confirmer : dès le départ, en 1983, quand M. Chia a décidé de lancer le fringe, son programme comptait déjà une cinquantaine de manifestations différentes auxquelles ont assisté quelque trente mille spectateurs. Il n'avait alors ni bureau ni machine à écrire et moins de deux cent mille dollars de Hongkong en poche pour monter un festival de quatre semaines.

Cette année, le « menu » a pu être doublé, le nombre de spectateurs aussi. Aux artistes locaux se sont joints des groupes venus de Grande-Bretagne, des États-Unis, d'Australie, d'Inde et de Turquie. Le conseil de France a permis, pour sa part, d'organiser une Nuit du cinéma français, en mettant à la disposition du fringe un local et une vingtaine de films que les spectateurs choisissent « à la carte ».

Il est près de minuit au Club fringe. Sur une scène, au fond de la salle, un mime amateur, chauffeur de maître durant la journée, répète devant une vingtaine de personnes. Elles ont gardé leur verre à la main, quittant leur table, le temps de la représentation. Des joues entrées et sortent, jettent un œil sur les évolutions du mime, reviennent vers leurs amis, se mêlant à une discussion déjà entamée. Lorsque les projecteurs s'éteignent, des membres de l'assistance donneront leur point de vue au mime, le conseilleront. Son spectacle est loin d'être parfait, lui explique-t-on, mais il n'en prend pas ombrage. Une sorte de joie

SAISONS DU ROCK

Les vieux magiciens

LONGTEMPS Paris s'est plaint des conditions scandaleuses dans lesquelles se déroulaient les concerts de rock, de l'exploitation éhontée des gogos d'un public par des marchands de soupe charismatique. Deux salles (le Zénith et Bercy), où il y a le bonheur d'une écoute normale de la musique, sont couvertes depuis le début de l'année. Mais les rock stars ne s'y sont pas laissées jusqu'à présent, prolongeant ainsi un silence coupé par intermittences par le cri de vitalité de Clash ou de Dire Straits. Le rock instable, changeant et éphémère, si accordé au climat, si ouvert à l'explosion, s'est ramené à une vaste avec les modifications du temps, avec les changements de sensibilité des gens devenus plus réalistes.

Depuis plus d'un an, la musique noire africaine parle haut et fort. King Sunny Adé, Fela Anikulapo Kuti, Toure Kunda, Ekombe Brillant, Café Shell, Bobongo Stars, ont ouvert des forces libératrices. Ils viennent du Nigéria, du Cameroun, du Bénin, du Zaïre, d'autres pays encore (le Monde du 25 avril). Leur musique éclate sur des scènes multiples, se présente comme « l'arme des dormeurs de vie ».

La musique noire africaine ne nous renvoie à rien. Elle apparaît dans une totale fraîcheur et constitue un appel. Elle surgit, se projette, ne laisse pas place à un discours mais à tous les discours. Elle porte une certaine qualité de vibration, une reconnaissance d'un monde à l'autre. Elle est à l'aube d'une renaissance républicaine.

Depuis trente ans, le rock s'est présenté de la même manière. Sous forme d'œuvres brillantes, de musiques aussi inopposables de se répéter que n'importe quel acte de la vie. Ne pas durer, ne pas s'étaler artistiquement sur des formes, s'abandonner à l'heure, s'éteindre dans les mots et les sons comme on se baigne dans la mer toujours laborieuse, toujours vierge.

Les intuitions poétiques, les flâneurs d'images, les

scatulations d'énergie, se sont bousculées dans le rock. Les différences nécessaires ont été les racines sans lesquelles la sève de la création se serait épuisée.

Aujourd'hui, tandis qu'est annoncée la prochaine sortie d'un album de Bruce Springsteen, celui-là même qui, dans les années 70, avait ramené le rock à ses sources, lui avait rendu son innocence, de vieux magiciens reprennent la route des tournées.

Eton John se produira à Bercy les 29 et 30 mai. Ce formidable catalyseur de la musique populaire qui a su garder une belle capacité d'adaptation et de souplesse, revient avec un nouveau plaisir de jouer, de développer des grandes bouffées de lyrisme et des mélodies pleines d'invention et de richesse harmonique. Stevie Wonder, superbe machine de précision bien huilée, regagnant de force et de lumière selon la tradition américaine, donnera une série de concerts en juin.

Enfin, sous la houlette de Bill Graham, l'organisateur des dernières kermesses géantes des Rolling Stones, Carlos Santana et Bob Dylan effectueront une tournée commune en Europe et se produiront à Paris mi-juin. En première partie, Santana déroulera ses couleurs afro-cubaines et son « latin-rock ». En deuxième partie, Dylan présentera son nouveau visage refait dans l'album *Infinite*.

L'association Dylan-Santana fait rêver à une autre, demeurée féminine : celle de Dylan avec le Band.

CLAUDE FLÉOUTER.

« L'ÉTOFFE DES HÉROS », UN FILM DE PHILIP KAUFMAN

La conquête de l'espace

L'esprit de corps propre à tout organisme d'essence militaire, d'autre part.

Comme il l'explique dans un entretien publié par les Cahiers du cinéma (numéro d'avril 1984), le metteur en scène, seul responsable de l'adaptation, a tenu à garder l'ouverture du livre, la partie décrivant le personnage de Chuck Yeager, qui fut le premier à franchir le mur du son le 14 octobre 1947. Chuck Yeager aurait dû être normalement désigné pour participer aux essais préliminaires des futurs astronautes. S'il ne fut pas l'un d'eux, il resta leur modèle, une légende que, par certains côtés, ces astronautes vont perpétuer. L'auteur dramatique Sam Shepard est l'interprète inspiré de ce rôle symbolique, héros hawkaïen par excellence, dont la présence permet de faire la liaison avec l'ancien Hollywood.

Le corps du film se lit comme une véritable épopée, épopée sans fioritures, mélange de faits réels et d'efforts quasi surhumains. Le récit va, désormais, se partager entre trois directions : le travail acharné de chacun pour maîtriser la technique et surmonter les faiblesses individuelles ; leur vie privée, entrevue, mais bien présente à l'arrière-plan avec ces pauvres épones comme entraînées malgré elles dans le tourbillon de la renommée et qui, parfois, contrôlent mal leur angoisse ; enfin, le rôle des officiers, ce premier lieu Lyndon Johnson, vice-président des États-Unis, plus spécialement désigné pour s'occuper de ces questions et qui s'en sert, à l'occasion, comme d'un tremplin politique.

L'Étoffe des héros prend ses sources d'inspiration dans le documentaire continué, de travail thésaurique pour obtenir qu'à la limite les acteurs dans le film puissent être rapprochés, sans choquer personne, de leurs modèles dans la vie, les vrais astronautes tels que les capitaines les documents photographiques et cinématographiques de l'époque. La

réussite la plus flagrante est celle des deux John Glenn, un peu à l'image d'un film qui, par un énorme travail de montage, des trucages en tout genre, nous donne l'illusion de revivre, dans le confort de nos fauteuils, une épopée comme si elle s'inscrivait réellement et pour la première fois sur l'écran.

Les sept microcosmes de l'espace — si l'on peut se permettre cette comparaison — sillonnent l'écran avec l'aplomb de héros de science-fiction, casqués, caparaonnés comme des chevaliers de laide lice. D'une histoire qu'on aurait pu croire de voir dériver vers la pure démonstration technique, ils émergent comme les porteurs d'une légende pas seulement américaine, figures de prose d'un Graal insaisissable, où chaque seconde peut signifier la mort.

Il est impossible, devant une telle performance collective — celle des acteurs certes, mais aussi celle de tous ceux ayant collaboré au film — devant une telle passion à faire revivre avec une minutie presque pointilliste cette seconde, *Quatre étoiles*, sans guerre mais non sans panache, de ne pas se demander pourquoi le film a si peu ému son premier destinataire, le grand public américain ? Pourquoi cette exaltation du courage américain est-elle tombée à plat ? En essayant d'analyser les raisons de ce semi-échec, peut-être arrive-t-on à mieux saisir l'originalité et les limites de l'entreprise.

Philip Kaufman, natif de Chicago, débute en 1965 avec *Goldwater*, une faible juive sur sa ville natale, qui est sa première mondiale à Cannes, à la Semaine de la critique. Comme plusieurs cinéastes de sa génération qu'il a retrouvés à San Francisco où il s'était établi depuis longtemps, et d'abord George Lucas, il voit le cinéma comme un jeu fabuleux capable de recréer les plus belles légendes.

Mais là où Lucas, son ami, prétend revenir à la source, à des contrées très pures, simplifiées au possible, Philip Kaufman découvre l'enfant à travers l'adulte, l'homme de l'Ouest cheminant au jour le jour face aux difficultés, aux pièges incessants. Ce qui pourrait ne ressembler qu'à une exaltation de l'esprit guerrier, si l'on n'y prenait pas garde, renvoie bien davantage à ce besoin incoercible de tout risquer à tout moment. La réponse n'est pas inscrite dans le ciel, la mort vous attend à la première occasion, vous la ferez perpétuellement.

La contrepartie de cette angoisse individuelle bien réelle, c'est le rejet de tout esprit cocardier, c'est montrer l'Amérique sans supermen, par-delà des individus reconnaissables de laisser deviner la vulnérabilité du groupe. L'Étoffe des héros du titre français, ce n'est plus exactement *the right stuff*, la qualité particulière du titre original anglais. C'est une prédestination à l'héroïsme. Philip Kaufman et son équipe n'ont pas joué cette carte.

Le film de Philip Kaufman garde toute l'ambiguïté que ne posséderont jamais les anciens films d'aviation. On l'aime ou on le rejette sans réserve. Howard Hawks, dans ses épopées du ciel, revivait un peu sa propre aventure, son côté risque-tout. Pour Philip Kaufman, l'avenir, aujourd'hui, ne peut se gagner que collectivement et par-delà la seule Amérique. Nous vivons ou nous périrons ensemble. A travers une admirable démonstration technique, une construction romanesque sans faille, c'est un peu la nouvelle nef des fous où nous invite à embarquer le cinéaste.

Ce film exceptionnel mérite mieux que le demi-échec qu'il a connu aux États-Unis et que la sortie timide qui lui est accordée en France. C'est, en lui-même, un cas limite, la confrontation de l'homme avec l'impossible. Et ce sont trois heures hors du commun.

LOUIS MARCORELLES.

* Voir les films nouveaux.



Souples et décontractés, les sacs "Coach bag" sont taillés dans un remarquable cuir américain — c'est un cuir "plein fleur" qui, à l'usage, se patine et vieillit en beauté.

Ce sont les sacs les plus connus depuis dix ans aux U.S.A. et déjà reconnus aujourd'hui à Paris.

Galerie Coach Bag

23 Rue Jacob, Paris 6^e
326.29.17

ET DES SPECTACLES

CINEMA

(329-10-00) : Olympia Bateau, 9 (561-10-60) ; Paramount, 14 (329-33-11) ; V.F. : Gaumont Berlitz, 2 (742-60-33) ; Hollywood Boulevard, 9 (770-10-41) ; Hollywood, 14 (327-52-37) ; Gaumont Convention, 19 (828-42-27) ; Images, 19 (522-47-94) ;

PEPPERHUNT FRIEDEN (A.L. v.a.) : Action Christine, 6 (325-47-46) ;

POLAR (Fr.) : Champs Elysées, 14 (329-20-12) ; UGC Marbeuf, 9 (225-18-45) ; Olympia, 14 (545-35-38) ;

POLAROID KILLER (Fr.) : (*) : Mervin, 14 (260-43-99) ;

RETOUR VERS L'ENFER (A. v.a.) : Forum, 14 (297-53-74) ; Paramount Odéon, 6 (325-29-82) ; Marignan, 9 (359-22-22) ; Paramount City Triomphe, 9 (562-45-76) ; V.F. : Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; Max Linder, 9 (770-40-04) ; Paramount Berlitz, 12 (343-79-17) ; Parvete, 12 (331-52-86) ; Paramount Galaxie, 13 (580-18-05) ; Paramount Montparnasse, 14 (525-82-10) ; Montparnasse Paris, 14 (329-12-06) ; Convention Saint-Charles, 19 (579-33-00) ; Gaumont Convention, 19 (328-42-27) ; Paramount Maillet, 17 (738-24-24) ; Loupes, 18 (523-47-94) ; Paramount Montmartre, 18 (406-34-25) ;

RISKY BUSINESS (A. v.a.) : Marignan, 9 (359-22-22) ; V.F. : Montparnasse Paris, 14 (329-12-06) ;

RUE CASES-NEGRES (Fr.) : Eglise de Bois, 2 (337-57-47) ; Saint-Ambroise, 11 (700-89-16) ;

RUSTY JAMES (A. v.a.) : Clapnet, 6 (633-10-82) ;

SANCTUARY (Sov. v.a.) : Comète, 6 (544-28-80) ;

SCARFACE (A. v.a.) : (*) : George-V, 9 (562-41-46) ; V.F. : François, 9 (770-72-86) ;

SCHINDLER DU FILM PASSION (Fr.) : Studio 43, 9 (770-43-40) ;

STAR 80 (A. v.a.) : Opéra Night, 2 (296-62-56) ;

STAR WAR LA SAGA (A. v.a.) : la Guerre des étoiles : L'empire contre-attaque, le Retour de Jedi ; Biscuit, 19 (707-28-04) ;

STREAMERS (A. v.a.) : Mervin, 14 (260-43-99) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; Studio Luge, 9 (354-42-34) ; Olympia Bateau, 9 (561-10-41) ;

TCHAO PANTIN (Fr.) : UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Odéon, 6 (325-71-08) ; Biarritz, 9 (723-46-23) ; Montparnasse, 14 (327-52-37) ;

TENDRES PASSIONS (A. v.a.) : Forum, 14 (297-53-74) ; Clapnet, 6 (633-10-82) ; Publicis St-Germain, 9 (327-52-37) ; Parisian Opéra, 9 (325-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Marignan, 9 (359-22-22) ; Parisian, 14 (329-33-11) ; V.F. : Paramount Marignan, 9 (359-22-22) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13 (580-18-05) ; Paramount Montparnasse, 14 (525-82-10) ; Paramount Odéon, 6 (325-71-08) ; Convention St-Charles, 19 (579-33-00) ; UGC Convention, 19 (328-42-27) ; Marat, 18 (651-99-75) ; Publicis Clapnet, 18 (523-46-01) ;

THE WIZ (A. v.a.) : UGC Marbeuf, 9 (225-18-45) ;

TIME RIDER, LE CAVALIER DU TEMPS PERDU (A. v.a.) : Triomphe, 9 (271-34-36) ;

TO BE OR NOT TO BE (A. v.a.) : George-V, 9 (562-41-46) ; Contrejour, 9 (325-78-37) ;

TOOTHLESS (A. v.a.) : Opéra Night, 2 (296-62-56) ;

LA TRACE (Fr.) : Lucerna, 6 (544-28-80) ;

LA TRAGÉDIE DE CARMEN (Fr. v.a.) : St-Ambroise, 11 (700-89-16) ; V.F. : Clapnet, 6 (633-10-82) ; V.F. : Saint-Charles, 19 (579-33-00) ; V.F. : Saint-Charles, 19 (579-33-00) ;

TRAHISONS CONJUGALES (Angl. v.a.) : Lucerna, 6 (544-28-80) ;

LA ULTIMA CENA (Cub. v.a.) : (B. sp.) : Dufour, 14 (321-41-01) ;

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Hémisphère, 6 (633-79-38) ; Colisée, 9 (329-20-46) ;

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : St-Ambroise, 11 (700-89-16) ; Grand Paris, 15 (554-46-85) ; Calypso, 17 (580-38-11) ; Risho, 19 (607-47-61) ;

UN DEMANDEUR A LA CAMPAGNE (Fr.) : Gaumont Haller, 14 (297-49-70) ; Impérial, 2 (742-72-52) ; Hémisphère, 6 (633-79-38) ; Pagode, 7 (705-12-19) ; Colisée, 9 (329-20-46) ; Saint-Lazare Paquet, 9 (387-35-43) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; Gaumont St-Cl, 14 (327-90-81) ; Parisian, 14 (320-30-19) ; FLM St-Jacques, 14 (589-68-42) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; Boulevard Montparnasse, 15 (544-25-82) ; Parry, 16 (288-42-34) ;

UN FAUTEUIL POUR DEUX (A. v.a.) : George-V, 9 (562-41-46) ;

UN HOMME PARMI LES LOUPS (A. v.a.) : Forum Orient Express, 9 (233-42-36) ; Quinzette, 9 (633-79-38) ; George-V, 9 (562-41-46) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Montparnasse Paris, 14 (329-12-06) ;

VENT DE SABLE (Angl. v.a.) : St-Germain Hémisphère, 6 (633-79-38) ; Boulevard, 6 (633-79-38) ; Gaumont Ambassade, 9 (339-19-08) ; V.F. : Maxville, 9 (770-72-86) ;

VIVA LA VIE (Fr.) : Rex, 2 (236-83-93) ; Clapnet, 6 (633-10-82) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Danton, 6 (328-42-32) ; UGC Convention, 19 (328-42-32) ; Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; UGC Convention, 19 (328-42-32) ; Marat, 18 (651-99-75) ; Publicis Clapnet, 18 (523-46-01) ;

VIVE LES FEMMES (Fr.) : UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; Biarritz, 9 (723-46-23) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ;

VLA LES SCHTROUMPFS (A. v.a.) : George-V, 9 (562-41-46) ; Loupes, 18 (523-47-94) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Parvete, 12 (331-52-86) ; Montparnasse Paris, 14 (329-12-06) ; Grand Paris, 15 (554-46-85) ; Publicis Clapnet, 18 (523-46-01) ;

WEIRD KUNZI (Haut-Volta) : St-Ambroise, 11 (700-89-16) ;

WILLIAM BURROUGHS (A. v.a.) : Olympia, 14 (327-52-37) ;

YENIL (A. v.a.) : Clapnet, 6 (633-10-82) ; UGC Odéon, 6 (325-71-08) ; UGC Rotonde, 6 (633-08-22) ; UGC Champs-Élysées, 9 (359-22-22) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-Juillet Bateau, 15 (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (525-82-10) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; UGC Galaxie, 13 (580-18-05) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet Bateau, 11 (327-90-81) ; 14-J

ET DES SP
MUSIQUE

LESTROU BATAIN
CAVEAU FRANK OLS-VILLE
 15, rue de la République, 17
LEARDIN DE LOUVRE
 28, rue de la République, 17
LENDRA
 15, rue de la République, 17
ORPHEE
 15, rue de la République, 17
LESARLADANIS F. 17
 15, rue de la République, 17
CHEZ DIEP
 15, rue de la République, 17
ALMERGE DES TEMPLES
 15, rue de la République, 17
LE PETIT RICHIE 77048
 15, rue de la République, 17
ALB DE RIENOR EWITER
 15, rue de la République, 17
NICOLAS
 15, rue de la République, 17
PAIS DE TROCADERO
 15, rue de la République, 17
LE GUILLAUME TELL
 15, rue de la République, 17
LE PICADOR
 15, rue de la République, 17
CHEZ GEORGES
 15, rue de la République, 17
LE SAINT-SIMON
 15, rue de la République, 17
LE RELAIS DES BUTTES
 15, rue de la République, 17
L'ORÉE DU BOIS
 15, rue de la République, 17
RIVE GAUCHE
 15, rue de la République, 17
LE MAHARAJAH
 15, rue de la République, 17
LEONORA
 15, rue de la République, 17
TAN DUNH
 15, rue de la République, 17
CHEZ FRANÇOISE
 15, rue de la République, 17
MAXOFF
 15, rue de la République, 17
LA BOURCOGNE
 15, rue de la République, 17
CHATEAU DE LA CORNICHE
 15, rue de la République, 17
AUB. MONTMARTRE
 15, rue de la République, 17
DESSIRIER
 15, rue de la République, 17
LE SPECIALISTE DES POISSONS.
 15, rue de la République, 17

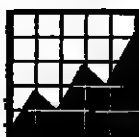
فَكُنْ مِنَ الْأَصْلِ

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	88,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	28,85
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	184,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,80
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de perçants.



DIRECTIONS

Nationales et Internationales

Banque Populaire de la Haute-Loire

offre dans le cadre de son DÉVELOPPEMENT un poste de

DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL

Pour le groupe des 4 agences de la Haute-Loire. Résidence: LE FUY. Dans une structure très décentralisée ce membre de l'équipe de Direction:

- Dispose de larges pouvoirs de décision;
- Est assisté d'une cellule d'étude et de suivi des dossiers.

MISSION:

- Développer le fonds de commerce et accroître la part du marché;
- Animer et promouvoir les hommes;
- Assurer la représentation de la BANQUE au plan de Département;
- Animer les structures associées.

Ce poste nécessite une expérience bancaire confirmée dont dépendront la CLASSIFICATION et la rémunération.

Merci d'adresser: CANDIDATURE MANUSCRITE et C.V. détaillé + PHOTO à: M. QUEULLE, Directeur des Relations Humaines, Banque Populaire de l'Auvergne et de la CORREZE, 18, boulevard JEAN-BOULIN, 63002 CLERMONT-FERRAND CEDEX.

AFRIQUE FRANCOPHONE

IMPORTANT GROUPE
CHANGÉ EXPORTATION PRODUITS AGRICOLES
recherche

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Une première expérience professionnelle de très haut niveau, tant sur les aspects commerciaux que sur l'organisation et la gestion, est indispensable. Connaissance de l'Afrique très souhaitée.

Envoyer c.v., photo, prétentions et date de disponibilité sous n° T 043.290 M Régie-Press, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2°.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

FOYER RÉGIONAL D'ÉDUCATION PERMANENTE

RECHERCHE POUR CROULLES (17 km GRENOBLE)

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

Pour la coordination de l'ensemble des activités, la gestion administrative et financière et la direction du personnel d'un établissement ayant deux départements principaux:

- FORMATIONS: 5 années de formation continue, langues étrangères, conventionnées, annuellement, plus sessions diverses.
- MOTELLES: 66 lits, 2000 à 3000 repas/jour.

Ce poste requiert une solide expérience en matière de gestion, une bonne connaissance des circuits administratifs de la formation professionnelle continue, et de bonnes capacités de négociation avec les administrations et les banques.

Salaires net minimum: 7.500 F/mois - Rémunération possible de l'expérience professionnelle.

Dans limite inscriptions: 4 mai 1984. Prise de fonction: 1^{er} juin 1984.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo à:

R.F.E.P., Cote 243

CROULLES 38190 BRIGNOUD

LA VILLE D'AULNAY-SOUS-BOIS

Catégorie 40.000 à 50.000 habitants

recrute par voie de concours sur titre

UN DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES COMMUNAUTAIRES

Diplômé capable pour le recrutement direct des Secrétaires Généraux des Villes de plus de 20.000 habitants.

Adresser candidature et copie des diplômes à: M. le Maire, Conseiller Général, Cabinet du Maire, Hôtel de Ville, boulevard de l'Indépendance, 93800 AULNAY-SOUS-BOIS.

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE d'un groupe international de conseils en IMMOBILIER D'ENTREPRISE cherche son

DIRECTEUR COMMERCIAL

Il entraîne une équipe commerciale.

Il participe au DÉVELOPPEMENT et assure la DIRECTION GÉNÉRALE.

28-35 ans.

De formation supérieure (droit, Sciences Po, ESC...).

Il a une expérience de la vente de services à un haut niveau, de préférence dans l'immobilier d'entreprise.

Il parle anglais.

LA RÉMUNÉRATION est très motivante.

LE PLAN DE CARRIÈRE est exceptionnel.

Adresser c.v. + photo à: S.I.P. Publicité (réf. 1101) 11, rue d'Alsace 75002 Paris, qui transmettra.



emploi régionaux

emploi régionaux

aérospatiale TOULOUSE

recherche pour son département ELECTRONIQUE

INGENIEURS "LOGICIEL"

- UN RESPONSABLE METHODES, directement rattaché au Chef du "Centre Etudes" qui aura la responsabilité de l'organisation d'un atelier de logiciels (méthodes et outils). Ayant une bonne expérience dans ce domaine, il connaîtra, si possible, les langages Pascal, PLM, C, des microprocesseurs du type 86 INTEL et du VAX/VMS.

- INGENIEURS MICRO-INFORMATIQUE, responsables d'une équipe chargée de l'élaboration et de la réalisation d'équipements électroniques sophistiqués. Connaissances microprocesseurs (Type 6800 - 80 86), applications temps réel, assembleur, Pascal, PLM.

INGENIEUR VENTES EQUIPEMENTS

Attaché au Responsable des ventes, il assurera la négociation et le suivi de contrats importants, France et étranger, en équipements électroniques (relations avec Constructeurs, Compagnies Aériennes...). Il aura quelques années d'expérience et parlera couramment l'anglais.

Domaine d'activité de ces postes: nouvelles générations d'équipement pour l'avion AIRBUS A320.

Les candidats seront reçus à PARIS et à TOULOUSE.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous la référence choisie à:

EGOR INFORMATIQUE 63, rue de Pontieu 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERIMIA ROMA RUSSELOUXF LONDON MADRID MONTREAL

egor

MERLIN GERIN

Spécialiste International des matériels électriques et électroniques: appareillages et ensembles clés en mains - 15 000 personnes - 43 filiales et participations en France et dans le monde 6 milliards de C.A. dont 50% à l'exportation

Nous accentuons le développement de nos activités électroniques et recherchons des

ingénieurs électroniciens

Vous êtes diplômé d'une grande école (ESE, TELECOM...). Vous avez acquis une première expérience en développement de produits, en laboratoire, vous parlez anglais, vous souhaitez faire évoluer votre carrière: l'un des postes suivants peut répondre à votre attente:

responsable essais spéciaux

Dans un département concevant des systèmes électroniques complexes, vous serez chargé de concevoir, organiser, conduire les essais spécifiques à ces systèmes et d'animer une équipe de techniciens.

Référence CFF 224

Ingénieur lancement produits nouveaux

Dans un département spécialisé en électronique de puissance, vous serez à la charnière des Bureaux d'Etudes, des Méthodes, de la Fabrication, du Commercial pour organiser et animer le lancement industriel des produits nouveaux en conciliant les impératifs de qualité, coûts, délai.

Référence CFF 225

Ecrire avec CV à MERLIN GERIN - 38050 GRENOBLE CEDEX au Service Recrutement Ingénieurs et Cadres

MAISON D'ÉDITION

recherche dans le cadre de la Réalisation d'un guide

UNE PERSONNE

pour une période de 2 à 3 mois.

- Permis de conduire indispensable.
- Véhicule souhaité.
- Régions à visiter: Alsace, Bretagne et Normandie.
- Rémunération et frais seront étudiés en commun.

Ce travail demande une disponibilité totale pendant la période.

Tél.: 261-83-66.

MERLIN GERIN

Spécialiste International des matériels électriques et électroniques: appareillages et ensembles clés en mains - 15 000 personnes - 43 filiales et participations en France et dans le monde 6 milliards de C.A. dont 50% à l'exportation

Nous sommes leader européen dans l'activité

électronique de puissance

Nous souhaitons renforcer notre position au niveau mondial et recherchons des

ingénieurs technico-commerciaux export

Vous êtes ingénieur électronicien et avez acquis une expérience technico-commerciale internationale dans un domaine d'activité similaire: nous vous proposons de vous associer à notre développement.

Anglais courant indispensable.

Ecrire avec CV à MERLIN GERIN - 38050 GRENOBLE CEDEX au Service Recrutement Ingénieurs et Cadres sous la référence CFF 223



emploi internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emploi internationaux

(et départements d'Outre Mer)

SHRM

Holding de Sociétés de Restauration, de Collectivités, d'Ingénierie Hôtelière, de Commerce Alimentaire et de Services

recherche

UN FUTUR DIRECTEUR DE FILIALE pour le VENEZUELA

responsable du développement, de la gestion et de l'exploitation de chantiers et d'unités hôtelières et de restauration.

Agé de 30 ans minimum, de formation H.E.C., E.S.S.E.C., ou E.S.C.A.E., ou grande école hôtelière (Lausanne, Gion, etc.).

Expérience: réussite dans la gestion d'un centre de profit autonome, de préférence à l'exportation.

Excellente pratique opérationnelle de l'espagnol, pratique courante de l'anglais nécessaire.

L'expérience des pays latino-américains sera un atout majeur.

Merci de bien vouloir adresser un dossier de candidature complet comprenant C.V., lettre manuscrite et photo récente à / réf. C122 à

S.H.R.M. - Direction du Personnel 113, rue de l'Evêché 13002 MARSEILLE

Société française

recherche d'urgence POUR PAYS TROPICAL HISPANOPHONE PLUSIEURS SPÉCIALISTES:

- CAFÉ, CACAO:
- CRÉDIT AGRICOLE:
- COMMERCE INTERNATIONAL DE PRODUITS AGRICOLES ET INTRANTS.

Expérience professionnelle en pays tropical indispensable. Parfaitement trilingue espagnol, français, anglais.

Envoyer c.v. détaillé et prétentions à: REGIE-PRESSE, n° T 45.304 M 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Pour son agence de RIVADH ARABIE SAOUDITE

Société internationale recherche

DÉCORATEURS

expérimentés particulièrement en PERSPECTIVES COULEURS ET CROQUIS RAPIDES

Anglais souhaité - libre rapidement

Adresser votre dossier de candidature sous références 40517 à Deb's

140, rue de Courcelles 75017 PARIS qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET D'INGÉNIEURIE INFORMATIQUE

(720 personnes - C.A. 280 M.F.)

Filiale d'un groupe industriel de taille internationale,

recherche

pour le Sud-Ouest de la France

INGENIEURS

- Diplômés Grandes Ecoles (spécialisation informatique) ou DEA INFORMATIQUE

- 0 à 2 ans d'expérience

- pour conception et réalisation de logiciel d'avionique.

Préférence sera donnée à candidats libres rapidement.

Envoyer C.V., photo et prétentions à

N. 3681 - PUBLICITES REUNIES

112, Bd Voltaire - 75011 Paris

PORTO-CHARIOTES ANALYSTES ADJOINTS

en vue de pratiquer « l'Aide à la Gestion » par commentaires, aide et actions à usage petites entreprises. Solides connaissances comptables et expérience pratique souhaitées. Ecr. s/n° 7.707 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Le conseil régional de Bourgogne organise un concours destiné à pourvoir deux postes de chargés de mission et plan, aménagement du territoire, urbanisme

g Niveau requis: maîtrise, 2^e cycle, écoles supérieures.

Dates des épreuves: mardi 28 et mercredi 30 mai 1984.

Tous renseignements relatifs à ce concours peuvent être obtenus à l'adresse suivante:

Conseil régional de Bourgogne direction des affaires administratives et financières 17, bd de la Trinité 21036 Dijon Cedex.

Téléphone: (80) 30-93-14.

La date limite de dépôt des dossiers de candidature est fixée au jeudi 17 mai 1984.

مكذافن الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

METROBUS chef de produit

Nous sommes l'un des plus importants groupes de REGIE PUBLICITAIRE D'AFFICHAGE : 400 personnes au total et 400 millions de Francs de chiffre d'affaires consolidé. Nos espaces nous sont concédés par la RATP, le métro de Marseille, 100 autres villes de province importantes, le métro de Madrid, les 50 aéroports français qui comptent, dont l'aéroport de Paris... Notre métier c'est l'affichage, mais nous diversifions nos supports grâce aux nouvelles techniques de visualisation et de transmission. Nous avons besoin d'un nouveau collaborateur pour assister notre Directeur Technique dans le suivi des supports existants, dans la création de nouveaux systèmes de communication et dans les relations avec nos "concedants". Celui-ci sera chargé des études de base, de la rédaction des cahiers des charges des produits à améliorer ou à créer, en relation étroite avec nos "concedants" et les autres services de METROBUS. Nous souhaitons recruter un homme jeune, de formation supérieure, justifiant d'une solide première expérience de Chef de Produit acquise dans le domaine des produits de consommation durable ou dans celui du petit équipement. Nous serons particulièrement sensibles aux qualités commerciales et au sens concret des candidats que nous rencontrerons. La pratique de l'Anglais et de l'Espagnol est souhaitable.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 358.84 M à notre conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron s.a.

MEMBRE DE SYNTHE

Responsable des
Systèmes
de distribution

Informatique distribuée et bureautique

Votre mission : optimiser l'efficacité de notre réseau de distribution pour nos produits de grande diffusion.

Nous sommes une filiale d'un groupe de dimension internationale. Nous créons au sein de notre Direction Marketing un poste de Responsable des systèmes de distribution des produits de grande diffusion.

Vous devrez dans le cadre d'une politique par objectifs et à partir de l'étude de l'existant proposer les plans d'action les plus efficaces et en assurer la mise en œuvre. Votre capacité d'écoute, votre précision d'analyse, votre créativité, votre réalisme et votre sens de la négociation doivent vous permettre d'atteindre les objectifs fixés.

Votre expérience de la distribution de produits de grande diffusion au niveau d'une entreprise de dimension internationale sera appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à l'agence DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 PARIS, en précisant la référence 4664 M.

Sur les marchés nationaux et internationaux, notre compagnie poursuit son expansion, dans des domaines technologiques de pointe, dont le

Secteur bancaire

Les terminaux financiers, les distributeurs de billets, les guichets automatiques évoluent vers le notion d'agence automatique. Dans ce cadre nous recherchons des

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Direction support

au sein de notre Direction Technique et les réseaux commerciaux et de maintenance

Ils interviendront comme véritables conseillers et participeront aux activités nécessaires à l'introduction de nos produits sur les créneaux de marché :
- étude des produits et de leur comportement dans leur contexte d'utilisation et d'après-vente
- étude et mesure de maintenabilité
- détermination des méthodes de maintenance.

Nous recherchons des candidats qui, après une première expérience réussie dans le domaine de l'automatisme, souhaitent valoriser leur expérience au sein d'une informatique de pointe.

Ils sauront allier des compétences techniques solides à des qualités d'hommes de contact. L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) à l'agence DESSEIN - 69 rue de Provence - 75009 Paris, réf. 4665.



ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

recherche

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Débutants ou première expérience.

Ils participeront à des études nouvelles de matériels embarqués de hautes performances faisant appel aux techniques de pointe dans le domaine du traitement du signal numérique et analogique.

Adresser CV, prétentions et photo à

Administration du Personnel

ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

55, Quai Carnot 92214 Saint-Cloud.

Important groupe recherche

CONTRÔLEUR DE GESTION

Formation : certificats supérieurs, du diplôme d'expert-comptable.
Expérience : 3 ans dans un service financier ou dans un cabinet d'audit.

Prière d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 10223 à PLAIN CHAMPS 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS qui transmettra les candidatures.

Analyste senior pour nos projets informatiques européens...

GRACE

Un groupe chimique américain de 82 000 personnes ; une présence en Europe à travers 20 filiales ; un chiffre d'affaires qui double tous les 5 ans ; une politique d'innovation technologique qui lui assure une position de leader sur le marché ; un management à l'américaine.

L'INFORMATIQUE CHEZ GRACE : des systèmes de gestion intégrés, communs à l'ensemble des filiales européennes ; leurs développements regroupés en France autour d'un IBM 3085 ; une exploitation qui se décentralise.

LES PROJETS INFORMATIQUES CHEZ GRACE : une équipe de haut niveau et enthousiaste parce qu'internationale, une philosophie où l'individu est très impliqué dans la conduite des projets ; des méthodes rigoureuses, compatibles avec la créativité de chacun.

Diplômé (e) d'une grande école d'ingénieur ou de gestion ayant 3 à 5 ans d'expérience dans le développement de systèmes de gestion ou dans le suivi de grands projets informatiques, nous serions heureux de vous accueillir au sein de notre équipe.

Nous pouvons vous assurer une carrière à la mesure de votre engagement personnel.

Anglais courant indispensable.

Poste à pourvoir à Epervan (60 km à l'ouest de Paris ; à 40 km de train de Montparnasse).

Merci d'adresser dossier complet : C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. AM/8408 à notre conseil.

128 Bd Haussmann - 75008 Paris



STANDARDATA



emploi régional

FILIALE D'UN GRANDE GROUPE INDUSTRIEL DU BOIS

recherche pour diriger deux de ses centres forestiers d'approvisionnement situés dans l'Ouest, des

DIPLOMES DE GRANDES ECOLES D'INGENIEURS OU DE GESTION

ayant au moins 30 ans et une expérience confirmée des produits forestiers et de leurs utilisations industrielles.

Mission : fournir en quantité et qualité le bois nécessaire aux usines du groupe (papier et panneaux) aux meilleures conditions de prix et de délais.

Ecrire avec CV explicite s/réf. CE/CC à CETAGEP 30, avenue Amiral Lemonnier 78160 MARLY LE ROI.

CETAGEP

Le Monde

Le département «Etranger» de notre Service de la Publicité recherche un professionnel de la négociation commerciale pour

Vendre et développer notre publicité à l'étranger

Nous lui confierons la responsabilité de la commercialisation de l'espace publicitaire des pages spéciales relatives à un pays étranger. Sa mission comportera une phase sédentaire en France de préparation, d'études et de contacts, et des déplacements ponctuels de plusieurs semaines à l'étranger.

Au cours de ses séjours, il rencontrera au plus haut niveau les personnalités du monde économique et social du pays et les responsables de la publicité des grandes entreprises. Il les convaincra de la compétitivité et de l'image de notre support. A l'entregent de l'homme de contact représentant un grand quotidien français, il alliera le pragmatisme et le talent d'un habile négociateur.

Nous souhaitons rencontrer des candidats possédant au moins une dizaine d'années d'expérience, dans des fonctions similaires de négociation commerciale avec l'étranger, et impliquant une parfaite autonomie et une mobilité constante dans les déplacements. Anglais impératif.

Fixe + intéressement.
C'est avec plaisir que l'équipe de BJ FORCES vous conseillera. Merci de nous écrire (CV + photo) sous référence 369/1M, 55 avenue Bugeaud - 75116 Paris.

Un département de Bernard Joffroy Poyon

BJ FORCES

MATRA

recherche pour sa Division Ventes et Contrats : H/F

Ingénieur Grandes Ecoles

pour commercialiser des produits de haute technologie

Sa responsabilité :

- prendre en charge la commercialisation de systèmes nouveaux de haute technologie, élaborés par la Direction Recherche et Développement.
- négocier des contrats et des accords de coopération avec les services officiels et les industriels français.
- participer au suivi des contrats.

Sa compétence :

- Ingénieur de formation aéronautique ou électronique (SUP-AERO - ENSTA - ESE - CENTRALE - ENSICA...), il apporte une expérience technique acquise en bureau d'études ou dans le cadre d'un projet.
- Ce poste peut être une opportunité pour un Ingénieur doué pour les négociations et les relations commerciales.

- Anglais courant.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo sous N° NK 1135 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - 3 avenue du Centre - Centre de MONTIGNY 78182 - SAINT-QUENTIN YVELINES CEDEX

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

VOUS AVEZ UNE FORMATION D'INGENIEUR ET VOUS VOUS PASSIONNEZ POUR LES RELATIONS HUMAINES

GROUPE LESIEUR

Vous souhaitez valoriser une première expérience en production en participant - en milieu industriel - à la conception, la coordination et l'animation d'ACTIONS DE PROGRES ET DE FORMATION.

Rejoignez notre GROUPE dont le dynamisme, la politique de relations humaines très novatrices génèrent de multiples opportunités au sein de ses différentes entités sur des marchés très diversifiés :

- MIR, MINIDOU, Javel LACROIX
- plats cuisinés WILLIAM SAURIN
- huiles LESIEUR, sauces mayonnaise, ...

Postes basés en région parisienne et région lyonnaise.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo en précisant la référence 140 LESIEUR-COORDINATION/Recrutement Cadres - 122, Avenue du Général Leclerc 92103 BOULOGNE

Ce que nous ne voulons pas :

Des candidats qui n'ont pas :

- une formation supérieure (économie, commerce, gestion)
- une première expérience réussie en clientèle particulière et/ou associations
- l'ambition de faire carrière dans le réseau d'agences d'une banque de dépôts employant plus de 500 personnes
- d'attirance pour Paris, Reims, Urmages, Nîort, Mulhouse ou Metz.

Mais si vous pouvez répondre positivement sur ces 4 points alors...

...n'hésitez pas à adresser votre candidature sans oublier une photo et la rémunération souhaitée réf. 92217 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

BANLIEUE SUD-OUEST

Important Groupe Industriel recherche pour le Service Juridique de la Direction du Personnel : H/F

JURISTE D'ENTREPRISE compétent en droit du travail

Il a une responsabilité d'études de législation sociale, impliquant la consultation d'organismes spécialisés, et participe à la définition de la réglementation et à la mise en œuvre de ses applications.

Il est fréquemment consulté par les chefs du personnel et par les différentes directions opérationnelles de la société auprès desquels il exerce un rôle de conseil et d'assistance en matière de droit du travail.

Diplômé d'études supérieures en droit (DEA, DESS droit du travail) ou Sciences Po, il apporte une compétence et une « pratique » juridique acquise par une expérience minimum de 3 ans. Il se fera apprécier par sa rigueur dans l'analyse, sa clarté dans la synthèse, ses qualités de communication et son sens de l'équipe.

Adresser C.V., rémunération souhaitée et photo sous N° 9032/M à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS qui transmettra

IMPORTANTE SOCIETE REGION SUD DE PARIS recherche

INGENIEUR

PROJETS - DEVIS ELECTRICITE ET AUTOMATISMES.

Formation automatismes, électrotechniques,

- 5 ans d'expérience minimum dans l'étude, la conception et la réalisation de systèmes automatisés appliqués à l'industrie.
- définition des fonctionnements et études des cahiers des charges.
- élaboration et chiffrage des dossiers projets intégrant du matériel électromécanique et des configurations complexes d'automates programmables.
- contacts clients.

La connaissance de l'anglais constitue un plus.

Envoyer C.V. détaillé, photo s / réf. 1286 à

SIETAM

42 / 48, avenue du Président Kennedy - 91170 VIRY-CHATILLON

ORGANISME PROFESSIONNEL PARIS recherche

JURISTE EXPERIMENTE

Connaissance passation, exécution et règlement des marchés de travaux (privés ou publics). 5 à 10 ans expérience dans service juridique Entreprise de Bâtiment ou Maître d'Ouvrage.

Pour : - assistance juridique aux organismes professionnels et aux entreprises - représentation de la profession auprès des instances administratives intéressées.

JURISTE

Maîtrise en Droit - Début expérience apprécié

Pour : - assistance juridique aux organismes professionnels et aux entreprises (principalement : Droit commercial et droit des sociétés, droit civil et procédure civile, etc.)

Ecrire avec C.V., photo et prétentions en précisant bien le poste choisi sous réf. 75117 M à BLEU Publicité

17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX



Centre Scientifique et
Technique du Bâtiment

Etablissement Public à caractère
Industriel et Commercial
recherche :

- pour son Service conception thermique
des bâtiments et des équipements :

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE CONFIRME

(E. PORTS ET CHAUFFURES,
MINES, CENTRALE...)

pour effectuer des recherches et des études dans le domaine de la THERMIQUE DU BATIMENT avec comme thème principal l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les systèmes de chauffage.

- pour son Service thermique et aéraulique
des systèmes et des enveloppes :

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE

(PORTS ET CHAUFFURES, MINES,
CENTRALE...)

pour effectuer des recherches et études sur la THERMIQUE ET LA VENTILATION DANS LE BATIMENT.

Envoyer C.V., prétentions et tous documents utiles à : Station de Recherche du C.S.T.B. 84, avenue Jean Jaurès CHAMPE SUR MARNE 77421 MARNE LA VALLEE Cedex 2.

Importante Société Sud de Paris
recherche

UN INGENIEUR AUTOMATICIEN

responsable de la conception et de la réalisation de systèmes automatisés appliqués à la manutention.

FONCTIONS :

- suivi de la constitution des dossiers d'exécution et de conception à partir de matériel électromécanique (contacteurs, relais, etc...).
- définition du fonctionnement et élaboration de l'analyse fonctionnelle.
- utilisation et mise en œuvre d'automates programmables faisant largement appel au traitement calcul (gestion des flux de charges, suivis, comptages, etc...).
- respect d'un budget.
- contacts clients.

Adresser C.V., photo et prétentions s / réf. 1287 à

SIETAM

42 / 48, avenue du Pdt Kennedy

91170 VIRY-CHATILLON

STE D'ENGINEERING OFFSHORE
travaillant dans le domaine pétrolier
recherche pour son service informatique

UN INGENIEUR SYSTEME

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

niveau maîtrise DEA.

Programmation de logiciel d'acquisition de données météo-océano, navigation, traitement, cartographie automatique.

Langage PASCAL - FORTRAN.
Matériel HP 1000 et 9826.

Ecrire avec C.V. s / réf. 11528 à
PIERRE LICHOU S.A.,
BP 220, 75063 PARIS Cedex 02
qui transmettra.



MATRA
MICRO SYSTEMES

Nous sommes la filiale du Groupe MATRA spécialisée dans la micro-informatique et ses applications. Nous recherchons pour renforcer les activités de notre usine de COLMAR (68)

Acheteur électronique

Rattaché au Directeur des Achats, il est responsable d'un service (1 500 références) de deux acheteurs expérimentés.

Avec les services Etudes, Industrialisation et Gestion de production, il détermine ses objectifs en terme de qualité, quantité, prix et délais.

Organisateur et coordonnateur de son équipe, il en est le conseiller et le support permanent dans les différents aspects de la fonction : recherche des fournisseurs, analyse des prix, négociation des contrats, suivi de leur réalisation.

Ce poste s'adresse à un diplômé d'études supérieures qui, au cours d'une expérience de 2 à 10 ans dans les achats de composants électroniques, a confirmé ses aptitudes de négociateur et d'animateur. Ses actions et leurs résultats attestent de ses capacités d'autonomie et de réalisation. Parfaitement bilingue anglais, il est disponible pour de fréquents voyages à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), précisant le poste choisi, à la Direction des Relations Humaines

Avenue du Québec
Z.A. de Courtabœuf
B.P. 11 - 91944 LES ULIS



MATRA
MICRO SYSTEMES

CONTROLE de GESTION

et

DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE

Nous sommes une société d'édition et de vente directe de documentation en commerce international, en expansion (effectif 60, C.A. 40 M.; produit leader : « la MOCI »).

Notre politique de développement exige l'intégration d'un collaborateur directement rattaché au D.G., en position fonctionnelle, pour assurer le contrôle de gestion, conduire le renouvellement et l'extension du système informatique de vente par correspondance et de gestion, étudier tout projet informatique à l'intention des services opérationnels.

Une bonne formation de base en comptabilité-gestion-informatique, type Sup. de Co avec options comptabilité et informatique, est demandée, ainsi qu'une première expérience en P.M.E.

L'attention des candidats est attirée sur la nécessaire maîtrise conceptuelle de l'outil informatique.

Lieu de travail : PARIS-16°. Avantages sociaux.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à M. le Directeur - S.E.D.E.C. - 20, rue Hamelin, 75116 PARIS.

A COMPTER DU 2 MAI 1984

nouvelle adresse

régie presse

7, RUE DE MONTESSUY, 75007 PARIS

Tél. : 270.150 F RÉGIE P.A. PARIS
Téléphone : 555-91-71.

ANNONCES CLASSÉES LE MONDE : 555-91-82.



recherche pour PARIS

AUDIT

pour compléter l'équipe chargée du contrôle de l'ensemble du fonctionnement des caisses de retraites des cadres. Nous souhaitons rencontrer un candidat d'environ 30/35 ans, titulaire du DECS ayant si possible pour suivi des études de droit ou science Eco. Quelques années d'expérience d'Audit en cabinet ou en entreprise sont indispensables.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo (qui vous sera retournée) à Hervé Lamotte
AGIRC 4, rue Laroux 75116 PARIS

FILIALE INFORMATIQUE
D'UN IMPORTANT
GROUPE INDUSTRIEL

recherche

ANALYSTES

CONFIRMÉS
(5 ans d'expérience)

ANALYSTES

PROGRAMMEURS
(3 à 5 ans d'expérience)

- Langues parlées :
• COBOL - GAP
- Méthodes utilisées :
• NCR Séries 1 et 5
• IBM 34 et 38
• Micros P/XT et compatibles.
- Lieu de travail :
• FRANCE BANLIEUE SUD.

Env. C.V. et photo en précisant bien sur l'envoi la réf. 287.492 M - RÉGIE PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

La Centre d'Informations
Financières organise un stage
pour recruter des
CONSEILLERS
COMMERCIAUX (H.F.)

- Bonne présentation, goût des contacts à haut niveau, sans des responsabilités.
- Formation assurée, rémunération motivante, possibilité de promotion.

Tél. : 800-24-03, poste 42.

B.V.A.
SOCIÉTÉ DE SONNAGES
ET D'ÉTUDES DE MARCHÉS
recherche pour traitement enquêtes

UN STATISTICIEN INFORMATIEN

Débutant.
Niveau I.U.T.

Ad. C.V., photo et prétentions à :
M. LE GULL - S.V.A.
B.P. 501, 78006 Versailles Cedex.

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

SI VOUS AVEZ 35 ANS ENVIRON

HOMME OU FEMME

DYNAMIQUE, PÉDAGOGUE
ET SENS DES RELATIONS HUMAINES

Une société d'assurances à forme anonyme dans la région parisienne,
vous offre une situation de cadre responsable pour définir, promouvoir et valoir les actions de formation
professionnelle et assurer la diffusion de l'information dans l'entreprise.

- Expérience professionnelle acquise.
- Niveau universitaire minimum.
- Licence droit et diplôme documentaliste.

Adresser c.v., photo et prétentions à
GEMUT 9, rue de Leningrad
75008 PARIS.

LA FILIALE FRANÇAISE
D'UNE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
LEADER DANS L'OPTIQUE

recherche un

CONTROLLER

pour sa Division Instrumentation
Lieu de travail : OUEST DE VERSAILLES.

Reportant au Directeur de la Division et au
Contrôleur de la Société française, assisté de
deux personnes, il aura la responsabilité du Service
Comptable et Financier de cette division de
l'établissement et des états financiers mensuels.
En relation avec le Siège aux États-Unis, il aura
plusieurs années de pratique des systèmes de
comptabilité anglo-saxons et de bonnes
notions d'utilisation de l'informatique.
Anglais courant indispensable.

Rémunération : 180.000 Francs.

Envoyer C.V. et photo sous référence 92922 à
CONTEXTE PUBLICTE 20, Avenue de l'Opéra
75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Importante administration publique

RECRUTE A PARIS

UN INFORMATICIEN

qui sera chargé du support technique système et de l'admini-
stration de base de données Socrate sur IBM 308.

Formation et expérience professionnelle :

- 2 à 3 années d'expérience sur grand système IBM.
- Connaissances CICS et SOCRATE appréciées.

Niveau d'études :
Maîtrise Informatique, expert en traitement de l'informa-
tion ou ingénieur grande école.

Adresser un c.v. détaillé et prétentions sous n° 287.265 M
REGIE-PRESSE, 85 bis, rue de Valenciennes, 75002 PARIS.

IMPORTANT GROUPE ETI

recherche H. ou F.

CHEFS D'AGENCE

TECHNICO-CIAUX

FOUR + 15 + FRANCE

Env. C.V. et photo à M. CHARPENTIER

B.P. 57, 92406 COLOMBES Cedex.

Titre important Groupe National

recherche pour le développement de son

RESEAU TELECOM

(voir données, images)

TITULAIRES LICENCE

TELECOM OU EQUIVALENT.

Env. C.V. à M. CHARPENTIER

B.P. 57, 92406 COLOMBES Cedex.

Cabinet juridique Sud

M. Charpentier cherche

CONSEIL

JURIDIQUE

Expérience minimum 4 ans.

Env. C.V. et photo à M. CHARPENTIER

B.P. 57, 92406 COLOMBES Cedex.

75008 PARIS Cedex 02, qui tr.

ASSOCIATION SUPPORT

STAGES D'INSERTION

PROFESSIONNELLE

recherche

2 PERSONNES

MI-TEMPS

Pour tenir à niveau en matière

de français et de présentation à

l'entrée en qualification.

Stages hebdomadaires.

Contrat à durée déterminée de 6 mois.

Diap. transparents.

Adresser C.V. au président de

l'ASSOCIATION, 77200 TONRY.

secrétaires

SECRÉTAIRE

pour petite équipe

Énergie + Inform.

C.V. et RE-SOURCES

8, place J.-B. Clément, 75008 PARIS.

DEMANDES D'EMPLOIS

Vous recherchez réviser comptable expérimenté, homme

de dialogue et d'initiatives pour assurer les analyses

économiques et financières périodiques de votre société.

- Diplôme DECS. Expérience audit et fiscale confirmée

au sein de sociétés d'expertise comptable. S'éc. référencé.

Toujours en fonctions, mais décidé à trouver

responsabilités nouvelles de travail d'équipe, créatif et

rigoureux.

Env. sous n° 7.808 Le Monde Pub.

service ANNONCES CLASSEES

5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

J.P. diplômé St. P., licencié

en droit, bilingue espagnol,

travaille cherche cours d'esp.

particulière d'entreprises ou

administration et traductions

(Exp. professionnelle 5 ans)

Env. sous le n° 045.312 M

REGIE-PRESSE

85 bis, r. Valenciennes, 75002 Paris.

Psychosociologue H. 35 ans,

10 ans exp. marketing, free

lance, int. art. synth. rapp. re-

cherche contre Paris, pro-

vince. Casseuse, 358-16-72.

MÉDECIN, 45 ans, dipl.

SANTÉ PUBLIQUE (ENSP),

Épidémiologie (CEMAM), ex-

per. var. rech. trav. par

semi-temps ou vac. rég. en-

formation professionnelle

ÊTES-VOUS UN LION

DES AFFAIRES ?

REPRÉSENTANTS

PROFESSIONNELS

DE LA VENTE...

Vous êtes l'un des nombreux candidats de votre

entreprise. Quel que soit votre niveau professionnel, vous

pourrez acquiescer une valeur ajoutée en participant

aux stages que l'E.P.R. a créés pour vous.

(0) 343-87-12

ou laissez-vous servir

par Pierre AGOZZI

se fera un plaisir

de vous informer.

vous offrons

un stage préparant vos

B.T.S.

Commerce international

de 10 mois rémunéré

DEUTY FORMATION

4 JUIL 1984

- Niveau requis : bac + 2.

- Une exp. professionnelle.

- Recrutement par lettre.

Envoyer C.V. à :

SERITA de TERNIERE

70, bd Beaumartin

75017 Paris

Téléphone : 637-88-88.

Pour les demandeurs d'emploi

STAGES RÉMUNÉRÉS

ANALYSTES

PROGRAMMEURS

Durée 5 mois, Bac. Frais de

stage, de 10 à 21 h.

à 1 h 15.

38, rue de Valenciennes (194).

Formation professionnelle au

CENTRE INTERNATIONAL

DE TRAITEMENT

INFORMATIQUE

ANALYSTES

PROGRAMMEURS

PRÉPARATION AU B.T.S.

208-84-83, 241-83-83.

VOUS PENSEZ

AVENIR

Vous n'avez pas de temps à

perdre. Suivez nos

STAGES INFORMATIQUES

soit en informatique ;

- Initiation à la programmation ;

Stages hebdomadaires.

PURSUITE INFORMATIQUE

208-15-61 +

capitaux

propositions

commerciales

COTE D'AZUR VAROISE

CÉCILE CAUSE SANTE

Bon portefeuille copropriété et

location, affaire en société.

Pris : 800.000 F. Frais de

notaire et honoraires de

gestion de 100.000 F.

Env. sous n° 207

à HAVAS HYPER.

P.A.M.E. P.M.E. : commercial

C.E.S.I., vous apporte

des solutions adaptées

à toutes et à tous avec

ou sans diplôme. Demandez

une documentation sur notre

service spécialisé FRANCE

CARTEURS (18)

B.P. 40208 PARIS.

Les possibilités d'emploi à

l'étranger sont nombreuses

et variées. Demandez une

documentation internationale de

30 F (10 F) à l'ACADEMIE

DES P.O. Box 15073

Paris 14.

ATTENTION ÉTUDIANTS

Pour obtenir des informations

sur les possibilités de

travailler à l'étranger, des

UNIVERSITÉS AMÉRICAINES,

les conditions d'admission,

l'aide financière ainsi que

les possibilités d'emploi, envoyez

rapidement votre demande

à l'ACADEMIE DES P.O.

Box 15073 Paris

14.

GARDE LYON

bon, bourgeois, sec. 5

140 m² environ, 4 ch. par

son, 1.800.000 F. LACUS.

307-57-15.

CHATEAU-DE-VINCENNES

superficie : 2 ha, grand

110 m², plain, sol, 200

300.000. Coût : 307-47-07.

propositions

diverses

L'état offre des emplois

stables, bien rémunérés,

à toutes et à tous avec

ou sans diplôme. Demandez

une documentation sur notre

service spécialisé FRANCE

CARTEURS (18)

B.P. 40208 PARIS.

Les possibilités d'emploi à

l'étranger sont nombreuses

et variées. Demandez une

documentation internationale de

30 F (10 F) à l'ACADEMIE

DES P.O. Box 15073

Paris 14.

propositions

diverses

L'immobilier

appartements ventes

2^e arrdt

DAUMESNIL, appart. 5/6 p.

1^{er} et 2^e ét., 100 m², 100.000 F.

COCHET, 347-07-07.

13^e arrdt

PRÈS PORTE D'ITALIE

MEUB. 7.800 LE M²

Résidence neuve

APPT 3/4 PIÈCES

Pris : 200 m², 1^{er} ét., possi-

ble, 200 m², 1^{er} ét., possi-

ble, 200 m², 1^{er} ét., possi-

ble, 200 m², 1^{er} ét., possi-

ble, 200 m², 1^{er} ét., possi-

ble, 200 m², 1^{er} ét., possi-

ble, 200 m², 1^{er} ét., possi-

ble, 200 m², 1^{er} ét., possi-

ble, 200 m², 1^{er} ét., possi-

ble, 200 m², 1^{er} ét., possi-

ble, 200 m², 1^{er} ét., possi-

ble, 200 m², 1^{er} ét., possi-

ble, 200 m², 1^{er} ét., possi-

ble, 200 m², 1^{er} ét., possi-

ble, 200 m², 1^{er} ét., possi-

ble, 200 m², 1^{er} ét., possi-

ble, 200 m², 1^{er} ét., possi-

ble, 200 m², 1^{er} ét., possi-

ble, 200 m², 1^{er} ét., possi-

ble, 200 m², 1^{er} ét., possi-

ble, 200 m², 1^{er} ét., possi-

ble, 200 m², 1^{er} ét., possi-

ble, 200 m², 1^{er} ét., possi-

ble, 200 m², 1^{er} ét., possi-

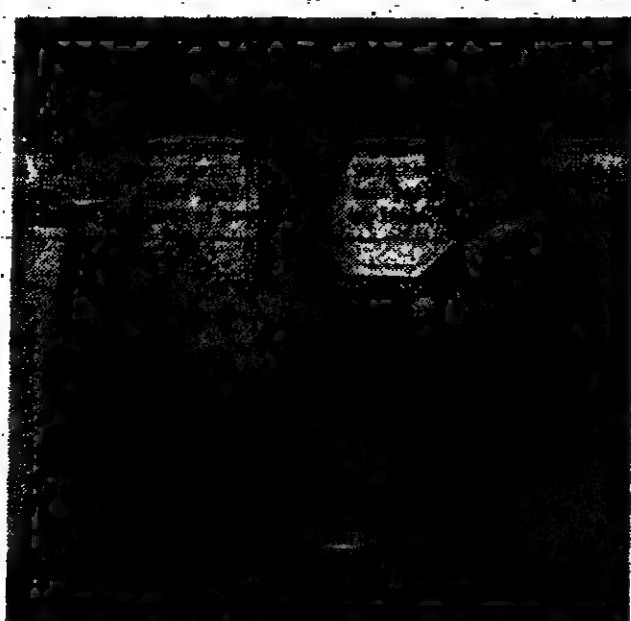
ble, 200 m², 1^{er} ét., possi-

ble, 200 m², 1^{er} ét., possi-

Difficile de profiter de tous nos avantages le temps d'un vol pour l'Allemagne.



Journaux français, anglais, allemands.



Nombreux magazines.



Rafraîchissements variés.



Choix de vins, bières et spiritueux.



Menus de qualité.



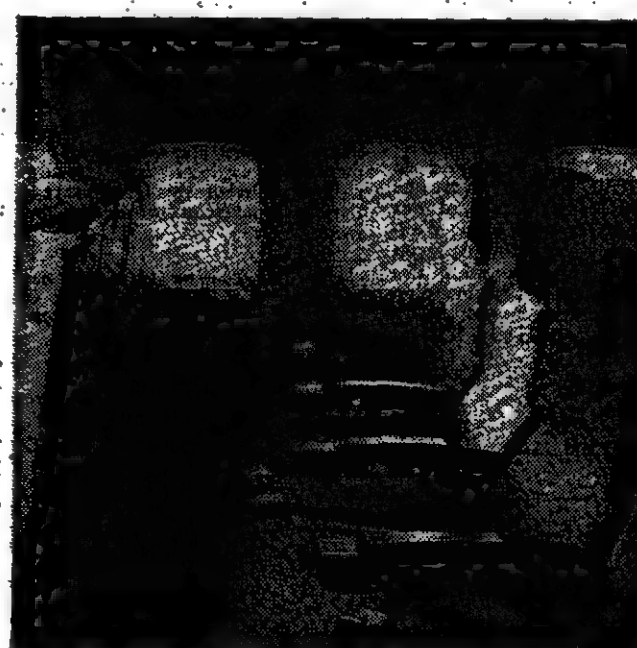
Bien chauds le café et le thé!



Sièges confortables pour le travail.



Davantage d'espace pour la détente.



Et, bien sûr, arrivée ponctuelle.

Tous ces avantages et beaucoup d'autres encore, vous sont offerts en classe économique sans aucun supplément de prix. En fait, une des rares choses que Lufthansa ne peut pas vous offrir, c'est davantage de temps. Alors, sachez profiter pleinement du vôtre. Avec nous, vos voyages d'affaires sont de véritables voyages d'agrément. Vous avez 77 vols hebdomadaires au départ de Paris pour en faire l'expérience.



Lufthansa

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter votre agence de voyages ou Lufthansa, 75008 Paris, 21-23, Rue Royale, Tél. (1) 265.37.35. 69431 Lyon Cedex 3, Tour Crédit Lyonnais, 129, Rue Servient, Tél. (7) 863.66.66. 06056 Nice Cedex, Aéroport Nice Côte d'Azur, Tél. (93) 83.02.80. 31000 Toulouse, 76, Allées Jean Jaurès, Tél. (61) 62.80.66.

dossier

LE POINT SUR...

la Grande-Bretagne et la CEE

Mme Margaret Thatcher et M. François Mitterrand vont se retrouver à Paris, le 4 mai, pour un « déjeuner de travail » au cours duquel ils tenteront, une nouvelle fois, de mettre à la disposition de l'opinion les Neuf à la Grande-Bretagne à propos du budget de la CEE, et qui a entraîné l'échec des deux derniers sommets européens, à Athènes et à Bruxelles. Il s'agit de préparer la prochaine rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté qui aura lieu à Fontainebleau, en juin, et de faire en sorte que cette réunion ne s'achève pas comme les précédentes.

Il est douteux que, dès le 4 mai, le premier ministre britannique et le chef de l'Etat français parviennent à une solution précise, car on ne cache pas dans l'entourage de la « dame de fer » que le temps est un allié dont ne peut se passer la Grande-Bretagne, « seule contre tous ». C'est un moyen de « pression », reconnaît-on, en soulignant que le risque d'une faillite financière de la CEE se fait de plus en plus pressant et que M. Mitterrand - dont Mme Thatcher ne cesse de louer les efforts diplomatiques pour tenter de résoudre la crise - souhaite vivement une relance de l'Europe tant qu'il est encore président du

conseil européen (il cédera en juillet son mandat au premier ministre irlandais).

Toutefois, Mme Thatcher évitera d'abuser davantage de la patience de son interlocuteur et de tenir, par exemple, le langage qu'elle a employé récemment lors d'un entretien télévisé accordé à la BBC, au cours duquel elle a affirmé que, en plaçant notamment pour une réforme et une plus grande discipline budgétaires, la Grande-Bretagne a plus fait pour l'Europe ces dernières années qu'aucun autre pays. Mme Thatcher avancera de nouveaux chiffres pour la contribution britannique, qu'elle entend

voir réduire considérablement. Elle fera valoir que c'est le dernier grave problème dans les discussions sur le budget, que ce n'est plus qu'une question de montant, et elle rappellera surtout qu'à Bruxelles on avait été « vraiment tout près d'un accord ».

Pour essayer de convaincre, le premier ministre mettra l'accent sur le fait que, si cet accord intervient, la Grande-Bretagne ne s'opposera plus à un accroissement des ressources de la Communauté, dont celle-ci a tant besoin actuellement, et qu'en conséquence l'Europe pourra connaître un nouveau départ.

Une agriculture industrialisée

Depuis l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE en 1973, l'agriculture britannique a été soumise aux autres, des mécanismes communautaires (ouverture du marché, préférence tarifaire commune) (1). Ayant, pendant longtemps, joué un rôle de complément, compte tenu de la place des produits alimentaires venus du Commonwealth, elle a progressé au point de devenir une réelle force économique et politique.

La Grande-Bretagne compte environ 240 000 exploitations, qui emploient à peu près autant d'agriculteurs (250 000) que de salariés (330 000). Ces exploitations - dont le nombre continue à diminuer, mais de façon plus lente qu'autrefois - couvrent quelque 12 millions d'hectares : des labours (7 millions) et des prairies (7). Leur surface moyenne s'est agrandie au fil des années pour représenter près de 50 hectares ; mais elle atteint 120 hectares pour les exploitations qui mobilisent au moins une personne à plein temps. Quelque 30 000 grandes fermes d'au moins 4 personnes représentent la moitié de la production.

L'agriculture britannique se consacre surtout à l'élevage qui assure les deux tiers de la valeur finale (11,6 milliards de livres en 1983). Les labours interviennent pour un cinquième (dont 15 % pour les céréales - 21 millions de tonnes en 1983) et l'horticulture pour un dixième. Cette agriculture couvre environ 60 % des besoins alimentaires de la population contre 46 % en 1960 (75 % pour les cultures tempérées au lieu de 60 % vingt années auparavant). Parallèlement les exportations agricoles du Royaume-Uni ont progressé au point de représenter la moitié des importations contre le quart il y a dix ans et le sixième en 1964.

Cette accélération est liée aussi au niveau élevé d'industrialisation de l'agriculture britannique, à son souci traditionnel d'innovation et de productivité (un demi-million de tracteurs, des émetteurs-récepteurs de radio ou des micro-ordinateurs ; capitalisation par personne comparable à celle de l'industrie : 3 500 livres en 1979). L'investissement a représenté 1,2 milliard de livres en 1983. La rançon en est une grande dépendance à l'égard des coûts de production qui ont d'ailleurs tendance à s'accroître de façon sensible. Cette augmentation des charges peut être à l'origine d'un recul du revenu agricole parfois très important (15 % en 1983 à 1,5 mil-

liard de livres, après +37 % en 1982).

Comme dans les autres pays, ce sont surtout les céréaliers qui ont profité du Marché commun (ils couvrent 101 % des besoins contre 67 % en 1973), aux dépens des éleveurs qui ont dû payer davantage pour la nourriture du bétail. Ainsi les surfaces ensimées et les rendements en blé ont-ils nettement augmenté en dix ans, alors que le troupeau de bovins est resté stable (3 millions de vaches laitières). L'élevage moyen comprend environ 60 vaches, le rendement annuel étant proche de 5 000 litres de lait par animal.

Cependant le marché laitier est très organisé : une centrale, le Milk Marketing Board, achète l'ensemble de la production et en revend une partie aux industries de transformation, utilisant le reste dans ses propres usines. Géré par les producteurs, cet organisme contrôle toute la filière du lait, de la recherche à la commercialisation. Actuellement la Grande-Bretagne produit plus de 70 % du lait qu'elle consomme au lieu de 50 % en 1970 (66 % du beurre contre 18 %).

L'agriculture britannique continue de se développer avec la double préoccupation de valoriser au maximum ses atouts, notamment l'énergie, et de réduire à leur minimum les coûts de production (cultures sans labours, écrans thermiques, biomasse), au prix d'un lourd endettement (4,7 milliards de livres d'avances bancaires en 1983). Et ce développement est en général soutenu par la politique agricole commune (PAC) qui a permis de réduire le coût de la production (1970-1982), 60 % des exploitations ont fait valoir direct.

« L'avenir de l'agriculture britannique tient surtout à son passé, comme l'écrivait Jacques Grail (« La nouvelle économie anglaise », Le Monde - Economica, 1979) : des structures solides héritées d'un exode agricole sans pitié ; une organisation de marché simple datant de 1947 ; une revue annuelle de prix fixant par produit des prix garantis à un niveau économique défini pour un producteur moyen ; une administration légère ; une formation ouverte sur l'économie ». Des marges de progrès existent, moyennant peut-être une diminution du nombre des exploitations et une augmentation de leur surface. Ce sera le temps des nouveaux gentlemen farmers.

(1) Les dépenses de soutien ont représenté 1,4 milliard de livres en 1982-1983 et les remboursements communautaires 0,8 milliard.

Le plaidoyer

Comme indice de bonne volonté, Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, a déjà précisé devant le Parlement britannique, au début du mois, que la Grande-Bretagne avait accepté à Bruxelles le principe d'un relèvement du plafond de la TVA, qui est la principale source de revenu ordinaire de la CEE. Il a déclaré que le gouvernement de M^{me} Thatcher comprenait la nécessité d'augmenter le financement du budget communautaire afin qu'il puisse être consacré notamment à d'autres tâches que celle qui consiste aujourd'hui à combler le gouffre de la politique agricole commune.

M^{me} Thatcher a souvent dit qu'elle militait pour un élargissement des ambitions européennes et qu'elle désirait « une Europe plus industrielle et moins agricole ».

Faut-il remarquer à ce sujet qu'un tel plaidoyer n'est pas désintéressé : en Grande-Bretagne, l'agriculture se porte bien, ce n'est pas le cas de l'industrie.

Pour faire place aux accusations d'intérêt personnel formulées par les « Neuf » à l'encontre du Royaume-Uni, Sir Geoffrey a affirmé que son pays ne cherchait pas à ramener sa quote-part « à zéro », puisqu'il s'attendait à demeurer, « même selon un nouveau système », l'un des contributeurs les plus importants au budget communautaire. « Nous voulons nous assurer », a-t-il souligné, que notre contribution n'augmente pas au fil des années au rythme insensé que nous connaissons actuellement. » M^{me} Thatcher répète à l'envi qu'il faut combattre les « effets multiplicateurs » qu'ont eu jusqu'à présent les accords budgétaires. C'est pour cela que la Grande-Bretagne, d'une part, exige un meilleur contrôle et une plus grande discipline et, d'autre part, se montre si tatillon dans les discussions actuelles pour la fixation du montant de sa contribution.

La participation du Royaume-Uni s'est élevée en 1982 à environ 2 milliards d'ECU (13,8 milliards de francs). M^{me} Thatcher prend ce chiffre comme référence pour faire ses calculs et demander à ses partenaires que soit restitué à son pays 1,5 milliard d'ECU, alors que les « Neuf » ne lui ont offert jusqu'à maintenant que 780 millions. L'accord fait devrait lui assurer autour de 1 milliard. Cette compensation représenterait alors la moitié de la contribution britannique.

L'accord n'est pas loin, d'autant moins loin que dernièrement, à Whitehall, on laissait entendre qu'on envisageait un compromis sur 1,1 milliard d'ECU, et non plus sur 1,5 milliard. Cela fait apparaître

que M^{me} Thatcher n'est pas toujours aussi inflexible que le disent ses partisans.

Les dirigeants britanniques soulignent qu'ils ont déjà fait d'autres concessions, comme celle de ne plus faire entrer en ligne de compte dans l'évaluation de leur quote-part ce que la Grande-Bretagne verse comme droits imposés sur les produits concurrents qu'elle importe d'autres pays que ceux de la Communauté. La somme est plus grande que celle versée au titre de la TVA. Mais le gouvernement de



Un Commonwealth qui s'est éloigné

Pour expliquer les difficultés budgétaires actuelles de la Communauté, est évoquée le plus souvent la part prise par les importations, notamment agro-alimentaires, en provenance du Commonwealth, dans le commerce extérieur britannique. L'importance de ces achats hors CEE retentirait même deux fois sur les finances communautaires : en alourdissant sensiblement la contribution de Londres par l'application des règles budgétaires des Dix, et en accroissant, tout particulièrement dans le domaine du

Sur la base de ces statistiques, les Britanniques considèrent donc que leurs relations commerciales avec le Commonwealth ne jouent à peu près aucun rôle dans les difficultés auxquelles la CEE doit actuellement faire face. Mais ils avancent également, pour répondre aux critiques, une seconde argumentation d'ordre plus institutionnel.

En premier lieu, les liens privilégiés avec certains pays développés du Commonwealth, tout particulièrement avec la Nouvelle-Zélande, ont, souligne Londres, été acceptés pour ceux qui n'étaient alors que les Six, lorsqu'ils ont, le 23 juin 1971 à Luxembourg, admis la Grande-Bretagne dans la Communauté. Ce sont même d'utiles concessions faites aux Britanniques sur cette question qui ont permis de conclure l'accord, après un an de pourparlers acharnés. Mais un certain flottement entourait, à l'époque, la définition de la période durant laquelle ces concessions exorbitantes du droit communautaire, notamment de la « règle de la préférence », allaient s'appliquer. Conçues comme une simple transition par les Six, elles ont été en fait reconduites avec certaines amendements dans la pratique.

Le grand large

En second lieu, les Britanniques font valoir que leurs relations privilégiées avec d'autres pays du Commonwealth - en voie de développement - valaient son d'un accord dérogant aux règles usuelles de la CEE, mais du droit le plus strictement communautaire, en particulier des conventions de Lomé I (1975) et Lomé II (1979) entre la Communauté et les « pays ACP » (Afrique, Caraïbes, Pacifique). Lomé I, en particulier, avait élargi aux pays anglophones de l'Afrique sud-saharienne, et à un certain nombre d'anciennes colonies britanniques des Caraïbes et du Pacifique, le bénéfice des relations privilégiées établies dès la naissance de la Communauté européenne avec dix-sept pays africains, en grande majorité francophones.

Pour le reste, Londres insiste sur le fait que, en adhérant à la CEE, la Grande-Bretagne a renoncé très officiellement à tout un système de rapports économiques exceptionnels avec ses partenaires du Commonwealth : préférence et accords d'achat, libre accès au marché financier, etc. Cela lui a même posé, à l'époque, un certain nombre de problèmes politiques à l'égard des pays concernés, dont certains admettaient mal cet « abandon ». Loin d'éprouver un quelconque remords de mauvais Européen, le Royaume-Uni estime donc avoir fait, au contraire, d'importantes sacrifices en renonçant à l'appel du grand large pour venir s'amarrer au « Continent ».

Dossier établi par MICHEL BOYER, BERNARD BRIGOLEUX et FRANCIS CORNU

REPÈRES

	GRANDE-BRETAGNE	FRANCE
SUPERFICIE	244 000 km ²	549 000
SUPERFICIE CULTIVÉE	183 000 km ²	315 000
POPULATION	56,3 millions	54,2
DENSITÉ	231 h/km ²	99
EMPLOI CIVIL	23,5 millions	28,9
AGRICULTURE	2,7	8,3
INDUSTRIE	34,4	34,6
SERVICES	62,9	57,1
PRODUIT INTERIEUR BRUT	449 milliards \$	515
PIB PAR HABITANT	8 273 dollars	9 561
INVESTISSEMENT (en % du PIB)	15,4	20,5
EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES (en % du PIB)	27	22
IMPORTATIONS (en % du PIB)	24	24

(Source : OCDE)

Les anti et les pro-européens

La force de la « dame de fer » dans les débats européens est de se sentir soutenue par une très large majorité de Britanniques qui ne manifestent guère d'intérêt pour l'Europe ou considèrent celle-ci comme un mal nécessaire, quand ils ne sont pas farouchement favorables à un retrait de leur pays du Marché commun.

La plupart des députés au Parlement européen sont opposés à l'Europe des Dix et, au sein du Parti conservateur, une forte minorité n'est pas loin de partager leur avis en point, en tout cas, de craindre que M^{me} Thatcher ne se montre pas assez intransigeante.

Très rares sont ceux qui, dans la classe politique britannique, affichent des sentiments véritablement « pro-européens ».

LES ANTI-EUROPEËNS.

TRAVAILLISTES : M. Tony Benn, brillant dirigeant de la gauche du Labour, ne cesse de dénoncer la CEE comme une « entreprise capitaliste » placée sous la coupe des « multinationales » et inféodée aux Américains. C'est lui qui, pour tenter de retirer le Royaume-Uni de la Communauté, avait obtenu l'organisation du premier référendum en Grande-Bretagne, voici près de dix ans.

M. Eric Heffer, qui fut porte-parole du Parti travailliste pour les questions européennes, n'est pas un partisan moins acharné du désengagement.

M. Neil Kinnock, nouveau responsable du parti, est nettement plus modéré. C'est sous sa conduite que les travaillistes sont en train de lancer leur

position. Il admet que, s'il vient au pouvoir, son gouvernement se proposerait de se retirer de la CEE, mais il se défend d'être « anti-Europe ».

CONSERVATEURS : M. Teddy Taylor prêche un groupe pour une « réforme européenne ». Le Communisme, il le déclare dérisoirement que la Grande-Bretagne devra « prendre ses distances » vis-à-vis du Marché commun pour avoir de meilleures relations avec lui.

LES PRO-EUROPEËNS.

TRAVAILLISTES : M. Denis Healey, porte-parole du Labour pour les affaires étrangères, déclarait, dès 1960, qu'il était « inconcevable » que la Grande-Bretagne se fût retirée de la CEE. Aujourd'hui, il se fait plus discret, surtout depuis que les « européens » que sont M^{me} Roy Jenkins (ancien président de la Commission de Bruxelles) et David Owen ont fait valoir pour créer le Parti social-démocrate.

CONSERVATEURS :

M. Edward Heath est le plus fervent défenseur de la CEE au sein du Parti conservateur. L'attitude actuelle du cabinet de M^{me} Thatcher et de mesurer, notamment sur ce sujet, une grande confiance au Parti conservateur. Avant premier ministre, c'est lui qui, à ce titre, a réalisé l'adhésion britannique en 1973. Il avait auparavant présenté la candidature et vaincu celle de la Grande-Bretagne en 1967 avant d'essayer le refus du glorieux de Gaulle.

RETOUR DE CHINE, MARCO POLO ME FAIT GOUTER LES NOUILLES BUONISSIMO !

TOUS LES DÉTAILS DANS LE GUIDE BLEU.

chine

GUIDE BLEU : VOTRE JOURNAL DE VOYAGE.

ACHILLE AVOUE : "POURQUOI J'AI TUÉ HECTOR".

TOUS LES DÉTAILS DANS LE GUIDE BLEU.

grèce

GUIDE BLEU : VOTRE JOURNAL DE VOYAGE.

مكتبة من الأصل

SOCIAL

LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

« L'action syndicale doit pouvoir s'exercer avec le soutien du gouvernement »

déclare M. Bérégovoy

L'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi rend nécessaire d'utiliser les possibilités offertes par la réduction du temps de travail, a déclaré à la presse M. Pierre Bérégovoy mardi 24 avril. Le CNPF ayant accepté, à la demande des syndicats (et de la ministre lui-même, lors de la réunion de la commission nationale de la question collective), d'inscrire la question dans l'ensemble des discussions sur la « flexibilité » de l'emploi qui doivent s'ouvrir le mois prochain, pas question pour le gouvernement de se substituer aux partenaires sociaux ; les discussions devraient d'ailleurs avoir lieu par branche et par entreprise, pour tenir compte des possibilités. Mais, a affirmé le ministre, « l'action syndicale doit pouvoir s'exercer avec le soutien du gouvernement. Si l'examen tarde trop, je prendrai l'initiative en réunissant

les partenaires sociaux », car « les négociations ont déjà trop tardé ». Pour l'aide au retour, des travailleurs immigrés licenciés et disposés à rentrer chez eux, un décret ministériel de mercredi en conseil des ministres va préciser le montant et les conditions de l'aide accordée par le pouvoir public, l'UNEDIC devant de son côté fixer le 9 mai la part des indemnités d'assurance-chômage « capitalisable » par les intéressés. Chez Citroën, selon M. Bérégovoy, le retour volontaire de travailleurs immigrés, le travail à temps partiel, la possibilité de mutations dans d'autres usines, permettraient d'ores et déjà de ramener le nombre des « licenciements nets » à un ordre de grandeur de mille huit cents, « mais, a-t-il ajouté, il faut faire encore mieux. Nous nous y employons », des discussions ayant lieu entre les directions du travail

des Hauts-de-Seine et de la Seine-Saint-Denis, l'entreprise et les syndicats. Comme il l'a fait devant le groupe socialiste, M. Bérégovoy a affirmé que, étant donné les bons résultats de la Sécurité sociale en 1983, « les comptes devraient être équilibrés en 1984 et équilibrés en 1985 ». Il a annoncé que, pour consolider le financement de la protection sociale, son ministère allait étudier la possibilité de substituer aux cotisations payées par les employeurs une formule fondée sur le rapport entre la valeur ajoutée dégagée par l'entreprise et les salaires versés. Cela afin de répondre aux deux reproches adressés au système actuel — celui de « pénaliser l'emploi » en retenant excessivement les salaires, celui d'être inégalitaire parce que, sauf pour l'assurance-maladie, les salaires pris en compte sont plafonnés.

CONJONCTURE

LA RESTAURATION DES COMPTES EXTÉRIEURS DE LA FRANCE

Le chas de l'aiguille

Les résultats du commerce extérieur enregistrés au cours des trois premiers mois de 1984 rassemblent à ceux observés lors du deuxième trimestre 1983 : le déficit est à peu près du même montant, une trentaine de milliards de francs (les importations comprennent les frais d'acheminement en pays tiers : coût, assurance, fret). Pourtant, ces résultats sont fondamentalement différents : d'un côté, l'excédent agro-alimentaire est nettement plus réduit et le déficit énergétique nettement plus élevé ; de l'autre, le sur-

plus industriel est substantiellement plus fort. Retour du balancier : les ventes exceptionnelles de céréales à l'URSS ne pouvaient se prolonger indéfiniment, de même que les achats de pétrole brut et les facturations de gaz ne pouvaient être différées plus longtemps, comme le fait remarquer à son tour, dans sa revue d'avril, l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques). Pour leur part, les échanges industriels ont bénéficié de l'inversion du décalage de croissance, ainsi que le mon-

trèrent les résultats détaillés par grands postes (accroissement de l'excédent des biens d'équipement et du matériel de transport, baisse du déficit des biens de consommation), qui réduisent le repli de la consommation et le reflux de l'investissement.

Toutefois, il s'agit d'un phénomène en grande partie passif. « De petites et moyennes entreprises se portent plus volontiers vers l'exportation, souligne l'OFCE, alors que la demande étrangère se raréfie et, surtout, lorsqu'il s'agit de pays voisins ; mais les réserves financières d'un moment peuvent être rapidement mises à mal par un retournement conjoncturel ou une insuffisance d'actes financiers. » Il s'agit donc « de ne consacrer prioritairement au renforcement de l'exportation commerciale, à la continuité de l'action, à la qualité de la production et au suivi de la clientèle », tout en disposant « de réserves financières assises sur la maîtrise de son propre marché intérieur ».

Tel est bien le chas de la politique économique : maintenir une rigueur suffisante afin de profiter de la reprise ailleurs, les exportations prenant le relais de la consommation pour tirer — même faiblement — la croissance ; relancer l'investissement productif, mais sans trop peser sur les importations, alors que l'offre étrangère assure environ la moitié du marché des biens d'équipement professionnels ; éviter une déshérence du tissu industriel qui ne pourrait plus être stoppée.

Grâce au parti aux États-Unis, qui ont joué le rôle de la locomotive, tant recherchée naguère, la France a réussi à limiter les dégâts. Alors que le montant des grands contrats s'est élevé, au cours du premier trimestre, à 14,3 milliards de francs, ce qui correspond à la modeste moyenne trimestrielle observée en 1983, et que l'excédent des échanges industriels reste à faire sur le terrain même des pays industrialisés. L'allégement, sinon le remboursement de la dette vis-à-vis de l'étranger, exige le maintien de l'écart avec l'extérieur et de l'effort à l'intérieur. De cette tension il peut naître un autre développement économique et social.

MICHEL ROYER.

LE RAPPORT DE M. EDMOND MAIRE AU CONSEIL NATIONAL DE LA CFDT

« Redire nos orientations de 1970 mais en les mettant à jour »

À l'occasion du conseil national de la CFDT, qui se tient les 25, 26 et 27 avril, M. Edmond Maire a choisi, en se basant sur le rapport de la commission nationale de la question collective, de remettre les pendules à l'heure en présentant un rapport de 70 pages, largement approuvé par le bureau national, sur l'adaptation du syndicalisme.

C'est une après la loi de 1984 sur l'existence légale des syndicats la question est cruciale pour la centrale de M. Maire, qui a subi un sérieux revers aux élections du 19 octobre dernier à la Sécurité sociale et perd actuellement des points dans de nombreuses élections professionnelles. A défaut de réaliser son ambition, réaffirmée au congrès de 1982, de devenir à terme la première confédération, la CFDT essaie au moins d'être à la pointe de la réflexion sur l'avenir du syndicalisme.

Le rapport de M. Maire cherche à remettre à niveau les ambitions de la CFDT en les actualisant sous un angle plus réaliste : « Nous avons, a-t-il expliqué dans Syndicalisme Hebdo, cette ambition nouvelle de changer le monde en nous changeant nous-mêmes ». Cette démarche n'est pas fondamentalement nouvelle. Non seulement elle s'inscrit dans l'évolution permanente que connaît cette confédération, mais en janvier 1980, à un précédent conseil national, M. Maire avait présenté six thèmes de réflexion sur l'adaptation du syndicalisme. Cela avait donné lieu à un débat assez approfondi puis, confie M. Maire, « chacun avait repris ses habitudes ».

Cette fois, il devrait en être autrement. Deux votes sanctionneront les débats du conseil national, l'un sur une résolution d'actualité, l'autre sur le suivi de l'adaptation. Il sera demandé à chaque union régionale et à chaque fédération de choisir d'un seul tenant deux thèmes de travail. En juin, le bureau national recense les thèmes, verra ceux sur lesquels des unions régionales et des fédérations peuvent travailler ensemble, le secrétaire confédéral proposera un séminaire sur le thème « contrats de coopération ». Ce séminaire national, a-t-il précisé, ajoutés au rapport — qui ne fait pas moins de soixante propositions sur le syndicalisme — une proposition « majeure » sur la stratégie du syndicalisme face aux mutations.

En fait, ce que propose M. Edmond Maire à ses troupes, c'est un changement de cap à 180 degrés mais une nouvelle étape de la « restructuration », et du recadrage, amorcée en janvier 1978 et consacrée par mai 1979 au congrès de Brest. C'est cette même logique que le pense à « redire nos orientations de 1970 mais en les mettant à jour ». Pour le secrétaire général de la CFDT, à qui son opposition interne reproche souvent de ne plus faire référence au socialisme autogestionnaire depuis le recadrage, « nos acquis sont solides et tiennent la route, ils indiquent une alternative au PC » mais « il est important que nos textes ne devien-

nent pas des bibels, des textes sacrés », d'où la nécessité de les « actualiser » en tenant compte de « la complexité et de la nuance », qui découlent de la crise et de l'évolution économique. Dans cette optique, M. Maire propose au ravallement des « trois piliers » idéologiques de la CFDT (planification, socialisation et autogestion). Il prend ainsi le risque de faire heurter son aile gauche, toujours rétive au recadrage, alors même que son opposition « pour une autre démarche syndicale » tente, dans la perspective du prochain congrès, de se structurer, en faisant des coopérations régionales et en cherchant des relais régionaux (en Basse-Normandie déjà) et fédéraux. La planification démocratique ? Son principe est « toujours important », mais dans une économie où 40 % de la production est exportée, elle ne peut plus se concevoir comme il y a vingt-cinq ans. La socialisation ? « Une démarche efficace d'appropration sociale doit porter tout autant sur les buts de la production, sur ce que l'on fait et comment on le fait (...) que sur la notion juridique de propriété. Les nationalisations réalisées en 1982 n'ayant changé ni les mentalités ni les comportements... L'autogestion ? « Cela ne passe pas par une modeste mais par une démarche, une pratique de tous les jours ».

M. Maire n'en reste pas là. Ce qu'il attend du conseil national ce n'est pas un « débat idéologique », mais une réflexion sur « la restructuration du fonctionnement quotidien ». Pour cela, il met l'accent sur quelques orientations plus timides, mais acquiescées précédemment. Comme l'avaient fait avant lui MM. Jacquier et Kasper, secrétaires nationaux, il réhabilite l'entreprise qui ne doit pas être identifiée schématiquement à la politique patronale ni au lien « où les salariés sont dominés » mais perçue aussi comme « un lieu de coopération conflictuelle », les salariés ayant intérêt à ce que leur entreprise tourne.

« Un syndicalisme pluraliste »

« Le syndicalisme que nous voulons, précise M. Maire, c'est à la fois un syndicalisme de défense et de changement social. » Autour d'une telle définition, le secrétaire général pourrait presque recueillir un consensus au conseil national mais le contexte de cette ambition risque de susciter bien des critiques. M. Maire évoque de nouveau la construction d'un « syndicalisme pluraliste », de « classe et de masse », certes, mais avant tout « respectueux des choix et engagements individuels des adhérents, de leur conviction politique, de leur participation à une activité laïque ou confessionnelle ». Développant sa réflexion sur la nécessité de prendre en compte l'émergence des « projets individuels » des salariés, voulant privilégier le « lien adhérents-militants », il insiste fortement sur l'ouverture aux autres : « L'amélioration de notre pratique

syndicale dépend aussi de notre ouverture d'esprit, de notre volonté à comprendre les attentes des individus ou des groupes sociaux qui, dans cette période, s'expriment aussi en dehors du cadre syndical ».

An risque de faire heurter de nouveau son aile gauche, M. Maire réitère la définition pour la confédération de « syndicats de gauche », voulant éviter un classement politique. Autocritique, il se demande aussi si la CFDT a su suffisamment respecter « la diversité », de ses adhérents, considérant qu'en 1981, lorsqu'elle a appelé à voter Mitterrand, elle aurait dû faire mieux apparaître qu'elle ne le faisait pas « en fonction d'un a priori selon lequel tout adhérent de la CFDT devrait voter à gauche mais en fonction d'une analyse strictement syndicale partant de l'intérêt des salariés et de notre volonté de changement social ». Cette affirmation d'un « respect absolu » des choix personnels des adhérents est dans la logique de la restructuration — qui suppose une certaine dépolitisation, — mais vient à point à un moment où la politique du gouvernement est dans une phase impopulaire et où la CFDT a souvent payé électoralement son image de syndicat « gouvernemental ».

L'ouverture aux autres n'a donc plus grand chose à voir avec la stratégie de l'union des forces populaires définie en 1976. « Nous croyons, explique M. Maire, que ceux qui pensent autrement ont quelque chose à apporter à la société, y compris à nous. (...) Pour notre action et notre efficacité, il est très utile que nous comprenions la logique de l'autre. » S'écarter des autres doit donc aboutir, pour M. Maire, à être à l'écoute des autres syndicats, des non-salariés, à avoir des contacts même informels — ce qui se pratique déjà avant une négociation — avec le patronat et à rencontrer aussi « les élus ou les partis d'opposition sous l'angle de l'efficacité et de l'utilité ».

On imagine déjà les réactions que l'éventualité même d'une rencontre CFDT-RPR pourra susciter, la « recherche de convergences » avec les partis de gauche étant néanmoins réaffirmée. Chez les opposants à la ligne confédérale, certains vont affirmer que leur centrale perd son âme, qu'elle se « force-ouvrière », tandis que les sarcasmes des partenaires syndicaux ne manqueront pas. M. Maire, lui, reste serin. Pour adapter le syndicalisme, il pense que les contacts doivent être nouveaux sans dans la réciprocité sans pour autant se ramener ou faire table rase de son passé. En somme, un problème de « psychologie collective ».

MICHEL NOBLECOURT.

UN DÉFICIT COMPARABLE, MAIS DIFFÉRENT

	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre
Agriculture	3,68	4,33	7,47	6,79	2,91
Énergie	-41,96	-43,56	-42,11	-41,85	-38,94
Industrie	0,70	10,11	14,63	13,17	17,81
dont :					
biens d'équipement	2,83	7,26	9,39	6,97	9,72
transport terrestre	4,77	6,35	6,84	8,76	8,05
biens de consommation	-3,39	-3,92	-4,07	-3,43	-3
(y compris l'électronique et l'électronique grand public)					
TOTAL	-37,58	-28,83	-18,85	-19,14	-30,15

(Chiffres corrigés CAF-FAB en milliards de francs.)

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
\$E-U	8,2520	8,2540	+ 90	+ 120
Yen	6,4460	6,4690	+ 83	+ 125
Yen (100)	3,6394	3,6619	+ 194	+ 222
DM	3,0726	3,0741	+ 173	+ 193
Franc	2,7243	2,7255	+ 145	+ 169
S.B. (100)	15,8570	15,8648	+ 40	+ 156
F.S.	3,7213	3,7239	+ 273	+ 300
L. (100)	4,9733	4,9768	+ 140	+ 30
C.	11,6312	11,6396	+ 350	+ 428

TAUX DES EUROMONNAIES

	10 1/16	10 7/16	10 1/2	10 13/16	10 3/4	10 15/16	11 1/16	11 1/8
DM	5 1/16	5 1/16	5 1/4	5 3/8	5 3/8	5 3/4	5 5/8	5 3/4
Franc	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
S.B. (100)	11 5/8	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
F.S.	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4
L. (100)	14 3/8	14 3/8	14 3/8	14 3/8	14 3/8	14 3/8	14 3/8	14 3/8
C.	8 3/8	8 3/8	8 3/8	8 3/8	8 3/8	8 3/8	8 3/8	8 3/8
F. (100)	11 5/8	11 5/8	11 5/8	11 5/8	11 5/8	11 5/8	11 5/8	11 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



JOURNÉE
IBM PC
PRESENTATION
DES PRODUITS IBM
JEUDI 26 AVRIL
DE 15 à 21h
94, RD MONTPARNASSE PARIS

vous recherchez
nous avons
interrogez les banques de données de

Banque d'information Politique et d'Actualité
ACCES VIDEOTEX OU ASYNCHRONE SUR QUESTEL
(LOGOS, HELIOS) OU G-CAM (SAGA)

Renseignements: BIPA - 8 avenue de l'Opéra - 75001 PARIS - Tél.: (1) 296.14.22

LOGOS
HELIOS
SAGA

SOCIAL

LE DÉBAT SUR LA RÉDUCTION DES PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES

Comment faire des économies sans diminuer la protection sociale

(Suite de la première page.)

Ainsi, le « forfait hospitalier » qui a été économisé, estime-t-on, 1,5 milliard de francs au seul régime général en 1983 est-il finalement entré dans les faits sans heurts malgré les protestations de principes.

Mais les succès d'hier rendent aujourd'hui la tâche non seulement plus malaisée mais plus périlleuse. Où économiser ? Les retraites ? Le freinage actuel (+ 4 % d'augmentation en 1984, soit moins que la hausse prévue des prix, après + 8,16 % en 1983, pour une hausse des prix de 9,6 %) a déjà soulevé des protestations. Aller plus loin serait prendre un risque politique considérable. La famille ? Elle a été annoncée comme une priorité pour le IX^e Plan, priorité réaffirmée par le président de la République lui-même. Gagner sur les coûts de gestion ? Sans doute, mais l'économie ne peut être que progressive : si le montant de ces coûts doit approcher les 27,5 milliards pour le régime général en 1984, cela ne représentera que 4,8 % des dépenses, contre près de 5 % en 1983 : déjà, on redistribuera les effectifs entre les caisses nationales.

Reste la santé. C'est dans cette voie qu'on est le plus tenté de chercher, en raison de l'accroissement considérable des dépenses au cours des dernières années (+ 6,3 % par an en volume entre 1975 et 1982). Mais on ne peut le faire sans réduire certaines prestations. M. Bérégovoy s'y refuse pour l'instant : « Réduire le niveau de la couverture sociale aurait des conséquences négatives sur l'activité et l'emploi », avait-il affirmé au cours de la journée sur l'économie sociale organisée par le Parti socialiste, le 7 avril... « Remettre en cause la Sécurité sociale serait contraire à nos principes, à nos engagements. » C'est en substance ce qu'il a répété, le 24 avril, devant le groupe socialiste de l'Assemblée nationale.

Si l'on a entrepris rue de Grenelle d'étudier systématiquement toutes les voies (« même les plus absurdes », disent certains), d'établir une sorte de catalogue d'économies possibles, certaines paraissent abandonnées, comme l'idée de faire prendre en charge une partie des remboursements par les mutuelles ou les assurances privées.

D'abord, par suite du refus résolu de la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF) de jouer le rôle d'une « Sécurité sociale bis », même en échange d'un monopole de la couverture complémentaire : un tel refus avait déjà bloqué en 1980 la création d'un « ticket modérateur d'ordre public » décidé par le gouvernement de M. Raymond Barre. Pour des raisons de logique ensuite. En effet, ou bien l'adhésion à une mutuelle (ou le recours à une assurance privée) est obligatoire, et les prélèvements obligatoires ne diminuent pas réellement. Ou bien elle ne l'est pas, et ceux qui ont les revenus les plus faibles pourraient être moins bien protégés. « Pour 50 % des assurés qui ne sont pas mutualisés, il en résulterait une baisse de la couverture sociale, notamment pour les plus vulnérables, personnes âgées, salariés des petites entreprises », a dit M. Bérégovoy le 7 avril.

Ces arguments amènent à écarter aussi l'hypothèse de deux niveaux de cotisation et de remboursement par la Sécurité sociale elle-même, l'un obligatoire, l'autre facultatif quoique fortement recommandé. « Modulariser » le ticket modérateur ou instaurer une franchise de remboursement en fonction du revenu pour le petit risque n'apparaît pas davantage praticable. Une telle mesure serait, en effet, très difficile à mettre en œuvre (1) et d'un faible rapport compte tenu de la concentration des dépenses (4 % des personnes protégées consomment 50 % des dépenses).

Que faire alors ? « Poursuivre dans le sens actuel : mieux gérer, continuer les réformes », a déclaré M. Bérégovoy. Derrière cette formule, quatre pistes.

Première piste : continuer les économies, en particulier ne pas relâcher le contrôle exercé sur les dépenses hospitalières, qui s'est traduit en 1983 par le refus de la plupart des budgets supplémentaires demandés par les hôpitaux : sur un millier de demandes, pas plus d'une centaine ont été acceptées, représentant au total 85 millions de francs seulement. Cette discipline rigoureuse a permis de ramener la croissance des dépenses hospitalières en volume d'un rythme annuel supérieur à 6 % entre 1975 et 1982 à 2,9 % en 1983 et d'économiser ainsi l'équivalent de 14 milliards de francs.

Pour mieux contrôler les dépenses, le secrétariat d'État à la santé va faire appliquer progressivement par les hôpitaux, parallèlement au « budget global », un système de comptabilité analytique permettant de déterminer les coûts réels (hébergement, administration, soins médicaux selon les maladies). Ainsi espère-t-on connaître dès la fin de 1985 les dépenses moyennes d'administration et d'hébergement et à partir de là, pouvoir éventuellement réaliser des économies — et en 1986 ou 1987, le coût moyen des différentes pathologies.

En attendant, deux mesures peuvent, sans rien relâcher de la discipline actuelle, réduire les dépenses des hôpitaux. La première serait la suppression, hypothèse envisagée par le ministère de l'économie, de la taxe sur les salaires (2). La seconde sera le relèvement, prévu pour janvier 1985, des tarifs de consultations « externes » à l'hôpital, pour les porter au prix des consultations de ville (3). Les tarifs actuels couvrent en effet entre le tiers et la moitié du coût, le reste étant payé par l'hôpital sur son budget. Au passage, cela fera réaliser quelques économies aux

caisses d'assurance-maladie, les dépenses d'hospitalisation étant plus largement prises en charge par la Sécurité sociale que les consultations externes.

Deuxième piste : prolonger les réformes antérieures. La généralisation du budget global en 1985 tend à mettre en cause la tarification hospitalière toujours fondée en partie sur des prix de journée, illogique et parfois injuste. En effet, on demande au malade un ticket modérateur de 20 % pour les séjours de moins de trente jours ou les actes inférieurs à K 50 (4), alors qu'au-dessus il paie seulement un forfait « hôtelier » de 21 francs par jour. Cette dualité entraîne d'importantes différences de remboursement : jusqu'à 6 000 francs par mois selon le Livre blanc de la protection sociale, publié par le ministère des affaires sociales en juin 1983.

La connaissance des coûts hospitaliers permettrait d'y substituer un système plus équitable et éventuellement de modulariser le montant du forfait pour alléger les remboursements de la Sécurité sociale aux hôpitaux : en portant ce forfait à 50 francs par exemple, on peut supprimer totalement le ticket modérateur. Mais on ne peut augmenter trop fortement son montant sans peser d'attraiter à des sommes considérables en cas de séjour de longue durée. A moins de démander aux mutuelles ou aux assurances une prise en charge partielle.

Gagner de l'argent

Troisième piste, la plus inattendue sans doute : faire gagner de l'argent à la Sécurité sociale en substituant à une gestion purement administrative de sa trésorerie une gestion financière. Le conseil d'administration de l'ACOSS (Agence centrale des organismes de Sécurité sociale, qui gère la trésorerie du régime général) a déjà, le

28 mars, pris plusieurs mesures en ce sens. Il a obtenu que son compte à la Caisse des dépôts soit rémunéré au taux du marché monétaire (12 % à 12,5 %) moins 1/8^e de point pour les disponibilités courantes, alors que la Caisse des dépôts prélevait jusqu'à présent un point. L'ACOSS pourra aussi acheter des bons du Trésor en compte courant et placer à long terme (en obligations, SICAV ou fonds communs de placement) les fonds immobilisés plus longtemps. Bénéfice escompté : de 300 à 500 millions de francs. Mais ce n'est que le début des mesures prévues pour rentabiliser la trésorerie de l'ACOSS (dont l'en cours quotidien atteint quelque 4 à 5 milliards de francs, et parfois 20 milliards de francs entre janvier et fin mars).

Quatrième piste enfin, la plus prometteuse en l'état des travaux des fonctionnaires : la recherche d'opérations de « contraction ». Cela consiste à réduire une prestation d'un montant égal à ce qui a été repris par la cotisation ou par l'impôt, ou à supprimer les impôts que l'État se verse à lui-même.

C'est d'abord pour les allocations familiales qu'on y a pensé : au-dessous d'un certain niveau de revenus, les familles toucheraient des allocations ; au-dessus de ce plafond, elles bénéficieraient d'une réduction d'impôt, comme en Italie ou au Canada. On pourrait ainsi réduire les prélèvements de 5 à 6 milliards de francs. Toutefois, il faut que le système soit « neutre » pour toutes les familles, ce qui amène à renoncer à la suppression du quotient familial primitivement envisagé : celle-ci aurait réduit les avantages accordés aux ménages à revenus élevés, en particulier ceux des cadres. Ensuite, pour que l'opération soit considérée comme une réduction des prélèvements obligatoires au regard de la comptabilité nationale, il faut que la baisse de l'impôt sur le revenu résulte d'une modification de sa structure même

(comme le quotient familial) et non d'un simple crédit d'impôt.

Le même procédé est étudié dans d'autres domaines. On a, par exemple, songé à l'appliquer aux cotisations « patronales » versées par les organismes de Sécurité sociale pour leurs salariés, cotisations qui représentent aussi plusieurs milliards de francs. Le « gisement » le plus substantiel est cependant celui des « indemnités journalières » accordées aux salariés par le régime général de la Sécurité sociale en cas de maladie (15,5 milliards de francs en 1983, sans doute 16,6 milliards en 1984). Transférer le versement aux entreprises — comme on l'a fait l'an dernier en Grande-Bretagne pour les huit premières semaines — permettrait d'alléger d'un point leurs cotisations d'assurance-maladie. En outre, l'opération ne serait pas dénuée de logique : beaucoup de conventions collectives prévoient déjà que l'entreprise continue à payer normalement le salarié malade et récupère les « indemnités journalières »...

QUY HERZLICH.

- (1) Notamment parce que l'impôt sur le revenu est basé sur la notion de « foyer fiscal » (le ménage) et la Sécurité sociale sur celle d'individu « ayant droit » aux prestations, que l'on ne possède pas de fichier individuel des assurés ; enfin, parce qu'il faudrait que la Sécurité sociale connaisse les impôts payés par les particuliers.
- (2) Cette taxe est payée surtout par les banques, les assurances et les hôpitaux. Le taux est de 4,25 % sur la fraction du salaire inférieure à 32 800 francs par an, de 8,50 % sur celle entre 32 800 et 65 500 francs, de 13,60 % pour la tranche supérieure.
- (3) Dans les hôpitaux publics, les tarifs sont de 26,95 francs pour le généraliste, 46,15 francs pour le spécialiste, 73,25 francs pour le psychiatre. Chez les praticiens conventionnés de ville, ils sont respectivement de 65,95 francs et 150 francs.
- (4) Ce qui correspond par exemple à une opération de l'appendicite.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les députés socialistes excluent que le gouvernement puisse réduire le régime de la protection sociale

Les membres du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, qui reçoivent, mardi 24 avril, M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, ont, une nouvelle fois, débattu de la baisse des prélèvements obligatoires de 1 % sans déséquilibre financier, annoncée par M. François Mitterrand pour le budget de 1985, notamment de ses conséquences éventuelles sur la protection sociale des particuliers.

M. Bérégovoy a rappelé aux députés que l'augmentation au volume des dépenses sociales est actuellement de 2 % par an et qu'une croissance économique annuelle inférieure imposerait la recherche d'un complément de financement. Le ministre a expliqué aux députés que, compte tenu du réajustement des comptes de la Sécurité sociale, les années 1984 et 1985 ne devraient voir ni réduction de la protection sociale, ni augmentation des cotisations, ni institution de nouveaux prélèvements (1).

M. Bérégovoy a aussi rappelé que son ministère était allé très loin dans la voie des économies et du redressement financier, ce qu'il volontiers reconnaît les députés socialistes, et que le financement par le seul budget social de la nation de la baisse des prélèvements obligatoires imposait la recherche de nouvelles solutions.

Pour M. Bérégovoy, une telle baisse doit mettre à contribution plus que le budget social, le budget de l'État et les collectivités locales. M. Bérégovoy a également fait savoir aux députés qu'il a transmis au premier ministre et au président de la République des propositions à propos de cette diminution de 1 % des prélèvements. Le ministre a précisé aux députés qu'il a demandé à un expert de son ministère d'étudier l'effet quantitatif d'une baisse de la protection sociale sur le taux de croissance. Il a suggéré au groupe de se livrer à la même étude.

Les députés sont tombés d'accord avec le ministre — a rapporté M^{me} Véronique Neiertz, porte-parole du groupe — pour estimer que le budget de l'État et les collectivités locales doivent participer à une baisse des prélèvements obligatoires.

M^{me} Neiertz a indiqué que les députés souhaitent que la discussion s'engage à ce sujet avec les ministères intéressés. Le groupe socialiste a aussi l'intention de consacrer plusieurs réunions à ce problème.

Toutefois, M. Pierre Joxe, président du groupe, a affirmé que le Parlement n'est pas tenu par la décision de réduire de 1 % les prélèvements obligatoires et aura l'occasion de prendre ses responsabilités. M^{me} Christiane Goux et Christian Pierret, respectivement président de la commission des finances et rapporteur général du budget, ont exclu toute baisse de la protection sociale. Les députés socialistes semblent écarter l'idée qu'un gouvernement de gauche puisse toucher à la protection sociale. Néanmoins, M. Claude Evin, président de la commission des affaires sociales, tout en affirmant lui aussi son opposition à une remise en cause de l'étendue de la protection sociale, a estimé qu'une telle remise en cause ne pourrait pas être évitée si le budget social de la nation participe à l'effort de diminution des prélèvements obligatoires.

Enfin, M. Pierret a émis l'idée d'une « mutualisation » volontaire d'une partie des prestations sociales au-dessus d'un certain niveau de revenus, idée que n'a pas écartée M. Joxe.

J.-L. A.

(1) Pour 1984, M. Bérégovoy prévoit un excédent de 4 à 5 milliards de francs.

« Publication au Journal officiel d'un décret transférant la charge des préretraites à l'Etat. — Dans la continuité du nouveau système d'assurance-chômage mis en place depuis le 1^{er} avril, le Journal officiel, en date du 22 avril, a publié un décret transférant à la charge de l'Etat les bénéficiaires des contrats de solidarité et des préretraites du Fonds national de l'emploi. A cette occasion, aucun changement n'intervient, si ce n'est la durée d'appartenance minimale à l'entreprise, qui est portée de quatre-vingt-cinq jours à six mois.

(Publié)

« La S.E.M.I.P. — SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DE MATÉRIEL INDUSTRIEL & DE TRAVAUX PUBLICS dont le siège social est situé à BALLAINVILLIERS — 91160 LONGJumeau — 212, avenue de la Division Leclerc (RN 20) et le siège administratif — 59, rue de Bourgoy — 69210 COUDEKERQUE-BRANCHE — ENTREPRISE DE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS dont les zones d'activité se situent en région parisienne, dans la Somme et le Nord-Pas-de-Calais, tient à signaler qu'elle n'a aucun lien avec la S.E.M.I.P. — SOCIÉTÉ MIXTE DE CONSTRUCTION ET DE RÉNOVATION, citée dans l'affaire du Krach immobilier à la municipalité de PANTIN. »

UN AVENIR A PRENDRE

Quand les premiers trains sont arrivés, les gens ne savaient pas qu'ils allaient découvrir de nouveaux plaisirs, de nouvelles libertés. Que toute leur vie allait en être changée. Et que de nouvelles industries, de nouveaux emplois, de nouveaux savoir-faire allaient naître. Les nouveaux outils d'aujourd'hui, c'est, une fois de plus, la même chance. L'avenir, cela s'apprend. Ensemble.

Salariés, syndicalistes, chefs d'entreprise, téléphonez dès aujourd'hui au (1) 787.19.90. Des spécialistes vous expliqueront à partir du 2 mai comment vous emparer de la nouvelle loi sur la formation professionnelle des adultes.

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

مكتبة من الأصل

INDUSTRIE

AGRICULTURE

LES RÉMUNÉRATIONS DES DIRIGEANTS DES GROUPES NATIONALISÉS

Ombres et lumières à la CGE

Abordée timidement lors du débat sur les nationalisations, la question des rémunérations diverses et variées des cadres dirigeants des grandes entreprises nationalisées. Dans son numéro du 25 avril, le *Canard enchaîné* consacre un long article à la situation particulière de M. Georges Pébereau, directeur général de la Compagnie générale d'électricité et PDG de l'une des principales filiales du groupe, CIT Alcatel.

Selon le *Canard*, le conseil d'administration de cette société a constitué le 9 novembre 1983 une commission spéciale composée de deux de ses membres pour « régler » les « problèmes relatifs à la situation des mandataires sociaux ». Le 28 décembre, cette commission restreinte a proposé d'attribuer à M. Pébereau un « complément de rémunération » au « titre des éminents services rendus, tant comme directeur général que comme PDG et quel que soit le motif qui l'amènerait à quitter la présidence ».

Cette sorte de rente qui est, soit dit en passant, une vieille habitude à la CGE, consisterait en un versement annuel à vie de 400 000 francs par an indexé sur le valeur du point de retraite Agric en cas de départ de la so-

ciété de M. Pébereau, transmissible pour moitié à sa veuve. Le conseil d'administration de CIT Alcatel aurait entériné le 25 janvier cette disposition en décidant de l'annexer au procès-verbal, sans en demander le détail.

Le groupe CGE a affirmé mardi soir 24 avril dans un communiqué que « l'ensemble des éléments constituant la rémunération du président de CIT Alcatel ont été fixés par le conseil d'administration de cette société en accord avec le président du groupe CGE ». « La procédure suivie est celle utilisée conformément au droit des sociétés pour la détermination de la rémunération des dirigeants ». Ce communiqué confirme implicitement l'information du *Canard enchaîné* et se retranche derrière... l'autorité du président de la CGE, M. Brunet.

Le conseil d'administration d'une société de droit privé est souverain en matière de rémunération des dirigeants-mandataires sociaux. Le versement de rentes à vie pour bons et loyaux services était une pratique usuelle dans un nombre d'entreprises et pouvait se justifier à une époque où les retraites étaient minces. Une

17 000 producteurs de lait manifestent à Laval

Les producteurs de lait des régions de l'Ouest ont manifesté à Laval (Mayenne) mardi 24 avril.

Le même jour, la Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans (CNSP), dont les responsables avaient été reçus au ministère de l'Agriculture dans le cadre des consultations préalables à la conférence laitière, affirmait lors d'une conférence de presse que certaines entreprises laitières, coopératives ou privées, refusaient déjà de collecter le lait de petits producteurs, au-dessous des plafonds de production annuelle. Ces plafonds varient, selon les régions, de 14 600 litres par exploitation dans la Manche à 100 000 litres en Lorraine, par exemple. Ailleurs, des chiffres à lait appartenant aux laïques ont été reportés, des lettres annonçant la suspension immédiate de la collecte ont été reçues. Pour ces petits producteurs du lait est le plus souvent le seul revenu, l'arrêt de la collecte signifie la faillite à court terme, souligne la CNSP.

Une manifestation des agriculteurs des départements de l'Ouest, protestant contre la réduction de la production laitière, a rassemblé à Laval 30 000 personnes selon les organisateurs et 17 000 environ selon la police. Les manifestants enten-

daient « maintenir la mobilisation du monde agricole contre l'instauration de quotas laitiers par la CEE », à l'appel des FDSEA et CDJA de Bretagne, Pays-de-Loire et Basse-Normandie.

Le seul incident s'est produit devant l'hôtel de police de Laval, dont les grilles ont été arrachées et dont plusieurs vitres ont été brisées, alors que des pétards et des panneaux de signalisation étaient lancés dans l'arrière-cour de la cour.

Les agriculteurs ont parcouru les rues de Laval en criant de « Quotas assassins ! ». « Le lait donne la vie, Record donne la mort ! ».

Plusieurs élus de l'opposition, MM. François d'Arbois (député UDF de Laval) et Marcel Dumay (sénateur, divers opposition d'Ille-et-Vilaine), marchaient en tête du cortège, derrière des engins agricoles tirant des bédons de lait.

À la fin de la manifestation, M. Luc Guyau, président du Centre national des jeunes agriculteurs, avait sévèrement condamné le report de la conférence nationale laitière organisée par M. Michel Rocard, ministre de l'Agriculture, et souligné que, dans l'Ouest, « il n'y a pas d'alternative à la production laitière ».

La sidérurgie japonaise prend pied aux Etats-Unis

(Suite de la première page.)

Les 16 000 sidérurgistes de National Carbis - avec raison - que la reprise par US Steel ne se traduise par de nouveaux licenciements. Leurs syndicats s'étaient opposés au projet. Le groupe japonais a promis, lui, de conserver tous les sites.

Si l'opération obtient l'aval des autorités fédérales, Nippon Kokan réunira une entité sur le marché américain dans de bonnes conditions. National Steel est spécialisée dans les produits plats (les tôles) destinés en particulier à l'automobile, marché rémunérateur dont l'avenir paraît assuré. National, qui a déjà fermé la moitié de ses capacités, est un des rares sidérurgistes qui aient redressé leurs comptes et réalisé des profits depuis un an.

Le groupe japonais s'offre donc un ticket d'entrée bien choisi au moment où les Etats-Unis lèvent des barrières protectionnistes et se ferment à l'importation d'acier. Tirant parti de l'obsolescence des aciéries américaines, les sidérurgistes euro-

péens, japonais ou des pays du tiers-monde comme le Brésil ont conquis ces dernières années plus de 20 % du marché américain. Les maîtres des forges d'outre-Atlantique ont délaissé une vaste offensive pour la fermeture des frontières, et ont obtenu largement gain de cause.

Ce n'est pas la première fois que les Japonais réussissent au protectionnisme en investissant aux Etats-Unis. Déjà le numéro six japonais Nishin Steel avait pris 10 % de Wheeling Pittsburgh, le numéro huit américain, en début d'année. Le même Nippon Kokan avait approché Rouge Steel, filiale de Ford. Les Japonais, par ce biais, consolident leurs ventes d'acier aux Etats-Unis, en particulier auprès des constructeurs automobiles, et en profitent, en général, pour vendre leur technologie sidérurgique outre-Atlantique.

L'opération de Nippon Kokan est symbolique d'une nouvelle stratégie mondiale des sidérurgistes japonais. La sidérurgie japonaise est, elle aussi, mise à mal par la crise. Nippon Steel, le numéro un mondial, a annoncé dernièrement 10 000 suppressions d'emplois. Le protectionnisme généralisé va provoquer une baisse des exportations japonaises de 4 % cette année, selon l'Association des exportateurs nippons. Les Japonais vont-ils désormais acheter des droits d'exporter dans les différents pays à coups d'accords financiers et technologiques ? C'est probable. Le maintien de leur suprématie dans ce secteur passe probablement par ce biais. Les Européens, qui furent les grands exportateurs mondiaux, semblent en tout cas, faute de grands moyens financiers, incapables de les suivre dans cette voie.

Symbolique, l'opération l'est aussi parce qu'elle marque une nouvelle forme de coopération industrielle entre les deux pays. Après l'automobile - qui n'a en mémoire l'accord General Motors-Toyota ? - la sidérurgie. Dans l'automobile comme dans l'acier, mais aussi dans d'autres secteurs comme la robotique, les Américains acquiescent désormais de la technologie japonaise. Signe des temps, mais aussi des formidables retards pris par l'industrie américaine dans des secteurs dits « traditionnels ». Un dollar fort, les salaires élevés et les faibles gains de productivité américains (moins de 2 % par an entre 1973 et 1982 aux Etats-Unis, contre 6 % au Japon et 4 % en France ou en RFA) sont des handicaps difficiles à surmonter. En conclusion, que les Américains vont abandonner les secteurs « anciens » serait aller trop vite en besogne, même s'ils font porter leurs efforts sur les nouvelles technologies, où leur suprématie apparaît plus forte que jamais.

ERIC LE BOUCHER.

APRÈS L'INCENDIE DU CENTRE LECLERC Cinq viticulteurs sont interpellés dans l'Aude

Carcassonne. - Après la destruction du centre Leclerc de Carcassonne, samedi 21 avril, des arrestations étaient attendues, les malfaiteurs minéralogiques de plusieurs voitures du commando ayant été relevés. Elles n'ont pas tardé. Ce mercredi 25 avril, à 6 heures du matin, les inspecteurs du SRPJ de Montpellier ont interpellé à leurs domiciles cinq viticulteurs de l'Aude. Il s'agit de MM. Jacques Serres, président de la cave coopérative de Monze, Claude Francès, président de la cave coopérative de Ginestas, MM. Roussy, de Rieux-Minervois, Pagès, de Preixan et Camus, de Nevian.

Cette première série d'arrestations risque de mobiliser à nouveau le monde viticole. Mardi, à la manifestation de Perpignan, où deux mille viticulteurs s'étaient retrouvés dans le calme, M. Jean Huillet, porte-parole du comité d'action viticole de l'Hérault, avait confié : « Il ne faut pas profiter du contexte pour arrêter n'importe qui n'importe quand. Des preuves doivent être apportées... Il a assuré que les viticulteurs « descendraient » s'ils le font, dans la rue pour défendre leurs camarades ».

Ce mercredi matin, l'un des leaders du comité d'action viticole de l'Aude, M. Georges Fabre, a réagi aux cinq arrestations en ces termes : « Nous nous y attendions. Il s'agit de présent de démêler cette affaire au mieux des intérêts de tous. Tant que nous n'aurons pas donné des instructions précises, je pense que les viticulteurs ne bougeront pas. Il y a de notre côté une volonté de dialogue. L'espère qu'il en sera de même du côté des pouvoirs publics ».

BERNARD REVEL.

Notre correspondant de Perpignan nous signale, en outre, que, durant la manifestation, M. Jean Huillet, qui s'était déclaré « indigné » de l'annonce de l'incendie du magasin Leclerc, a réaffirmé que « les comités d'action viticoles n'avaient rien à voir avec ces extrémistes ».

À TF 1, M. Michel Rocard a expliqué que de telles actions, si elles étaient vraiment conduites par des viticulteurs, étaient non seulement « scandaleuses moralement », mais « imbéciles économiquement », puisqu'elles affaiblissent considérablement la position française dans les négociations européennes pour la demande d'une discipline supplémentaire réclamée par les viticulteurs du Midi.

« C'est une action inqualifiable, c'est du vandalisme », nous a déclaré M. François Guillaume, président de la FNSEA.

Cette déclaration a été jugée « inacceptable », dans un communiqué, par M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat aux rapatriés et ancien sénateur de l'Aude.

LE SUCCES DU COMPTE EPARGNE PROJETS IMMOBILIERS LA HENIN :

- Une épargne modérée à court terme.
- Un prêt pour vos travaux ou aménagements à 9,50 % seulement.

9,50 %

Vous êtes propriétaire et vous voulez :

- à des travaux (toiture, chauffage) ;
- aménagements (combles, veranda, etc.) ;
- Surtout n'attendez pas !

La Banque La Henin propose :

- d'épargne qui répond à vos besoins ;
- La 1^{re} vous ouvre un compte à 9,50 % seulement ;
- La 2^e vous rapporte 12 % et vous ouvre, au bout de 3 ans, un crédit à 12 % ;
- La 3^e vous ouvre un crédit à 12 % ;
- La 4^e vous ouvre un crédit complémentaire à un taux préférentiel.

epargne projets immobiliers

LA HENIN

La Banque-orchestre de l'immobilier

Coupon à retourner à Banque La Henin, 16, rue de la Ville-Evêque, 75384 Paris Cedex 08 - Tél. : 265.35.15.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Tél. pers. _____ Tél. prof. _____

souhaite recevoir une information gratuite sans engagement de ma part.

PRIX EXCEPTIONNELS

Aux Trois Quartiers

DU 24 AVRIL AU 5 MAI
DANS TOUS LES RAYONS

17, boulevard de la Madeleine, Paris, Tél. : 260.39.30.



MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

24 avril

En hausse : + 0,45 %

Après quatre journées chahutées pour les fêtes pascales, le marché parisien est parti du bon pied en ce début de semaine avec une hausse de 0,45 % à l'indicateur instantané. Sous l'effet d'une demande assez importante, quelques titres ont même été réservés à la hausse : tels Leroy-Somer (+ 6 % en fin de séance) et Docks de France.

Au fil des comparaisons, les gains s'importent sur les replis par leur antérieur : notamment, à l'heure du vote, les actions de Roussel-Uclaf (+ 7 %), Primagaz (+ 6 %), Compagnie bancaire (+ 4 %). Comme l'année précédente, Chargeurs réunis a choisi de ne pas distribuer de dividende au titre de 1983, mais la Bourse ne lui en tient pas rigueur et l'on en juge par la hausse de l'action (+ 4 %). De même, Radiotechnique, qui a obtenu de récentes victoires en vue de résultats annuels peu encourageants, a regagné 3,5 %, tandis que SEB, Darty, CSF, Soreg et Générale Fonderie gagnaient de 3 à 4 %.

Retournement de situation sur Anrep, initialement « réservée à la baisse » sous l'afflux d'ordres de vente, qui perd finalement 10 % tandis que Beghin-Say, après avoir subi le même sort, perd 3,5 %. Cressat-Lore est en repli de 5 % à la veille de la réunion de son conseil d'administration.

Par ailleurs, St-Louis, Dassault, Vindry, Bis, Cressat et DMC perdent de 2 % à 4 % environ.

Introduit le 24 avril sur le second marché de la Bourse de Paris, le cours de l'action Manitou (chariot-élévateur) a été coté à 480 F, prix d'offre initial.

Sur le marché de l'or, le métal fin n'a guère varié à Londres (384,60 dollars contre 385,50 dollars). A Paris, le lingot a gagné 500 F à 101,50 F, le napoléon indigène 1 F à 620 F, le dollar-étire 9,91/95 F.

NEW-YORK

Reprise

La séance de mardi s'est mieux terminée qu'elle n'avait commencé. Encore assez lourde durant les premières heures de cotation, la tendance s'est renversée en fin d'après-midi sur le replis des « Blue Chips », et l'indice des Industriels, au moment même où il avait atteint son maximum à 1 144,37, s'est finalement établi à 1 162,89, enregistrant d'un coup l'entrée au gain de 13,4 points.

Le bilan de la journée atteste du regain d'intérêt dont ont bénéficié les actions de tout premier plan, puisque, sur 1 976 valeurs traitées, 825 seulement ont monté, 700 ont baissé et 451 n'ont pas varié.

Ce sont principalement les investisseurs institutionnels qui se sont portés acquiescents sur ces hausses « Blue Chips ». L'indicateur est surtout venu des gigantesques nouvelles sur le marché de l'économie, dont il ressort que la menace de surchauffe s'éloigne. Les prix à la consommation ont enregistré un recul de 0,2 % en mars (contre 0,4 % en février) et les commandes de biens durables de 0,5 % le même mois (contre 2,9 % précédemment). Pour M. Martin Feldstein, chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, de tels chiffres sont encourageants. Mais les investisseurs n'ont, semble-t-il, pas attendu ces communications pour s'engager, prudemment quand même, à en juger par l'activité, qui a porté sur 57,05 millions de titres, contre 73 millions la veille.

VALEURS	Cours	Différence
Indice	1162,89	+13,42
Indice 30	1162,89	+13,42
Indice 50	1162,89	+13,42
Indice 100	1162,89	+13,42
Indice 200	1162,89	+13,42
Indice 300	1162,89	+13,42
Indice 400	1162,89	+13,42
Indice 500	1162,89	+13,42
Indice 600	1162,89	+13,42
Indice 700	1162,89	+13,42
Indice 800	1162,89	+13,42
Indice 900	1162,89	+13,42
Indice 1000	1162,89	+13,42
Indice 1100	1162,89	+13,42
Indice 1200	1162,89	+13,42
Indice 1300	1162,89	+13,42
Indice 1400	1162,89	+13,42
Indice 1500	1162,89	+13,42
Indice 1600	1162,89	+13,42
Indice 1700	1162,89	+13,42
Indice 1800	1162,89	+13,42
Indice 1900	1162,89	+13,42
Indice 2000	1162,89	+13,42

BOURSE DE PARIS Comptant

24 AVRIL

VALEURS	Cours	Différence
Indice	1162,89	+13,42
Indice 30	1162,89	+13,42
Indice 50	1162,89	+13,42
Indice 100	1162,89	+13,42
Indice 200	1162,89	+13,42
Indice 300	1162,89	+13,42
Indice 400	1162,89	+13,42
Indice 500	1162,89	+13,42
Indice 600	1162,89	+13,42
Indice 700	1162,89	+13,42
Indice 800	1162,89	+13,42
Indice 900	1162,89	+13,42
Indice 1000	1162,89	+13,42
Indice 1100	1162,89	+13,42
Indice 1200	1162,89	+13,42
Indice 1300	1162,89	+13,42
Indice 1400	1162,89	+13,42
Indice 1500	1162,89	+13,42
Indice 1600	1162,89	+13,42
Indice 1700	1162,89	+13,42
Indice 1800	1162,89	+13,42
Indice 1900	1162,89	+13,42
Indice 2000	1162,89	+13,42

VALEURS	Cours	Différence
Indice	1162,89	+13,42
Indice 30	1162,89	+13,42
Indice 50	1162,89	+13,42
Indice 100	1162,89	+13,42
Indice 200	1162,89	+13,42
Indice 300	1162,89	+13,42
Indice 400	1162,89	+13,42
Indice 500	1162,89	+13,42
Indice 600	1162,89	+13,42
Indice 700	1162,89	+13,42
Indice 800	1162,89	+13,42
Indice 900	1162,89	+13,42
Indice 1000	1162,89	+13,42
Indice 1100	1162,89	+13,42
Indice 1200	1162,89	+13,42
Indice 1300	1162,89	+13,42
Indice 1400	1162,89	+13,42
Indice 1500	1162,89	+13,42
Indice 1600	1162,89	+13,42
Indice 1700	1162,89	+13,42
Indice 1800	1162,89	+13,42
Indice 1900	1162,89	+13,42
Indice 2000	1162,89	+13,42

VALEURS	Cours	Différence
Indice	1162,89	+13,42
Indice 30	1162,89	+13,42
Indice 50	1162,89	+13,42
Indice 100	1162,89	+13,42
Indice 200	1162,89	+13,42
Indice 300	1162,89	+13,42
Indice 400	1162,89	+13,42
Indice 500	1162,89	+13,42
Indice 600	1162,89	+13,42
Indice 700	1162,89	+13,42
Indice 800	1162,89	+13,42
Indice 900	1162,89	+13,42
Indice 1000	1162,89	+13,42
Indice 1100	1162,89	+13,42
Indice 1200	1162,89	+13,42
Indice 1300	1162,89	+13,42
Indice 1400	1162,89	+13,42
Indice 1500	1162,89	+13,42
Indice 1600	1162,89	+13,42
Indice 1700	1162,89	+13,42
Indice 1800	1162,89	+13,42
Indice 1900	1162,89	+13,42
Indice 2000	1162,89	+13,42

VALEURS	Cours	Différence
Indice	1162,89	+13,42
Indice 30	1162,89	+13,42
Indice 50	1162,89	+13,42
Indice 100	1162,89	+13,42
Indice 200	1162,89	+13,42
Indice 300	1162,89	+13,42
Indice 400	1162,89	+13,42
Indice 500	1162,89	+13,42
Indice 600	1162,89	+13,42
Indice 700	1162,89	+13,42
Indice 800	1162,89	+13,42
Indice 900	1162,89	+13,42
Indice 1000	1162,89	+13,42
Indice 1100	1162,89	+13,42
Indice 1200	1162,89	+13,42
Indice 1300	1162,89	+13,42
Indice 1400	1162,89	+13,42
Indice 1500	1162,89	+13,42
Indice 1600	1162,89	+13,42
Indice 1700	1162,89	+13,42
Indice 1800	1162,89	+13,42
Indice 1900	1162,89	+13,42
Indice 2000	1162,89	+13,42

VALEURS	Cours	Différence
Indice	1162,89	+13,42
Indice 30	1162,89	+13,42
Indice 50	1162,89	+13,42
Indice 100	1162,89	+13,42
Indice 200	1162,89	+13,42
Indice 300	1162,89	+13,42
Indice 400	1162,89	+13,42
Indice 500	1162,89	+13,42
Indice 600	1162,89	+13,42
Indice 700	1162,89	+13,42
Indice 800	1162,89	+13,42
Indice 900	1162,89	+13,42
Indice 1000	1162,89	+13,42
Indice 1100	1162,89	+13,42
Indice 1200	1162,89	+13,42
Indice 1300	1162,89	+13,42
Indice 1400	1162,89	+13,42
Indice 1500	1162,89	+13,42
Indice 1600	1162,89	+13,42
Indice 1700	1162,89	+13,42
Indice 1800	1162,89	+13,42
Indice 1900	1162,89	+13,42
Indice 2000	1162,89	+13,42

VALEURS	Cours	Différence
Indice	1162,89	+13,42
Indice 30	1162,89	+13,42
Indice 50	1162,89	+13,42
Indice 100	1162,89	+13,42
Indice 200	1162,89	+13,42
Indice 300	1162,89	+13,42
Indice 400	1162,89	+13,42
Indice 500	1162,89	+13,42
Indice 600	1162,89	+13,42
Indice 700	1162,89	+13,42
Indice 800	1162,89	+13,42
Indice 900	1162,89	+13,42
Indice 1000	1162,89	+13,42
Indice 1100	1162,89	+13,42
Indice 1200	1162,89	+13,42
Indice 1300	1162,89	+13,42
Indice 1400	1162,89	+13,42
Indice 1500	1162,89	+13,42
Indice 1600	1162,89	+13,42
Indice 1700	1162,89	+13,42
Indice 1800	1162,89	+13,42
Indice 1900	1162,89	+13,42
Indice 2000	1162,89	+13,42

VALEURS	Cours	Différence
Indice	1162,89	+13,42
Indice 30	1162,89	+13,42
Indice 50	1162,89	+13,42
Indice 100	1162,89	+13,42
Indice 200	1162,89	+13,42
Indice 300	1162,89	+13,42
Indice 400	1162,89	+13,42
Indice 500	1162,89	+13,42
Indice 600	1162,89	+13,42
Indice 700	1162,89	+13,42
Indice 800	1162,89	+13,42
Indice 900	1162,89	+13,42
Indice 1000	1162,89	+13,42
Indice 1100	1162,89	+13,42
Indice 1200	1162,89	+13,42
Indice 1300	1162,89	+13,42
Indice 1400	1162,89	+13,42
Indice 1500	1162,89	+13,42
Indice 1600	1162,89	+13,42
Indice 1700	1162,89	+13,42
Indice 1800	1162,89	+13,42
Indice 1900	1162,89	+13,42
Indice 2000	1162,89	+13,42

VALEURS	Cours	Différence
Indice	1162,89	+13,42
Indice 30	1162,89	+13,42
Indice 50	1162,89	+13,42
Indice 100	1162,89	+13,42
Indice 200	1162,89	+13,42
Indice 300	1162,89	+13,42
Indice 400	1162,89	+13,42
Indice 500	1162,89	+13,42
Indice 600	1162,89	+13,42
Indice 700	1162,89	+13,42
Indice 800	1162,89	+13,42
Indice 900	1162,89	+13,42
Indice 1000	1162,89	+13,42
Indice 1100	1162,89	+13,42
Indice 1200	1162,89	+13,42
Indice 1300	1162,89	+13,42
Indice 1400	1162,89	+13,42
Indice 1500	1162,89	+13,42
Indice 1600	1162,89	+13,42
Indice 1700	1162,89	+13,42
Indice 1800	1162,89	+13,42
Indice 1900	1162,89	+13,42
Indice 2000	1162,89	+13,42

VALEURS	Cours	Différence
Indice	1162,89	+13,42
Indice 30	1162,89	+13,42
Indice 50	1162,89	+13,42
Indice 100	1162,89	+13,42
Indice 200	1162,89	+13,42
Indice 300	1162,89	+13,42
Indice 400	1162,89	+13,42
Indice 500	1162,89	+13,42
Indice 600	1162,89	+13,42
Indice 700	1162,89	+13,42
Indice 800	1162,89	+13,42
Indice 900	1162,89	+13,42
Indice 1000	1162,89	+13,42
Indice 1100	1162,89	+13,42
Indice 1200	1162,89	+13,42
Indice 1300	1162,89	+13,42
Indice 1400	1162,89	+13,42
Indice 1500	1162,89	+13,42
Indice 1600	1162,89	+13,42
Indice 1700	1162,89	+13,42
Indice 1800	1162,89	+13,42
Indice 1900	1162,89	+13,42
Indice 2000	1162,89	+13,42

VALEURS	Cours	Différence
Indice	1162,89	+13,42
Indice 30	1162,89	+13,42
Indice 50	1162,89	+13,42
Indice 100	1162,89	+13,42
Indice 200	1162,89	+13,42
Indice 300	1162,89	+13,42
Indice 400	1162,89	+13,42
Indice 500	1162,89	+13,42
Indice 600	1162,89	+13,42
Indice 700	1162,89	+13,42
Indice 800	1162,89	+13,42
Indice 900	1162,89	+13,42
Indice 1000	1162,89	+13,42
Indice 1100	1162,89	+13,42
Indice 1200	1162,89	+13,42
Indice 1300	1162,89	+13,42
Indice 1400	1162,89	+13,42
Indice 1500	1162,89	+13,42
Indice 1600	1162,89	+13,42
Indice 1700	1162,89	+13,42
Indice 1800	1162,89	+13,42
Indice 1900	1162,89	+13,42
Indice 2000	1162,89	+13,42

0.46	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300	10300
------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. CRÉATION : « Vues et revues : Nouvelle culture », par Yves Florenne ; « Un idéalisme radical », par Christian Delcampagne.
3. L'U : le moment lucide, de Bernard Sicard.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE : Trois émissaires du colonel Kadhafi négocient à Londres l'évacuation de l'ambassade.
4. PROCHE-ORIENT : L'URAN : la trêve semble devoir permettre la formation d'un gouvernement d'union.
5. EUROPE : 56. AMÉRIQUES : BRÉSIL : l'élection du président de la République au suffrage universel.
6. AFRIQUE : 67. ASIE

POLITIQUE

- 8-9. M. Rocard sur TF 1.
10. A l'Assemblée nationale.
11. M. Juret, nouveau secrétaire général du CNRP, veut imposer un renouvellement des cadres du parti.

SOCIÉTÉ

12. La première grève nationale des infirmiers.
13. Jugement modéré dans l'affaire Pirelli.
16. COMMUNICATION : « Bertalanffy, numéro un européen des médias » (II), par Eric Rohde.
29. FAITS DIVERS : SPORTS.

SUPPLÉMENT

- 17 à 20. PORTUGAL : la liberté en X.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

21. THÉÂTRE : de Tolstov à Erdman par les comédiens français.
- 21-23. FESTIVALS : le jazz de l'est au Maine ; manifestations « Fringe » à Hongkong.
22. LIVRES : Sociologie de la culture et sociologie des cultures populaires ; le Paradis du musicien.
23. CINÉMA : L'effort des héros, de Philip Kaufman.
24. UNE SÉLECTION : PROGRAMMES DES EXPOSITIONS.

DOSSIER

36. LE POINT SUR... la Grande-Bretagne et la CEE.

ÉCONOMIE

37. CONJONCTURE : la restauration des comptes extérieurs de la France.
- 37-38. SOCIAL : le rapport de M. Edmond Maire au conseil national de la CFTD : la réduction du temps de travail.
39. AFFAIRES : AGRICULTURE.

- RADIO-TÉLÉVISION (16) : Informations « SERVICES » (14) : « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.
- Amorces classées (30 à 34) ; Carnet (34) ; Légion d'honneur (15) ; Programmes des spectacles (25 à 29) ; Marchés financiers (41).

Le numéro du « Monde » daté 25 avril 1984 a été tiré à 467 366 exemplaires

(Publicité)

Tapis d'Art chez les Artisans

Récompenses

J'ai visité la nouvelle Exposition de tapis de haute qualité des Artisans Récompensés. Styles Chiraz, Tabriz, XVIII^e français, etc. Même les « défauts » sont typiques de l'Artisanat vrai. Et ils sont souvent imbattables comme durabilité, solidité des couleurs, beauté, netteté, finesse (jusqu'à 500.000 points/m²) et... placement. Prix professionnels. Entrée libre chez les Artisans Récompensés, Impasse St Sébastien par le 32, rue St Sébastien, 11^e (355.66.50) • A voir aussi : Moquettes antiques ; Haute Laine ; Silencieuses ; Chaudes ; A l'épreuve du feu ; Tissus-matras coordonnés Japonais etc ; Couleurs solides, conseils gratuits. Dalles plastiques ou moquettes. Étonnantes. Pose assurée. Ne pas tarder. (-5 % locaux Mous)

A B C D E F G

AVANT LA VENUE EN LORRAINE DE M. FABUS

Le conseil général de Moselle demande le réexamen du plan de l'acier

M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la recherche, se rendra jeudi 26 avril à Nancy, comme il s'y était engagé le 10 avril lors de sa première visite en Lorraine.

Il rencontrera les parlementaires, les responsables du conseil régional et du comité économique et social, les syndicalistes, les dirigeants de l'université et les représentants des organisations patronales. On s'attend que le ministre annonce plusieurs projets d'implantations industrielles, par exemple dans le domaine des antennes de réception de télévision directe par satellite, à partir des usines de Thomson et Philips.

De même Renault, qui a deux filiales en Lorraine, à Batilly et à Thionville, pourrait faire un effort en matière d'emploi.

Le conseil général de la Moselle, réuni le 24 avril en session extraordinaire pour examiner les conséquences du plan sidérurgique du gouvernement, a adopté à la majorité une motion exigeant « l'annulation et le réexamen du plan acier ».

Les conseillers généraux socialistes ont voté contre et les élus commu-

nistes se sont abstenus, nous indique notre correspondant à Metz.

L'assemblée départementale, présidée par M. Julien Schwartz, RPR, qui a également décidé de constituer une commission d'information pour étudier « la rentabilité du site de Gandrange », demande la mise en œuvre par l'Etat « d'une politique de réimplantations industrielles lourdes dans le bassin sidérurgique ».

En outre, le conseil général réclame « l'implantation dans la région de pôles de recherches scientifiques et technologiques dans le domaine des nouveaux métaux » et la « réalisation d'un dispositif de diversification qui soit orienté à la fois sur le bassin sidérurgique, le bassin houiller et les zones rurales ».

La CFDT souhaite que M. Fabius discute avec les syndicats de la « cohérence des choix opérés » dans le cadre du plan acier. Il ne s'agit pas de proposer un « contre-projet industriel » mais d'exprimer des « exigences industrielles ».

Un mot d'ordre de grève interprofessionnelle d'une heure a été lancé pour le 26 avril.

Mort de Roland Penrose

Un peintre ami des peintres

Roland Penrose, peintre et écrivain d'art, est mort à Londres le 23 avril. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

On n'a jamais su définir cet Anglais d'ascendance québécoise : peintre, écrivain, organisateur d'expositions et collectionneur.

Né en 1900, éduqué dans les bons collèges anglais, cherchant à vingt ans sa voie dans la peinture, il s'adresse à Roger Fry, l'historien d'art éminent de Cézanne et du post-impressionnisme en Angleterre. Ce dernier l'encourage à aller en France.

Dans les milieux artistiques et littéraires surréalistes, Roland Penrose

rencontre sa première épouse, la poétesse Valentine Boud. Quelques années après, en 1934, Edoard présente à Picasso. En fait, Penrose, n'ayant pas tout à fait trouvé son chemin dans la peinture, tente d'écrire et suit donc Picasso dans ses lieux de vacances, les plages sur la Côte d'Azur.

Roland Penrose sort son livre blanc plus tard en 1958, mais l'ouvrage Picasso, sa vie, son œuvre, bien qu'apocryphe, est boursé d'annotations de première main.

Organisateur de l'exposition de l'Internationale surréaliste à Londres, en 1936, Roland Penrose crée par la suite un Institut des arts contemporains qui organise des manifestations où il lui arrive de montrer ses propres tableaux. Il est responsable, en 1960, à la Tate Gallery de Londres, de la rétrospective Picasso, succès populaire suivi d'expositions consacrées à Max Ernst, à Miro et à la sculpture de Picasso.

Ayant épousé Lee Miller, photographe vedette de Vogue, qui avait auparavant posé pour Man Ray, Roland Penrose a montré récemment de gentils collages surréalistes à la galerie Henriette-Gomez, à Paris, et publié ses Mémoires au Cercle d'art, où il raconte, sur son ton habituel de causeur anglais, une vie de peintre et d'ami de peintres.

JACQUES MICHEL

LE RÉTABLISSEMENT DES MENTIONS AU BACCALURÉAT

Le Journal officiel du 25 avril publie le décret rétablissant les mentions au baccalauréat. L'article 17 du décret révisant cet examen est ainsi modifié : « Les diplômés délivrés aux candidats admis à l'issue du premier groupe d'épreuves portent les mentions Assez bien, quand le candidat a obtenu une note moyenne au moins égale à 12 et inférieure à 14 ; Bien, quand le candidat a obtenu une note moyenne au moins égale à 14 et inférieure à 16 ; Très bien, quand le candidat a obtenu une note moyenne au moins égale à 16 ».

Compte tenu de cette publication, les mentions ne seront donc pas imprimées à partir du mois de juin 1984, comme il était prévu (le Monde du 14 mars).

LA HAUSSE DU DOLLAR

CONTINUE : 8,26 F

Amorcée huit jours auparavant, la hausse du dollar s'est poursuivie mercredi 25 avril sur les marchés des changes. La monnaie américaine est passée de \$ 23 F à \$ 26 F et de 2,6750 DM à 2,6850 DM.

Cette nouvelle hausse a été provoquée par l'annonce d'une augmentation des prix de détail aux États-Unis de 0,2 % seulement en mars, alors que l'on attendait davantage.

Cette « sagesse » du prix atténue les craintes d'une surchauffe et, surtout, rend très attractif le niveau actuel des taux d'intérêt américains, tout en maintenant la confiance dans l'investissement « réel » qui peut être obtenu.

HAUSSE DE TARIFS SUR LES GRANDES LIGNES SNCF : + 5,5 % AU 1^{er} MAI

Les tarifs voyageurs du réseau grandes lignes de la SNCF augmentent en moyenne de 5,5 % le 1^{er} mai prochain. Le prix ordinaire du kilomètre passera à 37,71 centimes en deuxième classe et à 56,56 centimes en première.

Les prix des abonnements seront majorés de 5,5 % en moyenne, celui des cartes Vermeil passera à 61 francs, ceux de la carte jeunes et du « carré jeunes » à 125 francs. Le prix de base des suppléments sur « trains désignés » est fixé à 13 francs.

Le droit de réservation de places assises sera désormais de 10 francs, le droit d'enregistrement d'un bagage de 23 francs et le prix de la consigne manuelle de 8 francs. Les prix des suppléments couchettes et voitures-lits, des tickets de quai et des consignes automatiques demeureront fixés à leur niveau antérieur.

La précédente hausse des tarifs ferroviaires de voyageurs sur les grandes lignes avait eu lieu le 1^{er} avril 1983 et elle avait été en moyenne de 8 %. Pour 1984, la SNCF souhaitait être autorisée à les augmenter de 6,1 % au 1^{er} janvier.

LE PARLEMENT DISCUTE DU DROIT DE GRÈVE DES « AIGILLEURS DU CIEL »

Le personnel du Centre régional de la navigation aérienne (CRNA) de Brest a décidé, au cours d'une assemblée générale, de procéder, mercredi 25 avril, à des arrêts de décollage pendant trois périodes d'une heure chacune sur l'ensemble des aéroports bretons.

En revanche, les quatre autres CRNA français (Athis-Mons, Aix-en-Provence, Reims et Bordeaux) sembleraient devoir retrouver une activité normale, ce mercredi, alors que devait être discuté à l'Assemblée nationale le projet de loi qui a suscité les critiques des « aigilleurs du ciel ». Ce texte vise, en effet, à leur restituer le droit de grève en l'assortissant d'une obligation de « service minimum » que repousse la profession.

Le syndicat national des contrôleurs du trafic aérien (SNCTA), principale organisation du personnel technique de la navigation aérienne, qui mène une action de « grève du zèle » depuis le 20 avril pour protester contre cette disposition, attend le vote du Parlement pour arrêter son attitude quant aux suites à donner à son mouvement.

Les perturbations les plus importantes ont été enregistrées le mardi 24 avril. Après qu'une centaine de vols nationaux et internationaux eurent été retardés de plusieurs heures au départ de Paris dans la matinée (le Monde du 25 avril), au point qu'Air Inter a dû annuler une quinzième de liaisons. L'arrêt des autorisations de décollage décidé par le CRNA d'Aix-en-Provence de 16 heures à 20 heures a retardé soixante-quatre autres vols en partance des aéroports du Sud-Est.

Sur le vif

Gros malin

C'est fou, la chance qu'on a en France en ce moment. On est vraiment bien gouvernés. Ils sont forts, nos ministres. Très, très forts. Surtout le premier. Il a une idée géniale, Mauroy, une idée toute bête, comme toutes les grandes idées, seulement il fallait y penser : nous obliger à résoudre nous-mêmes les problèmes qu'on nous avait chargés de régler.

Le moyen ? Simple : en faisant de la pub. Beaucoup de pub. De la pub dans tous les sens. En sens contraire, de préférence. C'est là qu'est l'astuce. Dans le miroir on évite notre méfiance à l'égard des petits délinquants : gare à votre portefeuille. A la télé, on évite notre pitié pour les délinquants en puissance : sortez vos porte-monnaies.

Je ne vois pas, en effet, ce qu'on pourrait bien faire d'autre après avoir vu, mardi soir, à l'écran le spot, incroyablement confus d'ailleurs, pour la prévention de la délinquance. Vous avez compris de quoi il s'agissait ? Vous voulez que je vous explique ? Six jeunes funambules, avançant, les bras en balancier, sur le fil de la vie. Ils risquent à chaque instant de trébucher, de basculer, de se laisser prendre au piège, vite refermé dans un cli-

quement de menottes, le piège du vol, du recel et du trafic de la drogue. Et alors ? Et bien, ça justifie : à vous de jouer, messieurs-dames. La délinquance, c'est votre affaire. Pas la sienne. Pas celle de Mauroy. Lui, de la corde raide, il en fait assez comme ça.

C'est comme pour l'alcool. On nous balance des messages destinés à nous en protéger : buvez-en moins. Et d'un même mouvement on protège les vidéotours. On ne leur dit pas, surtout pas : produisez-en moins, ça fait grossir, ça brouille le teint.

Et la Seize, donc ! C'est un monopole d'Etat. C'est l'Etat qui fait de la pub dans les journaux pour nous inciter à fumer, à nous empoisonner, à attraper le cancer et à en crever. Ça le gêne un peu forcément. Il ne tient pas à ce que ça se voie trop. Alors, savez-vous ce qu'il nous conseille d'acheter ? Des cigarettes ! Mais dans un étui vraiment spécial, celui d'un paquet de cigarettes, des Nevers, des Royale, étalées en pleine page-couleur dans les hebdomas. C'est pas malin, ça ? Je vous dis : ce sont des craks, ces gars-là.

CLAUDE SARRAUTE.

A LA ROCHELLE, DU 1^{er} AU 3 JUIN

Le III^e Festival de la FM

Le III^e Festival de la FM aura lieu à La Rochelle les 1^{er}, 2 et 3 juin prochains. Cette manifestation, organisée conjointement par la Maison de la culture de la ville et l'Association des radios de la région, entend réunir l'ensemble des partenaires : animateurs et journalistes, producteurs et publicitaires, industriels et commerçants, responsables politiques et administratifs - intéressés par le phénomène de la radio locale.

Cette initiative ambitieuse est présentée, ce mercredi 25 avril, par ses responsables au carrefour international de la communication à la Défense.

Près de cent vingt radios avaient participé à La Rochelle les 1^{er}, 2 et 3 juin 1982, au I^{er} Festival de la FM. Elles étaient deux cent cinquante l'année suivante à s'être manifestées à Toulouse pour la seconde édition de ce festival. Elles devraient être, cette année, beaucoup plus nombreuses à La Rochelle, limitées, cette fois, par tous ceux qui, dans le secteur de la « périradio », proposent aux radios les services les plus divers. Car au traditionnel palmair, qui couronne les meilleures émissions, classées en onze catégories, s'ajoutent cette année d'autres événements.

Plusieurs forums abordent les thèmes de la nouvelle communication radiophonique, de la publicité, de la radio locale, dont le système de l'information, du statut des entreprises de communication, des réseaux de la francophonie, et auxquels participent notamment MM. Jean-Michel Galabert, président de la commission consultative sur les radios locales privées, Stéphane Hessel, membre de la Haute Autorité, et M. Michel Crépeau, ministre, maire de La Rochelle. Une exposition des techniques et des services de la modulation de fréquence, installée sur trois cents mètres carrés, est réservée à tous ceux, fabricants de matériels, organismes publics et parapublics, prestataires de services, producteurs et distributeurs de programmes, agences sonores et conseils en communication, qui souhaitent présenter leurs

services et se faire connaître des radios. Une banque sonore devrait aussi permettre de promouvoir les divers documents proposés par des radios et des créateurs indépendants.

Enfin seront organisés un Salon des radio-répondus, un « marathon radiophonique » des duplex entre Radio-La Rochelle, devenue radio officielle du festival, et un studio installé dans le Centre Seabourg, à Paris, ainsi que des liaisons régulières avec l'atelier radio du Mer-moz, ce navire affrété pour transporter, de Montréal à Saint-Malo, de jeunes Français et Québécois à l'occasion du quatre cent cinquantième anniversaire de la découverte du Canada ; l'occasion pour une vingtaine de radios québécoises de se joindre également au Festival de La Rochelle.

Le tournant que s'approprient à prendre de nombreuses radios et les débats en cours à propos de l'introduction de la publicité sur l'antenne des radios libres accroîtront encore l'intérêt de cette manifestation.

A.C.

* Banque de programmes, BP 54, 75462 Paris, Cedex 10. Tél. : 294-93-32.

(Publicité)

Des vitres blindées et des calories économisées

Le fameux film anti-attraction Socray-film, appliqué sur vos vitres, leur confère une résistance de 2,6 tonnes au centimètre carré. Il est invisible et peu coûteux. (Expéditions en province). Et pour lutter très efficacement contre le froid et le bruit, posez vous-même ou faites poser la sur-vitragé DUO-FENÊTRE, très esthétique et l'un des moins onéreux du marché. PRIVAD, 5, rue Charlot, 83320 PAVILLON-SOUS-BOIS. Tél. : (1) 848-85-37.

University Studies in America Inc.

Une importante organisation universitaire américaine vous offre la possibilité de faire un an d'études dans une grande université US que vous choisirez (anglais, français, espagnol, etc.) et vos diplômes (de la terminale au doctorat) ou d'engager un cycle complet de préprofessionnel à l'Université ou au « Master » ou au « Ph.D. » CALIFORNIE, FLORIDE, MIDDLE WEST, NORD-EST. USA-French-Office, 57, rue Charles-Laffitte, 92200 Nanterre, 722.94.94.

SÉJOUR WEEK-END DANS DES CHATEAUX PRIVÉS

Forfait, hébergement, repas, loisirs Catalogue sur demande



Téléphone : (3) 024-18-16 B.P. 4 - 78220 VIROFLAY

(Publicité)

avez toujours dans votre réfrigérateur **KRITER Brut de Brut** un ami peut arriver, il aimera Kriter bien glacé

Elements en VRAI BOIS

Tous styles. Tous bois. Combinaisons. Toutes dimensions. CREDIT FACILE

CAPÉLOU 37 Av. de la République - PARIS 11^e Métro Parmentier - Tél. 357.45.35

(Publicité)

Un vin de grande table **CRAMOISAY** toujours à sa place

مكزا من الأصل